

150

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Mathématiques, 75427 Paris Cedex 09
QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14020 - 4,50 F
VENDREDI 23 FÉVRIER 1990
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Varsovie et la réunification allemande

La Pologne demande un traité garantissant ses frontières

La peur

S'il veut être le « chancelier de la réunification », M. Helmut Kohl devra lever enfin, et de façon radicale, toutes les questions sur la question des frontières. Au moment où, dans la hâte et l'euphorie de certains, se refait déjà l'unité de l'Allemagne, la peur, parfois viscérale, de voir l'histoire encore une fois se répéter se réveille.

C'est évidemment la Pologne qui l'exprime avec le plus de force. M. Geremek évoquait mercredi à Paris le risque de guerre. Le même jour, le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, demandait qu'un traité garantissant la frontière germano-polonaise soit conclu préalablement à la réunification. Il se prononçait pour le maintien dans son pays, jusqu'à la solution du problème allemand, des troupes soviétiques qui y sont stationnées et pour leur maintien en Allemagne orientale, même après la réunification. Faut-il que la peur soit profonde pour que Solidarité vote ainsi au secours du pacte de Varsovie en péril ?

NUL, certes, ne prête au chancelier le noir dessein d'enfoncer des revendications irrédentistes pour l'instant très isolées dans l'opinion allemande et de partir à la reconquête de la grande Allemagne de 1937. Il s'en est clairement défendu à Paris en décembre, mais ni à Bonn ni à Varsovie en novembre.

La Silésie, la Poméranie, représentent le tiers du territoire polonais ; près de deux millions de personnes d'origine allemande, selon Bonn, y vivent encore. Des millions d'autres, aujourd'hui implantés en République fédérale, ont fui devant l'armée rouge pendant la guerre ou ont été expulsés en 1945 dans des conditions dramatiques qu'elles n'ont pas oubliées. M. Vaclav Havel a compris l'hypothèque que faisait peser, sur les relations profondes de la Tchécoslovaquie avec l'Allemagne, les souvenirs de l'expulsion des anciens Allemands des Sudètes, et il a demandé, dès sa prise de fonction, que les historiens fassent toute la lumière sur les responsabilités dans ces épisodes tragiques de la fin de la guerre. L'abus n'est pas crevé avec les Polonais. Qui sait si demain un mouvement d'opinion ne pourrait se développer en Allemagne, alléguant par exemple le sort fait à la minorité allemande de Pologne ? Qui sait à quel engrenage il pourrait conduire ?

VARSOVIE a besoin de garanties formelles que les quatre puissances responsables du statut de l'Allemagne jugeront, à n'en pas douter, légitimes. M. Helmut Kohl s'abstient jusqu'à présent derrière des objections d'ordre juridique (il ne peut, dit-il, agir au nom de l'Allemagne tout entière) que la procédure proposée mercredi par M. Mazowiecki vise à faire tomber. Parmi les motifs non avoués des ambiguïtés qu'il entretient, il y a enfin l'épineux problème des réparations que la conclusion d'un traité avec la Pologne ne manquerait pas de soulever. Il y a enfin, sans doute, des considérations d'ordre purement électoral : le souci de ne pas s'aliéner pour les élections de décembre, qui promettent d'être serrées le pourcentage des voix. Il y a enfin des membres les plus extrémistes des associations de réfugiés.

Rien de tout cela ne saurait prévaloir au moment où se joue le sort de l'Europe.

M 0147 - 223 0 - 4,50 F



3790147004500 02230

Rallonge budgétaire et rénovation « en profondeur »

M. Rocard veut remobiliser le monde judiciaire

Pour tenter de remobiliser le monde judiciaire, M. Rocard devait consacrer l'essentiel de sa journée du jeudi 22 février à une série de rencontres et d'interventions sur la justice. Après avoir reçu M. Arpaillange, garde des sceaux, il devait, dans un discours prononcé à la chancellerie, annoncer une série de mesures, notamment budgétaires, et affirmer sa volonté d'annoncer une réforme en profondeur de ce secteur en crise.

Grève des avocats sur l'aide légale, difficile accouchement de l'avant-projet de loi sur le rapprochement des professions d'avocat et de conseil juridique, grogne des greffiers, malaise des magistrats, évènements en série : la justice ne se porte pas très bien, admet-on aujourd'hui à la chancellerie.

Le premier ministre a décidé de prendre lui-même les choses en main : M. Rocard devait passer la journée du jeudi 22 février au chevet du monde judiciaire.

ANNE CHEMIN

Lire la suite page 14 - section B

Convention médicale : rupture

Après l'échec des négociations, l'hypothèse d'une convention spécifique pour les généralistes est envisagée

page 14 - section B

Les élections au Nicaragua

Le Front sandiniste mobilise ses partisans

page 6

Cuba, « dernière tranchée » du socialisme

Les « marginaux » du régime

page 7

M. Giscard d'Estaing et l'union

Devançant MM. Noir et Létard, l'ancien président de la République reprend sa croisade

page 10

« Nikita », film de sang

Après « le Grand Bleu », Luc Besson plonge dans un univers de violence et d'hystérie

page 17 - section B

Le malaise des juifs de France

Les laïcs et les religieux divisés

page 13 - section B

Le sommaire complet se trouve page 40 - section D

M. Mitterrand au Bangladesh

Le président de la République est arrivé jeudi 22 février à Dacca pour un voyage officiel de trois jours durant lequel il doit étudier les projets de lutte contre les inondations au Bangladesh. Avant de quitter Islamabad, M. Mitterrand avait annoncé que la France autoriserait la vente au Pakistan d'une centrale nucléaire.

Lire l'article de nos envoyés spéciaux au Pakistan, Jacques Amalric et Laurent Zecchini page 8



Un krach larvé

Après une forte déprime, les marchés boursiers se redressent

Après les fortes turbulences de mercredi, les marchés boursiers semblaient retrouver, jeudi 22 février, une certaine sérénité. Wall Street a bien résisté mercredi (-0,5 %) ; Tokyo a regagné, jeudi, un peu du terrain perdu (+0,3 %). A Paris, l'indice CAC-40 était en légère hausse à l'ouverture. Les perspectives de l'union monétaire allemande et de hausses de taux d'intérêt pèsent sur les places internationales.

Les marchés boursiers mondiaux sont-ils plongés, depuis le début de cette année, dans un krach larvé ? Point de violente tempête, comme en octobre 1987, mais une dégradation lente et continue. Il y a trois mois encore, le mini-krach du 16 octobre 1989 rapidement surmonté, c'était l'euphorie sur toutes les places financières internationales. Aujourd'hui, le climat a changé du tout au tout. A Tokyo, à New-York, à Francfort et finalement, par effet de contagion, à

Paris. Que s'est-il passé ? A des facteurs politiques généraux, liés aux événements de l'Est, se sont ajoutées des circonstances économiques propres à chaque pays.

Il y a trois mois, l'optimisme était la règle. Les vents d'est et la perspective de nouveaux marchés jetaient un parfum enivrant parmi les investisseurs. Il était alors difficile d'y résister, ne fût-ce qu'un temps. Aux premiers jours de 1990, deux mois après cette embellie, le retour à la réalité est brutal avec l'apparition d'une nouvelle préoccupation liée à la réunification allemande. Les craintes d'un tel rapprochement s'ajoutent désormais à celles concernant l'évolution économique du Japon et des Etats-Unis, mises un temps en sommeil. Il n'est donc pas de jour sans que l'une des faces de ce triptyque boursier n'influe sur l'évolution des cours de l'ensemble des places internationales.

DOMINIQUE GALLOIS

Lire la suite page 29 - section D

AFFAIRES

L'excellente santé des marchés aériens d'Asie

Les transporteurs d'Extrême-Orient enregistrent de très bons résultats et commandent de nombreux appareils.

Le consensus suédois menacé

Un entretien avec Bernard Brunhes.

Le Dynamo de Kiev joue la perestroïka

Le plus célèbre club de football d'Union soviétique veut se diversifier.

pages 33 à 36 - section D

RÉGIONS

Les conseils régionaux parlent sur l'Europe

Les élus des régions s'interrogent sur leur pouvoir économique face à l'échéance de 1993.

page 37 - section D

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

FÉVRIER 1990

L'ECONOMIE DE LA DROGUE

UN FLÉAU MONDIAL

Ce dossier spécial retrace l'histoire millénaire de la drogue. Il analyse le danger qu'elle représente actuellement pour l'humanité et montre que la France n'est pas épargnée. Il évoque ses conséquences médicales : le sida et la toxicomanie.

PRODUCTION DE LA DROGUE ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

La production des cultures illicites dans les pays sous-développés est analysée en détail, avec les cartes des zones de production. Le Monde dossiers et documents fait le point sur les retombées de la macro-économie dans ces pays : multiplication des conflits locaux, destruction de l'environnement.

CIRCUIT DE LA DROGUE

Le Monde dossiers et documents explique le cheminement de la drogue, du producteur au consommateur ; comment le blanchiment de l'argent se fait à travers des intermédiaires et des places financières complexes. Enfin, il évalue les moyens mis en œuvre pour une lutte efficace.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Collège de France, Collège d'Europe

Un Allemand, M. Harald Weinrich, linguiste et théoricien de la littérature premier titulaire de la nouvelle « chaire européenne »

Le Collège de France, vial et prestigieux établissement d'enseignement et de recherche fondé par François I^{er}, accueille vendredi 23 février, pour sa leçon inaugurale, le professeur allemand Harald Weinrich, premier titulaire de la toute nouvelle « chaire européenne » créée en 1989. D'année en année s'y succéderont des enseignants des diverses nations du Vieux Continent.

MUNICH

de notre envoyé spécial

Minuscule scène de genre munichoise. Mais du genre à vous redonner une idée éblouissante de la fonction universitaire parfois un peu délabrée sur la rive française du Rhin. Harald Weinrich venait d'évoquer le temps qui manque, qui manque tou-

jours à qui écrit et voudrait encore mener à bien mille autres travaux : « Ce manque de temps, c'est le problème de ma vie. J'ai presque toujours été le professeur de beaucoup d'étudiants ; des centaines à la fois, quelquefois beaucoup plus. Je suis assez scrupuleux dans l'accomplissement de mes tâches d'ensei-

gnant. Ainsi, j'ai toujours corrigé de ma main avec minutie tous les travaux de tous mes étudiants. »

Ainsi parlait, avec la pondération dont il paraît ne jamais pouvoir se départir, le respectable professeur.

MICHEL KAJMAN

Lire la suite page 5

LIVRES • IDÉES

- « Lettres à Sartre », de Simone de Beauvoir.
- Voyage aux Etats-Unis sur les traces d'Edgar Poe, par Georges Walter.
- Le débat : historiens et sociologues enquêtent sur l'évolution des conditions sociales en France.
- La chronique de Nicole Zand : « Les vestiges du jour », de Kazuo Ishiguro.
- Le feuilleton de Michel Braudeau : l'Amérique à la petite cuiller.

pages 21 à 28 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Les bouleversements dans les pays de l'Est

Une histoire sans fin

par Jean-Pierre Garnier et Louis Janover

SORTIR du communisme pour rentrer dans l'Histoire, tel serait le bilan, en tout point positif, de la nouvelle révolution de 89, celle qui conduit les pays de l'Est à rejoindre la grande famille des démocraties. Mais de quel communisme parlait-on ? Et de quelle Histoire est-il question ?

Si les travailleurs avaient réussi quelque part à réorganiser la société au profit de la majorité, après en avoir fini avec l'exploitation et la domination, cela se saurait ! Or, jusqu'à plus ample informé, le communisme et le socialisme sont demeurés autant d'appellations incontrôlées. Ou plutôt très contrôlées par les partis ou les gouvernements qui, à l'Est comme à l'Ouest, abusent de ces labels pour abuser les gens. Quel est donc le sens de la transition en cours de l'autre côté d'un rideau de fer en passe de devenir passoire ? Sortir d'un capitalisme d'Etat à bout de

et à fondre son avenir en lui. Mais qu'advient-il d'elle si elle devait ainsi entrer, de façon définitive, dans cet univers gelé de la reproduction ?

Capitalisme sans frontières

En bloc, l'Est a choisi la liberté... d'entreprendre. Des bureaucrates transforment des affaires d'Etat aux affaires tout court, des syndicalistes et des intellectuels oppositionnels se transforment en gestionnaires ou en apologistes des politiques d'austérité dictées par le FMI et la Banque mondiale. Tous s'entendent comme larvins dans cette nouvelle foire au profit et pressent industriels et banquiers occidentaux de venir chez eux faire de « bonnes affaires ». Preuve, s'il en était besoin, après tant de polémiques, que les systèmes socio-économiques autoproclamés socialistes n'avaient rien de fonda-

teurs dans la spirale de sa reproduction élargie. Et il en ira, à terme, de l'Europe orientale comme de l'Europe des Douze en cours d'unification. La cohérence propre de l'espace européen, quels qu'en soient les contours, est déterminée par sa capacité à structurer les industries, les banques et les échanges dans le cadre de stratégies planétaires. Si, de Brest à Vladivostok, « maison commune » il doit y avoir, à défaut de communisme, autant dire que ce sera avant tout une maison de commerce. Maisons de rapport, hôtel du libre-échange, maison de passe ou, dans les alcôves de l'économie mixte, les adeptes intimes du laissez-faire, laissez-passer pourront prendre leurs aises en compagnie des nomenklaturistes convertis au libéralisme et reconvertis en entrepreneurs et des ex-dissidents promus décideurs.

Pour spectaculaire qu'elle soit, cependant, cette extension spatiale du capitalisme n'est peut-être pas ce qui importe le plus pour son

technique, dévotion de la religion catholique et autres théologies de la communication ! Cette nouvelle vague d'optimisme scientifique et technicien fait suite à beaucoup d'autres. Elle sera suivie des mêmes déceptions. Tant que subsistera la domination de l'homme par l'homme, chaque avancée dans sa maîtrise de l'univers a toutes les chances d'aller de pair avec une régression dans ses relations avec autrui.

Accompagné d'un battage médiatique sans précédent, l'enflement de l'Europe une constitution, les médias ont juré en avoir fini avec les lendemains qui chantent nous annonçant pour le 1^{er} janvier 1993 l'aube nouvelle d'un avenir radieux. Mais, pas plus que l'Europe des patries, qui bat sérieusement de l'aile, l'Europe des patrons, qui prend maintenant son envol, n'a de quoi galvaniser les foules. Quant à « l'Europe sociale », censée suppléer à l'abandon de tout projet socialiste, elle ne sortira pas non plus de leur apathie. Rien sur les fronts baptisés par des champions avérés de l'austérité et de la mise au pas des grévistes, voire de leur mise à pied, se fera longtemps attendre. En revanche, l'Europe des poches et le Marché commun de la répression ont déjà pris quelques bonnes longueurs d'avance. Sous couvert de chasse aux clandestins, des mesures ont été concoctées dans la plus grande clandestinité, à Schengen et ailleurs, pour légaliser les entrées au droit d'asile ou à la libre circulation des individus suspects de ne pas être de bons Européens.

Du gant de fer à la main invisible

Certes, les membres de la jet set intellectuelle sont tous disposés à travailler à l'Europe en supplément d'âme culturelle. A leurs yeux, elle ne saurait être seulement un supermarché : il lui faut devenir une civilisation. Mais, même dans leurs diatribes contre la logique productiviste, la dictature du marché, le règne du néolibéralisme, le primat de l'économie, l'obsession du profit, ils se gardent bien de pousser la critique jusqu'à condamner l'extension de droit d'asile, l'entreprise de marché, la liberté d'entreprise : bref, les fondements du capitalisme. Seuls ses excès sont en cause, et non ses principes de fonctionnement qui pourraient fournir le substrat matériel de l'économie humaine.

Cette vision idéaliste d'un capitalisme à visage humain ne date pas d'hier. Les périodes d'affairisme débridé sont toujours propices aux poussées de moralisme. Il est cocasse, à cet égard, que les voix qui s'élevaient depuis peu contre « l'odeur d'argent » qui empuise l'atmosphère soient celles, grâce auxquelles ceux qui la répandaient doivent d'être revenus en odeur de sainteté.

Les écologistes ne sont pas les derniers à vouloir purifier l'environnement tout en conservant ce qui contribue à la prospérité. Face à la dégradation du cadre de vie, au péril qui menace la survie de l'espèce, l'heure serait venue de se mobiliser pour promouvoir un autre développement, un autre « développement ». De développement capitaliste, cela va sans dire, même si cela n'est pas jamais dit. Car, si « nul système n'est immortel », même le mieux réglé, il semblerait que le nôtre échappe à la mortalité. Aussi les gourous de la « conscience planétaire » inventent-ils la « conscience planétaire » à l'union sacrée pour « sauver la Terre-patrie ». Au nom du danger commun, ils veulent refaire le coup de la Mère-patrie et nous faire oublier que ce mode de production se révèle de plus en plus un mode de destruction tous azimuts.

« L'âge de fer » où nous végétons encore à l'ère du microprocesseur n'est qu'un autre nom - destiné à donner le change - pour désigner cette préhistoire d'où le vieux Marx nous incitait à sortir, sous peine de devoir tous y rester.

Si l'ombre du « tout-Etat » tant redouté achève de se dissiper, c'est au profit du « total ». Certes, l'Etat demeure présent, même s'il n'est pas omnipotent. Encore que le « nouveau civisme » que l'on cherche à instaurer, grâce à une symbiose entre la police et la nation, ne soit pas des plus rassurants. Ne conduira-t-il pas, de chaque citoyen la vigile de l'ordre établi, à transformer la société civile en une société civique où le pouvoir exécutif pourrait faire le plein de ses exécuteurs ?

« Il est probable, écrit A. Huxley dans le Meilleur des mondes, que nous les gouvernements du monde seront plus ou moins totalitaires. (...) Il n'y a, bien entendu, aucune raison pour que les totalitarismes nouveaux ressemblent aux anciens. » Si cela était, le communisme, en démantelant des impostures ou le déconstruisant, serait une idée neuve en Europe.

► Jean-Pierre Garnier est urbaniste ; Louis Janover est écrivain.

Laïcité et religions

Le sens du sacré

par Jean-Pierre Molina

D'ABORD une précision de vocabulaire : le sacré est une atteinte au sacré et le blasphème, un sacrilège verbal.

Pour qu'il y ait blasphème ou sacrilège, il faut donc du sacré : quelque chose, une zone, une bulle sacrée, c'est-à-dire intouchable, infranchissable, dont la frontière circonscrit une forme d'extraterritorialité, un droit d'asile, une obligation de neutralité totale... bref, un comportement tout autre parce que ce territoire est le domaine d'un dieu, d'une nation étrangère, d'un absolu. Puis un blasphémateur qui dit la chose inouïe, un profane qui fait le geste sacrilège : un Rushdie, un Scorsese, un carmel mal placé, deux foudrards dépayés.

Mais la jonction de ces deux éléments ne produit pas plus le sacré qu'un pétard mouillé n'ébranle une bastille. Pour qu'il y ait blasphème, pour que se répande la sainte consternation, il manque encore un personnage intermédiaire : le témoin choqué. En lui, l'image sacrée est agitée. Sans lui, l'univers qui entoure le territoire sacré n'est pas profane, donc ne présente pas avec l'objet saint ce caractère d'incompatibilité qui fait l'impact des grandes profanations. L'intensité avec laquelle ce témoin réagit n'est pas liée à la profondeur de ses convictions : ainsi les nouveaux convertis de la laïcité, qui déclarent hier encore en demandant la tête de Savary, manifestant aujourd'hui la plus grande intrépidité envers la présence du foulard islamique à l'école.

Evidemment, l'explosion atteint sa plus pure violence lorsque profane et sacré se rejettent mutuellement comme impurs : le sacrilège est alors réciproque. Or, dans le climat français, un tel rapport n'oppose pas aujourd'hui les intégristes des différentes croyances mais les intégristes religieux et ceux de la laïcité. Entre intégristes chrétiens et intégristes musulmans, tout le monde voit le fossé entraver, mais tout le monde aussi constate leur communauté de politique et d'intérêts, et la rareté de leurs affrontements directs. C'est qu'entre eux le contact est rarissime. Et leurs enfants ne fréquentent pas les mêmes écoles... Pas de contact : pas d'explosion.

En revanche, entre croyants de toute obédience et partisans d'une laïcité universaliste, le contact est par définition possible. Ceux qui, aujourd'hui, réclament que la loi le rende impossible, réclament la coupure intégriste. Interdisant à la religion de faire un pas hors du domaine privé, ils la violent comme une Chernobyl contagieuse, à isoler par tous les moyens. Entre eux et les monstres de Tchad, l'horreur est totale. Mais ici encore, c'est entre proches qu'a lieu le choc : fondant en même temps sur l'oripeau islamiste, les taureaux de la laïcité s'affrontent sous l'œil du toréador indomme. Et se brisent les cornes sans effacer leur l'effacement.

Le sacerdoce universel

On entend quelquefois regretter le silence des protestants en ces affaires. Mais qu'ont-ils à y voir ? Beaucoup : résolument absents de la concurrence sur les « lieux saints » et des revendications de propriété sur l'image cinématographique de Jésus, l'usage médiatique de la Bible ou l'organisation du calendrier scolaire, ils proclament le sacerdoce universel. Doctrine qui ne signifie pas, comme on le croit souvent : « Personne n'est prêtre et tout est profane », mais : « Tous les hommes sont sacrés et toute la Terre est terre sainte ». Ce sont alors le meurtre de l'homme, l'écoulement et la souillure de la Terre qui deviennent sacrilèges. Ils le proclament, disais-je. Pas assez fort quand même. Car, après tout, ce message sans haine ne mérite-t-il pas autant d'écho que le coquettement lâché et plus de prosélytisme que les glissements fanatiques ?

« Ce qui souille l'homme, ce n'est pas ce qui entre dans sa bouche, mais ce qui sort de son cœur », est-il écrit. Autrement dit, la contamination ou l'indigestion ne représentent aucun risque sérieux pour la foi, car l'homme a un estomac d'acier et une étonnante aptitude à assimiler la pollution. Ce qui pollue irrémédiablement, c'est l'aptitude à polluer.

► Jean-Pierre Molina est pasteur, animateur de la Mission populaire.



souffle pour rentrer dans l'Histoire d'un capitalisme privé qui, restructuration aidant, a trouvé un nouveau souffle. Une Histoire qui ne semble pas près d'arriver à son terme, si tant est qu'elle en ait un, et qui pour se poursuivre n'a nul besoin de « grand dessein ».

« Le mouvement est tout, le but n'est rien », écrivait déjà Édouard Bernstein au début du siècle. A propos de l'avènement du socialisme, il est vrai, dont le réformisme était censé accoucher. Or c'est désormais au capital que la formule s'applique. Non seulement des espaces infinis s'ouvrent à son hégémonie, mais il paraît avoir l'éternité devant lui. Quitte, pour l'humanité, en guise de finalité, à confondre son devenir avec le sien

mentalement différent des sociétés mûries au soleil du libéralisme. La propriété d'Etat peut bien céder maintenant la place à la propriété privée, et les places à de nouveaux propriétaires. Pour les ouvriers et les employés rivaux à leur poste, l'appropriation des moyens de production restera tout aussi privative. Liberté du travail et concurrence riment avec flexibilité de l'emploi et vérité des prix, ils découvriront vite ce qu'il en coûte de confondre libéralisation et libération.

Cette mise sur orbite des économies « socialistes » dans la constellation capitaliste va parachever la mondialisation de ce mode de production qui, à des degrés et à des rythmes divers, entraîne tous les

futur. Elle ne doit pas faire oublier l'essentiel : son expansion sociale. Aux territoires qu'il achève d'envahir s'ajoutent les nouveaux champs d'investissements. Car la marchandisation ne connaît ni barrière ni domaine interdit. Loisirs, art, science, recherche, formation, communication, croyances, sentiments, plaisir : la logique marchande pénètre peu à peu toutes les sphères de la vie, des plus collectives aux plus intimes. Le corps lui-même n'échappe plus à cette mise à l'écran généralisée. C'est pourquoi les horloges d'organes, finant, comme les autres, cotées en Bourse, avec préférence direct sur les clients désireux d'augmenter leur part de portefeuille en payant de leur personne. Ainsi se réalise enfin le vœu d'un grand humaniste aujourd'hui décrié, même par ses anciens fans : l'homme, réduit à sa seule dimension de valeur d'échange, est bel et bien devenu le capital le plus précieux... pour peu qu'il soit rentable.

Un horizon indépassable ?

Apparemment, le capitalisme a le vent en poupe. A l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, nulle force sociale porteuse d'un modèle alternatif de société ! Nulle dérive populaire vers ce qui ne saurait être qu'un autre mode de production qui pourrait venir troubler la gestion des décideurs et la digestion des penseurs ! Car, s'il est beaucoup question du post-totalitarisme, de l'après-socialisme et de la fin du communisme, personne ne paraît plus souhaiter, ni même imaginer, l'avènement d'une ère post-capitaliste.

L'époque paraît lointaine où l'intelligentsia des « temps modernes » tirait sa raison d'être d'une critique radicale de la société. Depuis que les intellectuels post-modernes se sont rangés, ils ont cessé d'être dérangeants pour le pouvoir en place. Ils se montrent même des plus arrangeants lorsque les princes sollicitent leurs conseils. Ils font alors preuve d'un esprit post-critique à toute épreuve. Sauf à l'égard des « idéologies ». Celles des autres, évidemment, quand elles prennent pour cible l'ordre dans lequel ils se sont rétablis. Le plus souvent, qu'ils revendiquent haut et fort aujourd'hui paraît inspiré de celui qui prévalait dans la démocratie helvétique : la diversité dans la conformité. Et comme ne point à l'horizon aucune ambition commune, dément estamille, aucun projet collectif digne de ce nom, nos vagues intellectuelles s'emploient, sans désespérer, à fournir à nos compatriotes déboussolés des points de repère qui les aideront à mieux tourner en rond.

Passons sur les chants béats de la dernière révolution scientifique et

cette semaine dans

le nouvel Observateur

REVELATIONS SUR LE PREMIER HOMME

C'EST L'HISTOIRE LA PLUS PRODIGEUSE, LA PLUS PASSIONNANTE, LA PLUS IMPROBABLE, C'EST LA NOTRE. CELLE DE L'HOMME SUR LA TERRE. AVEC GERARD PETITJEAN, LE GRAND PALEONTOLOGUE YVES COPPENS VOUS INVITE A LE SUIVRE DANS SA MACHINE A REMONTER LE TEMPS.

AU COURRIER DU Monde

Médecins... et professeurs

Après les pharmaciens, les médecins dans la rue ; bonne foi, peut-être, inconscience - au moins chez les jeunes - sûrement !

Voudraient-ils se donner la peine de comparer le niveau de vie d'un agrégé de l'Université, en France, avant 1914, puis avant 1939, enfin de nos jours ? Et je ne parle pas du genre de vie, de la qualité de la vie (nombre et « nature » des élèves, nombre d'heures de travail, nombre de jours de congé, place dans la société).

Ces médecins veulent - en clair - retrouver les mêmes avan-

tages que leurs aînés, dans une autre société.

Le merveilleux dévouement aux malades de cette brillante jeunesse, grévé pour « sauvegarder la santé de leurs concitoyens », est réellement émouvant. Il est vrai qu'on leur demande, à l'entrée, des maths, et non de l'histoire sociologique de leur pays.

En classe terminales C et D, on ne rencontre plus de vocations de professeur, on se demande pourquoi, et on se retourne vers la civilisation des Etats-Unis pour deviner notre avenir.

MARCEL GUITTARD
professeur retraité,
Clermont-Ferrand

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-97

Télexcopieur : (1) 45-23-06-81 ; Télex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télexcopieur : (1) 49-60-30-10 ; Télex 261311 F MONDSIR

250 24 40 10

EUROPE

RDA

L'ancien maître espion Markus Wolf serait réfugié en Union soviétique

Markus « Micha » Wolf, chef de la Stasi - la police secrète est-allemande, officiellement démis - de 1958 jusqu'à sa démission en 1987, est actuellement réfugié en Union soviétique, selon le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung*.

Dans son édition du jeudi 22 février, le journal indique que le parquet est-allemand s'apprête à lancer un mandat d'arrêt contre le célèbre maître espion de RDA, soixante-six ans, dans le cadre de l'affaire Alexander Schalck-Golodkowski, du nom de l'ancien pourvoyeur en devises du régime

d'Erich Honecker, accusé par Bertin-Est d'avoir détourné plusieurs millions de marks à son profit. Markus Wolf serait notamment impliqué dans des ventes illégales d'armes à l'étranger, organisées par Schalck-Golodkowski.

« Micha » séjourne actuellement dans la datcha de sa demi-sœur près de Moscou et a l'intention d'y écrire un ouvrage sur les bouleversements intervenus en RDA, ajoute le quotidien qui précise que deux maisons d'édition ouest-allemandes lui ont déjà fait des propositions. - (AFP).

YOUGO-SLAVIE

Couvre-feu au Kosovo

Le couvre-feu a été décrété au Kosovo mercredi 21 février par le ministre de l'intérieur de cette province autonome yougoslave. L'interdiction de circuler de 21 h à 4 h locales dans toute la province est dictée par « la gravité de la situation en matière de sécurité » au Kosovo, selon un communiqué du ministère local de l'intérieur. Le document rappelle que l'interdiction aux personnes d'« accéder et circuler dans des endroits publics ou certains secteurs », arrêtée le 1^{er} mars 1989, est toujours en vigueur.

Malgré cette nouvelle mesure,

plusieurs centaines d'Albanais de souche ont manifesté mercredi après-midi à Kosovska-Mitrovica, Vucitza, Podujevo, Dakovica et Gnjilane, selon l'agence Tanjug. Une explosion criminelle dans la poste de Pec a fait plusieurs blessés, a indiqué la télévision-yougoslave.

Mardi, la présidence fédérale yougoslave, réunie en session d'urgence, avait décidé de faire participer l'armée aux opérations de maintien de l'ordre dans la province (le Monde du 22 février). - (AFP).

TURQUIE : après la démission de M. Yilmaz

Les divergences s'accroissent au sein du gouvernement

« Tremblement de terre au sein du gouvernement », titrait mercredi 21 février, le quotidien turc du matin *Hürriyet*, à la suite de la démission du ministre des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz (le Monde du 22 janvier). Pour l'instant, la secousse n'a pas détruit l'édifice gouvernemental, mais les fissures, déjà apparentes depuis plusieurs mois, se sont brusquement élargies.

ISTANBUL

« Il est important d'avoir un gouvernement qui travaille en harmonie. Les conditions minimales nécessaires à l'exécution de sa tâche ne sont plus réunies », a expliqué M. Yilmaz dans un communiqué, faisant allusion aux « ingérences » dans le domaine des affaires étrangères dont il s'est plaint à plusieurs reprises ces derniers temps. M. Ali Bozer, le vice-premier ministre, jusqu'à présent chargé des relations avec la Communauté européenne, a été nommé pour le remplacer.

La décision de M. Yilmaz révèle, une fois de plus, les difficultés dans lesquelles se débat le

Parti de la mère patrie (ANAP), fondé par l'actuel président de la République, M. Turgut Ozal, en 1983. Le parti, autrefois « soudé » sous la direction de M. Ozal, est maintenant divisé en plusieurs factions, qui luttent pour le pouvoir.

M. Yilmaz, au gouvernement depuis l'accession de l'ANAP au pouvoir, représente la tendance libérale pro-occidentale. Une aile conservatrice du parti sympathise avec M. Hassan Kemal Gulal, qui convoite - comme M. Yilmaz - le poste de premier ministre. Quant à l'actuel chef du gouvernement, M. Yildirim Akbulut, nommé en novembre dernier pour succéder à M. Ozal, devenu président de la République, il est si impopulaire que le quotidien *Sabah* a lancé un concours pour élire le meilleur plaisanterie à son sujet.

Manque de direction

La cuisante défaite de l'ANAP aux élections locales de mars 1989, au cours desquelles il n'avait obtenu que 21 % des suffrages, a accéléré le déclin de la popularité du parti, qui, au moment de son arrivée au pouvoir, semblait en mesure de faire de la Turquie un Etat moderne et démocratique. Malgré le tollé général qui avait suivi ces résul-

tats, M. Ozal avait refusé d'organiser des élections générales anticipées et avait même réussi à se faire élire président, malgré le boycottage des partis d'opposition, lors du scrutin.

Depuis lors, c'est l'impasse. L'opposition refuse de collaborer avec M. Akbulut et ne manque pas une occasion de lui mettre des bâtons dans les roues. Pour sa part, M. Ozal résiste mal à la tentation d'intervenir dans les affaires du gouvernement. La révision de la Constitution, nécessaire pour amener la Turquie à des normes de démocratie européennes, se fait toujours attendre.

Les signes de mécontentement se multiplient, sous forme de manifestations d'étudiants ou de fondamentalistes islamiques, attaqués aux cocktails Molotov, sans oublier trois assassinats politiques commis au cours des dernières semaines. S'il est désormais douteux que l'ANAP puisse attendre 1992, comme prévu, pour organiser des élections générales, les partis d'opposition ne semblent pas à même d'offrir une recette pour sortir de la crise.

Le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, est pour l'heure le plus populaire, mais il souffre lui aussi de problèmes internes et la récente exclusion de ses rangs de sept députés - pour avoir participé à la

conférence kurde à Paris - met en doute la volonté des dirigeants du SHP d'effectuer les réformes législatives et juridiques nécessaires à une véritable démocratie.

Avant tout, la Turquie semble souffrir actuellement d'un manque de direction. Après le refus temporaire de la candidature turque à la Communauté européenne et avec l'incertitude qui plane sur le rôle de l'OTAN, suite aux événements de l'Europe de l'Est, elle se cherche une nouvelle place au sein de la communauté internationale. « Malgré ses problèmes, la Turquie avance. Peut-être sommes-nous habitués à vivre en état de crise », commente M. Altan Oymen, éditeur du quotidien *Milliyet*.

NICOLE POPE

AFRIQUE

ALGÉRIE

Les islamistes dénoncent « une campagne d'évangélisation »

Le journal du Front islamique du salut (FIS), *El-Moudjahid* (le Sauveur), a affirmé mercredi 21 février qu'une « campagne d'évangélisation » a permis la conversion à la religion chrétienne d'un certain nombre de jeunes Algériens, notamment au sein de collèges, lycées et universités « à travers le pays ».

Les animateurs de cette « campagne » auraient utilisé, selon *El-Moudjahid*, « tous les moyens matériels et psychologiques en recourant notamment à la corruption des âmes par l'argent » et en « distribuant généreusement des livres de catéchisme ».

L'archevêque d'Alger, Mgr Henri Teissier, a démenti mercredi l'existence d'une telle « campagne », ajoutant que l'archevêché et ses diocèses en Algérie, « réprouvent le genre de procédés » cités par *El-Moudjahid*, et « respectent chacun dans sa tradition », l'unique librairie chrétienne du pays. La Maison de la Bible, à Alger, étant « fermée depuis trois ans ». Le journal du FIS, a conclu Mgr Teissier, « utilise des propos de ce genre pour mieux faire passer sa revendication sur la programmation de l'enseignement religieux ». - (AFP).

TCHAD

Nouvel allègement du dispositif « Epervier »

Le dispositif militaire français « Epervier », déployé au Tchad en 1986 pour mettre un terme aux offensives libyennes, a été de nouveau allégé, en vertu d'accords passés entre Français et Tchadiens, a-t-on appris mercredi 21 février à Paris de source autorisée.

Déjà ramené, après la signature d'un accord le 31 août 1989 entre le Tchad et la Libye pour régler pacifiquement leur contentieux territorial, de 1 500 à 1 000 hommes, le dispositif doit passer à 800 hommes d'ici à juillet.

Le système de défense anti-aérien d'Abéché, qui comptait 300 hommes, quatre batteries de missiles sol-air Crotale, des canons et des radars, a été démantelé, a-t-on précisé de même source. Demeurent sur place moins d'une centaine de personnes afin de maintenir en état de petites installations.

TUNISIE

Affrontements entre la police et des étudiants intégristes

de notre correspondant

La tension est subitement montée dans plusieurs institutions universitaires, au point que des affrontements se sont produits entre forces de police et étudiants appartenant à l'organisation pro-chérifienne islamique Ennahdha, l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE).

L'épreuve de force avait été engagée, mardi 20 février, lorsque l'UGTE décida de l'occupation, jusqu'à satisfaction de ses revendications, de divers établissements. Les facultés des lettres et des sciences et l'Ecole supérieure d'enseignement technique de Tunis. L'Ecole normale supérieure de Zarzoua, près de Bizerte, le bâtiment des services administratifs de la cité universitaire de Nabeul et d'autres facultés à Sfax, Sousse, Kairouan et Gabès furent ainsi investis par des groupes de soixante à trois cents étudiants.

Dans la nuit, après intervention des autorités universitaires ou l'arrivée sur place de la police, plusieurs locaux furent évacués sans heurts. Mais il n'en fut pas de même à l'Ecole supérieure d'enseignement technique de Tunis et à Nabeul, où les policiers durent faire usage de la force. Dans ces deux établissements, ont précisé les autorités, les occupants s'étaient équipés pour tenir de véritables sièges : couvertures, matelas, nourriture, mais aussi sacs de pierres et barres de fer... A Nabeul, les portes du local où les étudiants s'étaient renfermés avaient même été électrifiées. Si la plupart des soixante-deux

mille étudiants, toutes tendances confondues, réclament la suppression des postes de police installés depuis longtemps à l'entrée des facultés, l'UGTE revendique aussi la réintégration de quatre de ses membres, exclus de l'université de Sfax et le retour de l'Institut de théologie de l'université de la Zitouna de Tunis - où les étudiants sont en grève depuis la mi-décembre - dans ses anciens locaux.

Dès la rentrée d'octobre, le Mouvement Ennahdha demandait l'éviction du gouvernement du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, M. Mohamed Charfi, accusé d'être « en guerre contre l'islam et ses valeurs ». Les animateurs de l'UGTE, officiellement, ne vont pas jusque-là, mais ils ne cachent pas qu'ils veulent l'abandon de « la politique de laïcisation » de l'enseignement, mise au point par « ce ministre communiste ».

MICHEL DEURÉ

ANGOLA : un Français enlevé par l'UNITA. - Le groupe Bouygues a confirmé, mercredi 21 février, qu'un de ses cadres, M. Jean-François Grossbancher, avait été capturé par l'UNITA dans la matinée, comme l'avait revendiqué le mouvement rebelle. Le communiqué publié à Lisbonne précise qu'un convoi de la société pétrolière d'Etat Sonangol a été attaqué sur une route entre Caxito et Ambriz, à 60 kilomètres au nord-est de Luanda. Agé de trente-sept ans, M. Grossbancher travaillait pour Bouygues-offshore, spécialisé dans les travaux d'installations pétrolières, a indiqué la société. - (AFP).

LESOTHO

Le roi « temporairement » déposé par la junte militaire

Le général Metsing « Justin » Lekhanya, président de la junte militaire qui gouverne le Lesotho, a annoncé, mercredi 21 février, à Maseru, le capitale, que le roi Moshoeshoe II était « temporairement » déposé. Le souverain de ce royaume - totalement encerclé dans l'Afrique du Sud - conserve son titre mais perd ses prérogatives qui seront assurées par le général Lekhanya « avec l'aide du conseil militaire », a annoncé celui-ci.

Le général Lekhanya, qui, partageait le pouvoir avec le roi depuis le coup d'Etat du 20 janvier 1986 contre le premier ministre Lebus Jonathan, accusé le monarque d'avoir tenté de bloquer le processus

de démocratisation du pays. « La loi et ses amis au sein du conseil militaire et du conseil des ministres estiment que lui seul devait gouverner sans conseil, ni entrave d'aucune sorte », a déclaré le général, ajoutant : « Moi-même et mes collègues estimons au contraire que le programme de démocratisation doit aller de l'avant ».

Lundi dernier, trois colonels faisant partie des six membres de la junte militaire ainsi que le ministre des transports ont été arrêtés lors d'un coup de force au cours duquel des blindés et des soldats ont encerclé des bâtiments gouvernementaux. - (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen veulent former un « organe national suprême »

Le prince Norodom Sihanouk, chef de la résistance khmère, et M. Hun Sen, premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom Penh, se sont rencontrés mercredi 21 février à Bangkok. Les deux dirigeants se sont mis d'accord sur la nécessité de mettre en place « un organe national suprême » chargé de « symboliser la souveraineté nationale et l'unité du Cambodge », dans le cadre d'un règlement du conflit.

Selon le communiqué publié à l'issue de cette rencontre, qui s'est déroulée dans « une atmosphère très amicale », et qui précède la réunion de Djakarta sur le Cambodge la semaine prochaine - les deux hommes ont mis l'accent sur la nécessité d'« une présence des Nations unies à des niveaux appropriés ».

Des conversations ultérieures sont prévues entre le prince et M. Hun Sen. Le prince, qui avait affirmé son intention d'aborder avec son interlocuteur « tous les aspects susceptibles d'amener la paix au Cambodge », continue de réclamer un « règlement global » du conflit, c'est-à-dire avec la participation des Khmers rouges. - (AFP).

VIENT DE PARAÎTRE



André Chastel

MYTHE ET CRISE DE LA RENAISSANCE

Une réédition attendue

400 pages, 258 illust., 250 FF

SKIRA

"UN LIVRE EXTRAORDINAIRE QUI RESTERA UN CLASSIQUE"

Romain Gary

LESSEY BLANCHE

Les Sabres du paradis



Photo : John Foley

"Un magnifique roman historique".

Nicole Zand - Le Monde

"Au premier plan, inoubliable, préfigurant la résistance musulmane, se détache le noir prophète d'Allah, entouré des sabres du paradis, ceux de ses guerriers".

Anne Pons - L'Express

500 p.

J. Clartès

129 F

مكتبة الامم المتحدة

501 من الاموال

EUROPE

Collège de France, Collège d'Europe

Suite de la première page

A la porte de son bureau de directeur de l'Institut d'allemand langue étrangère, une bonne vingtaine d'étudiants attendaient de pouvoir s'entretenir avec Harald Weinrich de leurs études, de leurs difficultés. Il les recevait tous, bien sûr, aussi longtemps que nécessaire, comme il le fait d'habitude.

La scène se passait quelques jours avant la leçon inaugurale au Collège de France et l'on se prêtait à penser que l'Europe, pour une fois, peut se payer de mots. Beaux et bons mots, proférés en français par un Allemand qui en mesure le prix et le poids, chargés de connaissance et de sens, d'humanité et d'humilité. Le temps d'une leçon, le temps d'un cours. Tout arrive.

Et par quels chemins quelques-uns ? Pour Harald Weinrich, né à Weimar en 1927 dans cette Allemagne qui n'était pas encore, et aujourd'hui n'est plus tout à fait « de l'Est », pour ce petit Allemand ordinaire qui rêvait de devenir chimiste et consacra sa vie à l'alchimie des mots, des langues et des textes, pour le professeur Weinrich, aujourd'hui « de l'université de Munich », l'itinéraire européen a commencé à Douai dans un camp de prisonniers.

Soldat auxiliaire à seize ans, capturé à dix-huit ans après treize jours de service militaire en fin de guerre, Harald Weinrich fera de ses deux ans et demi de captivité dans une caserne du nord de la France ses premières universités. Il met à profit une « coexistence vraiment très humaine » avec un geôlier - séminariste - professeur, qui a nom Albert Decourtray (l'actuel archevêque de Lyon), pour commencer à apprendre le français, langue honnie par les collèges de son pays sous la férule hitlérienne.

Ainsi débute le cheminement professionnel et intellectuel de

celui qui constate quarante-cinq ans plus tard : « La mémoire linguistique et culturelle de l'Europe constitue l'horizon de toutes mes recherches. »

L'histoire romantique

Europe rêvée d'abord, rituelle, vue à travers les lunettes d'époque, très universitaires et bien allemandes : « Je croyais découvrir l'Europe en faisant des études de français, d'italien, d'espagnol, de portugais, de roumain. » Europe de la « romanistique », discipline chérie en Allemagne, et dont il finira, lassé par cet écolierisme atone, par s'échapper après avoir obéi à ses virtualités les plus caricaturales (telles qu'enseigner le roumain, dont il a aujourd'hui tout oublié).

Harald Weinrich fait alors choix de la linguistique comme sujet de recherche. Très vite, il bouscule un peu l'instinct disciplinaire, la marie sans relâche avec une passion jamais démentie pour les textes littéraires, pour la fonction narrative. Beaucoup plus tard, il retrouvera, avec un autre regard, l'étude des langues vivantes en créant, en 1978, l'Institut d'allemand langue étrangère à l'université de Munich. Autant de manières d'aborder sans relâche aux rives d'une idée culturelle européenne inégalement approfondie, inégalement enrichie.

Comme celle des traités, des directives, des règlements, cette Europe-là, *cosa mentale*, a ses « pères » (qui tiraient bien d'être affublés de ce titre), ses maîtres. Les uns, installés dans la pratique littéraire - Thomas Mann, Paul Valéry - et d'autres, moins connus, plus exclusivement voués à la théorie et dont Harald Weinrich a aussi longuement interrogé l'œuvre - Ernst-Robert Curtius (mort en 1956), « un maître et un ennemi », « maître » par son grand livre *La littérature européenne et le Moyen Âge latin* ;

« ennemi », parce que Harald Weinrich a détesté, pour finir, l'échecement du grand « romanisme » de Heidelberg et de Bonn. Interlocuteur écouté de Gide, de Larbaud et de T.-S. Eliot, à privilégier les éléments statiques, invariants, traditionnels de la culture européenne au détriment des variations et des changements.

Curtius et Walter Benjamin, l'essayiste-philosophe allemand sans frontières, suicidé par le désastre de la seconde guerre mondiale et l'avènement hitlérien d'une Europe du néant ; Curtius, Benjamin ou encore le linguiste Roman Jakobson (mort en 1982), brasseur inventif de langues, de structures, de cultures, « un des grands Russes européens, ouvert, curieux, spirituel. A parler avec lui, j'ai toujours ressenti la perte que nous avons subie pendant des décennies par l'absence de la spiritualité russe ».

Cette petite cohorte de maîtres et de références vante presque définition d'une méthode, composée à dessin, progressivement élaborée. Structuraliste quand la méthode est d'avant-garde, Harald Weinrich prend ses distances quand vient le temps de tout accommoder à la sauce structuraliste. Linguiste, il réécrit le dogme de la phrase comme unité de référence ultime et convoque les textes comme corpus d'analyse.

Le concept de texte

Cette « linguistique textuelle » appelée à « dépasser le structuralisme » sert de fil méthodologique conducteur à son livre *Le Temps*, publié en 1964, traduit en français en 1973 (1), qui démonte les stratégies complexes de mise en relief à l'œuvre dans les usages des divers temps verbaux et isole deux grandes catégories textuelles : le commentaire et le récit.

C'est encore la linguistique textuelle, enrichie d'un projet anthropologique (« le corps est le premier système de langage, c'est aussi le système le plus oublié »), qui soutient deux ambitieuses entreprises de grammaires textuelles, une du français (traduite l'année dernière) et une de l'allemand, en cours de rédaction.



M. Harald Weinrich

Féru d'essais qu'il considère comme la forme la plus abondante de ces promenades littéraires savantes qu'il affectionne, entomologiste passionné de grands thèmes littéraires et culturels (la sérénité, l'ironie, la mélancolie), Harald Weinrich n'en a pas moins investi, dans l'austère grammaire du français, une véritable passion d'écrivain : « C'est le texte le plus travaillé que j'ai jamais produit. Chaque chapitre a connu sept, huit, neuf versions successives. » Il y avait même place dans ce projet pour un rêve brisé : son auteur n'est pas parvenu à construire le réseau d'exemples de sa grammaire à partir d'un seul texte... qui eût été *Le Menteur* de Cocteau.

Harald Weinrich avait du reste écrit en 1966 une *Linguistique du mensonge* (*Linguistik der Lüge*), sa première tentative de combinaison de la linguistique et de l'étude littéraire. Cette quête des indices de reconnaissance du mensonge (« ce sont les affirmations de vérité qui sont les signaux les plus sûrs du mensonge ») était déjà marquée par une obsession d'écrivain : « J'ai la hantise des

titres. Parfois, même, une certaine allitération précède le titre. »

Parler, mentir, raconter, démentir au vrai et au figuré dans les espaces, les langues et les textes revisités : toute la démarche pourrait au fond être placée sous le patronage fascinant de Don Quichotte, auquel Harald Weinrich consacra sa thèse de doctorat avant de commencer un classique parcours universitaire.

Un parcours jalonné cependant par l'entreprise peu ordinaire de fonder une nouvelle université de pointe (à Bielefeld) vouée à la recherche interdisciplinaire. Une sorte d'université de Vincennes avant la lettre et plus réussie, si l'on a bien compris Harald Weinrich. Invité à enseigner aussi à Vincennes, il y fit un seul petit tour avant de s'en retourner, un peu effaré, vers une stabilité plus germanique.

Se parler

Comment se parler dans cette Europe dont les vastes champs symboliques et métaphoriques ne brillent pas du même éclat pour tous, où tout le monde n'interpelle pas Cervantes, Goethe, Balzac, Baudelaire, Vaugelas et tant d'autres ? Harald Weinrich, dans une carrière qui aura été aussi l'apprentissage permanent et multiforme de sortir calmement et résolument de la tour d'ivoire universitaire, n'aura guère lâché cette question-là, pratique s'il en est.

Après avoir secoué, sans frilosité, historiens et théologiens qu'il « accusait » d'avoir chassé toute dimension narrative de leurs disciplines, le voici qui rudoie les conformismes de l'apprentissage généralisé des langues, sans lequel l'Europe vraie ne sera pas.

Vraie, elle ne le serait pas non plus en s'unifiant par l'anglophonie. Harald Weinrich propose donc que l'anglais devienne partout la seconde langue vivante, pour mettre fin à cette satisfaction utilitariste, qui incite souvent à se contenter des rudiments de la langue de Shakespeare, ou plutôt des Beatles, qui permettent de se débrouiller à peu près partout.

Surtout, bien loin d'adhérer à la norme d'un apprentissage à la fois parfait et rapidissime des langues, il fait l'éloge de la lenteur,

rythme intrinsèque de la culture et de « l'idée que le maniement d'une certaine distance entre la langue d'origine et plusieurs langues apprises comme langues étrangères peut avoir des avantages intellectuels ».

Harald Weinrich a nommé « xénité » (*Fremdheit*) cette « distance intéressante » et, assomée, propre à nourrir un intérêt renouvelé pour les mots et à susciter un sentiment « semblable au fameux dépaysement poétique réussi par les plus grands auteurs ».

Il nous incite en somme à percer « les secrets d'une langue étrangère, mais pas tous », à nous installer, et calmement, à bonne proximité de l'italien, de l'espagnol ou de l'allemand, en commençant par ce qui est présenté d'ordinaire comme une fin hypothétique : la dimension esthétique, littéraire, poétique.

Harald Weinrich boucle ainsi la boucle qui conduit des recherches les plus savantes au pragmatisme le plus efficace, et éventuellement de ce dernier aux premières. Rien ne pourrait mieux légitimer le parcours et l'ambition d'explorer les plus secrets recoins d'une mémoire européenne « à la fois longue et prompt », à seule fin de la « maintenir vivante ». C'est sûr : tant de leçons valaient bien une leçon.

MICHEL KAJMAN

(1) Aux éditions du Seuil. On peut lire, en outre, en français deux autres livres de Harald Weinrich : *La Grammaire textuelle du français* (Didier-Érudition, 1989) et *Conscience linguistique et lectures littéraires* (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1989) qui reprend des textes tirés de deux livres allemands : *Wege der Sprachkultur* (*Chemins de la culture linguistique*) et *Literatur für Leser* (*Littérature pour lecteurs*).

► La leçon inaugurale du professeur Harald Weinrich aura lieu le vendredi 23 février, à 18 heures, dans les salles 8 et 9 du Collège de France. Il donnera ensuite deux cours : l'un consacré à la linguistique textuelle, les mardis et jeudis, de 17 heures à 18 h 30 (salle 7), à partir du 1^{er} mars et l'autre à la « Mémoire linguistique de l'Europe », mêmes jours, mêmes heures (salle 3), à partir du 4 octobre.

«KLM pose de nouveaux jalons?»

«Ils ont encore pressenti de nouveaux marchés»

KLM. Un réseau international. Plus de 140 destinations dans le monde entier. Et une politique d'extension qui s'adapte à votre croissance.

C'est ainsi par exemple qu'en 1989 nous avons ajouté à nos destinations Halifax, Ottawa, Venise, Malmö, et plus récemment Saint-Martin.

KLM. Nous proposons sans cesse de nouvelles opportunités au monde international des affaires. Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance:



AMÉRIQUES

NICARAGUA : la clôture de la campagne électorale

Le Front sandiniste mobilise ses partisans

La campagne électorale nicaraguayenne est officiellement terminée depuis mercredi 21 février à minuit. L'élection présidentielle de dimanche - qui a lieu en même temps que la désignation des députés et des conseillers municipaux - représente, selon le pouvoir et l'opposition, une étape fondamentale pour le pays puisqu'il s'agit de choisir entre deux modèles de société.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a confirmé qu'il n'avait pas perdu sa capacité de mobilisation en réunissant une foule gigantesque, mercredi 21 février, à Managua, pour la clôture de sa campagne électorale. Le candidat du parti au pouvoir depuis la révolution de 1979, le commandant Daniel Ortega, pourrait néanmoins avoir des difficultés à se faire réélire si on en croit les derniers sondages de l'Union nationale d'opposition (UNO), qui accordent la majorité à sa candidate à la présidence de la République, M^{me} Violeta Chamorro. Un des principaux dirigeants de l'UNO, M. Alfredo Cesar, estime que les Nicaraguayens devront opter pour « la liberté ou le totalitarisme sandiniste ».

Selon le président Ortega, le choix se fera entre « la soumission aux Yankees » ou l'indépendance nationale. La polarisation est parvenue à son paroxysme avec la manifestation organisée mercredi par le Front sandiniste. Il s'agissait pour le parti au pouvoir de répondre au défi de l'opposition qui, pour la première fois en dix ans de révolution, avait réussi à réunir dimanche près de cent mille personnes sur la place de la Cathédrale, à Managua.

« Nous aurons quatre cent mille personnes », soit près d'un quart de l'électorat total du pays, avait annoncé le responsable de la campagne sandiniste, le commandant

Paillardo Arce. Le commandant Ortega a soutenu que l'objectif avait été dépassé et que « plus d'un demi-million de personnes » s'étaient donné rendez-vous sur l'esplanade qui borde le lac de Managua.

En fait, il y avait sans doute environ trois cent mille personnes, ce qui reste considérable. En termes de suffrages, cependant, les résultats pourraient être moins impressionnants car il y avait beaucoup d'adolescents sans droit de vote (la majorité électorale a été fixée à seize ans) et surtout beaucoup d'adultes absents à la veille.

Si on se fie au nombre de camions et d'autobus stationnés aux différentes entrées de Managua, les autorités auraient été obligées d'aller chercher des paysans jusque dans les coins les plus reculés du pays. Le président Ortega a lui-même reconnu dans son discours que la foule était composée de gens venus de toutes les villes « jusqu'à la frontière » avec le Honduras.

Selon l'opposition, l'objectif du gouvernement était de montrer sa force pour impressionner le peuple et faire comprendre à une partie de l'électorat de l'UNO qu'il était inutile de se rendre dans les bureaux de vote car « le Front a déjà gagné ». Le scrutin de dimanche n'est « plus qu'une formalité » affirme sans arrêt la radio nationale, qui est totalement engagée en faveur du Front sandiniste malgré les protestations répétées de l'UNO auprès du conseil suprême électoral.

Un appareil répressif sophistiqué

Alors que la *Voz de Nicaragua* parlait d'« apogée », un dirigeant de l'opposition, l'économiste Francisco Mayorga, évoque plutôt « les funérailles du Front sandiniste, qui venait de prouver son impopularité en obligeant les fonctionnaires à participer à la manifestation sous peine de perdre leur emploi ». Un autre dirigeant de l'UNO, le juriste Carlos Lopez, affirmait que le gouvernement risquait d'avoir « quelques surprises le jour du scrutin », que les fonctionnaires seraient seuls dans l'isolement avec leur conscience. Le porte-parole de

l'UNO (coalition de quatre partis, des communistes jusqu'aux conservateurs), le socialiste Luis Sanchez, s'est exprimé en termes encore plus durs. « Cela me rappelle la Roumanie où les organisateurs du régime regroupaient la quasi-totalité de la population. Pourtant, le gouvernement est tombé en quelques jours. »

Il n'est même pas nécessaire d'aller chercher des exemples à l'étranger : le 1^{er} mai 1979, moins de trois mois avant sa chute, le général Anastasio Somoza avait rassemblé trois cent mille personnes selon les journaux de l'époque. La foule, apparemment enthousiaste, criait : « Ne l'en va pas ! Reste avec nous ! » A la différence de Somoza, les Sandinistes disposent d'un appareil politique et répressif beaucoup plus sophistiqué, qui pourrait leur permettre de se maintenir au pouvoir malgré leur impopularité, due en grande partie à la baisse brutale et généralisée du niveau de vie des Nicaraguayens.

Au cours des derniers jours, le FSLN a mobilisé quatre-vingt mille militants pour peindre la ville en rouge et noir, les couleurs du parti : immenses drapeaux sur la plupart des avenues, troncs d'arbre et poteaux électriques couverts de peinture, gigantesques graffitis sur les murs annonçant « un avenir meilleur », montgolfières rouges et noires au-dessus de la capitale, etc.

Simultanément, les militants sandinistes, qui se déplacent à bord de véhicules de l'Etat, détruisent la propagande de l'opposition, déjà peu présente faute de ressources économiques. Les organisations de quartiers les unités de défense sandinistes (CDS) se chargent d'installer les gens qui installent des drapeaux bleu et blanc de l'UNO sur leurs maisons. Dans un des quartiers les plus pauvres de Managua, où les drapeaux de l'opposition étaient nombreux, il n'en restait plus un seul quelques heures avant la manifestation sandiniste. « On nous a dit de les enlever si on ne voulait pas avoir d'ennuis », affirme une famille qui ira néanmoins voter en bloc pour l'UNO.

Plus inquiétante encore pour le pouvoir, on note l'apparition d'un certain nombre de sympathisants du FSLN, qui ne sont pas

d'accord avec les méthodes de leur parti mais n'osent pas encore le dire publiquement. « Je suis révolté, déclare l'un d'eux, par des pratiques qui rappellent la dictature de Somoza. » Tous les moyens sont bons en effet pour gérer la campagne de l'UNO, en particulier la réquisition par le gouvernement de tous les autobus quand l'opposition annonce une manifestation, obligeant ainsi les gens à se rendre à pied sur les lieux.

Les jeux ne sont pas faits

Le niveau très élevé des dépenses du FSLN pour sa campagne électorale pourrait également lui nuire ; la population ne comprend pas comment le gouvernement peut faire un tel gaspillage au moment où le pays vit une profonde crise économique qui a provoqué un appauvrissement généralisé. Le commandant Arce reconnaît que son parti a dépensé 6 400 000 dollars. Selon l'opposition, le FSLN aurait en fait dépensé 15 millions de dollars, sans tenir compte des maisons et des voitures mises à sa disposition par le gouvernement, en infraction avec la loi électorale.

L'UNO en revanche disposait de 3 millions de dollars à peine, dont l'essentiel provient d'une aide accordée par le Congrès des Etats-Unis (9 millions de dollars au total dont 5 millions destinés aux observateurs, le reste étant divisé en parts à peu près égales entre l'opposition et le conseil suprême électoral du Nicaragua).

« Malgré cette campagne totalement injuste et déséquilibrée, affirme M. Alfredo Cesar, nous allons gagner dimanche. Reporter les Sandinistes au pouvoir, c'est comme si les peuples allemand et roumain avaient décidé de maintenir Honecker et Ceausescu dans leurs fonctions. Bien que je ne considère pas que le pouvoir soit Ortega avec eux. » Les jeux ne sont pourtant pas faits et, comme le dit un haut fonctionnaire sandiniste, M. Orlando Nunez : « Critiquer le gouvernement, c'est une chose ; nier contre le gouvernement, c'en est une autre, tout à fait différente. »

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS : la fin de la visite du président tchécoslovaque

M. Vaclav Havel a demandé aux Américains d'aider... l'URSS

Une semaine avant un autre voyage important, à Moscou, le président tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a mis un terme, mercredi 21 février, à la partie officielle de sa visite aux Etats-Unis en s'adressant directement aux parlementaires américains.

WASHINGTON

de notre correspondant

Trois mois après M. Lech Walesa, c'était au tour de M. Vaclav Havel de prendre la parole lors d'une session solennelle des deux Chambres du Congrès. L'événement n'est pas exactement de même nature : l'honneur réservé de manière tout à fait exceptionnelle au simple citoyen Walesa est allé cette fois, de manière plus classique, à « Son Excellence le président Vaclav Havel, président de la République socialiste de Tchécoslovaquie ». Mais l'émotion et l'hommage étaient les mêmes et l'écrivain-président, regard gentiment émerveillé ou ironique, selon les moments, a reçu son comptant d'ovations.

Ce n'était pas l'extraordinaire enthousiasme déchaîné par M. Walesa, mais ce fut beaucoup plus qu'un accueil poli ou blase. Une heure durant, ces élus, d'ordinaire distraits et pressés, ont écouté avec attention un beau discours mi-politique mi-philosophique, qui leur a appris que « le salut de ce monde ne réside nulle part ailleurs que dans le cœur humain, dans le pouvoir qu'a l'homme de réfléchir, de faire preuve de tolérance et de responsabilité ».

Dès la première journée de la visite, mardi, M. Havel et son entourage avaient tenu à marquer leur différence, à souligner qu'eux ne demandaient pas d'aide matérielle aux Etats-Unis. Et, devant le Congrès, M. Havel a expliqué que le meilleur moyen pour Washington de soutenir la Tchécoslovaquie et les autres nations européennes était « d'aider l'URSS à poursuivre son cheminement irréversible mais extrêmement difficile vers la démocratie ».

M. Havel - qui, au début de l'année, avait proposé sans succès que le prochain sommet américano-soviétique se tienne à Prague - a souligné cette fois que la seconde conférence sur la sécurité en Europe (Helsinki II) serve à mettre un point final, de manière « formelle », à la seconde guerre mondiale. Et le président tchécoslovaque d'évoquer une « nouvelle structure paneuropéenne », dont ferait partie l'Allemagne en voie de réunification, et « qui pourrait décider de son propre système de sécurité ».

Contrairement aux dirigeants de la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, et même de l'Est - en particulier la Pologne - M. Havel appelle de ses vœux une Europe sans troupes soviétiques mais aussi sans troupes américaines. Il a redit en évoquant « l'espoir que tôt ou tard vos garçons n'aient plus besoin de monter la garde pour protéger la liberté en Europe pour protéger la liberté en Europe ».

Ses auditeurs, dont bon nombre militent pour le rapatriement du plus grand nombre possible de « bêtes » d'Europe, ont applaudi mais sans trop insister. Le vice-président Dan Quayle, lui, restait de marbre : ce n'est pas du tout de cette manière que l'administration voit les choses du mois pour un avenir proche. Mais le président tchécoslovaque a pris soin d'atténuer la portée de son propos avec une pincée d'humour et en redonnant pour la circonstance un simple « écrivain » : « Il n'est pas vrai que j'écrivais, tchèque Vaclav Havel souhaite dissoudre demain le pacte de Varsovie et l'OTAN le jour suivant ».

Classe de la nation la plus favorisée

A vrai dire, certains responsables de l'administration considèrent en privé M. Havel plus comme un doux rêveur, à romantisme et naïf, que comme un véritable homme d'Etat, et ils ne paraissent pas accorder une importance démesurée à ses vœux sur la neutralisation de l'Allemagne. Mais cela n'a pas empêché le président Bush de lui consacrer mardi un long entretien et une nouvelle conversation, plus brève, mercredi. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, cette seconde entrevue a été l'occasion pour les deux hommes de convenir que « la présence des troupes américaines est un facteur de stabilité et de sécurité en Europe ».

Mardi, le président américain avait annoncé la mise en marche du processus devant conduire, à bref délai, à l'attribution à la Tchécoslovaquie de la classe de la nation la plus favorisée en matière commerciale. Les Etats-Unis vont également soutenir la candidature de Prague à l'adhésion au FMI. Et ils consentiront une « modeste » aide matérielle à cette Tchécoslovaquie qui officiellement ne demande rien, tandis que des volontaires du Peace Corps se rendront sur place pour stimuler l'enseignement de l'anglais.

Autant de petits gestes destinés à montrer que, selon l'expression de M. Bush, les Etats-Unis entendent « prendre part à la renaissance démocratique de la nation tchécoslovaque ».

JAN KRAUZE

o ERRATUM. - C'est par erreur que nous avons attribué à M. Michael Wilson, ministre des finances canadien, le titre de premier ministre (*Le Monde* du 22 février). M. Brian Mulroney, premier ministre, voudra bien nous excuser.

PROCHE-ORIENT

En visite au Caire

Le chef de la junte soudanaise réaffirme son attachement à la loi islamique

LE CAIRE

de notre correspondant

Le général Omar El Bechir, chef de la junte militaire soudanaise, a quitté l'Egypte le 21 février au terme d'une visite de vingt-quatre heures, la troisième qu'il a effectuée au Caire depuis qu'il a pris le pouvoir à Khartoum en juin.

Le chef de la junte, qui a eu trois entretiens avec le président Mubarak, a précisé que ceux-ci entraient dans le cadre de la médiation égyptienne entre Khartoum et les rebelles sudistes de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). Les efforts du raïs en vue de concilier les points

de vue des belligérants ne semblent pas avoir eu beaucoup d'effets. Le général Bechir a même durci ses positions. Dans une interview à un journal caennais, il vient de réaffirmer son attachement à la charia - la loi islamique - dont l'APLS exige l'abrogation.

Le général Bechir est même revenu sur une des conditions de l'APLS, qui avait été acceptée par l'ancien premier ministre, M. Sadek El Mahdi et par Le Caire : le pacte de défense commune conclu avec l'Egypte en 1976 dont il demande l'abrogation. Il a par ailleurs estimé que le maintien de l'état d'urgence, dont l'abolition est réclamée par l'APLS, était indispensable.

A. B.

Création d'un Front de salut national par des personnalités de l'opposition syrienne

Des formations et des personnalités de l'opposition syrienne ont annoncé, mercredi 21 février, la formation d'un Front de salut national dont l'objectif principal est « le renversement du régime fasciste » de Damas. Les neuf membres du bureau politique du Front, qui est soutenu par l'Irak, ont rendu publique leur charte, qui préconise notamment la lutte « par tous les moyens possibles » y compris « la lutte armée », « si le peuple décide de prendre les armes » pour renverser le régime de Damas et y instaurer un « régime démocratique parlementaire ». Dénonçant le régime de Hafez el Assad qui a « érigé le terrorisme, la répression et les emprisonnements en méthode du pouvoir », la charte le qualifie de « pire que celui de Ceausescu ».

ARGENTINE : une situation économique alarmante

Le président Menem envisage de former un gouvernement d'union nationale

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

La deuxième ville d'Argentine, Rosario, a été mercredi 21 février, le théâtre de pillages dans les magasins d'alimentation. Ces incidents n'ont pas fait de victimes mais rappellent les « émeutes de la faim » qui avaient eu lieu dans la même ville, en mai 1989, coûtant la vie à dix-neuf personnes. Ces événements et l'accroissement de la crise économique pourraient accélérer la rédefinition du paysage politique d'Argentine.

Après son élection, en mai aussi, M. Carlos Menem avait proposé à son adversaire radical, M. Eduardo Angeloz, de participer à un gouvernement d'union nationale ; celui-ci, à nouveau sollicité, n'a pas encore donné sa réponse et semble peser les conditions de son entrée au gouvernement. Le président du Parti radical et ancien chef de l'Etat, M. Raul Alfonsín, n'avait pas, l'an dernier, condamné une telle hypothèse, si elle pouvait faire


« du bien à la Nation ». Aujourd'hui, la situation économique du pays est alarmante. La libéralisation des prix et des changes, décidée il y a deux mois, a de nouveau provoqué l'hyper-inflation. Les prix ont augmenté d'environ 75 % en février et le dollar, qui tend à remplacer de plus en plus l'austral - à vu sa valeur multipliée par cinq fin décembre.

Le gouvernement admet que la crise est tout autant politique qu'économique. En faisant appel au gouverneur de la province de Cordoba, M. Angeloz, qui avait remporté 34 % des voix lors des élections et qui reste populaire, M. Menem espère retrouver une crédibilité bien entamée, sept mois seulement après son accès à la présidence.

L'alliance est d'autant plus plausible qu'en matière économique, rien n'oppose véritablement les deux hommes. En effet, le radical Angeloz a renouvelé récemment son soutien à la politique « néolibérale » engagée par le péroniste Carlos Menem.

EDITH CORON

TRANSPORT



COINCÉS ?

Vous tenez vraiment à payer encore plus cher les transports en commun ?
Vous avez vraiment envie de passer au péage

Alors le livre blanc du gouvernement pour l'aménagement de la région parisienne est vraiment fait pour vous...

TRANSPORT

tous les 5 km pour aller de chez vous à votre travail en zone urbaine ?

tous les 5 km pour aller de chez vous à votre travail en zone urbaine ?

سكنى بالاحوال

150 من 144

AMÉRIQUES

Cuba, « dernière tranchée » du socialisme

III. — Les « marginaux » du régime

Pour pallier l'immobilisme politique dénoncé par une jeunesse désabusée, les autorités cubaines tentent, à l'occasion, de se donner une façade démocratique : dissidents, marginaux, à nouveau se font entendre, et l'Eglise, jusqu'ici réprimée, relève la tête (le Monde des 21 et 22 février.)

LA HAVANE

de notre envoyée spéciale

« Au rendez-vous, batiment E III zone 10, à quatre heures de la capitale, ils étaient dix autour de Rafael, le chef : un comité de défense de la révolution (CDR) exemplaire, tout l'immeuble adhére. Sur un grand registre, la vie de chacun est consignée : tous les jours, à 16 heures, on du sang pour l'Arménie, notes des enfants... » Nous sommes une association à la fois d'entraide et de vigilance pour que rien d'anormal n'arrive dans le quartier », dit Rafael avec fierté. Quel est ce « l'anormal » ? « Quelque chose de très étrange, viendrait ici plus de deux jours et ne se serait pas signalé. »

À La Havane, il existe un moins quatre cent cinquante mille CDR, un par pâté de maisons, ce sont les yeux et les oreilles du gouvernement. Si précieux qu'en dépit de l'annonce tant espérée de réformes, au lendemain du plebiscite extraordinaire, ils ont été réarmés et renforcés. Dans ce réseau sophistiqué, chacun est pris au piège, l'espion, c'est le voisin de palier. Double langage, double personnalité : « Nous portons tous un masque, dit un écrivain, mais si quelqu'un le gouvernement appelle à la rue, il y a trop à perdre. » Depuis trois ans, pourtant, les langues se délient : l'effet Gorbatchev et Radio-Mari, sans compter la poussée bien réelle d'un courant réformiste, notamment dans l'armée et les jeunes communistes. Jusqu'à présent, on ne conteste, c'était forcément « être un agent de la CIA ». À présent, Carlos Salsamendi, membre influent du comité central, admet implicitement qu'il y a « des réformes à introduire, mais la révolution nous soutiendrait activement, dit-il, » sont des indifférents, 2 % des opposants actifs. »

« Vouloir s'exprimer »

Mais qu'est-ce, là encore, qu'être un opposant ? « C'est vouloir partir », répond Pedrito, qui, pour être arrivé à la fermeture des listes lors de l'exode de deux cent trente mille Cubains à Mariel en 1980, n'en finit pas d'expier. Professeur de chimie jugé « indigne d'enseigner », il est maçon pour subsister. « Le régime n'aime pas non plus que l'on vote avec ses pieds. »

« Vouloir s'exprimer », répondent Armando Arraiza et Rita Fleitas, membres de l'association (illégal) Pro arte libre. Pour avoir organisé une conférence de presse où ils dénonçaient le monopole de la culture par l'Etat, ils ont été condamnés, lui à un an, elle à huit mois de prison en octobre 1988. « Ici, disent-ils, le mot « différent » n'existe pas. On est « identique » ou « opposé ». Une nature morte peut être censurée, ce n'est pas l'œuvre, mais l'auteur qui est

Jugé. — « *Voulait résister* », répond enfus Maria Caridad, la lumineuse jeune femme dont le mari, Alfredo Mustelier, épousé il y a quatre ans au Combinado del Este, le plus grand centre carcéral du monde, est l'un des plus nombreux prisonniers du monde. Ancien compagnon de Fidel dans la Sierra, il avait aidé son frère à voler du matériel pour quitter le pays. Ce dernier avait abattu un policier et fut fusillé. Condamné à mort, Mustelier fut gracié, mais son pour complicité et « complot », Alfredo Mustelier est l'un des derniers *plantados* ceux qui refusent le régime de la prison et de la « réhabilitation ». Le procès s'ouvre, le 19 décembre 1958, devant le tribunal militaire, peine de mort pour vingt ans, sauf en cas de crime de sang. Pour obtenir que son procès soit révisé, Alfredo Mustelier a fait une grève de la faim et de la soif qui, cet hiver, l'a conduit dans un état très grave à l'hôpital. Il a écrit, dans une lettre, *Je m'enfonce sur la question, dit sa femme. On attend.* »

**L'« effet
cocotte-minute »**

Dans le garage transformé en bureau, le chef de l'underworld du chavir métallique trône sur son cousin. « C'est la machine infernale qui inquiète le *pape Castro* », ironise Yndamiro Restano, porte-parole de la commission des droits de l'homme et de la Réconciliation nationale. « C'est le premier, le chef du mouvement », déclare Sanchez, a été condamné à deux ans d'incarcération pour « fausses nouvelles contre la paix internationale » ; il avait écrit que l'exécution d'Ochoa était « la dernière étape de la lutte des classes courageux mais méfiant les uns envers les autres et appuyés souvent par Washington au point, dit un observateur étranger, qu'on retrouve chez eux la division entre démocrates et républicains », une douzaine d'accusations de défense des droits de l'homme se sont crées en trois ans. Illégaux, on les toile, on les réprouve à l'occasion : depuis décembre 1988, selon l'organisation *América's Watch*, cinq, vingt-trois millions de personnes ont été

Ces mouvements ont en représentation pas moins un « prurit démocratique » acceptable pour un régime en mal de respectabilité. A l'origine, il s'agit d'un mouvement spontané, fait monter la pression ou la révolte selon que les Etats-Unis, qui ont fait des droits de l'homme leur principal cheval de bataille idéologique, s'agitent à leur tour : « C'est l'effet *contaminant* », ironise Yadamiro Restano, tandis que Gustavo Arcoz, un ancien de la Moncada qui a fait dix ans de prison et anime le mouvement pour les droits de l'homme, que dirige, depuis Miami, Ricardo Bofill, préfère voir dans cette façade démocratique le « portrait trompé de Dorian Gray ».

Les gâches de Cuba n'ont jamais eu bonne réputation. Pourtant, en 1988, un réel effort d'ouverture avait été fait. Et pour la première fois, des institutions internationales comme America's Watch, Amnesty, la Croix-Rouge ou une commission de l'ONU avaient été autorisées dans l'île. Mille prisonniers avaient été relâchés, et quinze autres de passage à la prison de Caguay rappelés officiellement à l'ordre pour services et mauvaise gestion. En revanche, un autre rapport de l'ONU en date du 1^{er} mars 1989, était moins encourageant.

rageant. Ce rapport, contesté par les autorités, faisait état de l'exécution de treize prisonniers politiques à la prison de la Cabana, de trois « disparitions » et de la recrudescence des mauvais traitements. Selon des sources cubaines, il y aurait eu ces derniers mois de nombreuses interpellations d'étudiants et de *lancheros*, nom ironique donné à ceux qui tentent de fuir par la mer sur des chambres à air, faute de lancha (barque). Enfin, trois cents cas d'atteinte à la « sécurité de l'Etat » auraient été enregistrés par la justice cubaine pour l'année écoulée.

Faute d'une véritable opposition structurée à maîtriser, la répression a pris des formes subtiles à Cuba. « *Dissuasion, plutôt que répression*, explique un journaliste, « nous sommes plus de trois mille journalistes et préfèrez paraître d'une seule voix. Etroitesse d'esprit, mais le mensonge ne fait perdre aucunement son apparence, sans compter son emploi. » Légalité avant tout : une éducation en lettres a été convoquée devant sa classe, érigée en tribune où il avait à prononcer ses propos « contre-révolutionnaires », en réalité révolutions de maximaux gés sur le Lider maximo. Et ses amis de voter spontanément son exclusion, suite à une intervention de la presse : « *n'avoir pu faire autrement* ».

Coutre les artistes turbulents, la bourgeoisie a dressé le rideau. Les candidats à la différence franchissent souvent en vain le piège de la loi 54 sur la création d'une association, qui stipule qu'il doit pas en exister une autre à même usage. Ils ne recevront pas de réponse. C'est la marginalisation : le refus de la reconnaissance. Plus d'exposition, de publication. Les plus malins passent le premier barrage et, admis à créer, en quelque sorte, s'en donnent à cœur joie : tel peintre dessine des faucilles et marteaux en forme d'étrons, tel cinéaste fouille en sous-sol le socialisme l'air du monde, tel écrivain se livre à une ambiance : « Où aï-je raïgé mon opinion ? », demande ainsi un cadreur à sa femme avant de partir travailler. La grande chance aux dévants et aux homosexuels dans ces années 70 s'est arrêtée, mais si, au lieu de cela, les artistes turbulents déjà marginalisés n'entraient pas tomber sous le coup de la loi sur la « dangerosité », qui punit de prison, même même tout délit, ceux dont on pense qu'ils ont « un penchant naturel à en commettre », en finissant, l'accusation de « trafic de déviance » s'ajoute comme pour tenir une jeunesse turbulente.

Main tendue à l'Eglise

Dimanche après-midi, réunion clandestine dans la vieille Havane. Il y a la quinzaine de couples de quatre groupes différents. La veille, la police est passée en voir plusieurs pour les dissuader de venir. Un officier sorti de prison raconte son histoire, puis un chabier de poésie circule. Tous les participants ont une question d'amour de liberté et de... José Martí. « *Désiroise!* convient l'un des participants, *mais se réunir, c'est déjà une victoire.* » Ces « marginaux », qui tourment énergiquement l'après-midi, ont une attitude à la fois « anti-réformistes », sont-ils dangereux ? « *Si il y avait parmi eux un Vachav Havel, ça se sau-*

rait » ironise un proche de « Fidel ». D'ailleurs que veulent-ils ? Ils ne savent pas bien : un Etat de droit, plus de liberté, « quelque chose » au moins... « Il faut réconcilier le gouvernement avec la réalité, propose Yndamiro Restano, pourquoi pas un socialisme de solidarité ? ». « Arrêtons la voiture du bord du gouffre, ajoute Gustavo Arcos, la démocratie, c'est le moindre mal. L'Espagne y est parvenue, elle avait connu pis que nous... ».

Verron de cette évolution, le personnage même de Fidel Castro, qui reste l'énigme : « Visionnaire intello », « dictateur par caractère » ou « chiste » ? Une seule chose est sûre dans les commentaires, en dépit de Raul, frère, et des jeunes technocrates réformateurs de l'escuelita, le petit groupe qui gravite autour de Fidel et dont certains ont été promus lors des récentes réformes, la révolution, elle aussi, manque de pièces de rechange : « Après lui, ce sera différent... »

Sicre maîtresse d'une éventuelle réconciliation nationale : l'Eglise. Une Eglise teintée de syncrétisme et qui n'a jamais beaucoup compté, mais qui renait doucement après trente ans de purgatoire révolutionnaire : 1 % de pratiquants, 10 % de croyants. Depuis le livre de « Fidel » avec Frei Betto, apôtre de la théologie de la libération, en 1985, le gouvernement cubain fait mine de tendre la main : trente mille bibles ont été distribuées, le nombre des baptêmes a doublé et un bureau des affaires religieuses s'est ouvert au comité central.

L'autre jour, dans la chapelle coloniale de Santiago-de-la-Vega, à 30 kilomètres de La Havane, cierge en main, à genoux, une foule fervente chant devant la statue de Notre-Dame de la Chasteté. C'est la procession mensuelle de Cuba, promenade en procession de diocèse en diocèse depuis des mois. La queue déborde jusque sur la place du village, un groupe de miliciens regarde sans broncher. A côté de l'autel, la photo de Jean-Paul II attendu dans l'Église, le pape qui a disparu. L'Église reste toutefois prudente, il n'y a pas que des croyants dans les processions et, pour avoir dit une messe à la cathédrale de Santiago, le cardinal a subi la grève de la faim d'Alfredo Mustelier, un prêtre et ses fidèles ont été pris à partie à la sortie.

L'Eglise saint aussi qu'elle
 est partie historique. Ne jure-
 que en aidant le régime à se désen-
 claver idéologiquement au
 moment où il cherche à intégrer
 la révolution à l'Amérique latine
 et la démocratie à propos. « Les
 bons chrétiens ont des valeurs
 communes avec la révolution, dit
 à présent un conseiller de la vice-
 présidence, *Christ n'était-il pas*
un révolutionnaire ? » La révolu-
 tion de réformes a changé. Mais
 l'Eglise est-elle prête à faire la
 moitié du chemin ? : *Ne collecti-*
visme asphyxiant ni individual-
isme irrationnel », proclame un
 journaliste. Le chemin est long. Les catholiques
 sont encore brimés et n'accèdent
 pas aux postes de responsabilité.
 Et si les églises retrouvent le che-
 min des enfants, dans une « aban-
donnée à la dérive » (celle-ci est interdite) se font sentir
 l'Un d'eux, plein de ferveur,
 demande un soir à un vieux Père
 français du séminaire en désol-
 ation : « Où est Dieu ? Où sont
 les nègro-africains qui lui
 ont fait ça ? »

MARIE-CLAUDE DECAMPS**FIN**

D
DROUOT
RICHELIEU

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17

Compagnie des commissaires prieurs de Paris

*Sous indications particulières, les expositions auront lieu
le week-end des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.*

Venteurs O.S.P. 84, rue Le Rollée, 75008 PARIS, 45 63 12 06.

LUNDI 26 FÉVRIER

S. 2. — Dessins et tableaux anciens. Estampes, dessins et tableaux modernes. Art déco. Objets d'art et de bric-à-brac. Boudoir. Mobilier du 19^e et 19^e s. — M^{me} BOSCHER, STUDER.

S. 5. — Art de l'Islam. Collection céramiques d'Irak. — M^{me} DAUSSY, de RIQOLES. Cabinet Soccaud-Devant, expert.

S. 6. — 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 11. — Art africain. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{me} Rouillon, expert.

S. 16. — Tableaux, bibelots, mobilier. — ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 27 FÉVRIER
S. 9. - Tableaux, bibelots, mobilier. - ARCOLE (M^e OGER, DUMONT).
S. 11. - Suite de la vente du 26 février. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 12. - Timbres-poste. M^e LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 28 FÉVRIER

S. 2. - 14 h. Livres anciens et modernes. - M^{re} LOUDMER.

S. 3. - Diamants de couleur sur papier. - M^{re} CHEVAL et ROBERT.

S. 4. - Tableaux modernes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{re} Collas et M. Blanchet, experts.

S. 5. - Extrême-Orient. - M^{re} BOISGIRARD.

S. 7. - Tableaux, bicyclettes, mobilier. ARCOLE. - (M^{re} OGER, DUMONT).

S. 12. - Soirée de la vente du 27 février. - M^{re} LENORMAND, DAXEN.

JEUDI 1^{er} MARS

S. 8. - Numismatique. - M^{me} MILLON, JUTHEAU. M. et M^{me} Bourgey, experts.

S. 9. - 14 h. Dessins et tableaux modernes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. MM. André Pacitti et Amaury de Louvençourt. Philippe Maréchaux, Thierry Picard.

VENDREDI 2 MARS

S. 1. - Tableaux, bibelots, meubles. - M^e BOISGIRARD.

S. 5. - 14 h 30. Orfèvrerie ancienne des 17^e, 18^e et début 19^e siècles provenant de la collection de Monsieur X... - M^e ADER, PICARD, TAJAN. MM. Déchaud et Stetten, experts.

Exposition chez les experts (sur rendez-vous) 418, rue Saint-Honoré 75008 Paris. Tél. : (1) 42-60-27-14, les 21-22-23-26 et 27 février de 14 h à 17 h 30.

Veuillez contacter Sophie-Auréli
GOUPIL de BOUILLÉ au (1) 42-61-80-07

S. 7. - Objets d'art de la Chine. - M^e LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. MM. Bourdeley et Raindre.
S. 10. - Tableaux modernes, bronzes, objets d'art. - M^e LENORMAND, DAYEN.
S. 16. - Tableaux, bibelots, meubles. - M^e CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. : 42-84-10-24.

SAMEDI 3 MARS

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BOISGRAND, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDET, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002)
42-60-87-81.
CHENET, ROBERT, 33, rue du Fanbourg-Montmartre (75009)
47-70-56-26.
DAUSSE, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-51-16.
LE NORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LE NORMAND, 2, rue de Provence (75009), 42-46-51-16.
MILLON, JUTIER, 2, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DURANT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-93.

(Publicité)

**« L'ALLEMAGNE
INQUIÈTE-T-ELLE ? »**

UN FACE-A-FACE

Jacques Julliard / Bernard Frank

Sur les ondes de Radio
Communauté-judaïque FM 94.8
Jeudi 22 février à 21 h 30

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

**LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS**
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

DIPLOMATIE

Critiquant la décision française de vendre une centrale nucléaire au Pakistan

Washington estime que les garanties données par Islamabad ne sont pas suffisantes

Le président François Mitterrand est arrivé jeudi 22 février à Dacca pour une visite officielle de trois jours au Bangladesh. Il a été accueilli par le président Ershad. Avant de quitter Islamabad, M. Mitterrand avait rendu public sa décision de vendre au Pakistan une centrale nucléaire (nos dernières éditions en date du 22 février). Washington a implicitement critiqué ce choix. Un porte-parole du département d'Etat a notamment déclaré que l'exigence (par la France) de garanties totales sur toutes les activités nucléaires du Pakistan aurait apporté une contribution beaucoup plus significative au renforcement des efforts internationaux de non-prolifération nucléaire. M. Mitterrand s'est aussi brièvement entretenu avec trois dirigeants modérés de la résistance afghane.

ISLAMABAD

de nos envoyés spéciaux

Comme on le prévoyait, le « verdict » est tombé mercredi après-midi 21 février et il est tout bon pour M. Mitterrand : la France est prête en principe à construire une centrale nucléaire au Pakistan pour aider ce pays à subvenir à ses besoins énergétiques.

« La décision politique est prise (...). Je considère que l'accord est fait (...). Nous avons décidé de faire confiance au Pakistan », a notamment déclaré M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qu'il a donnée conjointement avec M. Benazir Bhutto. Ce n'est que quelques heures plus tôt que le président de la République avait tranché en faveur de la demande pakistanaise, après que M. Roland Dumas et son homologue eurent passé des heures à élaborer un compromis.

Au point où en étaient les choses, M. Mitterrand n'avait d'autre solution que de donner satisfaction aux Pakistanais s'ils ne voulaient pas voir tourner au fiasco son voyage à Islamabad. Le compromis élaboré ne consistait cependant pas un accord en bonne et due forme, mais il fait tomber un tabou, celui de l'interdiction de toute coopération nucléaire avec le Pakistan au nom de la crainte de la « bombe islamique ». Cela dit, tout reste à faire, à négocier, à conclure, et

cela prendra plutôt des années que des mois.

Les Pakistanais n'en disposent pas moins enfin d'un calendrier. Selon les engagements de M. Mitterrand, la France proposera en effet « dans les prochaines semaines » un accord précisant les détails d'une coopération dans l'énergie, l'agriculture, la médecine, l'industrie.

D'ores et déjà, Paris autorise les industriels français concernés « en association éventuelle avec un ou des partenaires étrangers » (on parle beaucoup de la RFA), à présenter « rapidement » une offre technique-commerciale pour la vente d'une centrale nucléaire. « Le gouvernement français suivra de près ces négociations afin qu'elles aboutissent », a ajouté M. Mitterrand.

Conséquence de ce déblocage : le contentieux financier qui oppose le Pakistan à la France depuis la dénonciation en 1978 de l'accord portant sur la construction d'une usine de retraitement devrait perdre de son acuité. Tant que Paris refusait de lever l'embargo nucléaire, Islamabad plaquait en effet la barre très haut.

Aujourd'hui que cet embargo est levé, on peut penser que les Pakistanais abaisseront leurs ambitions, même si officiellement les deux affaires ne sont pas liées. « La France et le Pakistan, a déclaré à ce sujet M. Mitterrand, sont convenus de rechercher un accord amiable sur l'affaire de l'usine de retraitement, incluant une compensation mutuellement agréée. » Il semble acquis que cette compensation sera supérieure à 300 millions de francs.

La réaction négative des Etats-Unis

Le Pakistan, bien entendu, a accepté que l'offre d'une centrale nucléaire française « soit définie dans le respect des normes internationales et notamment des contrôles et garanties qui s'appliquent à toute exportation de matériel nucléaire ». M. Bhutto l'a confirmé, rappelant la position désormais traditionnelle de son pays, après avoir, tout sourire, qualifié M. Mitterrand de « grand ami » du Pakistan et d'« homme d'Etat profondément engagé en faveur du tiers-monde et des mouvements démocratiques à travers le monde ».

« Le Pakistan, a-t-elle dit, est prêt à signer le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dès que l'Inde fera de même. En attendant, nous en appliquons déjà les dispositions. » C'est l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) basée à Vienne, dont

le Pakistan est membre, qui est chargée d'en vérifier la mise en oeuvre.

Ces dispositions sont cependant jugées insuffisantes par les Etats-Unis, qui exigent, pour vendre du matériel nucléaire à un pays ne disposant pas de l'arme atomique, un contrôle non seulement des installations vendues, mais aussi de toutes les activités nucléaires du pays receveur.

La réaction négative du département d'Etat n'a donc pas surpris les Français. Ils avaient été mis en alerte, il y a déjà plusieurs jours, par les fuites organisées par l'administration américaine dans le *Christian Science Monitor*, qui avait annoncé que le Pakistan disposait déjà de « cinq ou six bombes atomiques ». Jamais cependant les Etats-Unis n'ont confirmé officiellement cette information.

L'imbroglio de Srinagar

Toujours au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a balayé d'un revers de main l'éventualité d'une réaction hostile de l'Inde. « Il ne peut y avoir de réaction car aucune décision n'est encore acquise », a-t-il fait valoir en refusant de commentar la polémique qui oppose Paris à New-Delhi à propos de l'Aïrbus. Nos relations avec l'Inde sont tout à fait actives. Nous leur avons vendu une centrale nucléaire en 1982. Je ne vois donc pas où serait le scandale si nous en vendions une au Pakistan ».

Sans vouloir se prononcer sur le bien-fondé de l'annulation par M. Giscard d'Estaing du contrat en 1978, M. Mitterrand a justifié son feu vert à la livraison d'une centrale nucléaire par deux arguments. Grâce à « l'évolution des techniques et du droit international », a-t-il fait valoir, les contrôles et les garanties de non-détournement à des fins militaires sont aujourd'hui « beaucoup plus efficaces ». Ce qu'un des experts français a explicité un peu plus tard en affirmant que « seuls les Israéliens seraient capables de détourner les équipements que nous envisageons de livrer ».

M. Mitterrand d'autre part invoqué « les graves problèmes énergétiques du Pakistan », qui subira en 1991 un déficit évalué à une dizaine de milliers de mégawatts. Ce pays, dont près de 60 % des 110 millions d'habitants sont des ruraux, a une taux d'électrification de 35 % environ.

« Je ne soutiens aucune revendication du Pakistan, pas plus que de l'Inde. Je suis prêt à soutenir les revendications des Cachemiris ». La « petite phrase » de

M. Mitterrand, à propos d'une question qui a gravement ébranlé les relations pakistano-indiennes ces dernières semaines, semblerait à tort équilibrée. La revendication des Cachemiris est en effet l'autodétermination, c'est-à-dire ce « plébiscite » (référéndum) prévu par la résolution des Nations unies du 5 janvier 1949.

Maintien de l'ordre

S'il y avait le moindre doute sur la position du président français, celui-ci s'est chargé de le dissiper en répondant sur deux registres différents. Le premier, résolument prudent : « Je ne suis pas venu ici pour attiser les feux (...). Un conflit armé ne profite à personne. » Le second, beaucoup moins : « Il doit y avoir une consultation des Cachemiris (...) Sur le plan international, il y a une base juridique. La base de tout règlement, c'est une base de droit. » Or les positions des deux pays sont extrêmement claires, et contradictoires (voir par ailleurs l'article de Laurent Zecchini).

New-Delhi estime que l'agitation du Cachemire relève d'un problème de maintien de l'ordre purement intérieur. La position exprimée par M. Mitterrand, qui vise la seule question du référendum, va donc nettement, à dessein ou non, dans le sens des thèses pakistanaises. A Islamabad, on espère, bien sûr, qu'en cas de consultation, les Cachemiris choisiraient le rattachement au Pakistan. Or il semble bien que leur désir soit purement et simplement l'indépendance. Il paraît curieux que, à Paris, on ignore ce « détail ».

D'autre part, lorsque M. Mitterrand conseille à ceux qui s'intéressent au « droit des gens », de « se rendre sur place », c'est-à-dire dans la région de Srinagar, prend-il en compte le fait que l'ensemble des reportages de la presse internationale mettent l'accent sur la répression extrêmement dure avec laquelle l'armée indienne fait face à la violence des militants indépendantistes (le Monde du 24 janvier) ?

Comme il est peu probable que la France ait mésestimé la réaction fortement négative de l'Inde à la suite de sa décision de vendre une centrale nucléaire au Pakistan, une position aussi peu favorable aux thèses de New-Delhi sur l'affaire du Cachemire risque d'avoir un effet fâcheux sur les relations franco-indiennes.

JACQUES AMALRIC et LAURENT ZECCHINI

Les dangers de la prolifération

Faut-il imposer au Pakistan des contraintes sévères en matière d'utilisation de techniques nucléaires importées ? Assurément oui. Car le passé tumultueux du Pakistan dans ce domaine incite à la prudence.

Chacun garde en mémoire les tentatives multiples, et parfois réussies, d'Islamabad pour maîtriser le cycle du combustible nucléaire par tous les moyens. Qui domine en effet ces techniques devient aussitôt capable de produire du combustible nucléaire à des fins civiles, mais, bien sûr aussi, et c'est là que le bât blesse, du combustible à des fins militaires.

Certes, Islamabad aurait pu dans le passé nouer des accords de coopération avec les pays nucléarisés pour devenir à son tour une puissance nucléaire civile. Mais, lorsque l'on regarde en arrière, on constate que les autorités pakistanaises — elles ne sont pas les seules dans le monde — ont toujours cherché à s'approprier les techniques nucléaires les plus proliférantes. Ce fut le cas avec la commande, heureusement annulée, d'une unité de retraitement des combustibles irradiés aux Français.

Leur céder cette technologie, c'était jouer avec le feu, car un tel outil permet le plus facilement du monde d'extraire le plutonium des barreaux de combustible irradié dans de modestes réacteurs. Quelques kilos de cette matière, et l'on peut avec un peu de savoir-faire réaliser un engin atomique. Que cette commande n'ait pas été honorée est heureux, mais, cela n'a pas empêché les Pakistanais de se tourner vers un autre procédé : l'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation.

Si cette technique moderne permet de fabriquer du combustible faiblement enrichi (quelques pour cent) à destination des centrales nucléaires civiles, elle permet aussi, dès lors que l'on se donne le temps, de produire de l'uranium très fortement enrichi (plus de 90 %) utilisable par des engins atomiques. Et, sur fonds de vices secrets, les autorités pakistanaises ont réussi à se fournir en Europe en plans et matériels permettant de construire à Kahuta une unité

d'enrichissement par ultracentrifugation. Une deuxième unité d'ailleurs en construction à Ghor-Sharif, si l'on en croit les photos des satellites espions.

Dans ce contexte, on peut se demander si la vente par la France au Pakistan de deux réacteurs PWR de 900 mégawatts chacun — analogues à ceux du programme électronucléaire français — ne présente pas de danger de prolifération comme l'affirment les Etats-Unis. Si le gouvernement américain a raison d'exiger que le maximum de garanties soient prises, ses propos sont excessifs lorsqu'il prétend que de tels réacteurs sont très proliférants. Le combustible y est en effet faiblement enrichi (de l'ordre de 3,5 %), donc peu comparable avec un usage militaire.

Le contrôle de l'AIEA

D'autre part, ce type de réacteurs — il en existe une trentaine en France — se prête très difficilement à la production de plutonium. Certes, il en produit, mais de très mauvaise qualité — donc quasi inutilisable — en raison du long séjour (un an au moins) du combustible dans le cœur du réacteur. C'est la raison pour laquelle il est plus astucieux — et l'Argentine l'avait bien compris — d'acheter un réacteur à eau lourde et uranium naturel analogue à ceux fabriqués par les Canadiens qui permet de décharger le combustible alors que le réacteur est en fonctionnement.

On recueille alors au bon moment le meilleur des isotopes du plutonium sans difficultés. Il est à noter d'ailleurs que le Pakistan dispose, près de Karachi, d'un petit réacteur de 130 mégawatts (Kanupp) de ce type fourni par le Canada.

Dans cette affaire, tout le problème est donc de s'assurer que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne pourront contrôler à loisir toutes ces installations. En février 1985, un haut responsable de l'AIEA avait affirmé qu'il n'avait rencontré aucune difficulté pour mener à bien ses inspections. Reste que, bien que membre de l'AIEA, le Pakistan s'est toujours refusé à signer le traité de prolifération nucléaire tant que l'Inde ne ferait pas de même.

J.F.A.

La « cause sacrée » du Cachemire envenime les relations entre Islamabad et New-Delhi

Les récents rebondissements du conflit du Cachemire ont fait éclater une nouvelle crise entre l'Inde et le Pakistan. Les points de vue des deux pays sur ce territoire divisé et disputé semblent inconciliables, d'autant qu'ils sont soumis aux pressions de leurs opinions publiques respectives.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

De part et d'autre de cette « ligne de contrôle » qui sert vaguement de frontière entre l'Inde et le Pakistan, on souffle le chaud et le froid. Chaque gouvernement s'efforce de tenir en même temps deux discours parfaitement contradictoires mais indissociables, l'un destiné à son opinion publique (la guerre, si nécessaire), l'autre à la communauté internationale et, accessoirement, à son voisin (la paix, à tout prix).

Le chaud semble l'emporter depuis quelques jours à la suite, il est vrai, de deux incidents sérieux au Cachemire, les 5 et 11 février, qui ont fait une dizaine de morts, les premiers « martyrs » — pakistanais — d'une guerre de « libération » que l'on croyait éteinte depuis 1965 (deuxième conflit indo-pakistanaise). Chaque pays compte des partis politiques extrémistes et des foules capables de brûler — et qui ne s'en privent pas, tant à New-Delhi qu'à Karachi — l'effigie du premier ministre adverse.

C'est parce que cette hystérie

guérrière commençait à prendre d'inquiétantes proportions qu'il était devenu urgent, après avoir fait savoir que l'on était prêt à tout, d'affirmer que l'on ne voulait rien faire d'irréparable.

La paix ? Il y a quelques jours, M. Tanvir Ahmad Khan, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Pakistan, adoptait devant nous un ton conciliant : « Au moment où de nombreux pays regrettent leurs vieilles disputes par la négociation, il serait incongru que l'Inde et le Pakistan s'affrontent à propos du Cachemire... Franchement, je n'envisage pas du tout un scénario de guerre. » Cela posé, M. Tanvir Ahmad Khan a longuement ridiculisé les prétendues « preuves » publiées par l'Inde d'une complicité pakistanaise dans la révolte du Cachemire.

« Chaque goutte de sang... »

Il est vrai que la liste des « cinquante-sept camps d'entraînement » pakistanaise où séjourneraient les « terroristes » (les « combattants de la liberté », dit-on de ce côté de la frontière) avant d'aller combattre les soldats de New-Delhi, n'importe pas l'adhésion. Reste que le Front de libération du Cachemire (JULIF), principal mouvement « terroriste » en Inde, qui, selon le président pakistanais, M. Amanullah Khan, ne reçoit aucune aide logistique pakistanaise, continue néanmoins d'envoyer ses directives aux « militants » avec la bénédiction d'Islamabad.

La guerre ? Non, mais M. Bhutto, qui n'échappe pas à l'atmosphère martiale du moment, confirme que son pays



Frontière selon l'Inde Frontière selon la Chine et le Pakistan

Territoires contestés entre la Chine et l'Inde Cachemire sous administration pakistanaise depuis le « Cessez-le-feu » (1949)

garde « toutes les options ouvertes » et « rappelle que chaque goutte de sang qui tombe donne naissance à un nouveau combattant de la liberté ». La position du Pakistan est simple : le peuple du Cachemire a le droit à l'autodétermination.

Celle de l'Inde est moins élaborée : ne vous mêlez pas de nos affaires intérieures ! New-Delhi se réfère éventuellement à l'accord de Simla (1), qui réduit le conflit à une dispute frontalière trop ancienne pour être d'actualité.

MOGIP (2), dont l'Assemblée générale de l'ONU vote chaque année le budget, soit une dizaine de millions de dollars. Mais le général a quarante-cinq hommes sous ses ordres, et la frontière est longue et montagneuse. La question est en fait si complexe que le secrétaire général et le Conseil de sécurité ont choisi de temporiser. Le dossier reste ouvert, mais s'il pouvait être oublié, cela arrangerait tout le monde.

Un « devoir islamique »

Côté pakistanais, la cause est entendue : la réunification de l'« Azad Kashmir » (Cachemire libre) vaut bien une nouvelle jihad (guerre sainte), au même titre que celle des moudjahidins afghans ou des combattants palestiniens de l'intifada (le parallèle est constamment fait). Le danger, pour l'Inde, est la détermination pakistanaise. La question du Cachemire, cette « veine jugulaire » du Pakistan, disait Jinnah, le « Père de la nation », est ici une cause nationale, un « devoir islamique » que soutient l'Organisation de la Conférence islamique (OCI).

Une partie du monde musulman se mobilise pour que, dans un premier temps, cessent les « traitements inhumains » exercés par l'armée indienne à l'encontre du « peuple cachemir ». Sur le plan intérieur, la querelle permet à M. Bhutto de se voir offrir par l'opposition un « consensus national » qui, le reste du temps, lui fait défaut.

La question du référendum est plus ambiguë. Il n'est pas sûr que si le « peuple du Cachemire »

répondait à côté de la question posée (c'est-à-dire « non » au rattachement au Pakistan mais « oui » à l'indépendance), Islamabad ne regretterait pas d'avoir réveillé de vieux démons. D'autant que ceux-ci risquent de revivre, dans toute la région, la boîte de Pandore. Tamoils du Sri Lanka, Poudjab et Gurkhas de l'Inde, populations tribales des Chittagong Hills Tracts au Bangladesh, voire Baloutches et Pachtons du Pakistan, autant d'aspirants potentiels à l'autodétermination.

Après s'être laissé distancer par les initiatives diplomatiques indiennes, le Pakistan s'efforce de gagner la communauté internationale à sa cause. M. Iqbal Akhund, conseiller personnel de M. Bhutto, s'est rendu à Pékin, Washington et Moscou. Avant son départ, il nous expliquait ainsi le point de vue pakistanaise : « S'il y a une crise, c'est bien parce qu'il y a une révolte du peuple du Cachemire. Celui-ci a son mot à dire sur son avenir, et il est en train de le dire. C'est vrai qu'il y a, dans la vallée, des « intégristes », mais ils ont été encouragés par la répression indienne. Demain ou après-demain, si la question n'est pas réglée, il est inévitable que l'intégrisme va s'accroître et qu'il finira par se propager à l'Inde. »

L.Z.

(1) En Inde, où, après la guerre indo-pakistanaise de 1971, se sont rencontrés en 1972 l'ancien premier ministre indien, Indira Gandhi, et l'ancien président pakistanais, Ali Bhutto.

(2) UNMOGIP : groupe d'observateurs militaires de l'ONU pour l'Inde et le Pakistan créé en 1949.

ALPHAPAG

السبيل الى الحل

DÉFENSE

Un accord entre la France, la RFA et le Royaume-Uni Trois pays s'associent pour concevoir un radar de contre-batterie

La France, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni ont signé un accord pour concevoir, en commun, un radar de contre-batterie, baptisé Cobra et principalement destiné à localiser, au profit d'un régiment de lance-roquettes multiples, les moyens de tir d'artillerie adverses. Le contrat intéresse les sociétés Thomson-CSF, Siemens et Thoma EMI Electronics, en Europe et, aux États-Unis, le groupe General Electric, choisi en raison de son expérience en la matière et susceptible d'ouvrir le marché des États-Unis à ce matériel d'origine européenne.

Évalué à plus de 1 milliard de francs, le développement de cet

équipement devrait durer trois ans et être suivi d'une période d'essai de deux ans. La production en série du Cobra, pour le compte des armées de terre des trois pays européens, est estimée à plus de 4 milliards de francs. D'autres pays clients, comme l'Italie ou les États-Unis, sont intéressés par le Cobra.

Le système est un radar multifonctions (avec une antenne active à balayage électronique utilisant l'arséniure de gallium) qui est monté sur un véhicule. Il assure des localisations, rapides et précises, des moyens d'artillerie adverses sur des profondeurs allant de 5 à 30 kilomètres du champ de bataille.

Plusieurs Etats européens sont prêts à constituer un marché commun de l'armement

Neuf des treize Etats membres du Groupement indépendant européen de programme (GIEP), dont la France, sont convenus, mardi 20 et mercredi 21 février, à Gleneagles (Ecosse) où étaient réunis leurs ministres de la défense, de permettre à leurs industriels nationaux de l'armement de répondre à des appels d'offres lancés par les armées de chacun des pays partenaires. Seuls, en Europe occidentale, l'Espagne, la Grèce et le Portugal ont, pour l'instant, réservé leur position, quand, de son côté, le Luxembourg, qui n'a pas d'industrie de l'armement développée, ne s'est pas rallié à cette initiative.

C'est le premier pas dans la création d'un marché commun de l'armement, qui n'était pas prévu en tant que tel par les instances traditionnelles de la Communauté européenne. Déjà, néanmoins, la France et la Grande-Bretagne avaient décidé, pour leur part, d'échanger des bulletins réguliers

informant les industriels des appels d'offres lancés dans les deux pays.

Selon le ministre britannique de la défense, M. Tom King, qui recevait ses homologues du GIEP, il reste à définir des règles communes pour que ce marché européen de l'armement s'ouvre à tous les partenaires potentiels. Ce qui suppose de rédiger dans un premier temps des contrats respectant la compétition, avec des critères de « juste retour » par lesquels les pays obtiennent en contrepartie des garanties en matière d'échanges commerciaux entre eux. Selon M. King, qui ne souhaite pas que l'Europe se constitue en « forteresse », cette assurance peut être donnée, à titre temporaire, à des Etats dont l'industrie militaire n'est pas au même niveau que celle de leurs partenaires plus développés. Mais la règle définitive devra être, à terme, l'instauration d'un marché libre à la concurrence.

Une conséquence des négociations de Vienne Troc d'armes

Moyennant 1 million de dollars, ce qui représentera le coût de leur transport, les États-Unis donneront à l'Égypte environ sept cents chars de combat M-60, qu'ils devront retirer d'Europe avec la conclusion d'un accord sur le désarmement classique à Vienne.

Les Américains, qui remplacent ces M-60 dans leur arsenal par des chars Abrams M-1 plus modernes, ont obtenu des Égyptiens qu'ils acceptent de détruire, dans leurs stocks, pour chaque M-60 cédé, un char T-54 ou T-55, plus ancien, qu'ils avaient acquis des Soviétiques. Ils expliquent que, de cette façon, on devrait éviter une course quantitative aux armements au Proche-Orient, même si, par ailleurs, cette course risque d'être qualitative.

Les États-Unis disent avoir averti leurs alliés de l'OTAN de ce troc avec l'Égypte, qui devrait être exécuté l'été prochain.

C'est officiellement la première fois qu'un tel accord, lié indirectement aux négociations Est-Ouest de Vienne, est annoncé par l'un des pays participants. Mais il y a tout lieu de croire que des contrats de ce genre vont se multiplier et en se diversifiant, pour créer un véritable marché de seconde main avec des matériels militaires progressivement retirés d'Europe.

Le troc américano-égyptien porte, aujourd'hui, sur des chars. Mais demain, il peut concerner, aux mêmes conditions, des avions de combat retirés d'Europe, comme le F-16 américain. Il devrait ainsi concerner des matériels cédés ou vendus à vil prix, et donc imposer des pays tiers, par rapport à l'Europe, qui disposent de moyens financiers de plus en plus limités.

Vienne risque ainsi de déstabiliser des règles d'un marché international des armements déjà passablement déséquilibré, et relancer une compétition féroce entre les pays fournisseurs.

J. I.



10 - 13 mars 1990
Cannes - France

AU CŒUR DU MARCHE IMMOBILIER EUROPEEN: MIPIM 90.

Motivé par l'investissement immobilier international, vous avez choisi la même efficacité : le MIPIM 90. Paris de Tokyo, New York, Francfort ou Madrid, vous atterrissez le même jour, sur le même aéroport pour participer au même événement : MIPIM, 10-13 mars 1990, Cannes.

Votre objectif : rencontrer les promoteurs, les conseils en immobilier d'entreprise, les collectivités territoriales, les banques.

Pari gagné : plus de 150 exposants vous attendent.

Le MIPIM vous propose une entrée directe pour l'Europe et un accès unique à toutes les caractéristiques des marchés étrangers.

Participants attentifs, le MIPIM se charge de tout :

- votre inscription dans le guide de la manifestation
- votre information sur le détail des conférences
- votre confort : réservation hôtelière et formalités d'accès simplifiées.

Anticiper votre séjour, c'est décider de sa réussite.

Midem Organisation, Tél : 45 05 14 113, René Peres.

*meet at
Mipim*

LES NOUVEAUX COMMUNICANTS SE MULTIPLIENT A VITESSE GRAND V.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il sait même qu'il est plus de 65 000 abonnés Alphapage répartis dans toute la France.

Le nouveau communicant est bourré d'idées. La meilleure qu'il ait eue c'est de s'être abonné à Alphapage.

Sur son territoire, le nouveau communicant n'arrête pas de bouger. Grâce à son Alphapage, il peut être joint 24 h sur 24, 365 jours par an.

Alphapage vous livre tous les secrets du nouveau communicant. Tapez 3614 code Alphapage sur votre Minitel.

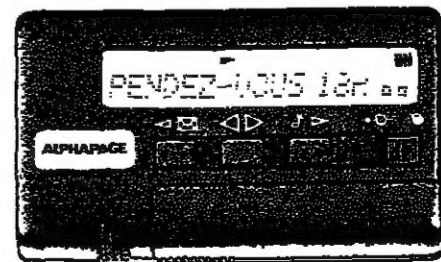


Le nouveau communicant ne se fait pas de souci. Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel... et du monde entier!

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a le sourire. Depuis qu'il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel, il connaît tous les services Alphapage.

Attention ! Le nouveau communicant est très rapide à la détente. Informé grâce à son Alphapage, il peut réagir à la seconde près.



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COSECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



POLITIQUE

Devançant MM. Noir et Léotard

M. Valéry Giscard d'Estaing reprend sa croisade pour l'union de l'opposition

M. Valéry Giscard d'Estaing a proposé, mercredi 21 février, devant le bureau politique de l'UDF la réunion d'une convention nationale des élus de l'opposition. Il tente, de cette manière, de couper l'herbe sous les pieds de MM. François Léotard et Michel Noir.

M. Giscard d'Estaing n'omet jamais les simples règles de la présidence. Qui pouvait donc imaginer que l'ancien président de la République accepterait sans un battant de cils de se fonder dans l'ombre tutélaire de MM. Léotard et Noir ? La petite histoire retiendra que M. Giscard d'Estaing a choisi de reprendre spectaculairement l'offensive, le jour même que s'étaient fixés, dans un premier temps, les deux comités quadripartites pour lancer leur grand appel à l'union. Ils ne pourront pas se reprocher d'avoir tardé, puisqu'il était de toute façon devenu évident que leur démarche ne provoquait guère l'enthousiasme espiéré. Depuis le début de cette semaine, MM. Léotard et Noir avaient multiplié les contacts, particulièrement avec les responsables centristes, sans résultat, compte tenu du climat de suspicion ambiant. Après avoir consulté, mercredi 21 février au matin, son groupe de députés, M. Pierre Méhaignerie leur faisait savoir qu'il n'était point question pour le CDS d'aborder de chef les problèmes

de structures et d'hommes sans avoir, au préalable, fixé les idées de l'opposition. Les centristes, selon M. Méhaignerie, devaient prendre en compte « les initiatives sérieuses », ce qui a contrario était une condamnation sans appel des nouvelles ambitions, estimées trop personnelles, du président du PR et du maire de Lyon. M. Charles Millon a également opposé une fin de non-recevoir en refusant ce petit jeu du « pousse-toi de là que je m'y mette », et préféra donner au plus vite à l'intergroupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale son autonomie de direction et de fonctionnement. Enfin, le comité exécutif du Parti radical avait également, le même jour, résumé l'impression générale en s'alarmant de cette « confusion » dans l'opposition, née, selon les radicaux, de « l'enchâssement des ambitions personnelles ».

Une convention nationale des élus

Comme souvent, M. Giscard d'Estaing a donc patiemment attendu que tous les jeux soient faits sur le tapis de la division pour y jeter nonchalamment sa plaquette de l'union. Devant le bureau politique de l'UDF, réuni exceptionnellement, grand complet, mercredi 21 février, M. Giscard d'Estaing a proposé la tenue d'une convention nationale des élus de l'opposition qui aurait pour tâche de se déterminer sur



l'organisation de celle-ci et d'envisager une méthode de désignation de candidats uniques pour les futures échéances. Une convention qui pourrait se tenir après l'été et qui regrouperait les grands élus de l'opposition : parlementaires, présidents de conseil général et de conseil régional, maires de grandes villes. « Je suis favorable à la réunion de toute l'opposition dans une formation

unique, a fait observé M. Giscard d'Estaing. L'opinion le souhaite, je l'ai proposé et je le confirme. » Mais, sans jamais les citer, M. Giscard d'Estaing s'est chargé de rappeler à l'intention de MM. Léotard et Noir que semblable démarche ne pouvait être que « progressive », « conduite sans exclusive et sans ambition » et ne devait « servir que l'intérêt national ».

Tous les membres du bureau politique, y compris M. Léotard, qui quelques instants auparavant avait été le seul à s'opposer à une réforme immédiate des statuts de l'UDF, ont approuvé cette proposition de leur président aussitôt affichée. Vont sans doute avoir quelques difficultés à s'en remettre. Il se murmure qu'ils seraient à présent tentés de précipiter les événements en dévalant la date de leur appel, qui venait d'être repoussée en mars. Mais peuvent-ils, sous le prétexte de l'union, prendre désormais le risque d'une épreuve de force ?

Par la même occasion, M. Giscard d'Estaing a également au pied du mur le RPR, qui, comme l'a encore souligné mercredi 21 février son secrétaire général, M. Alain Juppé, entend travailler « à l'organisation de l'opposition de manière concrète ». Dès lors, on imagine mal comment M. Chirac pourrait s'opposer à cette initiative giscardienne, bien que le bureau politique de l'UDF ait pris avec quelque légèreté son idée de contre-gouvernement.

Enfin, M. Giscard d'Estaing contente les centristes, qui pour l'heure ne semblent véritablement avoir qu'une seule préoccupation : jouer la montre en attendant que M. François Mitterrand prenne sur lui, d'une façon ou d'une autre, de remettre quelques pendules à l'heure. Ils attendent aussi, non sans quelque appréhension, la suite des États généraux de l'opposition, qui naturellement s'inscrivent aisément dans la perspective de cette convention nationale des élus de l'opposition. Début avril, il reviendra à l'opposition d'éclaircir ses positions sur l'immigration, thème qui peut provoquer toutes les implosions. Avec l'Europe, les centristes en font un test qui leur permettra de savoir s'ils peuvent, ou non, s'engager plus avant dans une réflexion appropriée sur les structures de l'opposition.

Sur le terrain tactique de l'union, M. Giscard d'Estaing vient incontestablement de prendre un sérieux avantage. Pourra-t-il faire preuve de la même aisance sur le terrain des idées ? On sait avec quelle soignée précaution il évite de heurter M. Jean-Marie Le Pen et ses électeurs. On voit également comment son jeu personnel de chef patiné de l'opposition l'empêche d'évoluer tout à fait librement sur le registre de l'Europe. M. Giscard d'Estaing aura à deux rendez-vous importants qui permettront d'apprécier dans quelques mois la consistance véritable de sa nouvelle emprise sur l'opposition.

Un « gouvernement » de quarante-deux membres pour le RPR

La commission exécutive du RPR s'est réunie pour la première fois, mercredi 21 février, dans sa nouvelle formation depuis la réforme des statuts du mouvement et après l'élection du conseil national et du bureau politique. Cette commission compte désormais quarante-deux membres, auxquels s'ajoutent quelques « délégués nationaux », contre cinquante-deux dans la précédente.

Juppé la considère comme « jeune, dynamique et équilibrée ». Tous les courants qui s'étaient ralliés à la motion Chirac-Juppé sont représentés. Ainsi, bien que M. Barzach et M. Devedjian n'y aient plus de fonctions, le courant Vie de M. Alain Carignon est représenté par M. Richard Cazenave,

nommé secrétaire national aux droits de l'homme, et par M. Jean-Claude Mignon, chargé des relations avec les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est.

En revanche, le courant Pasqua-Séguin n'a pas de représentants, les membres de l'ancienne équipe qui s'étaient ralliés à leur motion n'ayant pas été reconduits. Sont, en revanche, nommés ceux qui, après avoir signé la motion Borotra, se sont ralliés à la motion Chirac.

Neuf femmes, contre huit dans l'ancienne, figurent dans cette commission exécutive qui compte huit élus de Paris. La commission exécutive se réunira chaque mercredi.

M. Juppé s'en prend... au PS

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a présidé mercredi 21 février la première réunion de la nouvelle commission exécutive chargée de l'assistance dans la direction du mouvement. Celle-ci s'en est pris vivement tout à tour au gouvernement et au Parti socialiste.

A la suite des déclarations de M. Brice Lalonde, elle demande une mise au point au premier ministre et estime : « Alors que notre déficit du commerce extérieur est très préoccupant, M. Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, semble s'être fait le spécialiste dans le gouvernement français de tirer à vue sur tous les secteurs d'activité qui rapportent des devises à la France. La semaine dernière, par des propos alarmistes et inconsidérés, il a déclaré que le déficit du commerce extérieur était dû à la dévaluation du franc, ce qui est faux. Il a même déclaré que le déficit était dû à la dévaluation du franc, ce qui est faux. Il a même déclaré que le déficit était dû à la dévaluation du franc, ce qui est faux. »

« Trop, c'est trop ! »

« Trop, c'est trop ! » Le texte ajoute qu'il est injuste « de faire des agriculteurs le bouc émissaire des carences du gouvernement ».

Dans un autre texte, le RPR « dénonce » l'alliance conclue entre le Parti communiste et le Parti socialiste pour les prochaines élections municipales partielles, ce qui montre « une fois encore que les socialistes n'ont pas renoncé à l'union de la gauche, en dépit de leurs déclarations et au moment où les pays de l'Est banissent le communisme ».

POINT DE VUE

Pour des majorités de propositions

par Bruno Durieux

NOTRE continent ouvre une page nouvelle de son histoire tandis qu'en France la classe politique s'enfonce dans d'obscures querelles et laisse en jachère une opinion attentive aux bouleversements en cours en Europe de l'Est, qui espère un débat de fond et des prises de position claires.

Faut-il s'étendre sur le trouble qui frappe la vie politique française ? On a quelques scrupules. Sachons cependant qu'un dégellement prolongé serait malsain pour notre pays.

Le malaise ne vient pas des rivalités de personnes. Celles-ci existent depuis que le monde est monde. La compétition que se livrent les courants du parti socialiste comme celle qui se déroule au RPR ne peuvent choquer un démocrate.

Les causes profondes sont ailleurs, et d'une autre importance. Aurons-nous le courage de les regarder en face ? Aurons-nous la volonté d'en tirer les conséquences dans notre action ?

L'enjeu aujourd'hui, pour la classe politique française, est de sortir de l'artificialité pour revenir au réel.

Rares sont les initiatives qui s'inscrivent dans cette nécessité. J'en dénombre quatre.

Au soir du second tour de l'élection présidentielle de 1988, Raymond Barre entraîna le premier l'attention sur la nécessité d'entreprendre une recomposition du paysage politique, en laissant s'opérer les recensements nécessaires. Il proposait la création d'une force libérale sociale et

européenne. Cette idée resta d'une actualité évidente.

François Mitterrand, au lendemain des élections législatives de juin 1988, constitua un gouvernement comprenant de nombreux ministres non socialistes. Il montrait par là, ainsi que par le choix du premier ministre, qu'il tenait compte de la volonté de rénovation et de renouvellement exprimée par les Français.

La création, en juin 1988, à l'initiative de Pierre Méhaignerie et de Jacques Barrot, du groupe autonome de l'Union du centre à l'Assemblée nationale apportait une contribution importante à cette même préoccupation de recomposition.

Enfin, l'opération lancée au RPR par Charles Pasqua et Philippe Séguin, mue par le souci de retrouver la « propre inspiration » du mouvement néo-gaulliste, d'analyser comme un essai de clarification des réalités politiques, vint lui aussi pour la recomposition du paysage.

Les conservatismes, les frilosités, les situations acquises, dans tous les partis et à tous les niveaux, constituent de sérieux mûres de résistance. Il faudra du temps pour convaincre que, faute de recomposition, le Front national, les écologistes et les abstentionnistes finiront par enfoncer des lignes de partage qui sont dépassées et des positions qui paraissent les plus solides.

Des projets clairs

Pourtant, l'histoire avance à grands pas autour de nous. La société évolue vite. Les difficultés se concentrent et les opportunités ne se renouvellent pas sans cesse. Le moment vient de sortir de l'équivoque. Cassons de dismutuer les divisions lorsqu'elles existent. Identifions les convergences, si elles sont réelles.

L'attitude la plus prometteuse, la plus audacieuse aussi, est d'opérer un retour aux sources. Ni les combinaisons politiques, aussi subtiles soient-elles, ni les incantations aussi médiatisées soient-elles, ne permettront d'avancer. Il faut en revenir à l'essentiel, aux valeurs, aux idées, aux propositions, c'est-à-dire à ce qui confère une signification forte et authentique à l'engagement politique, aux alliances électorales et au vote des citoyens.

La recomposition se fera sur les idées et les projets, ou ne se fera pas.

Les formations politiques retrouveront leur crédit, mobiliseront leurs militants et convaincront leurs électeurs en formulant des projets clairs et non des platitudes bâtarde. Les alliances

qu'elles ont à nouer devront se justifier par la comparabilité des projets plutôt que par des arrangements de circonstance négociés laborieusement. Elles détermineront des majorités d'idées et de propositions, capables, mieux que les combinaisons hétéroclites, de soutenir une véritable action gouvernementale.

Il n'y a pas de meilleur exemple pour illustrer cet impératif que la question de la construction européenne. Sur cet enjeu, fondamental pour l'avenir du pays, il existe, au-delà des clivages politiques actuels, une majorité d'élus et de citoyens d'accord pour forcer la marche vers l'union européenne. Cette majorité est, aujourd'hui, bridée. L'intérêt général ne commande-t-il pas de la faire apparaître ?

Il en va de même pour la question de l'immigration, pour celle de l'éducation et pour d'autres encore.

Ceux qui veulent rénover en profondeur la vie politique sont plus nombreux qu'on ne le pense. On les trouve dans la plupart des formations politiques. Ils sont militants, sénateurs, conseillers municipaux, députés, ministres... Ils ont de l'énergie et du courage. Qu'ils saisissent la chance d'une recomposition par les idées, par les projets et par l'action ! L'ordre ancien n'est plus qu'un château de cartes ; le nouvel ordre ne viendra pas sans efforts. Utilisons nos convergences pour donner à la France et à l'Europe de demain le débat politique clair et le projet moderne et vigoureux dont elles ont besoin. Les Français nous le demandent.

► Bruno Durieux est député UDC du Nord.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 80 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en adressant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le Monde sans visa

صكنا من الرض

1501

Les classiques d'aujourd'hui sont dans

Le LIVRE de POCHE

André BRINK

- Au plus noir de la nuit
- Un turbulent silence
- Un instant dans le vent
- Une saison blanche et sèche

Dino BUZZATI

- Le désert des Tartares
- Le K

Patrick SUSKIND

- Le parfum
- Histoire d'un meurtrier
- Le pigeon

Boris VIAN

- L'arrache-cœur
- L'ethio zingé

Mikhaïl BOULGAKOV

- Le maître et Marguerite

Ismail KADARÉ

- Airlibris
- On a ramené Dorothée
- Le général de l'armée morte

Yasunari KAWABATA

- Les belles endormies
- Pays de neige
- La danseuse d'Izu

Carson McCILLERS

- Le cœur est un chasseur solitaire

Virginia WOOLF

- La promenade au phare
- Mrs Dalloway
- Les vagues

Jean COCTEAU

- Les enfants terribles

COLETTE

- La charte
- Sido suivi de Les vrilles de la vigne
- La maison de Claudine

COLETTE+WILLY

- Claudine à l'école
- Claudine à Paris
- Claudine s'en va

Françoise DOLTO

- Sexualité féminine
- La cause des enfants
- La difficulté de vivre
- Solitude
- Tout est langage

F. Scott FITZGERALD

- Gatsby, le magnifique
- Tendre est la nuit

Gabriel GARCIA MARQUEZ

- L'homme du patriarche
- Chronique d'une mort annoncée
- La mala hora
- L'aventure de Miguel Littin clandestin au Chili

Jean GIONO

- Un de Baumugnes
- Regain
- Que ma joie demeure
- Colline

P.D. JAMES

- La proie pour l'ombre
- L'île des morts
- Meurtre dans un fauteuil
- La meurtrière
- Un certain goût pour la mort
- Sans les mains

André MALRAUX

- Les conquérants
- La voie royale

Thomas MANN

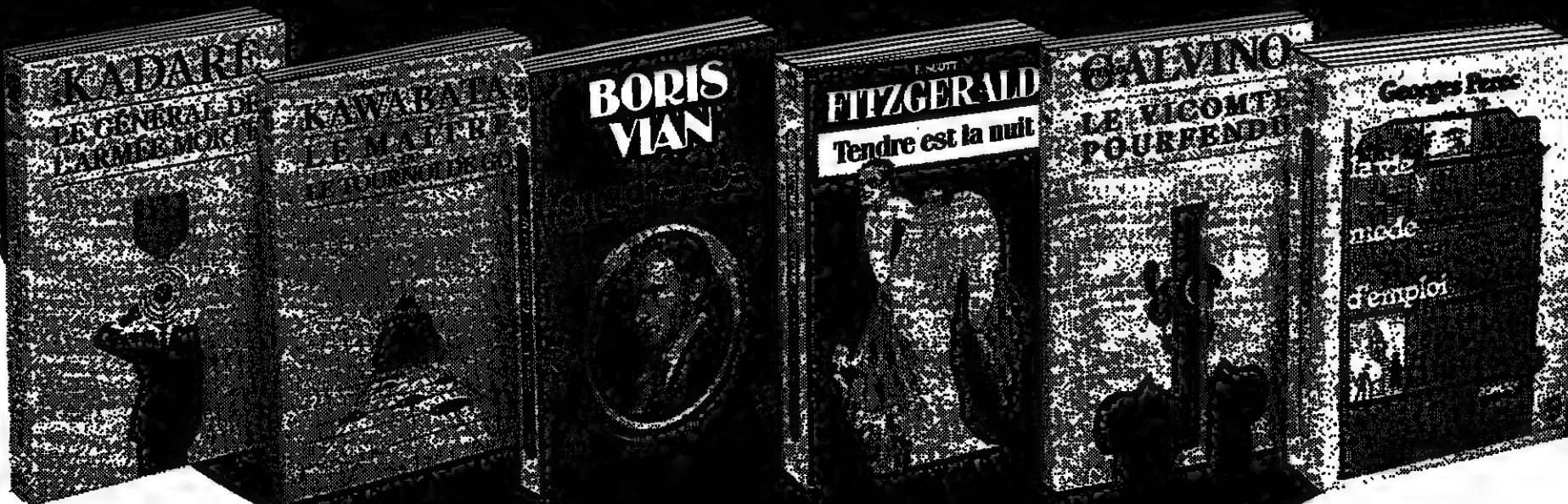
- La mort à Venise
- Tonio Kröger
- La montagne magique
- Docteur Faustus

Georges PEREC

- La vie mode d'emploi

Françoise SAGAN

- Bonjour tristesse
- Un certain sourire



100

1501

14 Le conflit des médecins
15 Le grand marché des narco-dollars

15 Golf : les cinquante ans de Jack Nicklaus
16 Filonov au Centre Georges-Pompidou

17 « Nikita », de Luc Besson
— L'affaire Michel Droit

Les états d'âme des juifs de France

Le malaise se développe entre les « religieux » et les « laïcs »

Un certain malaise s'installe au sein de la communauté juive de France. Le dynamisme de sa composante religieuse, que confirme une enquête du sociologue Erik Cohen, commandée par le Fonds social juif unifié (FSJU), dont les résultats viennent d'être rendus publics, commence à irriter la partie laïque de la communauté. Deux associations qui se réclament d'un judaïsme culturel et laïque viennent même de se créer.

Personnalité réputée orthodoxe, M. Benny Cohen, quarante ans, a été élu, le 17 janvier, à la présidence du consistoire de Paris, qui gère la vie religieuse de la communauté juive dans la capitale et la région parisienne (plus de 300 000 personnes). Le 17 janvier aussi, un groupe de jeunes juifs extrémistes a gravement perturbé la réunion d'information au centre Rachi de Paris, organisée par des Israéliens du mouvement Chalom Akhshav (« La paix maintenant »). La séance que présidait M^{me} Elisabeth Badinter n'a pas pu se tenir.

Divers événements récents peuvent expliquer la nervosité actuelle : la situation en Israël, mais aussi la résurgence de l'antisémitisme et la relance du débat laïque, avec l'affaire du voile islamique, qui par ricochet a atteint la communauté juive.

« Je déplore aujourd'hui une évolution vers une sorte de resserrement, d'enfermement. On privilégie les études religieuses, négligeant l'enseignement général. Ce n'est pas ainsi que l'on assurera les enjeux auxquels nous sommes confrontés au monde actuel. Le judaïsme ne doit jamais se départir de son sens des responsabilités au plan de l'universel », celui qui parle ainsi, en conclusion d'un livre paru (1), n'est pas l'un de ces intellectuels pourfendeurs de la tradition et ultralibéraux que compte la communauté juive. Il n'est autre que l'ancien grand rabbin de France René-Samuel Sirat, qui a pourtant une forte réputation d'orthodoxie.

Passé encore le haut-le-cœur d'un Alain Finkielkraut, qualifiant de « Galeries Lafayette du judaïsme » le rassemblement du Yom Hatorah, qui a attiré au Bourget 30 000 personnes le 12 décembre dernier, à l'initiative du grand rabbin de France. Passé encore la création récente d'un Centre juif laïque par deux anciens communistes (Jean Elieinstein et Jean Liberman) et d'une Association pour un judaïsme humaniste et laïque, groupant des personnalités comme Albert Memmi, Elisabeth Badinter, François Castro ou Henri Bulawko, pour qui « le projet identitaire juif ne doit pas se réduire à la trade Israël-religion-Shoah ».

« Le Messie maintenant »

Cette fois, le malaise est ressenti dans les milieux juifs religieux eux-mêmes, et pas seulement chez les libéraux minoritaires comme le rabbin Daniel Farkas, qui n'hésite pas à parler de « resserrement, de ghettoïsation » de la communauté juive. Chez les orthodoxes, à l'observation de M. Sirat, il faudrait ajouter celle de M. André Chikrova, grand rabbin à la synagogue de la rue de la Victoire à Paris, pour qui « le pire danger pour le judaïsme, aujourd'hui, c'est le maximalisme à l'œuvre et la contagieuse surenchère piétiste » (dans « Le Mouvement » de décembre 1989).

Ce péril menace-t-il ? La ferveur et la vitalité spirituelles de la communauté juive de France ne sont



mis en doute par personne. Elles profitent aussi bien au judaïsme consistorial qu'aux ultra-orthodoxes comme les Hassidim de Lubavitch, et aux juifs libéraux. Le réveil religieux des années 70 partiellement dû au rapatriement des juifs sépharades d'Afrique du Nord, n'a pas été qu'un feu de paille. Depuis dix ans, le nombre des boucheries cashers, des cours de Talmud-Torah, des cercles d'études, des synagogues, est en constante augmentation. Paris et la région parisienne (plus de 300 000 juifs) abritent aujourd'hui une centaine de synagogues contre 30 il y a vingt ans.

Le cas des écoles est le plus frappant. En 1976, la France comptait 44 écoles juives, sans compter leur nombre à aujourd'hui plus que doublé, accueillant seize mille élèves, contre moins de 500 au début des années 50. Outre l'enseignement général, elles vont jusqu'à dispenser huit à douze heures d'éducation religieuse par semaine. Leur taille est très diverse, mais elles n'arrivent plus à faire face à la demande.

On ne compte plus les retours à la cachérou, au sabbat, à l'étude juive (les baal-teshouva). De nouvelles manifestations en faveur de l'étude, comme la Yom Hatorah du Bourget, sont programmées en province, alors que reprennent les rassemblements de Hilonia (« joie ») autour de grands noms de la mystique juive. Des bains rituels (les Mikvot) s'ouvrent à Paris et en province. Des pressions s'exercent sur les radios juives, qui ont une audience croissante, en faveur d'émissions religieuses.

« Nous voulons le Messie maintenant », réclament à Paris, courue à Brooklyn, les banderoles des Lubavitch (12 000 en France). Mais la communauté juive française n'est pas sérieusement menacée par l'intégrisme. Malgré ses redingotes noires, le Sentier n'est pas Mea Shearim, le quartier ultra-orthodoxe de Jérusalem. Mais, dit M. David Kessler, président du Mouvement juif libéral de France, « si le renouveau religieux juif est évidemment une bonne chose, il ne faut pas qu'il se traduise par des phénomènes d'exclusion, correspondant à une vision du monde très autocentrée ».

Les problèmes des couples « mixtes »

En matière de droit matrimonial ou de conversions, les tribunaux rabbiniques et les consistoires centraux, organismes de gestion de la vie religieuse juive, sont réputés pour céder moins que jamais à la facilité. Selon eux, les conversions pour mariage admises par le judaïsme libéral font courir des risques de dérapage. Ils militent pour le refus des « conversions de complaisance » et des mariages ex-

games. Selon les chiffres de l'enquête d'Erik Cohen, plus de 30 % des juifs mariés, âgés de dix-huit à vingt-neuf ans, ont épousé un conjoint non juif.

Ces couples mixtes s'estiment de plus en plus mal à l'aise dans la communauté. Leurs enfants ne sont pas acceptés dans certaines écoles juives, qui sélectionnent sur des critères religieux. Si la mère n'est pas juive, la circoncision est refusée au petit gargon. Des pressions seraient exercées sur les circonciseurs ou les traiteurs cashers pour qu'ils évitent les familles qui ne sont pas de stricte obédience.

La tendance rigoriste se porte bien, si l'on en juge par la victoire de M. Benny Cohen et de son équipe (douze élus sur douze postes à pourvoir) au dernier renouvellement (pour moitié) du consistoire de Paris. Le grand rabbin de France, M. Joseph Sirat, avait été élu aussi, en 1988, sur cette vague d'orthodoxie. Si chacun reconnaît son érudition, ses qualités pédagogiques et médiatiques, il passe, auprès des laïcs et des libéraux, pour plus préoccupé par son action auprès des juifs que par le dialogue avec les autres religions ou les pouvoirs publics.

Le scénario d'un conflit entre la composante orthodoxe de la communauté juive et les laïcs est-il en place ? Quantitativement, l'enquête d'Erik Cohen montre que les juifs actifs, religieux ou non, et ceux qui n'ont aucune participation à la vie communautaire sont de proportion à peu près égale. De plus, la dimension religieuse de ce regain de pratique n'est pas uniforme. « Il s'apparente avant à un souci d'appartenance et d'identité qu'à une demande de normes religieuses précises », souligne M^{me} Martine Cohen, chercheur au CNRS.

Le judaïsme ne se réduit évidemment pas à son expression religieuse. Il est héritier d'une histoire, porteur d'une tradition, d'une philosophie et d'un projet culturel. Mais le judaïsme orthodoxe est devenu sa facette la plus visible, à un moment où le dynamisme culturel de la communauté semble échapper à ses institutions représentatives. L'un des principaux éditeurs de livres juifs n'est-il pas Le Cerf, grande maison dominicaine ?

Pendant longtemps, les principaux porte-parole de la commu-

nauté juive ont été des laïcs, plus ou moins détachés de la tradition, ou des religieux d'origine ashkénaze. Ils étaient considérés, à tort ou à raison, comme moins rigoristes que la génération de juifs sépharades qui, aujourd'hui, arrive à maturité et occupe les postes de commande. Cette crise des porte-parole laïcs est d'autant plus ressentie que des événements récents (remontée de l'antisémitisme, relance du débat laïc, précipité d'Israël) ont ramené, comme dit M. David Saada, président du Fonds social juif unifié, « la crainte de vieux fantasmes », et renforcé la tentation de repli de ceux pour qui « l'intégration tranquille » des juifs n'est plus assurée à l'avenir.

HENRI TINCQ

(1) Dans la Joie eustère. Entretiens avec Emmanuel Hirsch, Le Cerf, février 1990.

15 % d'observants

A la demande du Fonds social juif unifié, M. Erik Cohen, sociologue, a enquêté de novembre 1986 à juillet 1988 auprès de 1 113 Français se déclarant juifs. Il distingue trois niveaux de pratique religieuse : 15 % sont des « observants », c'est-à-dire qu'ils observent le sabbat, la nourriture casher, les fêtes. L'un des meilleurs indicateurs, dans ce groupe, est la non-utilisation de la télévision le jour du sabbat. 49 % sont des « traditionnalistes », qui respectent les très grandes fêtes et un minimum de prescriptions alimentaires. 36 % sont des « non-observants ». Près de 45 % des personnes interrogées déclarent manger casher à la maison.

Près de la moitié de la communauté (48 %) ne participe jamais ou exceptionnellement (les juifs de Kippour) à la vie juive organisée. Vingt-neuf pour cent participent à la vie de la communauté deux ou trois fois par an. Il reste un « noyau » de 22 % qui le font une fois par mois ou plus.

M. Alain Finkielkraut, philosophe

« Une tendance à l'excommunication »

« Comment interprétez-vous le renouveau religieux juif ?

— Le mouvement à l'origine de ce renouveau de la tradition juive est de type romantique. Il répond à une demande d'inscription dans une culture conçue comme une humanité particulière, avec sa sensibilité, sa chaleur, son épaisseur. Mais le judaïsme n'est pas qu'un mode d'appartenance. Il est aussi une responsabilité pour le monde et un message proposé à l'ensemble de l'humanité. Or, ce qui me fait peur aujourd'hui, c'est de voir la demande d'appartenance l'emporter sur le message, loin de cette dialectique de l'appartenance et du message que propose un homme comme Emmanuel Levinas. Le judaïsme se réduit à un judaïsme d'appartenance, et c'est pourquoi je parlais plus volontiers de crise — une crise paradoxale — que de renaissance.

— Quels sont les signes de ce repli dont vous parlez ?

— Une tendance à l'excommunication se développe aujourd'hui dans la communauté juive. Certains, tel Samuel Trigano (1), supportent de plus en plus mal le pluralisme, la multiplicité des modes d'être juif. Ils décernent des brevets de judaïsme, allant jusqu'à créer ce néologisme, grotesque mais révélateur, de « juifs-juifs », par opposition aux « juifs imaginaires » qui ne partagent pas leur conception.

— Un autre signe de fermeture est la mise en cause de l'émancipation comme telle. Une chose est de dire que, l'émancipation une fois acquise, le juif doit pouvoir retourner à sa tradition, autre chose d'affirmer qu'elle a été pour les juifs une catastrophe... La crispation

entraînée par la question des mariages mixtes est du même ordre. Dans une société assimilationniste, le mariage mixte a pu être une manière de faire une communauté jugée contraignante, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Or, on continue de protester contre cette forme d'intégration qu'est le mariage avec un conjoint non juif, en la mettant sur le même plan que l'exclusion.

— C'est une autre façon d'oublier le message, au profit de l'appartenance, comme si les juifs n'avaient pas d'autre vocation que de se perpétuer dans leur être. Épouser un conjoint non-juif ne veut pas dire abandonner sa tradition, mais, au contraire, c'est vouloir porter le message, le disséminer à travers le monde. Rester juif dans un monde dont le dessein nous indiffère, c'est ramener le judaïsme à un lobby.

— La situation d'Israël, la récente querelle autour de la laïcité n'ont-elles pas joué un rôle dans ce repli ?

— La situation d'Israël, certainement. Beaucoup de juifs, en France, réagissent au doute qui les atteint, à l'inquiétude qui les ronge, par un surcroît d'inconditionnalité. Une telle attitude des divise et paradoxalement, c'est au moment même où les juifs cherchent à se reconstruire en tant que communauté que le groupe risque d'exploser.

— Quant à l'école laïque, elle a été un instrument puissant d'émancipation, et les juifs ont une grande dette envers elle. Or, en défendant dans le même mouvement le voile islamique et la kippa juive, les dignitaires religieux se sont conduits comme s'ils étaient à la

tête d'un syndicat ou d'une corporation. Ils ont fait preuve d'irresponsabilité et d'indifférence à l'égard des jeunes filles touchées et de l'avenir de l'école. Une fois de plus, c'est l'identité qui a primé sur le message.

— Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent, parce que vous êtes laïc, de parler au nom du judaïsme ?

— Je ne parle jamais qu'en mon nom propre. Je le fais pour défendre les juifs quand ils sont injustement attaqués, parfois aussi pour les critiquer. Le peuple juif n'a pas le droit de se compter. De même que son message a une portée universelle, de même son nombre dépasse celui des seuls religieux. Faut-il rappeler que les grandes réalisations du vingtième siècle, comme la création d'Israël, ont été le fait de juifs aréligieux, sinon antireligieux ?

— Je me sens en deuil d'un certain nombre de formes de vie juive qui existaient autrefois, en Europe centrale et en Europe de l'Est, et qui ont été détruites par le nazisme. Elles étaient à la fois totalement juives et totalement non religieuses. C'était une forme proprement juive, une forme yiddish, de l'émancipation, une sorte de tradition de l'antitradition... Il faut porter continuellement ce deuil qui est en nous, au moment précisément où une identification croissante du judaïsme et de la religion tend à effacer cette réalité de l'histoire juive.

(1) Dans l'Arche du mois de décembre, Samuel Trigano avait qualifié des intellectuels comme Edgar Morin, Elisabeth de Fontenay, Alain Finkielkraut de « juifs imaginaires ».

M. Benny Cohen, président du consistoire de Paris

« Pas le droit de jouer avec la tradition »

« Quelle est votre position sur les demandes de conversion au judaïsme et de circoncision des garçons de couples mixtes ?

— Je regrette que les demandes de conversion n'aient pas été plus nombreuses pendant la guerre... et qu'elles ne se manifestent aujourd'hui qu'à l'occasion de mariages. Si c'est pour épouser vraiment le judaïsme, et le fardeau de ses 613 commandements — qu'on souhaite se convertir,

je dis oui. Si c'est à l'occasion d'un mariage, pour faire plaisir à la famille, je dis non.

— Qu'elle plaise ou non, la loi juive dit que l'enfant à la religion de sa mère. Vous ne pouvez donc pas épouser une femme non juive et, pour régulariser la situation de votre enfant, demander sa circoncision. C'est une question de cohérence. Vous ne pouvez pas dire que vous

êtes français et en même temps refuser de payer l'impôt et de faire votre service militaire !

— Est-il vrai que les enfants de couples mixtes ont du mal à entrer dans des écoles juives ?

— Peut-être. Ce n'est pas une question d'intolérance, mais encore une fois de logique. Si, à la maison, la mère n'est pas juive, la famille ne peut pratiquer le judaïsme et la discipline quotidienne (cachérou, shabbat) qu'il suppose. A l'école juive, l'enfant reçoit des cours d'enseignement général et des heures d'éducation et de discipline juives. Pourquoi l'imposer à un enfant d'une mère non juive ?

— Ne craignez-vous pas de passer pour rigoristes ?

— La loi juive est rigoureuse, mais elle est pour moi et je ne l'impose pas aux autres. Je veux bien inviter chez moi un homme qui fume le jour du shabbat, mais c'est son affaire. La loi me recommande d'accepter pour moi la règle, mais d'être ouvert, doux, tolérant à l'égard de celui qui ne l'accepte pas. Celui qui n'est pas capable de s'imposer la rigueur de la loi, qu'il ne l'applique pas. S'il veut changer la religion, qu'il le fasse pour lui-même, mais pour lui-même seulement. On n'a pas le droit de jouer avec une tradition qui est la première du monothéisme, qui appartient au patrimoine sacré de l'humanité et a produit des penseurs aussi féconds qu'un Maïmonide. On n'a pas le droit de rompre un seul maillon d'une chaîne qui remonte à plusieurs millénaires, d'inventer son judaïsme et sa Torah. Qu'on ne compte pas sur moi pour changer la loi de Moïse et d'Israël. Si on commence à toucher à un mot, une phrase, un chapitre de la Torah, la Torah n'est plus la même. Il y a 800 000 juifs en France. Il ne peut pas y avoir 800 000 Torah.

Réponse à DANIEL CORDIER :

Henri Frenay

L'ÉNIGME
JEAN MOULIN

Nouvelle édition augmentée de notes inédites

du même auteur :

LA NUIT FINIRA

8^{ème} édition

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

MÉDECINE

Après la rupture des négociations entre les syndicats de médecins et la CNAM

L'hypothèse d'une convention spécifique aux généralistes est envisagée

Mardi 21 février, quelques minutes avant de retrouver ses interlocuteurs de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) avait fait diffuser un communiqué s'alarmant d'un « rationnement possible » des dépenses de santé et évoquant l'éventualité d'un « conflit social majeur ». Une quarantaine de minutes plus tard, la séance était levée et la rupture confirmée. L'hypothèse d'une convention spécifique aux généralistes est envisagée.

D'accord pour interdire pendant deux ans le passage des praticiens du secteur 1 (tarifs conventionnés) vers le secteur 2 (honoraires libres), les partenaires n'ont pu s'entendre sur l'accès des jeunes médecins au secteur 2. Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, mille praticiens tout au plus (sur un total de près de cinq

mille) pourraient y être autorisés. Par contre, la CSMF et la Fédération des médecins de France (FMF) se sont opposées à toute limitation.

« Nous regrettons qu'une incompréhension de la part d'une des parties signataires représentant le corps médical empêche, par ses atermoiements successifs, un accord », a déclaré M. Maurice Derlet, président (FO) de la CNAM, en faisant directement allusion à la CSMF.

Trois scénarios possibles

En réponse, le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, s'est élevé contre « l'agression pseudo-didactique » contre le secteur 2 et les « reculs » de la CNAM. « Pourquoi, a-t-il dit, faut-il que ce soient toujours les mêmes auxquels on demande de faire des concessions ? »

La convention médicale se trouve donc une nouvelle fois bloquée. Néanmoins, cette situation ne pourra pas durer au-delà du

28 février, date butoir fixée par le gouvernement, qui, passé ce délai, prendra lui-même le dossier en main. Entre-temps, la CNAM consultera son conseil d'administration mardi, alors que la CSMF réunira son assemblée générale le lendemain.

Trois scénarios sont désormais possibles. Le premier s'inspirerait de la proposition du syndicat MG France (qui ne regroupe que des généralistes). Depuis plusieurs semaines, cette organisation estime que la négociation d'une convention spécifique aux omnipraticiens — possibilité introduite par la loi depuis décembre — est la seule voie possible de parvenir à un compromis. En échange d'un libre accès au secteur 2, MG France est prêt à accepter que l'activité des médecins de ce groupe soit strictement encadrée (quota d'actes effectués en tarifs conventionnés, dépassements d'honoraires plafonnés). La « pression » du secteur est en effet moins forte chez les généralistes (21 % des effectifs) que chez les spécialistes. Le libre accès aux honoraires libres permet-

trait de ne pas figer les situations acquises et conduirait à un rapprochement entre le secteur 1 et le secteur 2 de plus en plus corseté. Dans ce cas, les spécialistes se retrouveraient isolés et en position délicate. Encore faudrait-il que le conseil d'administration de la CNAM (où siègent des représentants des syndicats confédérés du patronat et de la mutualité française) accepte de s'engager dans cette voie et que MG France modère ses revendications en matière de revalorisation des honoraires.

Deuxième scénario : on ne peut exclure qu'un ou deux syndicats acceptent finalement les ultimes propositions de la CNAM, plutôt que de courir le risque d'une double convention ou d'un texte négocié sous la pression directe du gouvernement. Cette troisième et dernière hypothèse constituerait un rude coup pour la politique conventionnelle, dont la crédibilité, après pratiquement onze mois de négociations, est déjà largement entamée.

J.-M. N.

Répartir les sacrifices

par Jean-Michel Normand

EL du secteur 2, quota d'actes en convention séparée... Les obstacles sur lesquels butent les syndicats de médecins et la Sécurité sociale sont pour le moins difficiles à appréhender par les assurés sociaux. Derrière l'aspect technique des négociations se pose pourtant une question très concrète et, finalement, simple : quelle rémunération les médecins libéraux, de plus en plus nombreux, peuvent-ils demander à leurs patients, sachant qu'une partie importante de la dépense est prise en charge par l'assurance-maladie, c'est-à-dire la collectivité ?

Alors que les dépenses de santé s'envolent (+ 10 % en 1989), que la démographie médicale progresse de 4 % par an et que les comptes de la Sécurité sociale demeurent déséquilibrés, la convention médicale est devenue un instrument destiné à répartir entre les diverses catégories de praticiens les efforts que la profession doit payer pour s'adapter à cette nouvelle donne.

La grève des internes et chefs de clinique n'exprime rien d'autre que l'inquiétude des jeunes médecins qui, en ne pouvant s'installer dans le secteur 2 (honoraires libres), redoutent de faire plus que d'autres les frais de cette redistribution des cartes. Bien que leurs

propositions divergent souvent, tous les syndicats ont accepté de réduire certaines libertés tarifaires et reconnaissent au moins dans son principe, la nécessité de maîtriser les dépenses de santé...

... dont la Caisse nationale d'assurance-maladie et le gouvernement savent pertinemment qu'elles continueront de progresser plus vite que la croissance économique. Mais ce difficile exercice implique des arbitrages entre les diverses catégories de médecins. Ainsi, les praticiens installés dans le secteur à honoraires libres s'accommoderaient fort bien du « gel » de ce secteur, mais leurs confrères qui respectent les tarifs conventionnels se considéreraient, alors, comme lésés.

Accès libre au secteur 2

L'éventualité d'une convention spécifique aux généralistes pourrait déboucher sur une solution qui répartirait plus largement les efforts : accès libre au secteur 2 mais strict encadrement de celui-ci. Cette solution comporte néanmoins les inconvénients des thérapies énergiques : plus les installations en honoraires libres seront élevées (près de la moitié des nouveaux médecins font ce choix), plus il faudra imposer des contraintes en termes de liberté

d'honoraires. Ce sera délicat pour les généralistes et plus encore pour les spécialistes. La solution miracle n'a pas encore été trouvée.

Enfin, l'argument fréquemment mis en avant selon lequel une revalorisation plus importante des honoraires permettrait de lever les obstacles à un accord ne paraît pas très convaincant. Une forte hausse des honoraires rendrait sans doute le secteur 1 plus attractif mais pèserait sur les comptes de la Sécurité sociale. Certes, aucune réévaluation n'est intervenue depuis deux ans. Mais, outre que les honoraires remboursables ont évolué plus vite que les prix depuis 1989, les propositions actuelles du gouvernement visent à augmenter progressivement de 85 francs à 100 francs la consultation du généraliste d'ici à fin 1991, soit une progression de 17 % en deux ans. Sans compter que, lors des négociations, les praticiens du secteur 1 ont déjà obtenu des réductions de charges sociales non négligeables (12 600 francs par an et par médecin, ainsi qu'une enveloppe de près de 400 millions de francs pour aider l'installation des jeunes).

Dès lors, on comprend qu'un gouvernement à majorité socialiste souhaite ardemment ne pas avoir à trancher lui-même dans un débat qui divise le corps médical.

En raison des risques de cancer

La Commission européenne veut limiter l'exposition au radon

La Commission européenne a invité, mercredi 21 février, les pays de la CEE à prendre des mesures pour limiter l'exposition des personnes au radon, un gaz radioactif incolore et inodore issu de la désintégration du radium contenu dans le sol et les matériaux de construction. Selon les experts, le radon peut à long terme provoquer des cancers du poumon.

La Commission recommande aux douze pays d'adopter comme valeur maximale d'exposition au radon 10 millisieverts/an pour les bâtiments à construire. La Commission laisse les pays libres de décider si ces normes auront valeur obligatoire ou simplement indicative. Elle se réserve cependant le droit de proposer une législation plus contraignante si elle constate dans quelques années que les valeurs édictées dans sa recommandation ne sont pas respectées par les constructeurs immobiliers.

La cocotte au trésor

GIVRY (Yonne)

de notre envoyée spéciale

Les quelque cent cinquante habitants de Givry en sont encore tout choqués. Dire que c'est « le gars Brénot » qui a trouvé, samedi 16 février, dans la décharge, cette cocotte-minute pleine de bijoux de valeur et qu'il l'a fait savoir. On en connaît, ici, qui n'auraient peut-être pas été aussi honnêtes, et les auraient bien gardés ces 210 000 francs, au lieu de les rendre aux gendarmes.

Un pauvre diable, Bernard Brénot, avec ses faux airs de sergent Garcia dans Zorro, un salaire d'ouvrier à l'usine de pneumatiques d'Avalon, ses sept enfants et cette maison qui n'en finit plus d'être construite. Il n'a pas hésité quand trois de ses gamins sont venus, samedi dernier, lui dire qu'ils avaient trouvé dans la décharge municipale un vieux autoradio en aluminium et qu'il y avait peut-être bien quelque chose à en tirer. Là, voilà qu'un radoteur évanoué et un bidet ébréché, Bernard tombe sur cette cocotte-minute : une authentique pièce de musée avec poignée sur le côté et manomètre à vapeur.

Sur le coup, l'objet est impossible à ouvrir mais quand il réussit enfin : deux piles de billets de banque tout neufs, en coupure de 100 francs et de 500 francs, sagement ficelées au fond de la marmite avec un petit carton sur lequel figurait la mention « 21 ». « Je n'aurais jamais vu autant d'argent de ma vie », raconte-t-il aujourd'hui, « j'ai eu peur d'avoir des ennuis ». Brénot s'empresse donc d'apporter la cocotte au maire de Givry, qui la donne aux gendarmes.

Les largues vont bon train au village, car on se doute du

nom du propriétaire de la cocotte : Jacques Bolut, le fils de l'ancien notaire d'Avalon, décédé, le 18 janvier, d'une crise cardiaque. Sa sœur est venue, la semaine passée, faire du rangement et tout le monde a bien vu qu'elle jetait des affaires à la décharge.

Un contentieux mijote

Certains sont allés voir et ont même donné des coups de pied dans cette ficelle cocotte. Qui sait aujourd'hui si la propriétaire du terrain sur lequel elle a été trouvée n'a pas des droits elle aussi après la découverte du trésor ? La marmite fut-elle réellement celle de Jacques Bolut, même si Bernard Brénot a touché, dès lundi, 100 000 francs de la part de l'ancien notaire, père du défunt, à qui l'argent a finalement été confié ?

Bref un contentieux mijote. Le maire de Givry, Jean-Pierre Clérot, est formel : le terrain de la décharge appartient pour moitié à la municipalité, pour moitié à une propriétaire privée, Denise Matinier. Cette dernière est tout aussi formelle : la décharge appartient en totalité à son mari, récemment décédé. Un autre habitant de Givry, M. Maison affirme avoir, lui aussi, un bout de terrain là-bas, et il n'est pas le seul parce que cette décharge se trouve, comme par hasard, à l'intersection de plusieurs terres. Alors, tout dépendra de l'endroit « exact » où la cocotte a été « inventée ».

En attendant, la marmite et l'autoradio trônent sur le buffet plutôt encombré des Brénot, juste à côté d'une table couverte d'une toile neuve. Les gamins continuent, eux, de jouer sur la décharge, des fois que...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

JUSTICE

M. Rocard veut remobiliser le monde judiciaire

Suite de la première page

Un dossier « important », dit-on à Matignon, « la clé de l'accès au droit ». M. Michel Rocard devrait s'associer ensuite place Vendôme à une journée sur la modernisation du service public de la justice prévue de longue date par M. Arpaillange.

Devant les premiers présidents, les procureurs généraux, les greffiers en chef des cours d'appel et les directeurs régionaux de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire réunis à l'initiative du garde des Sceaux, M. Rocard devait annoncer son intention de faire de l'année 1991, une année « prioritaire » pour la justice. Avec de bonnes surprises budgétaires, et une ambition : remonter le moral d'une justice mal en point. « Il ne s'agit pas d'annoncer tout de suite des mesures spectaculaires, disait-on dans l'entourage du premier ministre, mais de mettre fin à une période de déclin. Il faut renverser la dynamique en affirmant qu'il existe, au gouvernement, une véritable volonté politique concernant le dossier de la justice ».

Une volonté qui se traduira par l'annonce d'un « effort budgétaire » pour 1991. Le geste n'est pas encore chiffré, mais il sera, dit-on, « significatif ». La justice, dont le budget atteignait 16,8 milliards de francs en 1990, soit 1,38 % du budget de l'Etat, devrait donc se voir attribuer des rallonges en 1991. Le contrat avec le monde judiciaire est désormais clair : le gouvernement, qui consent un effort budgétaire et promet d'engager une « rénovation », attend, en contrepartie, une « forte mobilisation » dans les juridictions. Il était difficile, il est vrai, de demander aux personnels de travailler mieux sans leur accorder de nouveaux moyens. « Nous avons atteint la saturation un peu partout, dit-on à la chancellerie. Le malaise s'aggrave ».

Dans l'immédiat, des mesures devraient être annoncées jeudi 22 février, place Vendôme : elles vont de la mise à disposition de moyens techniques à la chancellerie en matière d'informatique, de communication, et de gestion des ressources humaines, à l'octroi d'un budget pour la mission modernisation, en passant par des efforts de formation en informatique pour les futurs magistrats de l'Ecole nationale de la magistrature de Bordeaux et peut-être la création d'une fondation des hautes études judiciaires. M. Michel Rocard devait

annoncer dès maintenant la création anticipée de cent postes de greffiers pour 1991. Quant aux aides créées par les mises à disposition de magistrats, ils seront comblés.

Le premier ministre promet aussi de larges recrutements au sein de l'administration pénitentiaire, qui a traversé deux graves crises l'année dernière, lors des mouvements des surveillants de prison. L'éducation surveillée devrait bénéficier de mesures destinées à faciliter une meilleure utilisation de son patrimoine immobilier. Ces mesures ne constituent pas, bien sûr, des réformes de fond, mais des « signes ». Un symbole de la priorité qui sera accordée à la justice en 1991.

Cette volonté devrait également, dit-on à Matignon, s'adresser aux justiciables, qui se plaignent souvent des lenteurs des juridictions. L'inauguration par M. Rocard et Arpaillange, dans l'après-midi, des nouveaux locaux de deux associations d'aide aux victimes, l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) et Paris-Aide aux victimes, devait être l'occasion de souligner cette priorité. Manque d'information, détresse, isolement : les victimes vivent souvent mal leur parcours judiciaire. La chancellerie souhaite renforcer leur accueil en créant d'ici à 1992 des départements d'aide dans les trente-deux départements qui en sont encore dépourvus. Dans un projet de loi qui sera soumis prochainement au Parlement, les associations d'aide aux victimes pourront se constituer partie civile si la procédure concerne des actes de terrorisme.

La justice au quotidien n'est pas toujours la justice pénale. Divorces, accidents, rapports locatifs : le gouvernement, là aussi, souhaite faire un effort.

A Matignon comme à la chancellerie, on se garde toutefois de parler d'un plan d'urgence : le geste d'appareillerait plutôt à la promesse d'une rénovation en profondeur, qui prendra sans doute un certain temps. M. Rocard, qui souhaite faire de la justice un de ses nouveaux « grands chantiers » pour l'année à venir, entend désormais intégrer ce domaine à la rénovation du service public engagé par Matignon.

ANNE CHEMIN

ENVIRONNEMENT

L'incendie du dépôt d'Hagersville (Ontario)

Comment le feu prend aux pneus

Une épaisse fumée noire enveloppe toujours la région de Hagersville, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Toronto (Ontario), où un gigantesque dépôt de quelque 14 millions de vieux pneus brûle depuis plus d'une semaine (le Monde du 21 février). Cette catastrophe, dont on craint les effets sur l'environnement, conduit à se poser un certain nombre de questions.

L'incendie d'Hagersville est d'autant plus gênant que les autorités canadiennes ne voient pas très bien comment elles pourraient l'éteindre. Des bataillons de sapeurs-pompiers tentent bien d'éteindre le feu en déversant des tonnes d'eau sur le brasier. Mais en vain. Car les flammes sont trop importantes. Des avions Canadair ont même été envoyés sur place pour épauler les batteries de lanceurs installés par les pompiers. Si de tels moyens peuvent rassurer les populations environnantes, nombre de spécialistes estiment qu'ils ne pourront pas venir à bout du sinistre. « Ces engins, disent-ils, sont parfaits pour les feux de forêt. Les tonnes d'eau qu'ils déversent permettent à la fois d'obtenir un effet de souffle au sol qui étouffe le feu et un effet de refroidissement qui gêne la reprise des braises. Mais pour le caoutchouc... ». Une opi-

nion que ne contestent pas les pompiers de Paris.

« Si les populations n'encourent que peu de risques, force est de reconnaître, disent-ils, que les feux de substances caoutchouteuses sont longs et difficiles à maîtriser. Lorsqu'une voiture brûle, ce sont toujours les pneus qui sont éteints en dernier. » Cela tient à ce que, contrairement aux feux d'hydrocarbures, les feux de pneus ne sont pas seulement actifs en surface. En fait, le cocktail qui compose les enveloppes des pneus brûle « à cœur », à une capacité d'auto-inflammation élevée, mais, c'est une chance, ne présente pas de danger d'explosion.

« Une marée noire »

Le refroidir par une aspersion d'eau ne suffit donc pas, car la chaleur dégagée par le cœur du matériau redonne force et puissance au brasier. De même, les mousses chimiques, ou organiques, souvent utilisées contre les feux d'hydrocarbures, forment bien une pellicule étanche entre le feu et l'oxygène de l'air, mais elles se décomposent vite sous l'effet de la chaleur si l'âme même du feu n'est pas assez refroidie par l'eau. Or, et c'est là le gros problème auquel sont aujourd'hui confrontés les Canadiens, l'eau déversée sur les pneus en flammes lessive les restes de la combustion : des particules solides de caoutchouc et une sorte de liquide huileux. Un mélange qui est considéré

comme toxique par les experts, dont on craint qu'il ne pollue les mares et les rivières environnantes.

« Lorsqu'un pneu fond, souligne le porte-parole du ministère de l'Environnement de l'Etat Ontario, M. Mike Lewis, il se produit entre 3 et 7,5 litres d'hydrocarbures. C'est donc comme si nous avions à faire face à une marée noire de 75 millions de litres. » En fait, la plus grande partie brûle, mais il en reste toujours un peu qui s'échappe au brasier et se répand alentour. C'est d'ailleurs pour cela qu'on a demandé aux pompiers de réduire le débit des lances à incendie. Brûler ou polluer du sol et des nappes phréatiques, il leur a fallu choisir.

Dans ces conditions, devra-t-on se résoudre à voir brûler ce dépôt des mois durant, comme ce fut le cas pour un dépôt de pneus américains, installé dans l'Etat de Virginie, qui « mijota », dit-on, huit mois ? Et pourtant il n'y avait là que cinq millions de carcasses de pneumatiques. On se demande donc pourquoi les Canadiens n'ont pas tiré la leçon d'une telle catastrophe. Ils auraient pu obliger le propriétaire du dépôt, la société Tyre King Recycling, à diviser sa montagne de pneus en une série de petits tas séparés de coupe-feu, comme on le fait en France.

L'intervention des pompiers dans ce cas est relativement facile. Et les Canadiens viennent de se résoudre à agir de la sorte.

Hélas, la Tyre King Recycling avait préféré contester devant les tribunaux la réclamation en ce sens des responsables de l'environnement de l'Etat. On s'interroge aujourd'hui : n'aurait-il pas été prudent de modifier la loi plus tôt ? Ce que ne vont pas manquer de demander les habitants se trouvant au voisinage du brasier. Nul doute aussi que, de ce côté de l'Atlantique, on en profitera pour voir si les mesures prises dans ces dépôts sont suffisantes car plusieurs dizaines de milliers de tonnes de déchets caoutchouteux envahissent chaque année les décharges.

Une grande partie est heureusement recyclée. Notamment dans le rechapage (72 %), dans la fabrication de remblais de routes, la fabrication de lourds pare-chocs destinés aux bateaux ou de tapis de judo (9 %), dans la production d'énergie pour les cimenteries par exemple (7 %) et dans celle de poudre de caoutchouc destinée à l'industrie (3 %).

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

■ MARÉE NOIRE : nouvelle campagne de nettoyage en Alaska. — Exxon n'en a pas fini avec le pétrole que l'un de ses tankers a répandu au printemps 1989 sur les côtes de l'Alaska. Estimant que ni la campagne de nettoyage menée l'été dernier par la compagnie ni les tempêtes de l'hiver n'ont encore réussi à décaper le mazout engluant le rivage, les autorités américaines viennent d'obliger la société pétrolière à engager une nouvelle opération de nettoyage dès les premiers beaux jours.

1501 ١٥٥١

SOCIÉTÉ

La session extraordinaire de l'ONU sur la drogue

Le grand marché des « narcodollars »

NEW-YORK (Rédaction) de notre correspondant

La drogue représente aujourd'hui un immense marché, répondant à la loi de l'offre et de la demande. Sur ce chapitre, les pays producteurs et consommateurs semblent encore enclins à se rejeter la responsabilité de l'extension du fléau. En revanche, tous les participants à la dix-septième session extraordinaire de l'ONU (dont les travaux pourraient être prolongés au-delà du 23 février), ont insisté sur la nécessité de tout faire pour contrôler les quelque 100 milliards de narcodollars qui transitent aujourd'hui par l'intermédiaire du système bancaire international.

Dans certains pays, ce trafic se fait pratiquement sur la place publique. A Medellin, en Colombie, les valises remplies de billets

de 100 dollars ne surprennent plus les guichetiers, rapportent les experts des Nations unies. A Lima, au Pérou, plus de 3 millions de dollars changent de main chaque jour sur le marché parallèle. Enfin, en Bolivie, il est patent que les quatre cinquièmes des opérations de change effectuées sur le marché parallèle local proviennent de la vente de pâte de coca.

La majorité de ces coca-dollars est déposée sur des comptes ouverts dans des banques européennes, américaines, aux Bahamas ou aux Caraïbes, assurent-ils. Aux États-Unis, le département du Trésor mesure à l'aune de l'excédent des liquidités (différence entre dépôts et retraits) relevé dans certaines banques le blanchiment des narcodollars. Ainsi, les excédents de liqui-

dités notés dans les banques de Floride, principal point d'entrée de la cocaïne aux États-Unis, ont triplé en quelques années. « Depuis la fin des années 80, cet afflux d'argent est devenu un déluge qui inonde tout le sud des États-Unis », souligne l'ONU. Et le courant s'est accentué ces derniers mois. Dans les banques de Miami, les excédents sont passés de 2,5 à plus de 2,75 milliards de dollars entre le premier semestre de 1988 et les six premiers mois de 1989. Idem pour Los Angeles (Californie) ou San Antonio (Texas).

Conscients de l'ampleur du problème, les délégués travaillent sur une douzaine de mesures qui, si elles sont approuvées, en l'état, à la fin de la session, permettront de mieux contrôler les flux financiers liés à la drogue. Au-delà de la nécessité de conclure des accords

bilatéraux, régionaux et multilatéraux, ce document recommande notamment de faciliter l'accès aux comptes bancaires et de criminaliser les délits financiers liés aux stupéfiants. De même, un renforcement de la législation permettant la saisie de biens liés à l'argent sale - est aussi préconisé. Autant de mesures qui, selon ce texte, devraient s'inspirer de la « Task force financière » mise en place après le sommet de l'Arche l'été dernier à Paris. Une législation commune européenne a d'ailleurs été récemment décidée à la suite de ces travaux pour débarrasser, gélir et confisquer les recettes tirées du trafic de la drogue. Ce que les Douanes, représentées par l'Irlande, ont rappelé à la tribune de l'ONU.

SERGE MARTI

Un projet de l'administration Bush

Des chenilles voraces à l'assaut des champs de coca

WASHINGTON

de notre correspondant

Après les gros porte-avions, les petites bêtes dévorantes ? Dans son ardent désir de régler à la source le problème de la cocaïne, l'administration Bush continue d'explorer les voies les plus diverses, voire les plus extrêmes. Sans tirer apparemment la leçon des expériences précédentes, qui n'ont fait qu'ériger la susceptibilité des pays andins directement concernés.

La dernière idée en date consiste à utiliser massivement un insecte, la malumbia, dont la larve se nourrit de plantes de coca, pour détruire les cultures. Dans la haute vallée de Huallaga au Pérou, où provient la moitié de la cocaïne produite dans le monde, la malumbia est un ennemi bien connu des paysans locaux, qui la combattent à coup d'insecticides. Mais des spécialistes du département de l'agriculture estiment qu'utilisée en quantités massives, la malumbia prendrait le dessus et dévorerait les plantations de coca.

Le projet a été révélé par le Washington Post dans son édition de mardi 20 février, sous un titre un peu provocateur évoquant une « guerre biologique » contre les récoltes de coca. Immédiatement, l'administration s'est employée à réduire l'impact de l'affaire : « Nous ne lançons aucune guerre biologique », a assuré M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche. « Ni troupes américaines ni chenilles ne partiront sans demande préalable et consultation » des pays intéressés. Même tonalité au département d'État : pas question d'imposer une solution de ce type à des gouvernements qui ne seraient pas consentants. Moins de huit jours après le sommet anti-droge de Cartagena, où ce projet n'a, dit-on officiellement, pas été évoqué, ces paroles rassurantes s'imposent.

Mais l'idée n'en paraît pas moins prometteuse, ou au moins digne d'un examen approfondi. « Si l'on veut faire sérieusement la guerre à la drogue, il faut considérer toutes les options », a déclaré le coordonnateur de la lutte anti-droge, William Ben-

nett. Et selon le Washington Post, l'administration souhaite consacrer 6,5 millions de dollars à la poursuite des recherches portant sur l'utilisation d'agents biologiques ou d'herbicides contre les plantations de coca ou de marijuana - ce qui représente un quadruplement des ressources consacrées à ce poste.

De nombreuses inconnues

Techniquement, de nombreuses inconnues subsistent. Les larves ne risquent-elles pas de s'attaquer à d'autres plantes, provoquant une défoliation catastrophique pour la région ? Que se passera-t-il si les paysans répondent en appliquant des doses massives d'insecticides, qui pourraient aussi provoquer des dégâts ? D'autres obstacles semblent encore plus évidents. Utiliser ces méthodes ruinerait sans doute les producteurs, alors que les pays andins demandent au contraire l'aide des États-Unis pour leur permettre de se tourner vers d'autres activités qu'il faudrait rendre rentables. Et la seule mention de ce type de projet risque fort de provoquer des

réactions indignées dans les pays concernés : « C'est le genre de choses qui les met en fureur », admet un responsable américain de la lutte anti-droge cité par le Post.

Déjà, il y a quelques semaines, l'idée de déployer à proximité des côtes colombiennes une flottille américaine comprenant au moins un porte-avions, destiné à repérer les avions des trafiquants de drogue, avait provoqué un concert de protestations en Colombie, et l'administration avait dû se défendre d'avoir jamais songé à imposer un « blocus » au pays. Les responsables américains n'ont cependant pas renoncé à leur projet, mais ils répètent à présent qu'ils attendent que les dirigeants des pays andins manifestent de l'intérêt. Et, pour mûrir cette attente, ils ont commencé à mettre en place un système de surveillance radar, non pas à partir d'un porte-avions, mais au moyen de cinq avions AWACS basés à Porto Rico et d'une chaîne de radars terrestres dont l'un au moins est installé - ou en voie d'installation - sur la côte colombienne.

JAN KRAUZE

EN BREF

□ Report du CAPES de corse. - La première session du CAPES de langue et culture corse, dont la création avait été annoncée par M. Lionel Jospin en octobre 1988, est reportée du 23 mars au 9 mai pour l'admissibilité, et en juin pour l'admission. Cette décision a été prise par le ministère de l'Éducation nationale « afin d'assurer le meilleur niveau possible au concours dont le programme a été publié tardivement ». Les candidats aux sept postes de professeur à pourvoir disposeront d'un délai supplémentaire pour se préparer à un concours qui, outre l'épreuve de langue, comporte une option obligatoire dans une autre discipline.

□ Inauguration de la base spatiale brésilienne d'Alcantara. - Le président du Brésil, M. José Sarney, a inauguré officiellement mercredi 21 février, la base spatiale d'Alcantara, située à une vingtaine de kilomètres au nord de São-Luis, capitale de l'État du Maranhão. A cette occasion, M. Sarney a assisté au lancement d'une fusée brésilienne du type Sonda-2, capable d'emporter une charge utile d'une quarantaine de kilogrammes à environ 110 kilomètres d'altitude. 115 millions de dollars auraient été dépensés depuis 1987 pour ce centre spatial dont les Brésiliens espèrent qu'il leur permettra de lancer par leurs propres moyens un satellite de télécommunication en 1993. - (AFP.)

□ CHASSE : menace sur les oiseaux protégés. - Cinq cent vingt oiseaux appartenant à des espèces protégées par la loi ont été tués par des chasseurs en France au cours des six derniers mois. La Ligue de protection des oiseaux et le Fonds d'intervention pour les rapaces ont systématiquement radiographié les oiseaux apportés dans trente centres de soins. Cinq cent vingt avaient des plombs de chasse dans le corps. Ce phénomène est en progression de 50 % par rapport à l'an dernier.

Le procès de l'ancien ministre suisse de la justice et de la police

M^{me} Elisabeth Kopp réclame son acquittement et celui de ses collaboratrices

Propos sévères pour peines légères : ainsi peut se résumer le réquisitoire prononcé, mercredi 21 février, par le procureur extraordinaire de la Confédération, M. Joseph-Daniel Piller devant le tribunal fédéral de Lausanne. Ayant renoncé à requérir des peines d'emprisonnement, le procureur a demandé à la cour d'infirmer des amendes de 8 000 francs suisses à M^{me} Elisabeth Kopp et respectivement 3 000 et 2 000 francs suisses à ses anciennes collaboratrices M^{mes} Schwob et Schoop (voir nos dernières éditions du 22 février).

LAUSANNE

de notre correspondant

En termes très durs, le procureur a reproché à l'ancien ministre de la justice, de la police d'avoir agi « par égoïsme, par intérêt personnel et non dans l'intérêt de l'État » et en prévenant son mari que la société Shakarchi-Trading de Zurich était soupçonnée d'être impliquée dans le blanchiment de l'argent de la drogue. « Vous avez voulu aider votre mari, mais vous avez surtout cherché à vous protéger vous-même », a lancé M. Piller, mettant en doute la version de M^{me} Kopp, qui aurait cédé à l'affolement. Il lui a aussi fait grief d'avoir essayé de se décharger sur sa collaboratrice personnelle

M^{me} Schoop. Le procureur a tenu à rappeler que la justice devait être la même pour tous, même pour un ancien membre du gouvernement fédéral. Il a cependant estimé que, malgré la gravité des faits, des peines d'emprisonnement seraient « disproportionnées ».

Dans leurs plaidoiries, les avocats de la défense ont, à la fois, plaidé l'acquiescement et réclamé des dédommagements pour les torts causés à leurs clients. Prenant une dernière fois la parole avant la levée de la séance, M^{me} Kopp a déclaré aux juges : « Je vous prie de nous acquitter, moi et mes collaboratrices, non par pitié mais par justice. Plus que ma démission de ministre, a-t-elle ajouté, ce qui m'a peiné c'est que les enquêteurs ne m'ont pas crue. J'ai servi mon pays pendant vingt ans : j'ai prêté serment et je n'ai jamais failli à ce serment. »

L'affaire des fichiers

Alors que le jugement est attendu vendredi, l'opinion publique suisse reporte son intérêt sur l'affaire des fichiers. Chaque jour apporte son lot de révélations. Le scandale s'est alourdi avec le témoignage d'un journaliste, capitaine dans l'armée, qui a révélé, mardi 20 février à la télévision allemande, avoir été contacté, en mars 1989, par un officier supérieur afin de jouer les troupes au sein d'une association de journalistes. A l'en croire, le Mouvement suisse pour la paix et d'autres organisations civiles étaient l'objet de l'attention des services de ren-

seignement de l'armée. Mercredi 21 février, la police de la ville de Berne reconnaissait, en toute candeur, qu'elle avait elle aussi travaillé pour le département militaire.

Devant cette avalanche d'informations, M. Arnold Koller, président de la Confédération, est descendu dans l'arène pour essayer de rétablir la confiance. « De nombreux citoyens, a-t-il admis, sont indignés, à juste titre, parce qu'ils ont été fichés injustement. Le Conseil fédéral comprend leur désarroi et des mesures seront prises pour faire la lumière sur toutes ces affaires. »

Sans plus attendre, le gouvernement helvétique a annoncé l'abrogation immédiate d'une ordonnance du 12 avril 1951 sur « la sécurité du pays », qui avait été invoquée comme base légale pour justifier le fichier de personnes suspectes du ministère public de la Confédération.

Des procédures disciplinaires ont d'ores et déjà été ouvertes, mais l'opinion ne s'en satisfait pas. Signe des temps, un comité « pour en finir avec l'État renifleur » vient d'être constitué par des députés et des personnalités de diverses tendances. Il exige notamment la constitution d'une nouvelle commission d'enquête parlementaire pour examiner le scandale des fichiers. Une manifestation de protestation « contre les activités de la police suisse qui a fiché cinq cent mille personnes » est d'ailleurs prévue le 3 mars à Berne, à la veille d'un débat à ce sujet au Parlement.

JEAN-CLAUDE BURRIER

SPORTS

Les cinquante ans de Jack Nicklaus

Le geste auguste du golfeur

Le golfeur américain Jack Nicklaus a eu cinquante ans le mois dernier. Cette année, il doit partager son temps de compétition entre le circuit américain de l'US PGA et celui, florissant et teinté de nostalgie, des vétérans. Le champion le plus prolifique vise des titres sur les deux circuits, une occasion de saluer l'homme qui a été désigné « golfeur du siècle ».

Un golfeur est tiraillé en permanence entre le devoir de l'oubli et les impératifs du souvenir, entre l'erreur qu'il faut aussitôt éliminer de son esprit et l'exécution harmonieuse, née de la mémoire gestuelle, du coup suivant. Personne n'a su comme Jack Nicklaus naviguer entre le silence, apparemment sans embarras qui suit un loupé, et l'écoute attentive d'une musique intérieure.

« Les deux golfeurs qui sont capables d'ignorer superbement leurs erreurs sont Nicklaus et Watson », déclarait Ben Crenshaw, vainqueur du Master en 1984. « Tout le monde sait que Nicklaus commet davantage de coups lamentables que n'importe lequel des grands. Seulement il croit que son destin est de gagner. Donc il gagne. »

Nicklaus croit en son destin, depuis trente ans. Entre le premier de ses deux titres de champion amateur de son pays, en 1959 (considéré à l'époque comme un titre mineur) et sa sixième victoire au Master à l'âge de quarante-six ans, en 1986, l'Américain s'est constitué un palmarès inégalé et sans doute inégalable : outre ses triomphes chez les amateurs et ses six glorieux à Augusta, Nicklaus a remporté cinq fois l'USPGA, quatre fois l'US Open et trois fois l'Open britannique. Au total vingt titres majeurs.

L'ancien champion américain Sarazen, vainqueur des quatre tournois entre 1929 et 1932, est formel : « Personne ne battra le record de Nicklaus. Personne ne s'en approchera. Il s'agit du record le plus inattaquable du sport mondial. » La concurrence est distancée, et les poursuivants les plus proches sont loin dans le temps. Les Américains Walter Hagen (onze titres majeurs professionnels entre 1914 et 1929) et Bobby Jones, comète brillante qui alignait sept titres majeurs « pro » et six titres mineurs amateurs entre 1923 et 1930, l'année apothéose de son grand chelem américain (les opens britannique et américain et les circuits professionnels dans une seule saison) sont ses dauphins historiques sur le plan du palmarès.

Il est suivi par l'Américain Ben Hogan et le Sud-Africain Gary Player avec neuf titres majeurs chacun chez les « pro » et les Américains Gene Sarazen, Sam Snead et Arnold Palmer avec deux de moins. A titre de comparaison contemporaine, l'Espagnol Severiano Ballesteros compte, à trente-trois ans, cinq trophées du grand

chelem. Au même âge, Nicklaus était son onzième triomphe professionnel majeur.

Bien sûr, le palmarès n'est jamais le seul critère. Pour ses qualités intrinsèques, à la fois de frappe et de maîtrise absolue de ses moyens et pour son retour au premier plan après un grave accident, Hogan trouve des défenseurs ardents. Nicklaus lui-même nous confiait récemment qu'il avait plus appris sur son métier au contact de Hogan qu'en trente ans de compétition. Que Hogan, même amoindri physiquement, ait pu dominer le golf pendant quatre saisons en dit long sur ses qualités de champion. Par la suite, fin décadente de tant de golfeurs, il devait être victime de ses nerfs dans le petit jeu.

Ténacité et ambition

Ce qui impressionne chez Nicklaus bien plus que l'énumération de ses quatre-vingt-neuf titres et l'évocation chiffrée de ses victoires en grand chelem, c'est bien la ténacité jamais démentie de son ambition, les nerfs intacts au bout de tant d'années de lutte et de reverses de tendance. Car avec sa lourdeur physique, sa coupe de cheveux en brosse, ses « pantalons de bidasse aux manchettes », Nicklaus comme dit son épouse, Nicklaus représentait au début de sa carrière le mal aimé des greens. Les foules ne voyaient en lui qu'une froide menace pour leur idole Arnold Palmer. Là où « Arnie » jouait un golf de casse-cou, d'extraverti, Nicklaus incarnait l'efficacité presque dédaigneuse. Cela lui valait des surnoms peu flatteurs et des insultes lancées en plein backswing.

Contraint de jouer contre le parcours, contre l'image d'un rival intouchable et contre des foules hostiles, Nicklaus a travaillé aussi patiemment sa présentation que son jeu. La silhouette s'affine au début des années 70 et la coupe de cheveux se fait moins austère. La longévité de sa carrière représente alors une lente et savoureuse revanche, jalonnée par des succès de pur génie. Ainsi le doublé US Open-PGA en 1980, quand on l'avait déjà enterré, ainsi l'époustouflante deuxième jeunesse à Augusta six ans plus tard. L'ancien briseur d'idole était à son tour idolâtré. Le jeune réalisateur lourdier s'était transformé en héros et avait gagné définitivement, avec le panache d'un Palmer, l'amour des foules.

Avec le temps on oublie les innovations qu'on lui doit : la préparation minutieuse des tournois, avec la mesure des parcours, la construction de tracés permettant aux spectateurs une vision claire du jeu, l'idée de création d'une équipe européenne de la Ryder Cup. On se souviendra surtout d'un immense joueur qui repoussait les échéances du déclin et l'usure de l'âge comme si, de son vivant, il était devenu, déjà, un champion intemporel.

MARC BALLADE

Résultats

BASKET-BALL	
Coupe Korne (quarts de finale, matches aller)	
*Panionios Athènes (Grèce) b. CSKA Moscou (URSS), 107-85 ; Sarajevo (Youg.) b. Istanbul (Turquie), 107-81 ; Pessaro (Italie) b. *Cholot (Fr.), 102-75 ; Livorno (Italie) b. Badolone (Esp.), 88-87.	

FOOTBALL	
Championnat de France Première division (vingt-neuvième journée)	
*Brest b. Bordeaux	2-0
*Sochaux-Marseille	reporté
*Marseille et Cannes	0-0
*Metz b. Toulouse	3-0
Paris-SG b. *Toulon	3-0
Lyon b. *RPF	1-0
*Montpellier b. Nantes	2-1
*Saint-Etienne b. Mulhouse	3-0
*Lille et Nice	1-1
*Caen b. Auxerre	1-0

Coupe de France (Seizièmes de finale, tirage au sort)	
Nantes (D1)-Auxerre (D1) ; Metz (D1)-Rennes (D2) ; Montpellier (D1)-Lille (D1) ; Nancy (D2)-C. (D2) ; Lille (D1)-Nancy (D2) ; Brest (D1)-Angers (D2) ; Cannes (D1)-Alès (D2) ; Toulon (D1)-Valenciennes (D2) ; Mulhouse (D1)-Strasbourg (D2) ; Saint-Etienne (D1)-Dunkerque (D2) ; Ajaccio (D3)-Marseille (D1) ; Saint-Lô (D3)-Bordeaux (D1) ; Caen ; Sedan (D3)-RP1 (D1) ; Gué-	

gron (D2)-Laval (D2) ; Rouen (D2)-Nîmes (D2) ; Mirelles (D2)-Clermont-Fd (D3) ; Orléans (D2)-Épinal (D3). Tous les matches auront lieu le 10 mars sur les terrains des clubs nommés en premier.

SKI ALPIN	
Championnat de France à Tignes	
Descente féminine	
1. Cathy Chesel, 1'13"68 ; 2. Claudine Emont, 1'14"51 ; 3. Carole Morla, 1'14"53 ; 4. Romaine Fournier (Ski), 1'15"23 ; 5. Marie Pierre Gatal, 1'15"27.	

□ VOILE : course autour du monde en solitaire. - Patrice Carpentier (*Nouvel Observateur*), qui occupe la septième place de la course autour du monde en solitaire sans escale à quelque 3 550 milles derrière Titouan Lamazou (*Ecureuil-d'Aquitaine*), a annoncé, mercredi 21 février, son intention de faire une escale technique, probablement aux îles Falklands. Obligé de barrer en permanence depuis plusieurs semaines (*Le Monde* du 15 février), le navigateur, épuisé, devrait récupérer des moteurs pour ses pannes automatiques défectueuses. Selon le règlement de la course, il serait alors éliminé.

□ Course autour du monde en équipage. - Le ketch néo-zélandais *Steliger*, déjà vainqueur des trois premières étapes de la course autour du monde en équipage, a doublé en tête le cap Horn, mercredi 21 février.

CULTURE

EXPOSITIONS

Filonov : une peinture haute tension

De tous les représentants de l'avant-garde en Russie dans les années 10 et 20, Pavel Filonov est celui que l'on connaît le moins. Il est aujourd'hui exposé au Centre Pompidou

Découvrir l'œuvre de Pavel Filonov, dont jusqu'à présent seuls quelques spécialistes des avant-gardes russes et quelques conservateurs avertis, à l'occasion d'expositions, dans les caves du Musée russe de Leningrad connaissent l'existence, n'est pas une mince affaire. A vrai dire, on ne sait trop à quel saint se vouer ni par quel bout commencer. Car cela ne ressemble en rien à ce que l'on sait des mouvements artistiques écoliers en Russie à la veille de la Révolution. C'est même tout le contraire de l'idée que l'on s'en fait, à travers le radicalisme réducteur de Malevitch ou les géométriques des constructivistes.

Horreur du vide, grouillement de formes et d'images de toute nature, abstraites et figuratives, traitées par le menu, Folie ? Peinture d'illuminé ? Qui était Filonov ? Qu'a-t-il voulu faire ? Autant de questions que l'on peut se poser, mais auxquelles il semble prématuré de vouloir répondre, tant nous manquons de clés pour entrer dans ce monde d'une étrange complexité. Qui n'a rien de charmant, et dont on devine d'emblée qu'il est porté par un fond de spiritualité, une utopie de l'art, qu'il faudra préciser en creusant les écrits théoriques que l'artiste a laissés, en déchiffrant ses tableaux et ses dessins. Après quoi, peut-être pourrions-nous l'intégrer dans l'histoire de l'art du vingtième siècle, dont il a été exclu.

Ce que l'on sait de l'homme, de sa vie, est concourt, et restera peut-être, fragmentaire et limité. Très pauvre, son père avait été cocher et garçon de café, Pavel Filonov est né à Moscou en 1883, mais vécut à Saint-Petersbourg où il fit des études chorégraphiques dans divers ateliers d'art et de métiers d'art. Il étudia le dessin dans des cours du soir, avant de se retrouver, en 1908-1910, auditeur libre à l'Académie. C'est à ce moment que commence véritablement sa carrière. Il est membre fondateur de l'Union de la jeunesse, qui regroupe à Saint-Petersbourg les poètes et les peintres d'avant-garde. Il côtoie les frères Bourliouk, Malevitch, Matkouchine et Malakouk, pour qui il réalise, avec Choklov et Rozanova, les décors de sa pièce *Vladimir Malakouk : Tragédie*.

jouée en 1913 à Moscou. Il est en sympathie avec Khlebnikov, dont il illustra des poèmes.

D'emblée ses tableaux, pleins de figures spectrales plongées dans l'obscurité, où l'on décèle un mélange de thèmes bibliques, d'images de vieilles légendes combinées à d'étranges déformations, ont intrigué, et ont même été qualifiés de louloques. Dès cette époque, une critique a pu remarquer que Filonov était isolé des autres avant-gardistes, dont l'art était influencé par l'Europe occidentale, tandis que lui essayait de perpétuer la tradition nationale.

Une image multiple du monde

Bref, au début des années 10, il est au cœur de la recherche et du bouillonnement intellectuel russe. Ses prises de position sont déjà singulières, et déjà il met sur pied sa théorie de l'art analytique dans laquelle il se dresse contre tout l'art occidental (qu'il estime passéiste, Picasso compris). Il propose de concevoir l'œuvre d'art à l'image d'un processus vital, comme le développement d'un tissu organique, du particulier au général. Il va sans dire qu'il est persuadé être l'homme d'un nouvel art, qui doit influencer sur la conscience de l'homme et transformer le monde. Comme tout bon avant-gardiste, mais en prenant des voies diamétralement opposées. Quand Malevitch tend vers une figure unique — le carré —, Filonov, lui, entend donner une image multiple du monde, l'incarnant dans des parcelles de vie racontées par le menu.

Ce fond de tradition qui habite l'œuvre de Filonov, nous dérange aujourd'hui. Il ne cadre pas avec notre conception de la modernité, et complique un peu plus l'approche d'une œuvre narrative que le peintre entendait de couper en mille morceaux, tous traités avec la même minutie, même s'ils occupent une position apparemment secondaire à l'arrière-plan, tous solidaires de la formation et de la déformation des figures principales, visages ou fleurs. L'œil égaré manque de repères pour se fixer, pris dans un continuum d'images et



Tête (applique), 1925. (Musée russe, Leningrad)

de formes comme saisies dans un miroir brisé, divisées, redoublées, parcelles, atomes. Jusqu'à l'abstraction, jusqu'à la vision cosmique cristalline, dès 1920. Si dans ses premières œuvres, plutôt morbides et cauchemardesques, on peut encore s'accrocher à quelques références, allant de l'expressionnisme au néo-primitivisme de Larionov et Goncharova, en passant par le cubisme, celles-ci ne valent plus rien à partir de cette date.

Les dessins, abondants dans l'exposition, environ cent cin-

quante, souvent aussi aboutis et accomplis que les tableaux, peuvent aider à se repérer. Ils sont tout de même moins encombrés, et l'on peut plus facilement cerner les thèmes, et la façon de procéder de Filonov. Les tout premiers relèvent encore de l'illustration. Certains sont d'inspiration symboliste, d'autres rappellent l'art allemand. Quelques-uns, inspirés par un voyage en Italie et en France en 1912, sont sages, mais d'un trait qui fait penser à Schiele. Puis on voit se développer les deux thèmes

que le peintre va privilégier : celui de l'homme dans la ville — un passant aux épaules courbées, déséquilibré, sur fond de maisons façon décor de cinéma expressionniste ; celui du jardinier parmi de grosses fleurs stylisées qui, curieusement, font penser aux motifs de tissus imaginés par Dufy. Soit les deux versants d'une même idée confirmée par les écrits du peintre, qui s'oppose à la civilisation machiniste et à la vie urbaine, source d'aliénation et de souffrance pour l'individu. Il milite pour l'harmonie de l'homme et de la nature. Ses fleurs sont celles de « l'écllosion universelle », la grande utopie.

Révolution oblige, les thèmes sociopolitiques, antimilitaristes et antichrétiens, vont venir se greffer sur ses tentatives permanentes : la Scène, la Nativité, les rois mages, la Sainte Famille... A ce propos, dans le catalogue, Jean-Claude Marcadé, spécialiste de l'avant-garde russe, établit un lien avec le philosophe laïc chrétien Nikolaï Fiodorov, dont l'importance pour toute l'évolution de la pensée et de l'art en Russie n'a pas encore été, selon lui, évaluée à sa juste mesure. La poétique de Filonov, sa vision du monde, sa conception de l'homme russe, et même sa vie, coïncideraient avec les visions eschatologiques et la vie du bibliothécaire inutile.

La vie organique

Cela nous ramène à l'histoire personnelle de Filonov, refusant tout compromis avec le monde de l'argent, refusant de vendre ses tableaux, vivant de peu, de rien, ayant presque fait vœu de chasteté (il épouse une femme de dix-huit ans son aînée), travaillant dix-huit heures par jour, s'élevant contre l'œuvre d'art transformée en priorité privée, contre l'art individualiste et hégémonique, prônant l'œuvre commune, voire anonyme, s'estimant chargé d'une mission (travail qui paraissait avoir presque tous les avant-gardistes), la transformation de la société.

Travailleur acharné, jusqu'au boutiste, Filonov s'emploie à faire revivre dans l'œuvre d'art la vie organique. Folle tentative pour que

le tableau, lieu de l'écllosion universelle, englobe tous les règnes, toutes les données du savoir, où chaque parcelle est chargée d'énergie. Où tout est lié, se tient, se développe avec une égale intensité, où l'homme se greffe sur l'arbre, où l'arbre se réalise en fleur.

Formellement, cela oscille entre la mosaïque et le mouvement brownien, entre une multitude de plans colorés et un pulvérisement de lignes graphiques, volutes et zigzags, dans lesquels l'image de l'homme apparaît démultipliée, en filigrane, soumise à un régime de haute tension. Le bleu et le rouge, couleurs du sang, dominent ses créations, où, dira Matkouchine, « chaque parcelle de tableau est une étincelle de vie qui passe et change de contenu d'un instant à l'autre ».

Mais Filonov, peintre écroulé et au sommet de sa gloire au début des années 20, qui développe ses « formules » et les propose à ses disciples de l'art analytique — car il a fondé une Ecole — commence à perdre ce souffle épique. Ses tableaux et ses dessins semblent se déliter, se décomposer, se liquéfier, comme si le monde tournait de plus en plus mal. Les visages apparaissent de plus en plus tourmentés, ou bien complètement amorphes.

Pour le peintre, c'est le commencement de la fin. Ce qu'il professe ne cadre pas avec les nouveaux modes d'ordre, et il deviendra une des cibles préférées des artistes académiques, futurs acteurs du réalisme socialiste. Il est en survis jusqu'en 1929, date à laquelle le Musée russe de Leningrad lui propose une grande rétrospective. Qui ne sera jamais ouverte au public, bien qu'accueillie, les critiques et les bourgeois se faisant systématiques. Après ce sera le silence. Filonov continuera à peindre et à dessiner, mais ne pourra plus ni enseigner, ni publier, ni exposer (sauf dans une exposition de groupe en 1932-1933). Privé de tout revenu, il mourra, d'épuisement et de faim, en 1941, pendant le blocus de Leningrad.

GENEVIÈVE BREHERTE

Pavel Filonov, Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5^e étage, jusqu'au 30 avril. Catalogue 320 francs.

Le paysage dans tous les sens

Le Cabinet des dessins du Louvre expose ses paysages. Comme de juste, il faut une carte pour ne pas s'y perdre

A travers une prétendue encyclopédie chinoise, le *Marché céleste des connaissances* de Borge, proposait une typologie des animaux divisée en treize catégories : a) appartenant à l'empereur, b) embaumés, c) apprivoisés, d) cochons de lait, e) strépes, f) fabuleux, g) chétiens en liberté, h) inclus dans la présente classification, i) qui s'agitent comme des fous, j) dessinés avec un pinceau très fin en poils de chameau, k) et cetera, m) qui viennent de casser la cruche, n) qui de loin semblent des mouches.

Sur ce modèle, les dessins de paysages exposés au Pavillon de Flore ont été répartis grâce à de jolis petits panneaux fixés au mur en : a) du Moyen Age, b) contenant un sujet religieux, c) figurant un travail ou un jeu, d) exécutés aux Pays-Bas, e) avec un arbre, f) tenant le milieu entre le réel et l'idéal, g) où l'on voit une rivière, h) faits pendant un voyage... Et ainsi de suite.

Ce système contribue faiblement à la clarté de l'accrochage. On en comprend d'autant moins la logique qu'à la rubrique des bords de mer figure une vue du château Saint-Ange, qui n'est pas un phare cependant, et qu'un Hubert Robert où un jeune artiste dessine d'après une ruine romaine illustre non point la section « antiquités » mais celle dite « des plaques et des jours ».

Pourquoi tel arbre de Savary, plus colossal que le chêne de la fable, se classe dans les « paysages forestiers », quand un autre, guère plus titanesque, œuvre de Rubens, a été admis dans la classe dite « joliment » de l'« héroïque à l'arabesque », on ne sait. Et pourquoi tel buisson

de Ruysdael est du côté de l'idéal, mais non point ceux du Lorrain, tout aussi diaphanes et gracieux, c'est un autre mystère.

On n'en finirait pas d'épiloguer sur cette mystérieuse typologie. Jadis, on pratiquait le classement chronologique et celui par « écoles nationales ». Comme il y a plus de trois siècles de paysages dans l'exposition, du milieu du quinzième à la fin du dix-huitième siècle et des œuvres flamandes, hollandaises, allemandes et françaises, on aurait pu organiser simplement la galerie de la sorte, quitte à suggérer des parallèles.

Mais non, surtout pas. En fonction de la maxime « pour quoi faire simple quand on peut faire compliqué ? », le labyrinthe thématique-esthétique a paru préférable. Au visiteur de reconstituer le panorama qu'on lui fournit en pièces détachées. A lui de mener les comparaisons nécessaires et de reconnaître, si le cœur lui en dit, filiations et influences.

A moins qu'il ne se lasse des rebuts et jeux de piste scotchés dans la pénombre. Il ne lui restera plus qu'à naviguer dans les salles au gré de sa fantaisie et de son goût. Il verra ainsi d'admirables œuvres d'admirables artistes, des lavas de Poussin, une montagne de Seghers, des vedutes d'Italie de Fragonard et Hubert Robert et une très abondante collection de ces Hollandais du dix-septième siècle qui excellaient à inventer précipices vertigineux et cascades échevelées. Les œuvres sont là, en somme. Dans le désordre certes, mais en abondance. C'est l'essentiel.

PHILIPPE DAGEN

► Pavillon de Flore, jusqu'au 28 avril.

MUSIQUES

Les débuts de Tzimon Barto

Précédé d'un mauvais disque, bourré de qualités athlétiques, un pianiste avec lequel il va falloir compter

Taillé comme un joueur de basket, Tzimon Barto entre sur scène d'un pas vif, décoche en souriant l'éclatant au public, l'assortit et, sans attendre, se lance dans les *Deux études d'exécution transcendante* de Franz Liszt. Cui-vrée, très ouverte, avec cette brillante, cette puissance, cette force toujours l'écoute, sa sonorité peut devenir transparente, délicate, dans le pianissimo le plus tenu — des pianissimos néels — tout souvent débordés. C'est un autre pianiste que celui que nous avons entendu dans l'enregistrement d'un récital Liszt (EMI), à la prise de son métallique, exécuté pour tout dire. Barto n'a pas cette rondeur, ce modelé sculptés dans l'épaisseur même du son, ce peut avoir un Michel Delbecq, ni son équilibre impossible : il n'a pas non plus la fabuleuse commande du clavier de Nelson Freire, ni bien sûr la ductilité de sa sonorité, mais il n'a que vingt-sept ans. Ce qu'il a en revanche, ce n'est pas beaucoup de ses confrères, c'est une projection sur le public (celui du Théâtre des Champs-Élysées a été particulièrement attentif samedi 17 février), une capacité de convaincre, de faire oublier que sa technique n'est pas aussi parfaite qu'elle le devrait, un plaisir de jouer le jeu du romantisme échevelé sans démagogie (les *Transcendentes* il faut pouvoir les jouer toutes à la suite !).

An fil des études, on remarque quelques lacunes sonores, et notamment cette propension à abuser du pianissimo et du fortissimo : aussi éclatants et raffinés soient-ils, ils ne peuvent traduire à eux seuls la variété d'intensités exigée par ces œuvres. D'où un relatif engourdissement de l'auditeur dans les dernières études. Tzimon Barto abat ses cartes tout de suite, sans jamais provoquer de coup de théâtre. Trop prévisible dans son imprévisibilité même, ce jeu très travaillé aurait sans doute besoin d'être recentré sur une approche davantage soucieuse de mettre en

valeur la construction des œuvres et une gradation sonore plus naturelle.

Mais il y a bien longtemps que nous ne sommes sortis si joyeux et émerveillés d'un récital de piano. Voilà qui explique peut-être que les Allemands aient fait de Tzimon Barto une vraie star.

C'est vaguement inquiet que nous sommes allés écouter l'Orchestre des concerts Colonne, « repris en main » par Philippe Entremont il y a deux saisons, et dirigé lundi 19 février, salle Pleyel, par Pierre Dervaux, son président-chef d'orchestre. Inquiétude justifiée : cet ensemble au passé prestigieux a joué d'une façon qui n'est pas représentative, à Paris ou ailleurs, dans une salle de concert. L'accompagnement du *Concerto pour la main gauche* de Prokofiev était apocalyptique : intonation fautive, décalages entre les pupitres et avec le piano, incapacité à jouer les nuances piano. Michel Beroff (qui n'a eu droit qu'à une seule répétition) a pris le parti de filer droit son chemin. Il joue avec une souplesse incroyable ; son bras, son poignet, sa main, sont ceux d'un danseur ; ses doigts virevoltent, tantôt incrustés dans le clavier, tantôt l'effleurant. Sa sonorité est plus riche qu'autrefois, plus variée. Mais la plupart du temps, son piano était converti par cet orphéon sinistre.

Il faudra bien qu'un jour les tutelles s'occupent du sort des orchestres Colonne, Lamoureux et Pasdeloup, ces trois associations symphoniques parisiennes moribondes.

ALAIN LOMPECH

► A écouter : intégrale des concertos pour piano et orchestre de Prokofiev, par Michel Beroff (piano), orchestre du Gewandhaus de Leipzig, direction Kurt Masur. Un coffret de deux disques compacts super économiques 762 5422.

THÉÂTRE

Un tyran dérisoire

Matthias Langhoff a voulu faire de *Macbeth* un « petit chef » tragiquement banal. Il en a seulement montré la banalité

C'est dans *Macbeth* que se trouve la fameuse expression « de bruit et de fureur ». Matthias Langhoff ne l'oublie pas quand il met en scène la pièce à Chaillot. Fureur et bruit, chaos et misère dans un décor de post-apocalypse, un bidonville du temps de Mad Max. Les plantes disjointes vacillent, les murs, le rideau peint, les objets ont pris une couleur de saleté. Les guerriers portent des cuirasses ou des uniformes qui ont fait toutes les guerres. Les civils semblent avoir dévalisé les chiffonniers d'Emmaüs. Les sorcières, clochardes artifices de trépas, de hallucinations dans les poubelles d'un muséum, ressemblent à des piluleuses de champs de bataille, ce qu'elles sont.

Elles donnent le ton de ce monde désarticulé, déglutiné, dont le cynisme et la violence nous rappellent *New York 1997*, le film de John Carpenter. Mais pour Matthias Langhoff, le flot de crimes et de trahisons qui déferle dans *Macbeth* représente la « normalité du stalinisme » (le *Monde* du 8 février). Ce n'est pas seulement une question d'origine et de culture ; cette confusion démontre que l'absence de lois — y compris de lois morales — et les excès de la raison d'Etat provoquent les mêmes explosions de sauvagerie.

Et dans cette normalité distordue, Matthias Langhoff a voulu un *Macbeth* minable, petit fonctionnaire que le système, le hasard, l'opportunisme de sa femme ont porté à une fonction qu'il est incapable d'assumer. Son angoisse tourmentée ne vient pas de possibles remords, mais du sentiment de son impuissance. Il est, il se voit écrasé par son destin, et il a peur. Olivier Perier est ce dictateur dérisoire ; Matthias Langhoff l'a choisi pour son côté paysan, comestible.

Il est vrai que son talent tient à sa qualité de naturel. Il a été pour Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdeuil un Woyzeck émouvant, victime ambiguë d'une société dont il se vengeait sur sa femme. Seulement, *Macbeth* n'est pas Woyzeck et Olivier Perier n'est ni ému ni intéressé. On peut bien faire de *Macbeth* un petit fonctionnaire

banal si l'on montre le tragique de cette banalité, la cruauté qu'elle entraîne. Mais sur scène, quel qu'en de banal sans plus est tout simplement ennuyeux.

Il faut avouer que la plupart des acteurs semblent errer dans le spectacle sans savoir ce qu'ils y font. Ils n'existent pas, ne font rien exister, disent des phrases, font des gestes, et Langhoff ment le vide avec des vis-à-vis, des regards de mise en scène. Il démontre, déconstruit la pièce, en casse le rythme, fait éclater les certitudes, contredit ce que l'on attend — et c'est plutôt bien. Ce serait si la tragédie flamboyante du drame était sauvegardée. Sans cette dimension, la pièce éroque une parodie de Grand-Guignol.

On frôle sans cesse une violence sardonique, magnifiquement amère. On l'attend parfois, ainsi à l'arrivée finale de Macduff devenu ici un tyran sanguinaire. Langhoff ne croit pas aux jours meilleurs. Mais la plupart du temps, au lieu de plonger dans le bruit et la fureur, on tombe dans le désordre ricanant. On est secoué comme sur des montagnes russes, c'est déjà mieux que les spectacles sans surprise dont on ne se souvient pas dix minutes après la fin. Malgré tout, la déception est là, d'autant plus qu'on devine ce qu'aurait pu être le spectacle. Ce qu'il parvient à être, quand Agnès Dewitte (qui est également Lady Macduff et une sorcière) est Lady Macbeth. Mélanges en chemise de nuit rose et mules à pompons, conseillère en crime, première dame elle aussi dépassée par son destin, mais plus complexe que son époux, mal adaptée à sa situation, tournant autour de la schizophrénie, avec des gestes secs, des regards d'un autre monde, avec la froideur mortelle de quelqu'un qui a connu l'interdit. Avec elle, tout devient fort, intelligible. Elle est une grande comédienne.

COLETTE GODARD

► Théâtre national de Chaillot, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche matinée à 15 heures. Jusqu'au 21 mars. Tél. : 47-27-81-15.

مسرح الاكادمي

150

CULTURE

CINÉMA

Loin des flots bleus

Avec « Nikita », Luc Besson espère retrouver le succès du « Grand Bleu » Mais il a choisi ici l'artillerie lourde

Dans la nuit de Paris quatre punks, dont une, se promènent, traînant un gosse (évanoui ?) comme un jouet cassé, par les clochers. Ils s'en vont, paisibles, défier une petite pharmacie, pour abreuver leurs veines de substances illicites et c'est le papa pharmacien d'un de ces zèbres qui prendra dans le buffet le premier d'une longue série de pruneaux en Dolby stéréo. La punkette (Anne Parillaud), l'œil vitreux, murmure sans cesse « J'en veux » — de quoi ? mais de la grosse drogue lourde, bien sûr ! — pendant que ses camarades cernés par la police pulvérisent la boutique et tout ce qui bonge à la baïonnette. D'ailleurs tout bonge dans cette pharmacie, est-ce un effet de la poudre ou des balles ? Non, c'est normal, pour un petit commerce banal à Paris.

Parillaud déclare s'appeler Nikita, sa commission de police, en hommage à la chanson fameuse d'Elton John. Et lui, plante, au commissaire, un crayon dans le main. Exquise enfant. Condamnée à perpétuité, et trente ans d'incompréhensible, elle est bouclée dans une cellule blanche dont bizarrement la porte est en contreplaqué léger, dans un film qui ne semble pas avoir manqué d'argent mais d'intelligence. On lui fait une pirouette de quelque chose, elle hurle « Pourquoi elle est pas venue, ma mère ! », parce que le harcèlement ou sœur semble être devenu une étape obligée dans la carrière d'une jeune actrice — Adrien dans *Poésies*, Kaprisky dans *La Femme publique* et tout ça, la femme « femme » de la fin du vingtième siècle sera brulée ou ne sera pas et repète la visite de Tcheky Karyo, qu'on appelle Bob dans le film, habillé en curé alors qu'il est

un dangereux chef instructeur des services secrets français. Bob annonce une bonne nouvelle à Nikita : elle est morte. On l'a officiellement enterrée à Maisons-Alfort, allée 3, numéro 30. Elle est donc libre de devenir un agent secret pour racheter sa tante. Elle hérite, tire quelques balles, en encaisse une dans le genou, obéit enfin. C'est d'accord, elle apprendra. Tout le tir au pistolet, les arts martiaux (elle est bien sûr plus forte que son prof asiatique), la micro-informatique et les bonnes manières. Par un escalier, dérobé à Dieu sait qui, elle se retrouve dans un boudoir où Jeanne Moreau enseigne aux nouvelles recrues l'art du peigne à cheveux et du rouge à lèvres. Admirable Jeanne dans ce petit rôle, qui demande à l'heureuse jeune pétasse : « Pourriez-vous nous donner une définition de la grâce ? — Je vais dire une connerie... » En effet, et alors ? C'est le script, tout le scénario, qui veut ça, autant s'y faire tout de suite.

Baignoire

Nikita n'est pas vraiment un film d'été, et ce n'est pas plus vrai, mais réduire le bande son à de brèves éruptions qui appellent le sous-titre, est un peu rude. En revanche on entend très, très bien les pétares et la pauvre musique d'Eric Serra qui n'a pas dû se faire une longue migraine en l'occurrence. Bref, les années passent, Nikita devient présentable et Bob lui propose une sortie au restaurant de la gare de Lyon, « le Train Bleu ». L'ambiance avec Bob c'est qu'il propose toujours des sorties foireuses. Au dessert, la petite Nikita doit liquider quelqu'un. Elle

envoie donc des balles au ténor dans quelques méchants japonais, file au sous-sol, aux WC, à la cuisine, plonge dans le vide-ordure et ressort, indemne, rue de Flandre. Étonnante magie du septième art. Elle tombera amoureuse d'un charmant cadet de grand film, Marco (Jean-Hugues Anglade), qu'elle mangera tout cru et continuera ses missions criminelles pour Bob. Une à Venise, notamment, qui n'est pas très surprenante. Une autre beaucoup plus improbable dans une ambassade d'un pays de l'Est à Paris, en compagnie d'un horrible « nettoyeur » des services secrets qui plonge dans l'acide tout corps susceptible de sortir de la baignoire en protestant.

Il faut d'ailleurs signaler que par moments Nikita est un film assez violent, facilement réprimant, avec de gros rires gras après beaucoup de chair écaillée qui n'augurent pas d'une psychologie très sympathique chez M. Besson. Mais peut-on parler d'une psychologie, ou même d'intrigue, dans ce qui n'est qu'une bande dessinée, gonflée, soufflée, dont l'apothéose est atteinte au Grand Rex, sur l'écran « grand large » qui avait servi pour le *Grand Bleu* (tout est grand chez Besson, il n'a pas du tout peur d'être petit, ne croyez pas ça).

Là, sur une toile de douze hectares, les visages sont des continents, l'œil de Parillaud, une marine d'Anglade sont des archipels, des météores et la plus douce baiser ressemble à la collision de deux Boeing au ralenti. Il fallait du calor sans doute pour tourner avec cet enthousiasme spectaculaire, typique des années 80, sans hésiter qu'il n'en demanderait vraiment pas tant et les interprètes sont plutôt bons — Parillaud crie beaucoup, mais, soit, elle se donne, Karyo a l'œil opaque de celui qui en sait plus qu'il n'en aura jamais, et Anglade est parfait, drôle, désinvolte, il a l'air de ne faire que passer et de danser. Mais est-ce l'histoire qu'il nous fait ? On dira de Nikita : « pour adolescents seulement ». Non, la jeunesse mérite mieux que ce qui la flatte sans pincer.

MICHEL BRAUDEAU

THÉÂTRE

Ouragan de l'Oural à l'Atlantique

« Le Banc », d'Alexandre Guelman, est une grande pièce soviétique contemporaine et un beau spectacle au Studio des Champs-Élysées

Une fête s'achève à la nuit sur les docks d'Odessa dans un fracas indescriptible, où se mêlent les accords d'un air de rock, quelques notes de l'hymne national soviétique et les discours d'un tribun enfiévré. Dans un hangar, fermé par un mur de bidons couleur rouille, une passerelle et la coque immergée d'un cargo qu'on devine immense, fatigué, un homme est exclu violemment du tapage par les coups répétés de ses compagnons. Il se retrouve seul, interpellant du point et de côté les bidons empilés, confiant ses illusions à un verre de vodka qui lui brûle les lèvres. Quand apparaît une femme blonde, entre deux âges, entre deux vies comme lui. Une sorte de pont, jusque dans son vêtement, entre l'Union soviétique d'hier et celle d'aujourd'hui. Résolument contemporaine, comme la pièce d'un auteur soviétique qui n'avait jamais encore été traduit en français, Alexandre Guelman.

Guelman a attendu d'avoir quarante ans — c'est l'âge du héros de sa pièce — pour entamer, à la fin des années 70, sa carrière d'auteur dramatique à l'invitation du directeur d'un grand théâtre de Leningrad. *Le Banc* a connu un succès immédiat dans toute l'URSS et a été traduit depuis dans seize pays, jusqu'en Japon et aux États-Unis. Rien d'étonnant, tant cette œuvre est le condensé fin, subtil, virtuose même, de soixante ans de dictature au moment d'une « grande évolution » qu'appelle de ses vœux Boulgakov et son ami Zamiatine, dit la fin des années 20 (1).

Guelman, avec une économie de mots fantastique, d'images, de poésie, sans renoncer à l'énoncé cru de la réalité, mais sans jamais être démonstratif, l'épine dorsale du système soviétique, et du nôtre au passage, cher vieux capitalisme : le mensonge. Jusqu'aux scènes finales

du *Banc*, rien de ce qui se dit entre l'ancien ingénieur devenu conducteur d'autobus et la contrôlée d'une usine de bonnettes n'est vrai, absolument rien. Dans un tel système, personne ne peut avoir confiance en personne. Chacun s'invente une vie, propre à ne rien révéler de sa vie vraie, pour peu qu'il en ait une.

Une pièce à la fois russe et baignée d'espoir

Puis vient, malgré le préjugé, malgré la méfiance, malgré la peur, cette alchimie mystérieuse des corps et des âmes, cette chimie volatile que personne ne contrôle et qui pousse les bras à s'ouvrir, les visages à se rapprocher. L'homme et la femme, qu'ils soient de là-bas, si loin, ou d'ici, tout près, doivent tout prix trouver assez de force pour lutter contre le mensonge de la société qui les entoure ; mensonge qui les a façonnés au point qu'ils perdent la conscience de ce qu'ils sont vraiment, pour retrouver en eux — et nous, spectateurs, en nous avec eux — le moyen de tendre ce ressort si souvent débandé : l'espérance au bonheur, à la générosité, à l'amour.

En ce sens — et Sakia Cohen-Tanugi, à qui on doit la mise en scène, ne s'y est pas trompée — la pièce d'Alexandre Guelman est d'une sensualité extrême et bienfaisante, en même temps que la plus belle témoignage disponible ces jours-ci sur l'organisation totalitaire de nos sociétés, et les moyens de la déconstruire, de la combattre. Dans *Le Banc*, les sens des deux protagonistes chavirent sur un air de vodka dans la lumière d'un automate ukrainien, et l'on pense à Tchekhov. Un jong politique-social pèse sur les épaules des héros et l'on pense à Shakespeare. L'œuvre est donc russe, dans la meilleure

tradition, mais — ce qui est nouveau — baignée d'une lueur d'espoir et d'avenir universelle. C'est la raison pour laquelle elle nous bouleverse aujourd'hui.

D'autant que dans le très beau décor de Jean Bauer, éclairé superbement par Didier Girard — au point que la scène du Studio des Champs-Élysées n'a peut-être jamais paru aussi grande — deux acteurs en liberté sous l'œil ultra-lucide de leur metteur en scène font des miracles, ou tout simplement leur métier, mais si bien. Elisabeth Depardieu a de la force, de la chair, et ses décisions maladroites sont emportées dans ce maelstrom du sens. Jean-Michel Dupuis vole sur les mots de toutes les facettes de son talent. La pièce et la mise en scène lui permettent tous les effets de la comédie et du drame, depuis cette gestuelle virtuose dans une première partie où le jeu de masques permet la référence au théâtre de trépassés, jusqu'aux larmes d'un dénouement, au sens organique du mot. Du très grand art.

Magie de l'écriture théâtrale, magie du jeu des acteurs, magie de la mise en scène... Ces mots, pour finir, empruntés à Goethe après un lecture de Shakespeare : « Ce n'est pas de la littérature, on croit se trouver devant les livres formidables du Destin, grands ouverts, et dans lesquels souffle l'ouragan de la vie la plus folle... »

OLIVIER SCHMITT

Studio des Champs-Élysées. Du mardi au samedi, 20 h 30, mercredi le samedi à 17 h 30 et le dimanche à 15 heures. Durée : 1 h 25. De 110 F à 160 F. Tél. : 47-20-08-24.

(1) On pourra lire, chez Solin, la très belle édition des œuvres de Zamiatine et surtout les *Lettres à Staline*, du même et de Boulgakov.

COMMUNICATION

Dans son réquisitoire en faveur d'un non-lieu

Le parquet a estimé non fondée l'accusation de corruption contre M. Michel Droit

Après les réquisitions du parquet de Paris demandant un non-lieu en faveur de l'académicien Michel Droit, de M. Yves de Chaisemartin, directeur du groupe Hersant, et de M. Pascal Vallery-Radot, ancien chargé de mission à la CNCL, c'est désormais au juge Philippe Jamin qu'il appartient de clore le dossier. Soit par un renvoi en correctionnelle, comme l'avait fait, le 7 janvier 1989, son prédécesseur, M. Claude Grellier, dont l'ordonnance avait aussitôt été annulée pour vice de forme. Soit par une ordonnance de non-lieu conforme au réquisitoire du procureur de la République.

Dans le réquisitoire signé le 8 février, le procureur examine un par un les griefs formulés par la partie civile — Radio-Larsen, une radio parisienne éliminée par la CNCL au profit d'autres stations — à l'appui de ses accusations de

corruption. Le texte reconnaît notamment les « imprudences » de M. Michel Droit, qui, en continuant de recevoir des versements du groupe Hersant (dont il avait été le salarié pendant vingt ans) après sa nomination à la CNCL, paraît se mettre en infraction avec le règlement de la Commission et s'exposer ainsi à de telles accusations. Il relève certaines faiblesses de la défense de l'académicien et la maladresse d'une déclaration d'impôt erronée. Il admet enfin qu'il n'est pas douteux que M. Droit ait opté favorablement lors des délibérations relatives au groupe Hersant.

Néanmoins, toutes les « ambiguïtés » du dossier semblent insuffisantes au parquet pour établir la corruption. Un délit sur la base duquel il avait ouvert, le 6 mai 1988, une information contre X...

Rideau

par Annick Cojean

Le parquet de Paris estime qu'il n'y a pas d'affaire Michel Droit et réclame le non-lieu pour l'académicien. C'est une décision juridique, bien sûr, mais surtout, dans le cas précis, politique car le parquet dépend de la chancellerie. Étrange destin que celui de ce dossier instruit depuis deux ans et demi, émaillé de polémiques, de rebondissement de procédures, de dessaisissement, d'inculpations spectaculaires ! Un dossier d'un autre temps, le temps de la « cohabitation » entre M. Mitterrand et le gouvernement Chirac, le temps où les socialistes n'avaient pas de mots trop durs pour la distante CNCL. Commission nationale de la communication et des libertés) et avaient cru trouver en M. Droit le meilleur le plus faible d'une institution qui ne survivait pas à la réélection de M. Mitterrand.

M. Michel Droit avait été accusé, sur plainte d'une radio privée, d'avoir favorisé l'autorisation d'une autre, proche de ses amis politiques. Cela lui avait valu une inculpation retentissante de favoritisme. La Cour de cassation avait cassé le jugement de la Cour de Paris, mais le magistrat instructeur, M. Claude Grellier, un juge particulièrement « accrocheur ». Choqué par cette décision, le procureur général de l'époque avait tout fait pour s'y opposer et déclarer qu'on tentait de transformer les magis-

trats en « bouffons de la République ». Ce procureur général était M. Pierre Arpaillange, devenu entre temps garde des sceaux. C'est lui qui, aujourd'hui, dispose de l'autorité politique sur le parquet, auteur des réquisitions en faveur d'un non-lieu pour M. Droit.

Après deux ans et demi, le temps est venu de classer le dossier ? C'est ce que pense apparemment le pouvoir. Oubliés la radio plaignante, pot de terre contre pot de fer. Promu, le juge d'instruction par qui le « scandale » éclata : M. Grellier est aujourd'hui vice-président du tribunal de Paris. Enterré bientôt le rapport de police, très sévère pour M. Droit. Sans suite l'inculpation d'un dirigeant du groupe Hersant à qui il était reproché d'avoir continué à rémunérer l'académicien, pourtant membre de la CNCL, afin d'en obtenir des avantages.

Si le magistrat qui instruit actuellement cette affaire suit les réquisitions du parquet, l'affaire Michel Droit ne sera plus qu'un mauvais souvenir pour les intéressés, des plaignants aux journalistes, et il n'y aura pas de procès. Ni l'académicien ni le groupe Hersant n'auront à répondre de leur conduite devant les tribunaux, le juge accrocheur se sera accroché à un dossier de vent, et l'on ne voit guère M. Arpaillange s'indigner contre lui-même.

Avec l'appui des syndicats de journalistes

40 % de la rédaction s'opposent à la réforme des statuts du « Figaro »

Les nouveaux statuts de la société de gestion du *Figaro* (Le Monde du 9 janvier) sont la cause d'un conflit entre la société des rédacteurs du quotidien et le comité d'entreprise, notamment le Syndicat national des journalistes (SNJ). Les trois cent quatre journalistes membres de cette société de gestion ont voté le 14 février sur le nouveau texte. Si la participation a été très importante (94,67 % de votants), le projet n'a recueilli que 60,45 % des voix au lieu des 75 % requis par les statuts. Il y a eu 39,19 % de « non ». Le projet a été repoussé également par la société des cadres (58 % des voix contre 41,56 %). Mais cadres et rédacteurs ne détiennent que 5 % du capital de la société de gestion du *Figaro*.

Le conseil de la société des rédacteurs a indiqué qu'il a mis de ce vote « il n'est parvenu mandat pour approuver les nouveaux statuts » mais que, « compte tenu de la participation exceptionnelle et de la forte majorité relative qui s'est prononcée en faveur de ces statuts, il souhaite que ce texte, qui préserve l'identité et la

représentation de la rédaction, soit retenu et mis en application ». Le SNJ a réagi dans un communiqué en dénonçant ce « coup de force » et a réitéré sa proposition de négociations communes société de rédacteurs syndiqués avec le directeur du *Figaro*.

Le conflit porte sur la représentation des personnes. La direction souhaite que la rédaction abandonne le droit de veto dont elle dispose. Ce droit s'exerce lors de la nomination du président du directoire (M. Robert Hersant) est jusqu'ici restée lettre morte. Le conseil de la société des rédacteurs a réclamé une contrepartie à son abandon. Accordée celle-ci consiste en l'élection et non plus la cooptation des représentants de la rédaction et la répartition de 4 % des parts du capital. Pour le comité d'entreprise (SNJ, FO, CGT), la minorité de blocage demeure un point essentiel. Il réclame aussi que l'ensemble du personnel du *Figaro* (six cent cinquante personnes) et non seulement la rédaction puisse avoir voix au chapitre sur la nomination du président du directoire.

Le CSA écrit au PDG de TF 1 à propos de « Ciel mon mardi ». — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a écrit au PDG de TF 1, M. Patrick Lejay, à la suite des incidents survenus lors de l'émission « Ciel mon mardi », diffusée le mardi 6 février et consacrée à l'extrême droite. Dans sa lettre, le CSA demande au président de TF 1 de « prendre l'avenir les présentations qui s'imposent afin d'éviter le renouvellement de tels incidents ».

Le CSA écrit au PDG de TF 1 à propos de « Ciel mon mardi ». — Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a écrit au PDG de TF 1, M. Patrick Lejay, à la suite des incidents survenus lors de l'émission « Ciel mon mardi », diffusée le mardi 6 février et consacrée à l'extrême droite. Dans sa lettre, le CSA demande au président de TF 1 de « prendre l'avenir les présentations qui s'imposent afin d'éviter le renouvellement de tels incidents ».

M. Murdoch, NBC, Cablevision et Hughes associés dans Sky Cable

La télévision par satellite à l'assaut des États-Unis

Quatre poids lourds de la communication font cause commune pour lancer à partir de 1993 un système de satellites de télévision aux États-Unis, capable de diffuser jusqu'à cent huit chaînes, la plupart payantes, vers de petites antennes plates coûtant moins de 300 dollars (moins de 1 800 francs).

Le constructeur de satellites Hughes, filiale de General Motors, l'exploitant de réseaux câblés Cablevision, le « network » de télévision NBC, et le groupe News Corp de M. Rupert Murdoch (notamment propriétaire des studios Twentieth Century Fox) comptent investir à égalité un milliard de dollars au total (5,65 milliards de francs) dans cette aventure, dont 300 millions en capital. Baptisé Sky Cable, ce système de satellites — le plus puissant du monde — viserait d'abord les zones rurales non câblées, mais pourrait aussi se révéler un concurrent pour les réseaux de télévision par câble, auxquels sont abonnés plus de 55 % des foyers américains. Avec cent huit chaînes, il a en effet la capacité de transporter les chaînes actuellement diffusées sur le câble, mais aussi de nouveaux programmes. Sky Cable compte notamment servir de vecteur aux futurs programmes en télévision haute définition, accompagnés d'un son de très haute qualité (l'équivalent d'un disque compact).

Alors qu'en Europe les satellites de diffusion directe se multiplient, aucun projet de cette envergure n'avait encore vu le jour outre-Atlantique. Les quelques tentatives précédentes se sont soldées par des échecs. En 1982, la Federal Communications Commission avait lancé un appel d'offres pour la répartition des fréquences de télévision directe par satellite. Douze sociétés s'étaient portées candidates, mais aucune n'avait concrétisé son projet. Les satellites actuellement en orbite sont donc de faible puissance, ce qui n'a pas empêché nombre de particuliers américains de s'équiper d'antennes de réception grandes et coûteuses. M. Murdoch, qui est déjà propriétaire de Sky Television en Grande-Bretagne, espère toucher initialement 3 millions d'abonnés américains. Pour sa part, NBC, qui cherche à développer des chaînes spécialisées (sport, informations financières) à côté de ses activités traditionnelles de réseau généraliste, travaille avec Thomson et Philips à un standard américain de télévision haute définition (le Monde du 26 janvier).

M.C.I.

France-Télécom poursuit son offensive dans la télévision payante

Déjà retenu pour les chaînes françaises du satellite TDF 1, et plus généralement pour toutes les futures chaînes payantes sur les réseaux câblés français, l'ensemble de normes D2-MAC (pour la transmission) et Eurocrypt (pour le cryptage) vient de marquer un point à l'étranger avec la signature d'un accord entre France-Télécom et le groupe suédois Kimevik. Ce dernier, qui exploite sur le satellite Astra deux chaînes de télévision (TV 3 et TV 1000) à destination des marchés scandinaves, vient d'adopter Eurocrypt comme norme d'accès conditionnel. Kimevik utilisera des terminaux construits sous licence par le groupe finlandais Nokia et fera appel aux technologies retenues par France-Télécom pour son programme Visiopass (le Monde du 3 février).

En France même, l'administration cherche à développer les programmes payants à travers les réseaux câblés.

Et France-Télécom compte lancer, de septembre 1990 à mars 1991, une expérience de paiement à la séance (« pay-per-view ») sur son réseau de Biarritz. Des négociations avec les producteurs de films ont déjà commencé. Mais l'administration des P et T devra aussi trouver un accord avec Canal Plus, qui détient souvent les droits de première diffusion exclusive des films pour les exploiter avant les chaînes généralistes.

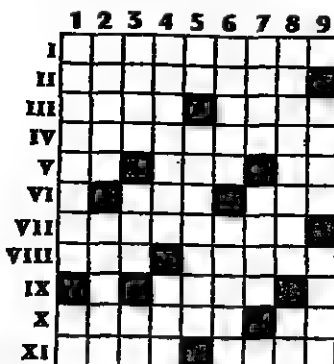
M.C.I.

السلامة

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5203



VERTICALEMENT

1. Peut porter un tablier. Glacé sur les bords. — 2. Se prend en même temps que la retraite. Qui n'a rien à offrir. — 3. Créait des liens. Il fut un temps où on le faisait chanter. Conjonction. — 4. Mise en boîte. A pris de nombreuses formes. — 5. Va sur le podium. N'aime pas être sur le dos. — 6. Avait de l'inspiration. Dirigeait différentes destinations. — 7. Est placé sur des feuilles. Est appelé à avoir des cornes. — 8. Plutôt lourde. Paré pour le bain. — 9. Est située près de l'eau. Poussée de fièvre.

HORIZONTALEMENT

I. Incident de parcours. — II. Mieux vaut ne pas mettre la main dessus. — III. Pour celui qui a payé pour les autres. Sont nombreux dans les grandes surfaces. — IV. Certains bergers la portent. — V. Pronom. A du liquide sur lui. Conjonction. — VI. Faisait des opérations. Fait progresser. — VII. Susceptibles d'éprouver de la gêne. — VIII. Pas éparpillée. Passer et repasser. — IX. Est laissée en dépôt. — X. Donne de l'éclat. Que l'on ne porte donc plus. — XI. Etranger aux échanges. Visible sur certains cieux.

Solution du problème n° 5202

Horizontalement

I. Baladeuse. — II. Amarante. — III. F. M. Eys. — IV. Oates. Rit. — V. Ube. Vica. — VI. Illuminée. — VII. Lear. — VIII. Malin. — IX. Economies. — X. Urne. U616. — XI. Ris l'isaut.

Verticalement

1. Bafouilleux. — 2. Amiable. Cri. — 3. La. Télémons. — 4. Arme. Urane. — 5. Dais. Lâ. — 6. En. Victim. — 7. Utérin. Niée. — 8. Sévices. Eku. — 9. Etés. Set.

GUY BROUTY

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. du 07/02/90)									
TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS									
TERMINA- LISATIONS	FINALES ET NUMÉROS	VALENTIN Date 1	VALENTIN Date 2	TERMINA- LISATIONS	FINALES ET NUMÉROS	VALENTIN Date 1	VALENTIN Date 2		
0	0	200	200	5	8365	4 000	2 000		
	7860	4 200	2 200		55903	20 000	40 000		
	03280	40 200	20 200						
	11100	20 200	40 200						
1	1	200	200	6	64986	20 000	40 000		
	1101	2 200	4 200		040246	400 000	1 000 000		
					069896	5 000 000	1 500 000		
					113856	1 500 000	5 000 000		
2	222	1 200	600	7	0037	2 000	4 000		
	472	1 200	600		11717	40 000	20 000		
	3562	2 000	4 000		06887	40 000	20 000		
	21262	20 000	40 000		002767	1 000 000	400 000		
3	03	400	400	8	88	400	400		
	3853	4 000	2 000		96	400	400		
	6153	2 000	4 000		028	1 200	600		
	7923	4 000	2 000		498	1 000	1 600		
4	44	400	400	9	508	600	1 200		
	644	1 000	1 600		0538	2 000	4 000		
	714	1 200	600						
5	075	1 200	600		279	600	1 200		
					719	600	1 200		
					8519	4 000	2 000		
					63339	20 000	40 000		
90					89039	40 000	20 000		

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. du 03/01/90)									
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)									
Le numéro 3 2 5 6 3 9 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant 0 2 5 6 3 9 gagnent									
à la centaine de mille									
4 2 5 6 3 9									
Les numéros approchant aux									
gagnent									
Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité					
305639	320639	325039	325609	325630					
315639	321639	325139	325619	325631					
335639	322639	325239	325629	325632					
345639	323639	325339	325649	325633					
355639	324639	325439	325659	325634					
365639	325639	325539	325669	325635					
375639	326639	325639	325679	325636					
385639	327639	325739	325689	325637					
395639	328639	325839	325699	325638					
Tous les billets se terminant par				5 6 3 9			4 000,00 F		
				6 3 9			400,00 F		
				3 9			200,00 F		
				9			100,00 F		

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. du 03/01/90)									
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)									
Le numéro 3 2 5 6 3 9 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant 0 2 5 6 3 9 gagnent									
à la centaine de mille									
4 2 5 6 3 9									
Les numéros approchant aux									
gagnent									
Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité					
305639	320639	325039	325609	325630					
315639	321639	325139	325619	325631					
335639	322639	325239	325629	325632					
345639	323639	325339	325649	325633					
355639	324639	325439	325659	325634					
365639	325639	325539	325669	325635					
375639	326639	325639	325679	325636					
385639	327639	325739	325689	325637					
395639	328639	325839	325699	325638					
Tous les billets se terminant par				5 6 3 9			4 000,00 F		
				6 3 9			400,00 F		
				3 9			200,00 F		
				9			100,00 F		

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. du 03/01/90)									
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)									
Le numéro 3 2 5 6 3 9 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant 0 2 5 6 3 9 gagnent									
à la centaine de mille									
4 2 5 6 3 9									
Les numéros approchant aux									
gagnent									
Dizaine de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unité					
305639	320639	325039	325609	325630					
315639	321639	325139	325619	325631					
335639	322639	325239	325629	325632					
345639	323639	325339	325649	325633					
355639	324639	325439	325659	325634					
365639	325639	325539	325669	325635					
375639	326639	325639	325679	325636					
385639	327639	325739	325689	325637					
395639	328639	325839	325699	325638					
Tous les billets se terminant par				5 6 3 9			4 000,00 F		
				6 3 9			400,00 F		
				3 9			200,00 F		
				9			100,00 F		

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. du 03/01/90)									
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)									
Le numéro 3 2 5 6 3 9 gagne 4 000 000,00 F									
Les numéros approchant 0 2 5 6 3 9 gagnent									
à la centaine de mille									
4 2 5 6 3 9									
gagnent									

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 22 février à 0 heure et le dimanche 25 février à 24 heures :

L'anticyclone qui recouvre l'Europe occidentale maintiendra son influence sur la France malgré une légère tendance à la baisse du champ de pression. La journée de vendredi sera particulièrement chaude et ensoleillée en toutes régions.

Le temps se dégradera plus nettement dans la journée de dimanche avec l'arrivée de pluies.

Vendredi : chaleur et soleil en perspective.

La journée s'annonce la plus chaude et la plus ensoleillée de ces derniers jours. Seuls quelques bancs de brouillard pourront se former en tout début de matinée, mais ils ne résisteront pas longtemps aux

rayons du soleil. A signaler également des nuages près du golfe du Lion sous l'effet d'un vent d'est ou sud-est chargé d'humidité.

Les températures minimales avoisneront 2 à 5 degrés sur le Nord, le Centre, le Nord-Est et le Centre-Est, 7 à 10 degrés du Nord-Ouest au Sud-Ouest et au Sud-Est.

Les températures maximales atteindront parfois des valeurs records avec 17 à 24 degrés du Nord au Sud.

Le vent sera faible de secteur sud dominant.

Samedi : nuages et pluie faible sur le Nord-Ouest, temps chaud et ensoleillé ailleurs.

Un temps chaud et toujours ensoleillé se maintiendra sur la plupart des régions. Seul le nord-ouest du pays sera inquiété par des nuages et de petites pluies inter-

mittentes à partir de la mi-journée. Bretagne et Centre seront les premiers touchés ; Haute-Normandie et Pays de Loire viendront ensuite ; Nord, Picardie, Ile-de-France et Centre ne seront atteints qu'en soirée. Des dépressions réviendront en fin de journée sur la Bretagne et le Centre.

Des nuages pourront également se former sur les régions méditerranéennes.

Les températures minimales et maximales gagneront généralement 1 à 2 degrés par rapport à la veille, à l'exception du Nord-Ouest, où elles s'abaisseront légèrement.

Le vent soufflera modérément de secteur sud-ouest sur le Nord-Ouest et le Nord, faible de secteur sud ailleurs.

Dimanche : pluies sur l'Ouest.

Sur la Champagne-Ardenne et sur une grande moitié sud-est, la météo sera nuageuse ; ces nuages pourront donner quelques gouttes sur le nord-est du pays. L'après-midi, les nuages se feront plus rares et le soleil dominera.

Sur les autres régions, c'est-à-dire du sud-ouest au nord du pays, il ne faudra pas se fier aux éclaircies matinales. Le ciel se couvrira dès la fin de matinée sur le Nord-Ouest et le commencement de pluie. Ce temps médiocre gagnera en cours d'après-midi jusqu'au nord de l'Aquitaine, le Centre et les Ardennes, tandis que des dépressions se développeront sur le Nord-Ouest.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 4 et 9 degrés. Les maximales resteront dévies de 15 à 19 degrés sur la majeure partie du pays. Dans le Nord-Ouest, elles seront en baisse par rapport à la veille et s'étagèrent de 11 à 13 degrés.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement du mardi 20 février. Elles sont sous communication par l'Association des maires français, française des sports d'hiver (A.M.F.S.H.), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-23 ou par minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiqués, en centimètres, les hauteurs de neige en bas, puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
Les Arves : 100-270 ; Aussois : a.c. ; Avoriaz : 115-180 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 20-180 ; Bessans : 65-70 ; Bonneval-sur-Arc : 100-280 ; Les Carroz-Arèches : 20-220 ; Chamois : 35-300 ; La Chapelle-d'Abondance : 145-360 ; Châtel : 15-150 ; La Clusaz : 5-200 ; Combloux : 0-160 ; Les Contamines-Montjoie : 30-250 ; Le Corbier : 30-120 ; Courchevel : 140-170 ; Crest-Voland-Cohencieux : 25-100 ; Flaine : 55-200 ; Flumet : 30-90 ; Le Grand-Bornand : 5-120 ; Les Houches : 10-130 ; Megève : 40-230 ; Les Mézimes : 60-150 ; Morillon : 40-160 ; Morillon : 5-200 ; Morzine : 15-120 ; La Norma : a.c. ; Pailley-Nancroix-Vallandry : 80-220 ; La Plagne (altitude) : 145-260 ; La Plagne (village) : a.c. ; Pralognan-la-Vanoise : a.c. ; Praz-de-Lys-Sommand : 30-70 ; Praz-sur-Arly : 30-40 ; La Rosière 1850 : 170-255 ; Saint-François-Longchamp : 10-180 ; Saint-Gervais : 0-150 ; Les Saix : 100-130 ; Samoëns : 10-220 ; Tholomey : 10-200 ; Tignes : 100-270 ; La Toussuire : 20-100 ; Val-Cenis : 50-200 ; Valfréjus : 30-150 ; Val d'Isère : 145-360 ; Vailly : 40-160 ; Vailly : 90-150 ; Valmorel : 70-160 ; Val-Thorens : 140-250.

ISÈRE
L'Alpe d'Huez : 75-180 ; Alpe-d'Grand-Serre : 0-70 ; Auris-en-Oisans : 45-90 ; Autrans : a.c. ; Chamrousse : 30-60 ; Le Collet-d'Allevard : 10-50 ; Les Deux-Alpes : 60-350 ; Gresse-en-Vercors : 0-30 ; Lans-en-Vercors : 5-5 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 0-20 ; Les Sept-Laux : 10-100 ; Villard-de-Lans : 0-20.

ALPES-DU-SUD
Auron : 10-40 ; Beuil-Les-Lannes : a.c. ; Briançon : 20-150 ; Isola-2000 : a.c. ; Montgenèvre : 120-300 ; Les Orres : 0-200 ; Le Grand-Bornand : 5-120 ; Puy-Saint-Vincent : 60-170 ; Risoul : 1850 : 10-120 ; Serre-Chevalier : 50-180 ; Superdévoluy : 20-100 ; Valberg : 0-10 ; Val d'Allos-les-Forts : 30-70 ; Vars : 80-140.

PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : 0-10 ; Barèges : 10-20 ; Cautezet-Lys : 15-40 ; Font-Romeu : 20-25 ; Gourette : a.c. ; Luz-Ardouze : 5-25 ; La Mongie : 20-30 ; Peyragudes : 5-50 ; Plan-Engaly : 15-140 ; Saint-Lary-Soulan : 0-15 ; Super-Bagnères : 5-30.

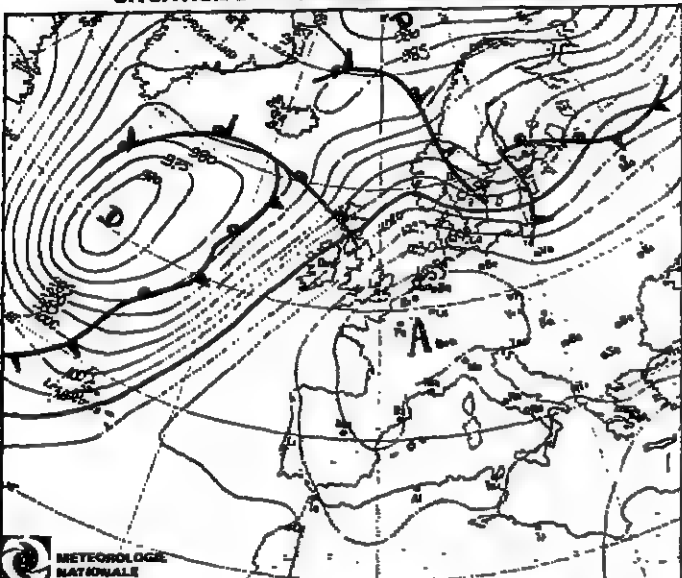
MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 0-10 ; Besse/Super-Besse : 0-10 ; Super-Lioris : 5-20.

JURA
Métabief : 0-20 ; Les Rousses : 0-20.

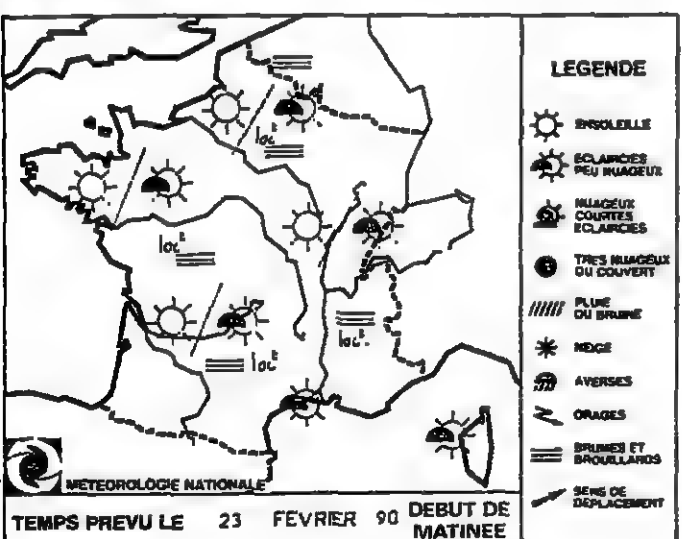
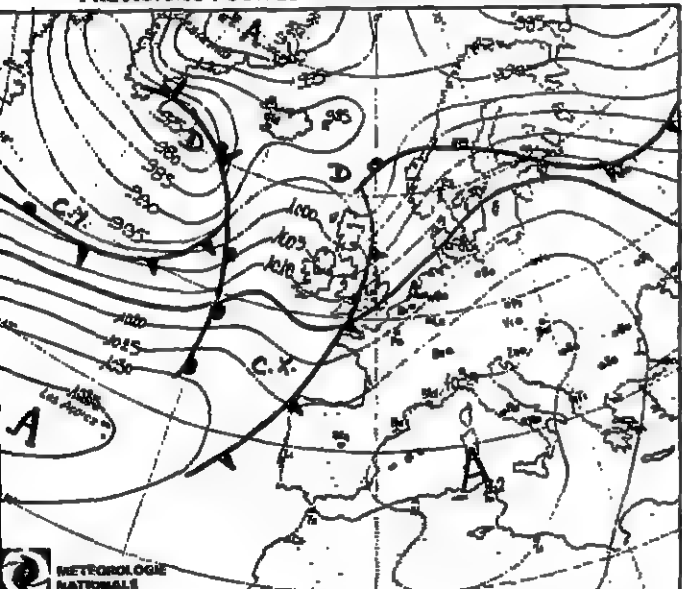
VOSGES
Le Bonhomme : 0-10 ; La Bresse-Holmeck : 0-20 ; Gérardmer : 0-10 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : 0-10 ; Ventrone : 0-10.

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national du tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-04-38 ; Autriche : 24, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75009 Paris, tél. 47-42-45-45.

SITUATION LE 22 FÉVRIER 1990 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 24 FÉVRIER À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-2-1990 à 6 heures TU et le 22-2-1990 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	16	4	D	LOS ANGELES	19	7	N
ALGER	17	8	C		LUXEMBOURG	13	4	D
BARCELONE	18	9	D		MADRID	19	5	D
BORDEAUX	18	7	D		MARRAKECH	23	13	D
BREST	15	4	D		MEXICO	21	7	B
CAEN	14	5	D		MILAN	19	5	D
CHERBOURG	11	8	D		MONTREAL	4	-13	D
CLERMONT-FERRAND	17	8	D		MOSCOW	3	2	B
DIJON	15	3	D		NAIROBI	27	16	C
GRENOBLE	15	3	D		NEW-YORK	9	-3	N
LILLE	14	2	D		OSLO	7	0	D
LIMOGES	13	8	D		PALMA-DE-MAJORQUE	20	5	C
LIVON	18	4	D		PEKIN	17	4	B
MARSEILLE	18	4	D		RIO DE JANEIRO	27	22	D
NANCY	16	1	D		ROME	17	4	B
NANTES	15	8	D		SINGAPOUR	27	22	D
NICE	18	11	D		STOCKHOLM	19	6	D
PARIS-MONTS	16	1	D		SYDNEY	23	24	C
PAU	17	3	D		TOKYO	17	9	D
PERPIGNAN	18	8	D		TUNIS	28	9	N
RENNES	16	8	D		VARSOVIE	17	8	D
ST-ETIENNE	17	3	D		VIENNE	15	2	B
STRASBOURG	16	1	D		VIENNE	14	4	D

* = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de

M. Bernard EMIE
avec
M^{lle} Isabelle de CHABANNES
LA PALICE TOURNON.
La cérémonie a eu lieu à Tréville (Allier), le 16 décembre 1989.

Décès

M. l'abbé Philippe Brizard,
M. et M^{lle} Jean Brizard,
M^{lle} Sophie Marie Françoise Brizard,
M. et M^{lle} Emmanuel Brizard,
ses enfants,
Véronique, Olivier, Florence
et Charles-Antoine Brizard,
ses petits-enfants,
M^{lle} Marie-Louise Brizard,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont le douleur de faire part du décès,
survenu le 20 février 1990 à Paris, de

M. André J. BRIZARD,
ingénieur des Arts et Métiers,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 26 février, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue de Surène,
75008 Paris.
500, Arlington St. San Francisco,
94131 Ca. USA.
Et Libreville, Gabon.
50, avenue Bosquet,
75007 Paris.
77, villa Saint,
75116 Paris.

Nous avons appris le décès de
Jacques CHOUILLET.

M. en 1915, normalien, agrégé de lettres classiques, professeur de littérature française à l'université Paris-III, qu'il présida en 1977, Jacques Chouillet a consacré sa vie et sa carrière à l'histoire et à la philosophie des Lumières. Il est l'auteur de la formation des idées nouvelles de l'époque (PUF, 1973), de l'Économie des Lumières (PUF, 1974), de Diderot, maître de l'énergie (PUF, 1980), et de l'Économie des Lumières (PUF, 1980). Il a également écrit une remarquable édition du *Neveu de Rameau* (Imprimerie nationale) et présenté la société Diderot. Jacques Chouillet est décédé le 20 février 1990, à Paris, d'un cancer du pancréas, à l'âge de 75 ans. Ses obsèques ont été célébrées le 22 février 1990, à Paris, en l'église de la Madeleine.

(Le Monde du 22 février.)

L'association nationale des conseils juridiques (ANCCJ) a le tristesse de faire part du décès, le 21 février 1990, de

M. Jean-Claude COULON,
chevalier dans l'ordre national du Mérite,
membre du Conseil économique, social et professionnel,
vice-président de l'Union nationale des associations de professions libérales, coprésident de l'association Juristes Denaïa,
membre de la Commission nationale des conseils juridiques.

son président d'honneur.

Les obsèques auront lieu le vendredi 23 février 1990, à 15 h 45, en l'église évangélique Saint-Jean, 147, rue de Grenelle, 75007 Paris.

M. et M^{lle} Felipe Serebrinsky,
sa mère,
M. et M^{lle} Juan Carlos Schamis,
ses sœur et beau-frère,
Martin et Guillermo,
ses neveux,
Toute la famille
Et ses nombreux amis,
ont le douleur de faire part du décès de

M. Ernesto SEREBRINSKY,
survenu le 21 février 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 27 février, à 10 h 30 en l'église Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris-17.

L'incinération aura lieu au cimetière de Père-Lachaise, Paris (20^e), à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue Victor-Massé,
75009 Paris.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

M. Antoine VAN DE VELDE,
à Dunkerque, le 19 février 1990, qui s'est éteint entouré de sa famille.

L'enterrement aura lieu vendredi 23 février, à 14 h 30, dans le cimetière de Rosendael.

Remerciements

M^{lle} Jeanine Guy.
Ainsi que toute sa famille,
profondément touchées des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Pierre GUY,

vous adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Le 23 février 1986

Mathieu GALEY

nous quitte.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Avis de messes

MESSE DES ARTISTES

mercredi des Cendres, le 28 février 1990, à 18 h 30, en l'église des artistes, Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris.

Communications diverses

L'Association franco-roumaine Sainte-Vincent organise un deuxième concert en mai. Elle reçoit pour sa vente de bienfaisance : livres, objets, etc. Dépôt : 40, avenue de La Bourdonnais, Paris-7^e. Tél. : 45-51-44-66.

CAMPUS

Cinq tonnes de livres pour Craiova

Ville industrielle de la province roumaine d'Oltanie, Craiova (250 000 habitants) risquait d'être un peu oubliée dans le vaste élan français de solidarité vers la Roumanie, qui va prioritairement vers Bucarest et quelques autres cités prestigieuses. Ce ne sera pas le cas, grâce à l'association Étudiants du monde, créée cette année à Montpellier à l'initiative de Mathieu Séguin, étudiant en histoire, de François Lallou, étudiant en droit, et de quelques autres jeunes Montpelliérains. Ce groupe, qui s'est donné pour mission de faire obtenir le prix Nobel de la paix aux étudiants roumains, vient, en attendant, de réunir cinq tonnes de livres, revues et documentation pour les collègues et étudiants craioviens. Libraires, imprimeurs, enseignants, autorités locales et autres donateurs ont répondu à l'appel d'Étudiants du monde, dont nous avons rencontré les représentants en Roumanie où ils ont achevé le matériel réuni. Le Prix Goncourt 1989, Jean Vautrin, avait également parrainé l'opération Montpellier-Craiova, qui laissera des liens entre la jeunesse des deux villes. En cas de coup dur en Roumanie, les Montpelliérains auront le contact avec les jeunes Craioviens qui, en attendant, se musclent le cerveau en lisant, dans le texte, Voltaire, Gide ou Camus.

J.-P. P.H.

Étudiants du monde, 3 rue Puits-du-Temple, 34000 Montpellier.

Pharmacie

Un forum premier emploi organisé par les associations d'étudiants en pharmacie des facultés de Paris aura lieu à l'université Paris-XII les 14 et 15 mars. Conférences sur la recherche et le développement, l'enjeu pharmaceutique ou la politique de communication dans les laboratoires pharmaceutiques.

Renseignements au 43-29-12-02.

Éloquence

Le quatrième concours d'éloquence organisé par l'association étudiante Expressions aura lieu le 22 mai à la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu. Les éliminatoires se tiendront les 3 et 10 mars, autour d'une épreuve de commentaire en temps limité et d'une improvisation.

Envoyer les inscriptions accompagnées d'un chèque de 50 F à l'ordre de l'association Expressions, 20 ter rue Henri-Gilbert, 81300 Massy. Tél. : 40-72-71-28.

EN BREF

❑ Foire à la ferraille. — Du 23 au 25 février, le parc floral de Paris accueillera la Foire à la ferraille et au jambon.

❑ Parc floral, entrée Nymphéas, route de la Pyramide. Prix : 25 F (enfants : 15 F).

❑ COLLOQUE : la laïcité à la faculté de théologie protestante de Montpellier. — Un colloque sur le thème de la laïcité est organisé par la faculté de théologie protestante de Montpellier le vendredi 2 et le samedi 3 mars. Enjeux politiques, philosophiques, sociaux, religieux de la laïcité seront examinés. Interventions et débats avec Jean Ansalde, Blandine Barret-Kriegel, Régis Debray, Claude Giffé, Claude Lantier, Jean Baudry, Emile Soulat, à la faculté et à la salle Rabelais.

❑ Renseignements : 67-92-81-22.

❑ Les pratiques des psychologues. — Du 12 au 16 mars, des psychologues membres de l'Association nationale des psychologues de la petite enfance, de l'Association nationale pour la recherche et l'étude en psychologie et de l'Association des jeunes psychologues en formation de Censier-Paris-VII, parleront de leurs pratiques et répondront aux questions du public, à la FNAC-Montparnasse.

à Paris, à partir de 17 h 30. Un thème sera abordé chaque jour : « Questions de famille » ; « La violence faite aux enfants, sous toutes ses formes » ; « Le psychologue et le monde du travail » ; « Du traumatisme à la parole » ; « Différences, marginalité, exclusions : le psychologue et les intolérances du social ».

❑ FNAC-Montparnasse, rue de Rennes, 75006 Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 22 février 1990 :

UN DÉCRET

❑ N° 90-165 du 20 février 1990 fixant le régime indemnitaire des personnels relevant du ministre de l'éducation nationale qui exercent les fonctions de conseiller en formation continue.

UN ARRÊTÉ

❑ Du 29 janvier 1990 interdisant, en application de l'article L-532 du code de la santé publique, la publicité pour un objet, un appareil ou une méthode présentée comme bénéfique pour la santé lorsqu'il n'est pas établi que ledit objet, appareil ou méthode possède les propriétés annoncées.

صحة من الرحمن

150

LIVRES • IDÉES

« Cher petit vous autre »

Les lettres de Simone de Beauvoir à Sartre :
un bel amour et le magnifique exercice d'une vraie liberté

LETRES A SARTRE
de Simone de Beauvoir
volume 1 (1930-1939),
406 p., 120 F ; volume 2 (1940-1963),
450 p., 120 F.
Edition présentée, établie et annotée par
Sylvia Le Bon de Beauvoir, Gallimard.

On les croyait perdues, les lettres de Simone de Beauvoir à Sartre, pendant des Lettres au Castor, de Sartre, publiées en 1983 (1). Et les voici aujourd'hui, retrouvées par hasard par la fille adoptive de Simone de Beauvoir, après la mort de celle-ci, et patiemment déchiffrées, non sans effort, car celle qui restait, pour tous ceux qui l'aimaient, « le Castor », avait une écriture quasi illisible, dont Sartre se plaignait souvent. Elles sont publiées sans aucune censure, ce qui n'était pas le cas, de l'aveu même de Simone de Beauvoir, des Lettres au Castor. Puisque la totalité de la correspondance Sartre-Beauvoir est désormais conservée à la Bibliothèque nationale (Le Monde du 22 septembre 1989), on attend, bien sûr, la correspondance croisée, complète, qui permettra de retracer dans sa totalité le « roman de leur vie ».

Dans les gestes quotidiens de l'un et de l'autre pour conjurer l'absence — même si le récit n'en est pas encore réuni en un seul livre, — on voit apparaître, grâce à ces lettres de Simone de Beauvoir enfin publiées, l'accord, la complicité, l'intelligence, tout ce qui a fait d'eux le couple d'intellectuels le plus légendaire de ce siècle, soudé par un amour indissoluble.

Un amour que beaucoup se sont acharnés à moquer et à nier. Des hommes, plus ou moins proches ou adeptes de Sartre, qui, présumant, affirmaient : « Un couple modèle, tu parles ! Elle a emmené Sartre sous sa vie. » Des femmes aussi, soucieuses de faire de Simone de Beauvoir le porte-drapeau de leur cause et de montrer Sartre en « machiste déguisé ». (Elles auraient sans doute mieux fait de s'interroger sur les carences de leur propre pensée et de leur réflexion théorique depuis le Deuxième Sexe.)

A tout cela, les lettres que nous pouvons lire aujourd'hui apportent un joyeux démenti. Et on comprend enfin combien ce qui est considéré comme la « norme » — l'entente entre un homme et une femme pendant de longues années — devient une intolérable transgression lorsque cet accord est l'exercice d'une vraie liberté plutôt que le masque d'une relation de « cannibalisme ».

Grâce à la précision des notes de Sylvia Le Bon de Beauvoir (2) on peut lire ces deux gros volumes de bien des manières : en se laissant porter par le récit de Simone de Beauvoir ; en confrontant ses lettres avec celles de Sartre ; en recherchant comment le récit fait ici, sur le vif, a été utilisé dans ses Mémoires ou dans ses fictions, notamment, l'Invitée et les Mandarins (3).

Ces lettres, dans leur minutie qui confine à la manie — on sait combien le Castor avait le sens de la précision et du détail, — sont l'illustration sans faille de



Simone de Beauvoir en 1938

« contrat de transparence » passé dès 1929 entre Sartre et Simone de Beauvoir, — sa « petite épouse morganatique » — comme il disait — et dont porte témoignage la fin des Mémoires d'une jeune fille rangée : « Avec lui, je pourrais toujours tout partager (...) Je savais que plus jamais il ne sortirait de ma vie (4). »

La majeure partie de la correspondance couvre la période allant de 1939 (le Castor a alors trente et un ans, et Sartre trente-quatre) à 1941 : la « drôle de guerre » et l'année où Sartre est prisonnier. Simone de Beauvoir écrit chaque jour (lui aussi) et ils ont pris le parti de tout se raconter, pour que leur vie commune ne soit jamais vraiment interrompue. Ainsi fait-elle le récit circonstancié de ses journées. Avec une drôlerie et une liberté de ton qu'on n'imaginait pas.

Elle est féroce dans ses comptes-rendus de lecture, mordante dans ses portraits, ses descriptions des comportements qu'elle juge sots ou odieux, tendre avec ceux qu'elle trouve généreux et beaux, impitoyable avec les grincheux, et tous ceux qui sont « tellement emmerdants ». Bien entendu, aucun de ses déplac-

ments, aucune de ses promenades n'est épargnée à Sartre, aucune description de paysage, bien que l'on sache qu'il ne partageait pas son goût de la nature. Mais qu'on ne compte pas sur elle pour déroger à la règle du jeu.

Le « charmant Castor » (c'est ainsi qu'elle signe la plupart du temps) parle certes, dans ses lettres, de leur existence particulière, à Sartre et à elle, de leurs secrets, de leur intimité sentimentale comme de leurs ennemis financiers, mais à travers cela se lit, pour qui veut bien le voir, pour qui consent à mettre en cause un instant les confortables modèles qui régissent son destin, une réflexion sur la vie, sur la manière singulière de la penser sans pour autant refuser de la vivre, une extraordinaire volonté de ne jamais se résigner. Bref, un excellent antidote aux temps de conformisme moral et de mollesse intellectuelle.

Dès avant la guerre, Simone de Beauvoir avait confié à Sartre ses « petites histoires de printemps » (c'est ainsi qu'il appelait certaines de ses propres aventures amoureuses). En 1938, alors qu'elle voyage en Savoie (où Sartre va la rejoindre) avec « le petit Bast » (ancien élève de Sartre qui fut leur ami leur vie

durant), elle raconte avec humour et grand plaisir des mots comment ils ont fait l'amour : « Il m'est arrivé quelque chose d'extrêmement plaisant et à quoi je ne m'attendais pas du tout en partant — c'est que j'ai couché avec le petit Bast — trois jours — naturellement c'est moi qui le lui ai proposé — l'envie nous en était venue à tous deux et nous avions le jour des conversations graves et les soirées étaient insupportablement lourdes. Un soir (...) nous nous sommes observés pendant une heure, reculant sous divers prétextes le moment de dormir, lui jadis éperdument, et moi cherchant vainement dans ma tête la phrase négative et propice que je n'arrivais pas à articuler — je vous raconterai mieux. Enfin, j'ai ri bêtement en le regardant (...). Ensuite nous avons encore pataté un quart d'heure avant qu'il se décide à m'embrasser (...) Je tiens fort à lui. Nous passons des journées d'idylle et des nuits passionnées. Mais ne craignez pas de me trouver samedi morose, et désorientée, et mal à l'aise. »

Certaines de ses élèves, évidemment, la poursuivent de leur passion. Elle les écarte sans brutalité, mais avoue à Sartre ses tentations : « Je me suis résuée, quoiqu'un peu intéressée par cette petite bouche mince. » Le Castor a « un goût bien vif » pour le corps, les tendresses et les douceurs que se réservent les femmes entre elles. Ainsi, Simone de Beauvoir a-t-elle, pendant cette guerre, des amours souvent tranquilles — « étreintes brèves et sans histoires » — avec Louise Védine. Des amours plus agaçantes, bien que parfois plaisantes, avec la petite Sorokine, qui « fait virage au possible avec défiance du mâle, et gène de son corps » et qui a la fâcheuse et banale manie de faire, de la femme qu'elle désire et à laquelle elle se sent soumise, une proie.

On ne saurait pourtant, malgré ce qu'on entend depuis longtemps, ici et là, placer les récits de Simone de Beauvoir et de Sartre sous le signe de Valmont et Merteuil. Non pour porter un jugement négatif sur l'un ou l'autre des couples, mais parce qu'ils ne jouaient pas du tout le même jeu. Sartre et Simone de Beauvoir sont presque des enfants attendrissants, en regard des deux autres.

Après la guerre, une partie importante de la correspondance concerne la découverte des Etats-Unis par Simone de Beauvoir, qu'elle a si bien racontée dans l'Amérique au jour le jour, et son aventure amoureuse avec l'écrivain Nelson Algren (présente dans ses Mémoires et dans les Mandarins).

Josyane Savigneau
Lire la suite page 26

LE FEUILLETON

de Michel Brandaun

L'Amérique à la petite cuiller

Trois visions des Etats-Unis : la précision chirurgicale d'Ethan Canin, l'humour surréaliste de Donald Barthelme et la violence de Frank Norris.

Page 22

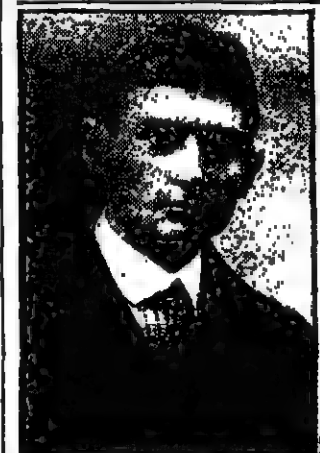
ENQUÊTE

L'ombre d'Edgar Poe

Voyage aux Etats-Unis, sur les traces d'un poète gratifié, aujourd'hui, de tous les honneurs que la vie lui refusa.

Page 23

HISTOIRE LITTÉRAIRE



Pingaud et Kafka

Vivre ou écrire ? Bernard Pingaud choisit la vie. Dans son nouveau roman, il prend congé de Kafka et du mythe de l'écrivain absolu.

Page 26

LE DÉBAT

Riches et pauvres

Les classes sociales existent encore et les inégalités progressent. D'un côté, les sociologues se passionnent pour les grandes familles. De l'autre, des chercheurs découvrent « les nouvelles formes du malheur ouvrier ».

Page 24

Les samedis soirs de Montparnasse

On comprend, à la lecture des Lettres de Simone de Beauvoir à Sartre et de son Journal de guerre, quelle séduction la vie de ces jeunes intellectuels (même fin 1939) pouvait exercer sur nos adolescents provinciaux. A l'inverse, dira-t-on jamais assez ce que, pendant des générations, la pensée et la vie intellectuelle française ont dû au puissant courant d'air montant vers Paris du fond de l'abandon provincial ?

Pour qui venait alors de la « province » (comme nous, à vingt ans, dans le début des années 60, comme d'autres avant nous), la province n'était pas une catégorie de la géographie ou de l'histoire : c'était une catégorie de la pensée, une région de l'être. Vivre à Paris, ce n'était pas être un lieu contre un autre : si l'on chois-

sait de vivre à Paris contre tous les bonheurs possibles d'Angoulême ou de Barbezieux, c'était avec la certitude que, à Paris, il ne serait pas nécessaire pour vivre de renoncer à la pensée et aux livres, ni non plus, pour se consacrer à la pensée et aux livres, de s'écarter de la vie ordinaire.

L'émerveillement, c'était de découvrir à Paris un accord secret entre la culture et la vie dans les quartiers populaires, entre les bords de la Seine et les abords de la bibliothèque Sainte-Geneviève, entre les livres et les petits crimes au comptoir, entre le monde des musées et celui des concierges et des chats, entre les petits métiers et les bonnes causeries sous les ormes (disparus eux aussi, hélas). La « vie ordinaire » à Paris pouvait se

confondre avec « la vie haute » en devenant quotidiennement une vie avec la pensée.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? D'où les générations montantes recevront-elles désormais cette poussée nécessaire, si les différences s'estompent entre un Paris progressivement acquis à la vie de province jusqu'à dans ses zones piétonnes, et ce qu'on nomme pompeusement les régions, ces communautés fibres de leurs particularismes locaux ? Comment n'y pas songer, en ces tristes samedis soirs de Montparnasse où, comme dans le « centre ville » de Toulon ou de Toulouse, les autos sur quatre files engorgent les rues monotonement dédiées à toutes les formes du loisir tarifié ?

Danièle Sallesave

LE PENDULE DE FOUCAULT

UMBERTO ECO

a Apostrophes le 23 février

GRASSET

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

OUVRAGE COLLECTIF : Bernanos et le monde moderne. — Recueilli par Monique Gosselin et Max Milner, voici les actes du colloque qui s'est tenu sur ce thème à la Sorbonne en 1988, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain. Un ensemble particulièrement éclairant sur l'actualité de Bernanos (Presses universitaires de Lille, 322 p., 95 F.). Signalons également l'essai de Pierrette Renard, *Bernanos ou l'ombre lumineuse*, qui s'attache à l'analyse de l'univers romanesque de l'écrivain et des deux catégories de l'espace et des figures qui y sont présentes. (EELUG, publication de l'université Grenoble-III ; diff. CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris, 246 p.)

BIOGRAPHIE

GASTON COMPERE : Maurice Maeterlinck. Par un écrivain belge, la biographie, de ton très personnel, de son compatriote, auteur de *Pélas et Médée* — mais aussi de nombreux poèmes, romans et essais. — prix Nobel de littérature en 1911, qui connut à partir de là une gloire immense. (La Manufacture, 244 p., 185 F.)

LITTÉRATURE

OUVRAGE COLLECTIF : Jean Grenier. Dans ce cahier dirigé par Jacques André, on trouve des témoignages d'Edmond Jabès, Roger Jodin, Georges Perros, Olivier Guermat-Thomès et des inédits de Jean Grenier lui-même. (Ed. Folio Avoine, Les Bois 35850 Romilly, 206 p., 120 F.)

MICHEL FAROUILIS-LAGRANGE : Apologie de Médée. Reprise poétique du mythe de Médée par un écrivain rare et précieux qui fut l'ami de Georges Bataille. (Calligrammes, 18, rue Elie-Fréron, 29000 Quimper, 56 p., 65 F.)

ERASME : Eloge de la folie. Une fort belle édition de cette œuvre accompagnée des bois originaux de Holbein, exécutés en 1523. Dans la traduction de Thibault de Laveaux, datant de la fin du dix-huitième siècle. (La Castor Astral, collection « Les introuvables », 216 p., 68 F.)

PHILOSOPHIE

SARAH KOFMAN : Séductions. De Sarras à Héraclite. — Un essai inédit sur le *Repos* de Diderot, proposant une lecture freudienne et féministe de ce texte et du thème de la séduction, pour en appeler à l'invention d'une littérature non hystérique, qui serait aussi l'invention d'une autre femme. Suivent quatre essais repris dans ce volume à rebours de leur chronologie et qui jalonnent l'itinéraire intellectuel de l'auteur, de Sarras, lu par elle-même en 1963, puis lu par Denis Hollier, à Héraclite lu par Nietzsche, Platon lu par Freud. Dans l'exposé, le commentaire, l'interrogation, une philosophie suscitée. (Gallée, collection « La philosophie en effet », 181 p., 98 F.)

JOSEPH COMBES : Etudes néoplatoniciennes. Un ensemble d'études sur le néoplatonisme à partir de l'interprétation du *Parménide*, de Platon, par le dernier héritier de ce courant, Damascius. (Ed. Jérôme Millon, 314 p., 155 F.) Chez le même éditeur, Elane Escoubas et Marc Richir ont rassemblé les travaux présentés au cours d'un colloque international réuni à Paris en octobre 1988 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Husserl (220 p., 115 F.)

SOCIÉTÉ

Père JEAN DE JEUX : L'Image de l'étranger : unions mixtes franco-maghrébines. Un grand spécialiste des littératures francophones d'Afrique du Nord passe en revue les portraits de la « romaine », à partir du droit, de la littérature et de la presse, notamment les très révélateurs courriers de lecteurs algériens. Un ouvrage d'actualité. (La Boite à documents, BP 701, 75531 Paris, Cedex 11, 312 p., 150 F. Abondante bibliographie.)

SOCIOLOGIE

COLLECTIF : L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine. — Nouvelle édition d'un recueil de textes des pères fondateurs de la sociologie urbaine américaine dans les années 20, Robert Park, Ernest Burgess, Roderick McKenzie, etc.) traduits et présentés par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph (Aubier, 378 p., 120 F.).

TÉMOIGNAGE

YVES H. LAURENS : Aventures d'un réfractaire face à l'occupant. — Peu de livres ont parlé du comportement des classes 40-42 devant le Service du travail obligatoire au temps de l'occupation allemande. Voici un témoignage vivant sur les cent et une façons d'échapper au départ outre-Rhin et une reconstitution de l'atmosphère de l'époque. (Editions DMH, BP 110, 11101 Narbonne Cedex, 350 p., 69 F.)

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 48 87 06 21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

1989 DANS LE MONDE : L'ANNÉE DE TOUS LES BOULEVERSEMENTS.

Edouard Masmet
L'année 1989
dans Le Monde
Les principaux événements en France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine



Un ouvrage de référence, avec un index détaillé. Le rappel indispensable d'un passé encore présent.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Donald Barthelme : une verve surréaliste

L'Amérique à la petite cuiller

apprendre à mieux nous connaître), c'est le père du narrateur, Leonard, qui est professeur, marié à une journaliste. A l'adolescence, le fils a été un petit délinquant, éloigné de ce père fanatique de golf et amateur de promenades solitaires en voiture. Il a eu des ennuis avec la police, et sa mère a tenté de réparer, de briser le silence familial (« Elle avait apporté un plat de poulet en sauce, qui fumait devant elle. Max, tu écoutes ? Cette année, à partir de ce soir, ce sera l'année où nous allons faire plus ample connaissance. Elle se tua et servit du poulet à mon père. Qu'est-ce que tu veux dire ? demandai-je ? »). Et maintenant, il est devant le lit où son père attend la mort. Ont-ils fait connaissance ? « J'avais quarante-deux ans. Nous étions à l'hôpital et il avait des tuyaux plein les bras. De tout : des aiguilles, de l'air, des pansements. Je répétais : Ecoute, papa. »

Ses personnages sont jeunes ou vieux, hommes ou femmes, ont souvent des parents à problèmes, une mère kleptomane, un père tyrannique et obstiné, une sœur qu'on dit folle, un grand frère qui s'en va en vous laissant un secret terrible à deviner. La seconde raison qui fait de Canin un médecin doué pour la chirurgie est son art de trancher net le récit, et nous laisser suturer, cicatriser tout seul, sans vraiment « conclure ». De ses brèves histoires, on ne connaît pas toujours la fin, sa sens habituel du terme. Canin évite ainsi ce reliquaire de « morale » qui s'attache à la chute de la nouvelle classique.

Il se tait au moment le plus intime ou le plus indélicat. Chez lui, la coupe est un effet de style intense, une pratique abrupte et subtile, un peu japonaise. Tous les amis embaillés de Raymond Carver peuvent féliciter le brillant nouveau venu. Il a bien mérité de son parrain. Qui d'autre aurait pu noter cette idée d'un vieil époux sur son couple : « Nos médicaments nous atten-

dem dans des petits gobelets. Nous avons eu trois présidents depuis la dernière fois que je t'ai prise dans mes bras. »

DONALD Barthelme était un homme délicieux qui n'aimait pas qu'on le range sur l'étagère des « nouveaux » écrivains, William Gass, Robert Coover, John Barth, etc. Ni sur celle des post-modernes, des formalistes, ni aucune étagère, d'ailleurs, qu'il aurait scindée avec bonne humeur comme les autres, de son vivant. Maintenant qu'il est mort (en juillet 1989, à cinquante-huit ans), on en fera un chapitre singulier de la littérature américaine moderne, fantaisiste, expérimentale. Un grand perturbateur, expert en exercices de style, un cousin transatlantique de Vian, Perec, Queneau et de tous les dieux de l'Oulipo.

Il y a aussi une verve surréaliste très active chez Barthelme, qui lui permet d'écrire au fil du récit : « Les aristocrates entendent ce que disait Jacques. De rage, ils levèrent tous leurs cannes en l'air. Une centaine de cannes éclatèrent dans le soleil comme une cargaison d'antihistaminiques lâchée d'un avion. De nouveaux aristocrates hilares arrivèrent en phalanges et tombèrent. » Ou bien : « Le nouveau volcan avec lequel nous venons de passer un contrat semble très prometteur... » Ce qui, à l'exception du mot « antihistaminiques », qui date de 1954, aurait pu se trouver sous la plume d'un Desnos.

Les métaphores déliantes sont aussi une spécialité barthelmienne. On en trouvera une série de treize, trop longue à citer, pour qualifier le son du trombone de Hokie Mokie, le roi du jazz. Chez Barthelme, on rencontre saint Antoine faisant visiter son appartement standard avec moquette à des incrédules qui le prennent pour un imposteur ; un catéchiste qui confesse un prêtre lui annonce que l'huile d'arachide est autorisée pour les

saints sacrements, partage sa haine des dimanches (« Le dimanche, jour de repos et du culte, est exécuté de toutes les catégories d'hommes dans tous les pays dans lesquels la Parole de Dieu a été proclamée. »)

Les dialogues sont souvent d'une loufoquerie légère, mêlant des clichés et des incongruités merveilleuses, mais c'est par ses premières phrases que Barthelme donne tout son sel à ses nouvelles : « J'ai donc acheté une petite ville (Galveston, au Texas) et j'ai fait savoir que personne ne devait déménager, que nous allions changer les choses graduellement, en toute quiétude, sans grands bouleversements du jour au lendemain. » « Certains d'entre nous menaient notre ami Colby depuis longtemps à cause de son comportement. Et maintenant qu'il était allé trop loin, on décida de le pendre. » « Mrs Mandibule veut faire l'amour avec moi mais elle hésite car, officiellement, je suis un enfant. » Il sait parfois conclure avec drôlerie aussi, laissant par exemple Rebecca, la femme-téard, avec sa maîtresse Hilda devant un plat de porc aux choux rouges. « Le récit arrive à sa fin. Il a été écrit pour plusieurs raisons. Neuf d'entre elles sont secrètes. La dixième est qu'on ne doit jamais cesser de contempler le mystère de l'amour humain, toujours aussi sinistre et précieux. » Mais l'amour, l'émotion, leur expression littéraire n'est pas ce qui intéresse le plus Barthelme et s'il fait souvent rire, s'il excite l'intelligence (cf. son résumé catastrophique d'*Eugène Ionesco* en dix pages), on regrette que cela reste un plaisir un peu froid.

Si l'on souhaite, de l'Amérique, que s'abreuve d'un alcool plus puissant, on se plongera dans le gros roman de Frank Norris, *Les Rapaces*, dont Eric von Stroheim s'inspira pour tirer dix heures d'un cinéma grandiose, suivant l'intrigue à la lettre, que les producteurs réduisirent à un long film encore admirable. Frank Norris, né à Chicago en 1870 dans une famille que la bijouterie en gros venait d'enrichir, fut élevé dans le luxe et envoyé trois ans à Paris suivre les cours de dessins de Bouguereau, le maître des pompiers, à l'Académie Julian. Il retourna ensuite dans le San Francisco de son adolescence et devint journaliste. De Paris il avait ramené l'idéal réaliste de Zola. De l'Amérique il avait touché la violence, la sauvagerie, les contradictions monstrueuses de cette Californie de misères et de millionnaires extravagants.

Les Rapaces montrent la brève ascension sociale d'un ancien chercheur d'or, McTeague, devenu dentiste, et sa chute inexorable en compagnie de son ami-ennemi inséparable, son double, Marcus, liés l'un à l'autre par le même amour et la même malédiction du précieux métal jusqu'à la fin inoubliable des deux hommes dans la vallée de la Mort, enchaînés par une paire de menottes. On est loin de Zola en fait, plus près de Hugo visionnaire, d'un réalisme lyrique, frénétique, qui annonçait un écrivain démesuré, outré.

Frank Norris mourut en 1902 à trente-deux ans, laissant ces *Rapaces* comme une pépite énorme, brute et souillée de sang, belle comme le génie raconté aux écoliers. On ne s'enivrera pas ainsi tous les jours, peut-être, mais à côté de ce torrent, les nouvelles modernes peuvent nous donner l'impression de vider l'Océan à la petite cuiller.

PS. Dans le feuilleton du 2 février 1990, nous avons omis de signaler que l'édition des deux ouvrages de Roger Nimier était due à Marc Dambre. Dont acte.

مكتبة ابن الجوزي

LIVRES • THÉÂTRE
ENQUÊTE

L'ombre d'Edgar Poe

Voyage aux Etats-Unis sur les traces d'un poète maltraité durant sa vie
par une Amérique qui a aujourd'hui des remords et veut réparer une erreur judiciaire

FAMILIER de l'Orient et des pôles, narrateur de voyages en bateau et en ballon à faire pâlir Lovecraft et Hergé réunis, Edgar Poe n'a jamais quitté les Etats-Unis, si ce n'est, enfant, pour quelques années d'école dans les îles Britanniques. Ses quarante ans d'existence sont inscrits tout entiers sur un arc de 600 kilomètres, de Boston, au nord, où il naquit, à Richmond, au sud, dans la Virginie de ses jeunes années — un passant par Baltimore, Philadelphie et New York, villes où, par l'encre et le papier, il tenta de régner mais ne parvint qu'à survivre (1).

Aussi, pour qui met ses pas dans les siens, le voyage promet peu de périls, sinon ceux de quelques quartiers dévotement coupés et qui n'étaient que pavés quand le poète les habitait. Déplacé de 11,68 mètres pour ne pas être coupé en deux par la construction de Kingsbridge Road, le cottage de Fordham, son dernier logis, entouré de prairies dans les années 1840, est aujourd'hui au cœur de ce Bronx — où il en coûte au Blanc de s'aventurer si l'on en croit Tom Wolfe dans son *Bâtard des vanités*. L'étroite maison de Poe à Baltimore résiste dans une rue qui sent le crime et le crack.

Cent quarante ans après sa mort, le poète ne verrait pas matière à s'étonner de ce tiers-monde américain : dans ces Noirs défilés du tabac et du coton et désormais jetés sur le pavé des ghettos, rien ne contredit son scepticisme à l'égard de la démocratie toute neuve, ni même les sarcasmes du Sud esclavagiste pour la société « libérale » des Yankees. Que dirait Edgar Poe de Washington où, la nuit, de la bibliothèque du Congrès, l'on entend les tira des semi-automatiques, instruments de travail des dealers ?

En gants blancs

Mais le jour, quand les écoulements gris traversent avec nonchalance les allées qui séparent les trois fortresses aux noms présidentiels — Adams, Madison, Jefferson — de la plus belle bibliothèque du monde, alors, dans cette « Maison Blanche » de la culture, Edgar Poe se voit gratifié de tous les honneurs que l'existence lui refusa.

A la division des manuscrits du bâtiment Thomas-Jefferson, défendue comme la salle des coffres d'une banque suisse irradiée, le gardien en uniforme assis dans la tribune du seuil vous prie de quitter vos manteau, chapeau, sac, serviette pour les enfermer à clef dans un petit coffre et de n'emporter à l'intérieur ni encre, ni stylo, ni papier. Vous écririez au crayon, sur les feuilles fournies par la bibliothèque, avec les gants blancs qui interdisent aux épidermes gras le contact des documents fragiles. (Il faut prévoir le vol et la négligence, les vandalismes rares et pas encore répertoriés, les maniaques souillant les manuscrits par haine de l'auteur, les substances dissolvantes). Le fervent d'Edgar Poe subirait volontiers d'autres rigueurs pour approcher l'incomparable trésor enfermé ici sous le nom d'*Ellis and Allan Papers*.

Le Grand Siècle et la Bible

Sous la direction de
JEAN-ROBERT ARMOGATHIE
Achève la publication de



huit tomes 5 280 pages
Prix spécial 2 470 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Solais-Pères
75007 PARIS



Edgar Poe se voit gratifié aujourd'hui de tous les honneurs que l'existence lui refusa

Associé à son ami Charles Ellis, écossais comme lui, John Allan fut ce marchand de Richmond qui, sur la prière de sa femme, recueillit en 1811 le petit Edgar : l'enfant n'avait pas deux ans ; sa mère, la jolie actrice Elizabeth Poe, en tournée dans le Sud, venait de mourir à vingt-huit ans, tuberculeuse et misérable. Exportateurs de tabac, Ellis et Allan vendaient des graines et des tissus, des liqueurs et des porcs, des chevaux et des esclaves. A côté de la comptabilité et de la correspondance commerciale et familiale, tout est consigné dans leurs livres : état des marchandises, mouvement des navires, conséquences des guerres (dont celle de Napoléon).

En 1929, par l'acquisition de ces archives qu'elle réunit en 437 volumes, la bibliothèque du Congrès entra en possession d'un matériel sans pareil pour l'étude d'une firme marchande dans la Virginie de la première moitié du dix-neuvième siècle, sans savoir encore qu'un autre texte circulait entre les lignes, fil d'Ariane pour vingt ans de la vie d'Edgar Allan Poe : factures de médecins rappelant sa rougeole et sa coqueluche, notes du tailleur, observations du tuteur sur la conduite de l'orphelin, correspondance irremplaçable pour mesurer le conflit entre John Allan et le fier adolescent, et, encore, parmi les chiffres d'une facture, deux vers du poète de quatorze ans, intrus comme un graffiti.

Rêves de Virginie

Grâce aux *Ellis and Allan Papers*, témoins du printemps furtif que les factures n'ont pas évanoui, l'enfance et l'adolescence d'Edgar Poe nous disent pourquoi le poète se qualifiait de Virginien.

Au cœur de cette « Virginie des marées » matrice des Etats-Unis, Richmond, plus que tout autre lieu, raconte Edgar Poe et ce qu'il voulait devenir, à savoir l'opposé du poète maudit vu par Baudelaire. A l'âge des premiers amours, il avait pu croire ici que lui revenaient de droit la verdoyante élégance des plantations poussées jusqu'à la baie de Chesapeake, les demeures où le parquet brille comme la croupe des chevaux.

En bas de Main Street, où l'indice Dow Jones est affiché en lettres lumineuses, les trajets de jogging recommandés aux clients des palaces longent la rivière James, qui recevait encore les voiliers à l'époque où

qui travailla jadis au projet « Manhattan » de la bombe A.

Aujourd'hui, ce que Richmond compte de plus distingué veille sur le Musée Poe et rassemble dans un bulletin trimestriel, le *Poe Messenger*, tous les écrits, de l'article savant à l'anecdote futile, digne d'enretourner le culte quasi familial du poète. Est-ce une manière de compenser l'héritage dénié à l'orphelin par le marchand de tabac, dont la pierre tombale, au cimetière de Shokoe Hill, est oblique et que personne n'a redressée ?

Une heure d'autoroute vers l'ouest suffit pour atteindre, à la lisière de la Blue Ridge, Charlottesville où les étudiants de l'université de Virginie, qui sont aujourd'hui dix-sept mille, ne remarquent plus, sous les arcades de l'est, la chambre n° 13, à la porte remplacée par une vitre comme dans un appartement-témoin, aux bûches prêtes pour la cheminée depuis longtemps froide. Cuvée ultime de Thomas Jefferson, l'un de ces aristocrates du Sud inventeurs de la démocratie, l'université était toute neuve lorsque en 1826, à dix-sept ans, Edgar Poe occupa cette chambre, comme l'un des cent dix-sept étudiants de cette deuxième session.

Le jeu et les dettes

Rien n'a changé de la splendide ordonnance de colonnes et de frontons conçus par le vieil homme d'Etat, fervent des textes grecs et des formes de Palladio. Ici, déclassé parmi les fils de riches planteurs qui préféraient à Platon les beuveries et les bagarres, Edgar Poe eut beau être studieux, il n'obtint jamais que le strict nécessaire.

On sait qu'il joua pour gagner le superflu et que John Allan refusa de payer ses dettes ; que, ses études confisquées, Edgar quitta la maison de Richmond pour entrer sans ressources dans son écriture et son enfer constellé. Dans cette chambre n° 13, il avait déjà compris à quoi son destin l'exposait : elle fut, plus tard, le décor du plus transparent de ses contes : *Mystification* (2), qui nous dit que seul le mystificateur est grand, que le poète avance masqué, que la volonté de puissance est un secret.

Les Etats-Unis étaient vieux de cinquante ans et la littérature américaine vagissait quand Poe s'érigea son critique et son juge, mais la presse faillissait comme le pétrole (l'apparition du journal à 1 cent, en 1833, est une date de la démocratie). Au milieu d'une mer des Sargasses, les contes, les poèmes, les essais,

quasiment tous publiés d'abord dans les magazines, dessinent du nord au sud l'archipel Edgar Poe, la solitude d'un style, le prix d'une survie. Trente dollars pour le *Principe de la poésie*. Ses 855 articles de critique (longs de vingt à trente de nos feuillets !), grenades offensives contre les coteries de New-York et de Boston, les plumitifs repus, les éditeurs faisandés : formidable énergie dilapidée pour tant de cadavres, même si là s'ébauche le manifeste de la Beauté qui scintillera dans *Eureka*.

Des « coups de presse » trahissent le journaliste à sensation : à la « une » du *New York Sun*, ce *Canard au Ballon* camouflé en fait divers, qui ramena la foule. Le *Corbeau*, best-seller sans exemple en poésie, publié par vingt journaux, rendit célèbre du jour au lendemain le poète, dès lors condamné à le réciter sans fin au public de ses dernières conférences.

Qui ne se croirait victime d'une singulière hallucination en entendant cette voix parler du *Principe de la poésie* à Richmond même, tout comme en ce jour du 24 septembre 1849 ? Bostonien de quarante ans devenu acteur par dévotion pour Edgar Poe, Norman George se produisit sur la côte est depuis plusieurs années dans un one-man-show intitulé *Poe Alone*, reconstitution de la dernière conférence du poète.

Identifié à son modèle, dont il a pris la silhouette, l'accent et les tics, l'acteur offre à ses amis une plume de corbeau, et reconnaît qu'en dépit de sa nuit passée dans la chambre de Poe à Fordham pour capter des vibrations, il n'a entendu que le trafic du Bronx.

Un cow-boy mystérieux

Ces fantaisies accompagnent, au demeurant, une savante connaissance d'un héros décevant et poète. Norman George, tout simplement, est un membre de la tribu grandissante des Américains soucieux de rendre à Edgar Poe la gloire dont leurs aînés l'ont dépossédé.

A cette tribu appartient sans conteste le cow-boy mystérieux qui, récemment, déroba le buste de Poe installé depuis un demi-siècle au fond du Jardin enchanté, entre les murs du Musée Poe de Richmond. Quarante-huit heures plus tard, alertée par le propriétaire d'une auberge du comté de Chesterfield, éloignée de 40 kilomètres, la police dépêcha sur les lieux un enquêteur.

Au coucher du soleil, le bar était à peu près vide lorsque entra un homme bizarre, cheveux longs, bottes et chapeau de

cavalier, portant sous le bras un buste pesant qu'il déposa sur le comptoir et dont il dit qu'il l'avait trouvé dans une allée. Il commanda une chope de bière et une limonade, disposa la chope devant le buste, but son verre et paya. Puis, l'homme prit dans sa poche du méchant papier d'emballage et se mit à écrire. Cela fait, prétextant qu'il avait oublié quelque chose dans sa voiture, il sortit et disparut à jamais.

D'une dizaine d'Etats américains, mais aussi d'Italie et du Japon, quand la télévision eut montré le buste retrouvé, des télégrammes furent adressés à Bruce V. English. Sur le papier d'emballage laissé par le quidam, il reconnaît les vingt-huit vers d'un poème de jeunesse d'Edgar Poe, *Esprit des morts*.

Tant de remue-ménage pour un buste volé n'est pas insignifiant lorsqu'on sait qu'un président d'université, au début du siècle, refusa d'accueillir au Hall of Fame, parmi les gloires littéraires de l'Amérique, l'image d'Edgar Poe, « homme qui buvait et ne payait pas ses dettes » ; que personne à Baltimore, en octobre 1840, ne s'avisa de se demander, quand on trouva dans la rue le poète agonisant le jour des élections, s'il n'avait pas été drogué par les agents électoraux qui faisaient boire aux citoyens des cocktails de whisky au narcotique ; quand on mesure enfin de quels monceaux d'infamie, pendant cinquante ans, fut recouverte la mémoire d'Edgar Poe sous l'impulsion de l'ex-révérénd Griswold, porte-parole d'une opinion puritaine qui percevait dans l'existence piteuse du poète le châtiment d'une perversion, comme elle l'avait vu dans l'incendie du théâtre de Richmond.

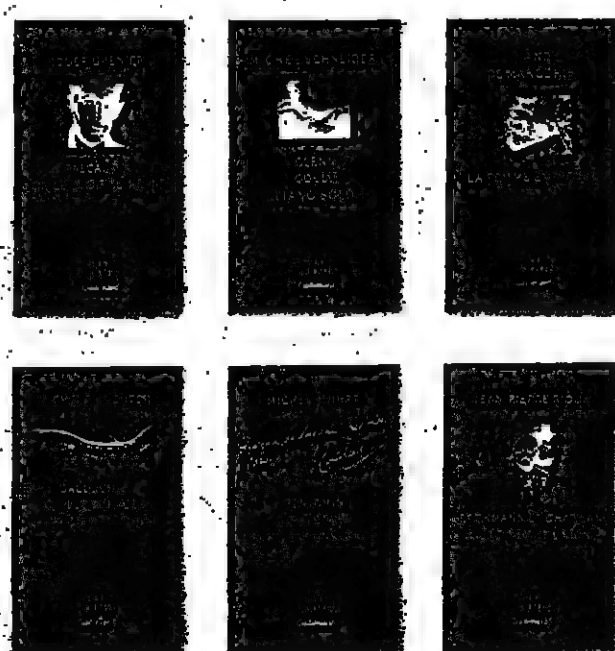
« Je ne crois pas », disait George Bernard Shaw, que Poe, dans tout le cours de sa vie, ait bu autant d'alcool qu'en absorbe pendant six mois tout Américain qui a tant soit peu réussi. » Dans le Sud qui, avant les autres — mais longtemps après Paris, Berlin et Moscou — accueille enfin la native son, le remords n'est pas absent.

A la gloire moderne d'Edgar Poe, la lecture ne suffisait pas, il lui fallait une réhabilitation, comme après une erreur judiciaire. Rien de plus abstrait que cette transaction posthume, et rien de plus conforme à l'usage. *Happy end post mortem*, privilège de l'écrivain.

Georges Walter

(1) Voir le Monde du 16 juin 1989.

(2) Traduit pour la première fois dans Edgar Allan Poe : Contes, poèmes, essais, éd. Robert Laffont, collection « Bouquins ».



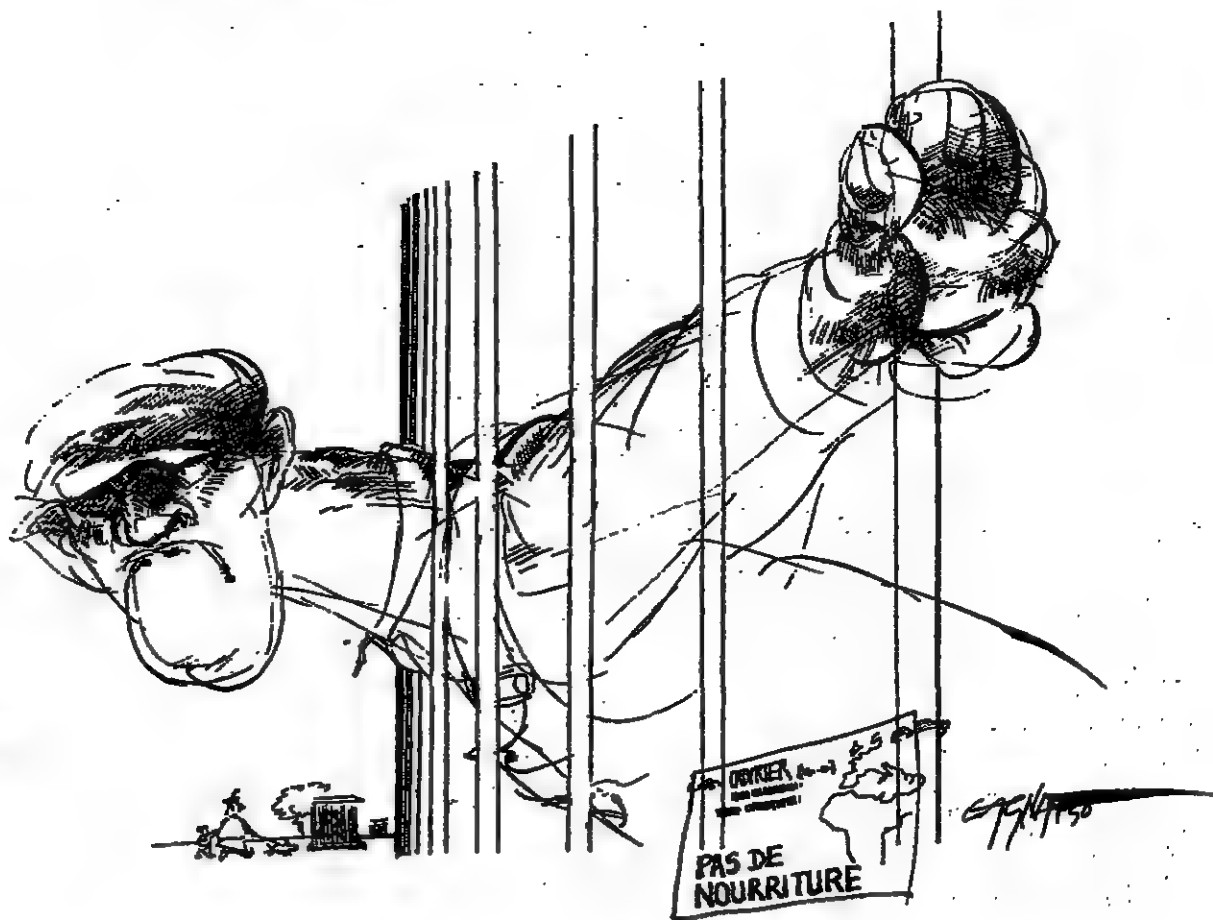
Des Vies
telles que la Mémoire
les Invente,
que notre Imagination
les Recrée,
qu'une Passion les Anime.



L'UN
L'AUTRE
GARNIER

Riches et pauvres

Le rapprochement des conditions sociales en France masque quelquefois la persistance de fortes inégalités qui, loin de s'effacer, tendent souvent à s'accroître. D'un côté, voici que les sociologues se passionnent pour la vie de château et les beaux quartiers : ils y constatent qu'à la fois tout change et rien ne change. De l'autre, des chercheurs s'aventurent sur les terres du prolétariat : ils observent que s'y produisent des évolutions importantes mais que le malheur ouvrier demeure.



« La classe ouvrière, ça existe »

Un entretien avec l'historien Gérard Noiriel, qui a lu pour nous le livre d'Olivier Schwartz sur un grand ensemble du nord de la France

« Comme spécialiste du monde ouvrier, le livre d'Olivier Schwartz vous semble-t-il rendre compte, au-delà du cas particulier de la population du Nord, de la condition ouvrière dans son ensemble ?

— Ce livre vient à son heure. Il montre que la classe ouvrière, ça existe. On avait un peu tendance à l'oublier, sous l'influence d'un double discours : d'une part, le discours célébrant la démocratie dans les pays occidentaux — réactualisé par le Bicentenaire de la Révolution française et par les événements d'Europe de l'Est — qui gomme les formes de contraintes, les discriminations, les injustices dont sont victimes les ouvriers dans la France d'aujourd'hui ; et, d'autre part, le discours sur l'immigration, qui masque souvent le fait que les immigrés constituent la composante la plus prolétarienne du monde ouvrier. À l'issue de ces deux angles de vue, on néglige les déterminants sociaux.

— Il est dommage que, dans le livre d'Olivier Schwartz, le problème de l'immigration soit complètement absent, alors que, à en juger par les noms mêmes de ses interlocuteurs, ceux-ci sont souvent d'origine polonaise. Il aurait été intéressant de voir en quoi leur culture, leur conception de la famille en particulier, ont conservé la marque de l'immigration. Mais il est vrai que son projet n'était pas d'analyser les trajectoires sociales des individus : ce qu'il propose, c'est une observation ethnographique, dans l'instant, focalisée sur des histoires personnelles. Ce n'est pas un reproche : toute enquête ethnographique est nécessairement limitée, l'essentiel étant d'indiquer ces limites, ce que fait Schwartz d'ailleurs.

— Vous-même, vous avez commencé par travailler sur le mouvement ouvrier avant de vous intéresser plus particulièrement à l'immigration.

— En étudiant l'histoire des ouvriers en Lorraine, je me suis rendu compte de la place énorme de l'immigration. En France, l'histoire de la classe ouvrière est incompréhensible indépendamment de celle de l'immigration. C'est pourquoi je me suis intéressé à ce qui apparaissait comme un trou béant dans les études historiques. J'ai prêté une attention particulière au processus de « nationalisation de la classe ouvrière », qui n'est pas sans rapport avec son adhésion massive au PC.

— Le monde de la mine, en particulier, a été constamment renouvelé par l'immigration : celle des Flamands au dix-neuvième siècle, des Polonais

à l'entre-deux-guerres, des Marocains plus récemment. Ce qui le différencie notamment du monde des mineurs anglais : il n'y a jamais eu chez nous de leader à la Scargill, fils et petit-fils de mineurs.

— Quand on parle aujourd'hui des immigrés, on oublie que la détermination sociale reste fondamentale et la variable immigration, souvent secondaire. L'école est un bon exemple : lorsque l'on compare les performances scolaires d'enfants d'ouvriers immigrés avec celles d'enfants d'ouvriers français, on constate qu'il n'y a pas plus d'échecs chez les premiers que chez les seconds.

Une stratégie de défense

— Olivier Schwartz observe, dans l'histoire récente du monde ouvrier, une valorisation de la

sphère privée. Qu'en pensez-vous ?

— Je ne suis pas sûr que ce phénomène soit aussi récent qu'il le dit. Qu'il y ait de nouvelles formes de « privatisation », c'est incontestable. Mais les historiens ont montré qu'il y a toujours eu chez les ouvriers cette stratégie de défense contre l'oppression et l'exploitation dans la sphère du privé. Tout le problème est de savoir comment on définit le privé et le public.

— Au dix-neuvième siècle, la rue peut fonctionner comme un espace privé. Il est vrai que l'univers de la mine, sur lequel a travaillé Olivier Schwartz, est presque caricatural, puisque c'est un univers paternaliste, qui a été structuré d'emblée, avant 1914, comme un espace fortement divisé entre privé et public. Dans cette conception, le privé était entièrement voué à la reproduc-

tion de la force de travail, comme on dit en langage marxiste. Toutefois, il y avait aussi, contradictoirement, des tendances du monde ouvrier à socialiser cet univers en fonction de ses propres normes.

— Ce combat, à mon avis, remonte à la fin du dix-neuvième siècle. Après la seconde guerre mondiale, on a assisté, il est vrai, à un desserrement des contraintes matérielles, ne serait-ce que par la réduction du temps de travail, qui a sans doute permis de faire revivre la cellule familiale. L'analyse du statut de la femme dans le milieu ouvrier est, de ce point de vue, un des apports majeurs du livre d'Olivier Schwartz.

— Cette privatisation touche inégalement les différentes catégories d'ouvriers. N'annonce-t-elle pas la fin de la classe ouvrière ?

— Plutôt que de la fin de la classe ouvrière, je préfère parler de son émiettement. Tout dépend, bien sûr, de ce qu'on appelle une classe. Si l'on entend par là un groupe mobilisable, avec une identité et un projet forts, alors oui, la classe ouvrière telle qu'elle se définissait depuis la fin du dix-neuvième siècle n'existe plus. Mais le danger des analyses en termes de fin de la classe ouvrière ou de fin du prolétariat, c'est de ne pas voir que les formes du malheur ouvrier se sont renouvelées, mais qu'elles sont toujours là. Auparavant, on avait affaire à un monde clos sur lui-même : c'était un ghetto pour ceux qui y étaient enfermés, mais c'était aussi une garantie de sécurité, que ne donne plus l'anonymat et l'atomisation des grandes cités.

Parti communiste et Front national

— Il est plus difficile aujourd'hui de différencier les ouvriers de l'ensemble des classes populaires : les caissières des grands magasins, par exemple, font un travail d'O.S., et elles sont souvent mariées à des ouvriers. Il y a eu incontestablement un recul de l'identité ouvrière, au niveau du profil professionnel (autrefois, dans le milieu de l'industrie lourde, l'image du père servait de modèle, et, à quatorze ans, le destin était tout tracé) et à celui du métier (les tâches d'O.S., interchangeables, n'ont plus la cohérence des métiers ouverts d'autrefois).

— On voit les conséquences de cette évolution dans la représentation politique : la liquidation des bastions industriels a affaibli le mouvement ouvrier, et cet affaiblissement a détruit, en retour, l'image que les ouvriers avaient d'eux-mêmes. Le Parti communiste représentait partiellement la culture de classe de la grande industrie à laquelle les ouvriers pouvaient s'identifier. Il reste aujourd'hui une sorte d'énergie flottante qui ne parvient plus à s'investir dans des projets collectifs, et qui peut être en partie captée par le Front national, comme l'ont montré dans des circonstances historiques dramatiques d'autres populismes d'extrême droite.

Propos recueillis par Thomas Fereczi

► Historien, Gérard Noiriel est l'auteur de *Longwy, immigrés et prolétaires, 1880-1980* (PUF, 1984), *Les Ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècles* (Le Seuil, coll. « Points », 1986), *Le Creuset français, histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècles* (Le Seuil, 1988).

Cinq ans au cœur du bassin minier

LE MONDE PRIVÉ DES OUVRIERS
Hommes et femmes du Nord,
d'Olivier Schwartz.
PUF, coll. « Pratiques théoriques »,
531 p., 195 F.

Ce n'est pas parce que la classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était qu'elle a disparu de la société française. L'enquête d'Olivier Schwartz montre en effet que, si l'exploitation a changé de forme, elle n'a pas cessé pour autant.

L'auteur a passé cinq ans, à raison de quatre jours par semaine, dans une cité ouvrière du Nord, au cœur du bassin minier. Enseignant dans une commune voisine, il a su nouer des liens de confiance et parfois d'amitié, grâce à l'entremise d'une de ses collègues et à la solidarité du réseau communiste, de près d'une centaine de résidents, dont certains sont allés jusqu'à l'accueillir dans l'intimité de leur vie privée : d'observateur extérieur il est ainsi devenu peu à peu un spectateur familier, capable de se faire oublier de ses interlocuteurs, ou du moins de limiter les « effets de censure » induits par sa présence.

Sur les vertus et les difficultés de cette méthode ethnographique, Olivier Schwartz s'explique, en termes clairs, dès le début de son livre. Il ne conteste ni les ris-

ques de la manipulation ni les tentations du voyeurisme, mais il tente avec beaucoup d'honnêteté d'en fixer les bornes. Ses scrupules aussi bien que ses aveux donnent à sa démarche un caractère exemplaire.

Les habitants des lots — le grand ensemble choisi par l'auteur comme terrain d'investigation — ont grandi dans le milieu de la mine, même si aujourd'hui celle-ci est « quasiment morte ». En fait, ils ont connu, dans leur vie personnelle, plusieurs étapes qui constituent comme autant de strates de leur univers social. Il y eut d'abord la grande époque de la mine, qui a pris fin dans les années 60 et qui a marqué l'enfance de la plupart d'entre eux : une réelle « communauté de classe » existait alors, envers et contre tout, au sein d'un « enfermement social » qui faisait de la mine un monde à part.

Il y eut ensuite, dans la première moitié des années 70, l'ouverture à la société de consommation, ce qu'Olivier Schwartz appelle l'ère de la « déprolétariation possible » ou, pour les plus euphoriques, de l'« embourgeoisement ouvrier » : avec le passage de la mine à l'usine, se produisit un « profond remodelage de l'existence ouvrière » qui renforça l'importance du « pôle familial et privé ». Il y eut enfin, dans les années 80, le basculement dans

un chômage de masse, qui entraîne la « précarisation » et, selon de multiples modalités, subies ou assumées, un reflux vers le foyer.

Chacune de ces trois strates de l'histoire socio-économique est présente, sous une forme ou une autre, dans la condition actuelle de la population des lots, mais l'un des effets les plus nets de ces changements est « une privatisation des modes de vie ouvriers ». C'est cette évolution qu'Olivier Schwartz se propose de décrire. « On peut la caractériser, explique-t-il, non pas comme un déclin pur et simple des espaces sociaux au profit des espaces privés, mais par le fait que les seconds opposent aujourd'hui aux premiers une concurrence beaucoup plus forte. »

Echapper à l'enfermement

L'importance croissante du « monde privé des ouvriers » se traduit chez les uns par une tentative d'appropriation d'espaces extérieurs au monde du travail (le café, le jardin, mais aussi les signes de la promotion sociale, tels que l'accumulation des biens ou l'avenir scolaire des enfants), et chez les autres, au contraire, par un repli sur la maison, considérée comme un refuge protecteur en cas de chômage.

Une telle modification des comportements ne va pas sans susciter des conflits au sein même de la famille puisque le partage traditionnel des tâches entre l'homme et la femme (à l'un le travail, à l'autre le foyer) se trouve ouvertement remis en cause.

Par-delà la diversité des trajectoires ouvrières face à la crise, c'est encore « la netteté de la division des rôles dans les familles ouvrières » qui assure, selon lui, l'unité de la classe. Elle a pour principale conséquence de maintenir les femmes à la maison, même si beaucoup d'entre elles se rebellent contre ce destin, et pour effet second de rendre presque inextinguible l'effort des hommes pour construire « un monde privé » qui leur permette d'échapper à l'enfermement de leur condition. « Car il n'y aura de vraie autonomie dans la sphère privée ouvrière, conclut justement l'auteur, que si ses membres, en même temps, se désenferment, sortent des territoires subalternes et accèdent à tous les lieux sociaux. »

On le voit, le travail d'Olivier Schwartz n'est pas seulement une riche et minutieuse description de vies d'ouvriers, il est aussi, à maints égards, une réflexion critique et, en dernière analyse, politique sur notre société.

T.F.

THÉOLOGIE HISTORIQUE 80

VOUS FEREZ CE CI
EN MÉMOIRE
DE MOI

ANNONCE ET SOUVENIR
DE LA MORT DU RESSUSCITÉ
par
BERTRAND DE MARGERIE
PRÉFACE
D'ANDRÉ MANARANCHE

Une compréhension exhaustive
de la parole de Jésus
Faites cet ouvrage mon mémorial

156 FF 354 pages

BEAUCHESNE
24, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

مكتبة الخليل

Les grandes familles

Distinguées par l'éducation, la culture, la fortune, les élites françaises ont encore de beaux jours devant elles

L'ENFANCE AU CHÂTEAU
d'Eric Mension-Rigau.
Préface de Jacques Revel.
Rivages, 320 p., 130 F.
LES HOMMES D'ARGENT
de Christian Bouyer.
Orban, 300 p., 140 F.
LE BOURGEOIS ET LE BIEN-ÊTRE
de Remy G. Saisselin.
Traduit de l'anglais
par Jacqueline Degueret.
Albin Michel, 224 p., 120 F.
LES BOURGEOIS DU NORD
de Bonnie Smith.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marie-Ally Revellat.
Perrin, 236 p., 145 F.

Les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Ce n'est pas seulement un slogan de propagande mais le résultat le plus tangible, à l'échelle de la nation comme à celle de la planète, de ce qu'on a appelé la « crise ». Les nantis ont traversé ces années de tempête sur un paquebot, les déshérités sur un radeau de planches disjointes. On a relevé quelques cas de mal de mer chez les uns, vite soignés au champagne ; on déplore de nombreux disparus chez les autres. Pendant ce temps-là, on a fêté le bicentenaire de la Révolution française et joyeusement enterré avec le marxisme le concept de lutte des classes.

On est donc un peu surpris lorsque Eric Mension-Rigau présente son étude sur *« l'enfance au château »*, sous-titrée *« l'éducation familiale des élites françaises au vingtième siècle »*, comme un sauvetage de la mémoire mené de toute urgence. La France des châteaux ne paraît pas devoir s'éteindre de sitôt, qu'il faille à la hâte en recueillir les derniers souffles ; aristocrates et grands bourgeois ne semblent guère des espèces en voie de disparition, qui l'impôt sur les grandes fortunes promettrait à une prompte agonie.

Mais Eric Mension-Rigau a construit un objet historique beaucoup plus fragile. Foin des enrichis et des parvenus de toute

graisse, des formées de l'épicerie et de l'immobilier, des Tapie et des Lagardère. Ce qui le fait rêver, ce sont ces familles qui peuvent aligner pour le moins cinq ou six générations de bonne noblesse ou de fibre bourgeoise et qui n'ont jamais eu le sentiment d'avoir à gagner leur vie puisqu'elle leur était tout entière offerte en naissant.

La guerre de 1914, la crise de 1929, l'avènement d'une civilisation technicienne et mondialiste réclamant savoirs spécialisés et connaissances utilitaires ont effectivement sonné le glas de ces castes traditionnelles qui ont dominé la société française pendant plusieurs siècles. Même si ces grandes familles sont demeurées opulentes et influentes, elles sont aujourd'hui formées par le moule commun : celui du travail, de l'université et des grandes écoles, de l'efficacité, de la concurrence et des valeurs éthiques de la démocratie.

Apprendre son rôle

Les quatre cents personnes — nées entre le début du siècle et 1930 — qui ont accepté de répondre au questionnaire très minutieux de Mension-Rigau parlent d'*« avant »*, des derniers feux d'un monde aux confins immuables où la naissance déterminait un rang, et le rang une manière d'être, une différence irréductible, que l'éducation avait pour fonction de reproduire et de théâtraliser. Leur essence faisait plus que précéder leur existence, elle en tenait lieu. Vivre, c'est apprendre son rôle jusqu'à dans ses moindres mimiques, le répéter durant l'adolescence et la jeunesse, puis le jouer en ayant soin d'en transmettre toutes les répliques à ses enfants, avec autant d'attention et de scrupule qu'on leur transmet le château, l'histoire de la famille, la religion et la vision d'un monde qu'on s'acharne à vouloir immobile.

L'historien, à coup sûr, éprouve de la tendresse pour ses

personnages. Ses exigences scientifiques ne chassent ni les parfums de nostalgie qui émanent de ces évocations d'ordre et d'harmonie ni le sentiment qu'il s'est perdu quelque chose d'irremplaçable : un style haut inséparablement manière d'être et manière d'écrire, qui s'exprime ici avec autant de sève que d'humour.

On peut bien s'offusquer de la morgue, de l'égoïsme, de l'étroitesse d'esprit de ces privilégiés à qui il arrive d'aimer leurs domestiques à l'égal de leurs chiens et de leurs chevaux ; on peut, comme le fait l'auteur avec précision, démonter les mécanismes d'une éducation dite « d'élite » conduisant non à l'ouverture sur le monde mais à un enfermement dans les limites d'un petit théâtre de convenances où l'être est entièrement dévoré par le paratexte et l'individu réduit au nom qu'il se conserve quelque chose de ce monde-là : le goût d'une qualité et d'une excellence qui ne semble pas devoir survivre à nos appétits de consommation et de nouveauté.

On reprocherait alors au questionnaire d'Eric Mension-Rigau d'avoir été encore trop discret, de ne rien nous laisser apprendre sur l'éducation des sens, sur l'économie des sentiments, sur l'éveil de la sensibilité, sur ces moments de la vie où l'apprentissage doit se conjuguer avec la découverte, avec le trouble, avec la révolte. Ces enfants du château sont trop paisibles pour être entièrement vrais.

Le pouvoir de l'argent

Pour ces familles, foncièrement catholiques — mis à part une petite frange, très bien décrite, de la haute société protestante, — traditionalistes, monarchistes jusqu'à une date récente et politiquement conservatrices, la Révolution française demeure le traumatisme majeur, la cassure dans le fil de l'histoire. Or, en ce qui concerne la

fortune, elle n'a pas profondément modifié le paysage français. Après d'autres, Christian Bouyer le souligne : les grands propriétaires terriens — les grandes familles nobles — qui possédaient la majeure partie du territoire français à la veille de 1789 ont, pour la plupart, retrouvé leurs biens, pour les uns dès l'Empire, pour les autres au moment de la Restauration, quitte, pour consolider le patrimoine, à contracter des alliances avec les nouveaux riches, profitant de la vente des biens du clergé, banquiers annoblis ou industriels. On peut, pour amuser la galerie et cultiver l'orgueil de caste, refuser de s'associer, lorsqu'on est noble d'Ancien Régime, à la table d'un baron d'Empire, ces enfantillages de détail ne mettent pas en cause le compromis historique passé au dix-neuvième siècle entre gens de fortune de tous bords ; et l'aristocratie la plus vétilleuse quant à la comptabilité des quartiers de noblesse sait bien ce qu'il en coûte de tenir son rang.

Ce n'est pas la république qui a inventé le pouvoir de l'argent. Il n'est donc pas inutile d'analyser, comme le fait Christian Bouyer dans *« l'histoire des grandes fortunes de France du dix-septième siècle à 1914 »* pour montrer, au-delà des événements, ce qui change et ce qui perdure dans les mécanismes qui président à la naissance, à l'évolution et à la mort des richesses. Mais le sujet était peut-être trop vaste pour les capacités de l'auteur, la documentation trop importante, la problématique trop complexe. Christian Bouyer, enfermé dans la cage d'Alf Babi, a été enseveli sous les tonnes d'or. Plutôt que d'essayer de surmonter, il a creusé des tunnels sous les trésors : des monographies, pas toujours de première main, de quelques fortunes — comme celles de la tribu Mazarin, d'Oberkampf, des Schneider ou des Peugeot — qui, mises bout à bout ou éclairées par la petite bougie d'une

science financière un peu pâlotte, ne tiennent pas ce que le projet promettait.

On voit beaucoup mieux comment fonctionne la fortune dans l'éclairage indirect qu'en donne une historienne américaine, Bonnie Smith, dont ce n'est pourtant pas le propos. *Les Bourgeois du Nord* sont en effet une étude d'anthropologie historique sur le rôle social des femmes dans l'organisation des grandes dynasties industrielles du nord de la France. Le tableau est captivant, dans ses structures comme dans son mouvement. Passant de l'ère des marchands à celle de l'industrie, la famille bourgeoise nordique évolue. La femme, jusqu'alors présente et active dans les affaires, se trouve brutalement reléguée, réduite à des fonctions de reproduction, de dame d'œuvres, de maîtresse de maison et d'éducatrice. Les affaires, c'est-à-dire aussi, dans ce milieu très fermé, les stratégies dynastiques et patrimoniales, sont du domaine exclusif des hommes. Mais ce n'est pas l'équilibre qui naît de cette division radicale du travail, pas la douce harmonie décrite par Mension-Rigau, mais un divorce des mentalités.

La mise à mort de l'œuvre

Réduites aux trois « K » énoncés par Bismarck — *Kirche, Küche, Kinder*, l'église, la cuisine, les enfants, — les bourgeois du Nord font de cet enfermement une culture de repliement qui va les opposer, silencieusement mais fermement, à celle des hommes. Quand ceux-ci, par le dynamisme de leurs affaires, leur ouverture sur le monde, acquièrent une vision moderniste, démocratique et volontiers voltairienne, ces dames campent dans la tradition, les vertus domestiques, le conservatisme social le plus rigide et les conceptions éducatives les plus rétrogrades. Et comme elles élèvent aussi les garçons, les futurs

chefs, les continuateurs de la dynastie, les hommes s'alarment d'avoir des épouses aussi conformes à ce qu'ils attendaient d'elles. Ironie de l'histoire : la conscience libérale va travailler à réformer l'éducation des filles pour continuer à se procurer des garçons et des gendres aptes à diriger les entreprises. L'éducation familiale des élites françaises consiste à reproduire un modèle. Mais lorsqu'il y a deux modèles...

Cette contradiction se retrouve, à un autre niveau, dans l'héritage du goût. Les interviewés de Mension-Rigau ont tendance à affirmer que ce « goût des belles choses » est inné dans leur classe ou pour le moins qu'ils en ont acquis l'instinct par imprégnation du milieu. Or ce goût est pour le moins sujet à caution. Même s'il se montre parfois plus péremptoire que réellement convaincant dans ses affirmations, Remy Saisselin ne sera pas contesté lorsqu'il décrit la mise à mort de l'art qu'effectue le goût bourgeois.

Avec son entrée dans les salons particuliers des « élites », l'œuvre d'art devient objet de consommation, manière d'afficher sa culture et son capital. Le paradoxe qui accompagne nécessairement l'idéologie du rang conduit au dix-neuvième siècle et au vingtième à « bibelotiser » l'art et à n'en faire qu'un produit de marché. Saisselin décrit avec beaucoup de verve ce monde d'experts, de marchands, de faux amateurs et de vrais spéculateurs qui prospère sur le désir de parade des riches à partir du moment où il ne peut plus se séparer du désir, tout aussi puissant, de faire de bons investissements.

Eric Mension-Rigau nous fait rêver avec l'image d'un monde clos mais un qui va disparaître dans la tempête de l'histoire. C'est une image équivoque. La réalité est probablement différente : il n'y a pas d'usage innocent de l'argent.

Pierre Lepape

Le rêve de l'intellectuel

Jacques Rancière fait revivre pour nous le drame de la conscience moderne : l'impossible fusion des classes.

COURTS VOYAGES AU PAYS DU PEUPLE
de Jacques Rancière.
Seuil, 190 p., 72 F.

Poursuivant son exploration de l'utopie révolutionnaire, commencée en 1981 avec *La Nuit des prolétaires* (1), Jacques Rancière, qui enseigne l'esthétique à Paris-VIII, nous donne aujourd'hui son interprétation de quelques récits de voyages littéraires ou cinématographiques, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. Des voyages un peu particuliers, à vrai dire, puisqu'il s'agit de voyages à la rencontre de cet « autre peuple » qu'on appelle simplement « le peuple » — héros et principal témoin, mais témoin à jamais introuvable, de la possibilité de l'utopie.

Le 13 juillet 1790, le poète Wordsworth débarque pour la première fois en France. Il y séjournera à diverses reprises durant la Révolution. Il y laissera même un enfant — fruit

d'amours éphémères avec une servante des bords de la Loire, — dont l'abandon est aussi le symbole du retour de Wordsworth, après un bref enthousiasme pour les idéaux populaires, vers les valeurs établies.

En 1833, c'est le dramaturge Georg Büchner qui, à Strasbourg, croise un missionnaire saint-simonien et comprend alors que la Révolution est (toujours déjà) finie — thème central de *La Mort de Danton*.

Quelques années plus tard, Michelet, à la recherche de la Femme et du Peuple, croit saisir ses deux fantasmes en la personne d'une domestique qui lui accorde ses faveurs. Les amours ancillaires seraient-elles donc la seule façon pour un intellectuel de comprendre le prolétariat ? Mais cette improbable « communion » ne saurait durer longtemps. Michelet est universitaire, il a des livres à écrire, le « beau monde » le reprend.

Autres parutions

• *Villes ouvrières 1900-1950*, textes réunis par Susanna Magri et Christian Topalov, L'Harmattan, 239 p., 130 F. — Douze essais sur la vie ouvrière dans les grandes métropoles industrielles au cours de la première moitié du XX^e siècle, en particulier dans l'agglomération parisienne.

• *Au labour des dames. Métiers masculins, emplois féminins*, de Margaret Maruani et Chantal Nicole-Dracourt, Syros, 192 p., 79 F. — Une passionnante analyse sociologique qui montre comment la société

construit la différence entre emplois féminins et masculins, notamment par les « inventions » du travail à temps partiel et de la qualification.

• *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique*, de Philippe Sassier (Fayard, 450 p., 150 F.). — Des dialogues socratiques aux Restaurants du cœur, les réflexions successives sur la pauvreté perçues non comme le reflet de la condition réelle des pauvres, mais comme l'image du malheur nourrie par chaque époque.

L'histoire se poursuit avec un épisode de la vie amoureuse de Rainer Maria Rilke qui, vers 1913, s'éprouve à une jeune ouvrière croisée au coin de la rue Notre-Dame-des-Champs, et avec quelques plans d'un film de Roberto Rossellini, *Europe 51*, dans lequel Ingrid Bergman, incarnant une bourgeoise dont le fils s'est tué, part explorer les banlieues ouvrières d'une moderne métropole pour essayer de comprendre les égarements du cœur qui conduisent au suicide. Mais le plus beau des récits que nous conte ce livre est incontestablement celui du prolétaire Claude Genoux, qui, pour vivre mieux, part « faire des affaires » en Amérique et se retrouve vers 1840 chassant la balaine blanche — y-a-t-il plus beau symbole du rêve ? — du côté du cap Horn, aux antipodes de la raison.

Au fil de ces « courts voyages » dont chacun a valeur d'initiation, Jacques Rancière fait revivre pour nous ce drame majeur de la conscience moderne : l'impossibilité de la Révolution et de la « fusion » des classes sociales. Mais l'intellectuel, même s'il sait que son amour pour l'ouvrier (ou l'ouvrière) aboutira à un échec dans le réel, ne peut s'empêcher de continuer à y rêver.

Dense mais chargée de nostalgie, l'écriture de Rancière le laisse entendre à chaque page : que deviendrait la vie sans utopie ? Que deviendrait le monde, si les hommes cessaient de vouloir le changer ?

Christian Delacampagne

(1) Fayard.

Chronique d'une vie ordinaire

LE JOURNAL D'UN MANŒUVRE
de Thierry Metz.
Préface de Jean Grosjean.
L'Arpentier/Gallimard, 125 p., 78 F.

Thierry Metz ne possède, à trente-deux ans, aucune qualification professionnelle. Au gré des « missions » que lui confient des agences de travail temporaire, il travaille dans des abattoirs, des usines, des entrepôts, etc. Nul ne soupçonne, partout où il passe, que ce manœuvre est, aussi, un poète (1). De ce jardin secret, Thierry Metz a extrait, aujourd'hui, les plus belles feuilles de son journal intime.

Les amateurs de misérabilisme seront vite déçus. Thierry Metz écrit pour subvertir le réel. Aussi, même s'il dit le travail vécu comme « une absence »,

aucune jérémiade n'entache son témoignage.

Thierry Metz, qui de l'avenir a fait table rase, n'investit dans aucune illusion, même pas dans les « mots qui scindent la colère ». Mais qu'un oiseau pose son chant près de lui et, aussitôt, cet homme de peu de rêves à l'impression que son corps, lesté de fatigue, est moins lourd à porter.

« Qui nous parlera de l'achevé où nous sommes toujours ? », questionne Thierry Metz, dont l'écriture dépouillée à l'extrême exprime l'essentiel en peu de mots. On songe, en le lisant, aux poèmes de Georges Perros. Quand « la vie ordinaire » devient merveille parce qu'un écrivain la colore de sentiments, le lecteur s'arrache, lui aussi, du quotidien.

« Dans le calendrier des soifs » qui est le sien, Thierry

Metz vit ses jours de liberté conditionnelle comme des sursis. Les dimanches, il marche afin de « sortir un instant de ces besoins qui n'écourent pas ce que nous sommes » et, parfois, dans les champs qui bordent la Garonne, il rencontre « la colère noire du coquelicot ».

« Aujourd'hui : c'est le mot qui passe par nos mains. Un mot qui dure. Qui s'use lentement. Qui nous efface en devenant mémoire. » Cette fatalité, Thierry Metz la combat de la plus belle manière qui soit en notant, jour après jour, toutes les émotions qui le traversent. Nul doute que si « le poète » était une qualification professionnelle, Thierry Metz ne serait plus considéré comme un manœuvre !

Pierre Drachin

(1) Sur la table inventée, Jacques Brémont, 1989 : Dolmen, Cahiers Frotard, 1989.

Des sœurs, des frères

Les méconnus du roman familial.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 192 p. 89 F. En librairie.

autrement

FRANÇOIS THIBAUX
La nuit d'Adrien Laure



LE DÉSEPOIR RACHETÉ PAR LA LITTÉRATURE

Les mots-lumières de François Thibaux

Louis Nucera - Le Monde

108 p. J. Clartès 85 F

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Vivre ou écrire...

Bernard Pingaud choisit la vie et dit adieu à Kafka
qui sacrifia tout à l'écriture

ADIEU KAFKA
de Bernard Pingaud.
Gallimard, 356 p., 120 F.

Proust, Kafka, Joyce : une conception sacrificielle de la littérature a dominé la première moitié du siècle. Écrire, c'est ne pas vivre, ou si peu, et s'enfermer dans l'œuvre à faire, comme Franz (double maléfique de Kafka), le criminel de guerre qui s'est retranché du monde pour adresser aux habitants masqués des placards, ces crabes, ces cloportes de l'avenir, un interminable plaidoyer, demandant l'acquiescement, parce que ce siècle est une mère, qu'elle accouche, dans le sang et l'horreur, de l'homme futur, beau et bon, si peu imaginable qu'il nous semble un monstre, parce que sous son regard nous nous savons monstrueux. La *Métamorphose* de Kafka annonce cette transformation de l'homme du vingtième siècle en coupable de naissance. Un autre Franz K. apparaît maintenant, comme pour signifier à ce siècle qu'il est fini, et tourner la page.

Pour tourner la page, il faut l'écrire, dit Paul Nizon. En écrivant Kafka, sa vie, ses écrits, Bernard Pingaud entend faire ses adieux à la littérature de la culpabilité, de la séquestration, du procès perdu d'avance. Les deux influences majeures que s'est choisies cet écrivain-essayiste de soixante-sept ans, celle de Sartre et celle des nouveaux romanciers, sont aussi celles qu'il congédie en les honorant à travers le maître commun à l'un et aux autres : Kafka.

On se rappelle quelle mégalomanie animait le projet de Sartre avec les *Mots* : faire ses adieux à la littérature par un texte si littéraire qu'il mettrait fin au même coup à la littérature qui a présidé à sa naissance. Le *Concerto to end all Concertos* de Jean Kerouac, en somme. En finir avec la littérature de la névrose par une surenchère définitive. Qui ose-

rait écrire encore sur le mandat de l'écrivain après les *Mots* ? Bernard Pingaud n'a pas cette mégalomanie ; mais il n'est, heureusement, ni humble ni modeste non plus ; son projet, de part en part littéraire, mais débouchant sur la vie, relève plutôt d'une sagesse enfin conquise. Il n'a pas voulu ou pas pu (on en jugera comme on voudra) procéder à l'absolu sacrifice de soi qu'impliquent les engagements littéraires névrotiques de Proust, de Kafka, de Joyce et celui, tout aussi radical, de Sartre, mais que ce dernier a prétendu dépasser en activisme d'intellectuel par le sacrifice de la littérature elle-même.

Pour Pingaud, il s'agit de remettre ses pas dans ceux de Kafka, mais avec amitié, en dédramatisant par une affectueuse distance ironique et un humour nimbé d'élégante tristesse l'auto-ironie cruelle et désespérée de l'écrivain pragois. Ainsi réinvente-t-il des histoires que Kafka aurait pu écrire, en lui inventant un double, vicieux, nommé Franz Klaus, dont la biographie et les récits ressemblent, parfois à s'y méprendre, à ceux de son contemporain tchéco.

Le coup de maître de cet *Adieu Kafka*, qui se présente comme l'édition critique des manuscrits d'un écrivain inconnu, par un ami non-écrivain, est d'avoir dédoublé l'auteur dans le livre lui-même, qui devient le roman de l'écriture et le dialogue d'un auteur avec une œuvre. Bernard Pingaud s'incarne en effet dans les textes de Franz K., mais tout autant dans la préface et les notes et commentaires de Max B. qui édite ces textes, en 1948, trois ans après la mort de l'auteur dans le camp de Dachau (il avait été arrêté avec sa compagne Julie), et quatorze ans après que ce collègue de bureau solitaire, un peu distant et réservé, eut soudain disparu pour aller vivre en Allemagne.

A sa grande surprise, il reçut un jour un paquet de ses « griffonnages » accompagnés d'une lettre lui enjoignant de les brûler ou d'en faire ce que bon lui semblerait. Max B. a connu Franz K. dans la compagnie d'assurances où ils travaillaient ; l'un était politicien, socialiste militant, l'autre se vouait tout entier à l'écriture nocturne, jetant sur le papier son absolue solitude. Franz K. démissionna un jour de février 1934 ; Max B. se préoccupait alors surtout du sort des dirigeants pourchassés par le gouvernement Dollfuss qui avait dissous le Parti socialiste autrichien. Il émigra en France, puis aux États-Unis, et il apprit la mort de Franz K. seulement lorsqu'il revint à Vienne après la guerre.

Finir

« comme un chien »

Disparaître, cela avait été le fantasme permanent de Franz Klaus (on se rappelle que le premier titre de *l'Amérique* de Kafka était *Der Verschwindene*, « le Disparu »). Disparaître, s'effacer progressivement du monde en ne laissant pour trace affirmative qu'une écriture infinie, paradoxalement promise par son auteur au feu ou à l'oubli, finir « comme un chien » (comme le Joseph K. du *Procès*), tel a été le fantasme constitutif de ce qu'on pourrait appeler l'écrivain absolu, qui a pris tour à tour la figure de Proust, de Kafka, de Joyce (et de Beckett, leur héritier). Que ce fantasme ait correspondu chez Kafka à une idiosyncrasie (dont les fanatismes épistolaires et la rupture avec Felice Bauer révèlent le fond de terreur sexuelle) et à une situation historique réelle (dont la disparition de ses textes dans le camp de la mort fait figure d'emblème), nul n'en est plus intimement conscient que Bernard Pingaud.

On connaît l'itinéraire intellectuel de celui-ci : une jeunesse

d'extrême droite par imprégnation familiale, la tentation fasciste par radicalisation de la position paternelle, la prise de conscience, après la guerre, de l'horreur sur laquelle reposait la révolution nationale-socialiste et antisémite, l'impossibilité d'adhérer au stalinisme, le compagnonnage avec Sartre aux *Temps modernes*, le ralliement au Parti socialiste après 1968, pour promouvoir une politique culturelle, et d'abord une politique du livre. Tout cela n'est pas au déclin de l'œuvre, patiemment construite avec des romans rares et quelques essais clairs, mais certainement à ses dépens : comme pour faire triompher la vie sur la tentation de l'écriture solitaire plutôt que solitaire.

Adieu Kafka est une œuvre, une vraie, qui restera parce qu'elle se concentre toute l'expérience littéraire, spirituelle, affective, intellectuelle, politique, d'un écrivain conscient de son époque et qui en a vécu les contradictions comme les siennes propres. Le style de Pingaud, cette limpidité, cette précision, cette façon de valser avec un sourire froid les sanglots qui montent à la gorge devant la douleur de ce temps, sa solitude historique, ses fractures peut-être définitives, nous valent un livre extrêmement émouvant, digne de Kafka dont il voudrait prendre congé. Mais sort-on des arbres avec des moyens d'arbre, comme le disait Ponge ?

Le salut que fait entrevoir Max B. dans ses derniers commentaires discrètement autobiographiques se trouverait dans l'amour d'une femme, dans la préférence donnée à la vie sur l'écriture. Encore fallait-il l'écrire, cet espoir mis dans un être défini, dans le cœur : savoir que, quatre ans après sa mort, cette femme va encore exaspérer les imbéciles.

On entend déjà leurs moqueries sur la répétition des « *Cher petit être* », « *mon amour* ».

Suite de la page 21

Ra 1947, avec une énergie qui n'a pas faibli depuis ses vingt ans, elle part à l'assaut de New-York comme elle bravait les intempéries sur les chemins de montagne et éprouve un immédiat coup de foudre pour cette ville : « J'ai descendu à pied tout Broadway et je trouvais cette ville d'une beauté, d'une grandeur qui touche à celles des montagnes — en même temps, c'est tellement une ville qu'on n'a plus envie d'en visiter une autre après celle-ci (...) Je voudrais rester quelque temps sans connaître personne, ici, tant cette ville me fait chaud au cœur. On s'y sent libre. Personne ne vous regarde, même à l'hôtel c'est impersonnel, c'est agréable. »

La dernière lettre publiée, qui date de 1963, se termine par « Je m'enfonce de vous (...) Je vous embrasse, petit vous autre. » Le choix fait, à vingt et un ans pour elle, et le pari a été tenu : ce lien survira, par la seule force de l'amour et de la complicité intellectuelle — sans mariage, sans enfant, — à tous les affrontements de la vie, à toutes les séparations, à toutes les curiosités acceptées, à l'« encombrement » qu'apportent nécessairement la liberté et la passion des autres.

Qui aime vraiment la vie ne peut que trouver ces lettres délectables. Encore faut-il faire partie de ces « survivants » qui se réjouissent de lire quelque huit cents pages en culbute, pour un temps, le reste du monde (mais ceux-là sont plus nombreux que ne le pensent les pessimistes).

A la fin du livre, au bonheur d'avoir passé, une fois de plus, de longues heures avec deux des personnes les plus passionnantes du siècle, s'ajoute, pour qui a aimé Simone de Beauvoir, une jubilation, pas très noble peut-être, mais tellement satisfaisante pour l'esprit et le cœur : savoir que, quatre ans après sa mort, cette femme va encore exaspérer les imbéciles.

On entend déjà leurs moqueries sur la répétition des « *Cher petit être* », « *mon amour* ».

« mon cher, cher amour », « mon doux petit », « cher petit vous autre », sur l'usage de codes que seuls comprennent ceux qui s'aiment dans la complicité — « Vous êtes un fameux petit philosophe, mon bon petit, il faut que vous commenciez à faire un système puisque vous avez le temps » — et la multitude des phrases sur le manque, la vacuité de la vie sans Sartre, les « tout ce que je peux avoir de la vie sans vous, je l'ai — mais ce n'est rien » (14 novembre 1940), et autres « au revoir mon petit, j'ai le cœur si gros, je n'en peux plus de vivre sans vous ». Ceux-là, outre leur jalousie de cette tendresse naïve, vont être, au fond, révoltés de voir Simone de Beauvoir affirmer avec le plus grand naturel et une absolue tranquillité, presque de l'immocence, son goût intense pour tout ce qu'ils lui reprochaient de refuser : le corps, la curiosité des amours, la liberté de les dire, l'humour, l'invention quotidienne d'une vie à deux, unique.

Joeyane Savigneau

Journal de guerre. — En même temps que cette correspondance, paraît un fragment du journal de Simone de Beauvoir, sous le titre *Journal de guerre, septembre 1939-janvier 1941*, dans une édition elle aussi présentée, établie et annotée par Sylvie Le Bon de Beauvoir. Une partie de ce journal a été reprise (expurgée) dans la *Force de l'âge*, et la comparaison des deux versions est fort intéressante. Le récit fait dans ce journal recoupe évidemment celui des *Les Temps* à Sartre. S'y ajoutent les impressions de Simone de Beauvoir lors de sa visite clandestine au soldat Sartre à Brumath, en novembre 1939, et l'évocation des jours de permission de Sartre à Paris en février 1940. Dans ce dernier épisode, le Castor et Sartre se demandent « s'il ne vaudrait pas mieux être tous sa vie fidèle à une seule personne ». « Nous sommes un petit peu stériles tous deux de nous sentir des vies si empêtrées, si encombrées », constate Simone de Beauvoir. Mais ils ont « vaillamment » résisté. Les « fantasmes » prendront évidemment à ce journal un plaisir égal à celui que leur donne la correspondance. (Gallimard, 372 p., 110 F.)

LA PENSÉE
DE GEORG SIMMEL
de François Léger.
Éditions Klincksieck, 374 p., 190 F.
J.-L. MORENO
ET LA TROISIÈME RÉVOLUTION
PSYCHIATRIQUE
de René Marneau.
Éditions A.-M. Métailié, 293 p., 130 F.

C'ÉTAIT au temps où le philosophe n'avait pas divorcé d'avec la sociologie, où celle-ci se voulait science sans se soustraire à l'effet des grands courants d'idées et à l'influence de la culture en voie de se faire. Les amitiés, les cercles intellectuels, la rencontre des différences, avaient une fonction de stimulation ; ils ouvraient la curiosité s'ils n'effaçaient pas les exclusions. C'était au tournant de ce siècle. Ils étaient alors deux, parmi les principaux fondateurs de la nouvelle science sociale, nés la même année, morts à un an de distance : le Français Durkheim (1858-1917) et l'Allemand Simmel (1858-1918).

Le premier veut construire le « système des sciences sociologiques », il reproche au second de mélanger les points de vue, de céder aux tentations contraires du formalisme et de l'esthétisme. L'un a obtenu la pleine reconnaissance universitaire, l'autre l'a reçue très tardivement, mais tous deux sont les auteurs d'une œuvre immense dont se nourrit encore, et dans la controverse, la pensée du social.

Georg Simmel reparait, après une longue absence qui a succédé au temps de la curiosité critique des durkheimiens et de l'attention de quelques philosophes, dont Jankélévitch qui, dès 1925, montre Simmel comme un « philosophe de la vie », proche de Bergson. Aujourd'hui, l'étude de François Léger propose, enfin, une présentation de l'œuvre dans la totalité de ses aspects. L'entreprise pouvait paraître impossible, tant ceux-ci sont multiples — philosophie, théorie de l'histoire et de la religion, sociologie, morale, psychologie et esthétique — tant le refus de faire système masque une certaine « unité profonde ».

Simmel fut un enseignant et un auteur à la mode. Il s'imposait à Berlin, où il n'eut cependant qu'une position universitaire mineure, il ne fut pas admis à Heidelberg, malgré l'appui du sociologue Max Weber, il ne reçut la pleine qualité professorale que peu

d'années avant sa mort à Strasbourg, alors allemande. Il fut victime de l'antisémitisme, il fut considéré comme un « destructeur », comme un philosophe, et un sociologue surtout, dont l'œuvre reste « légère et subversive ».

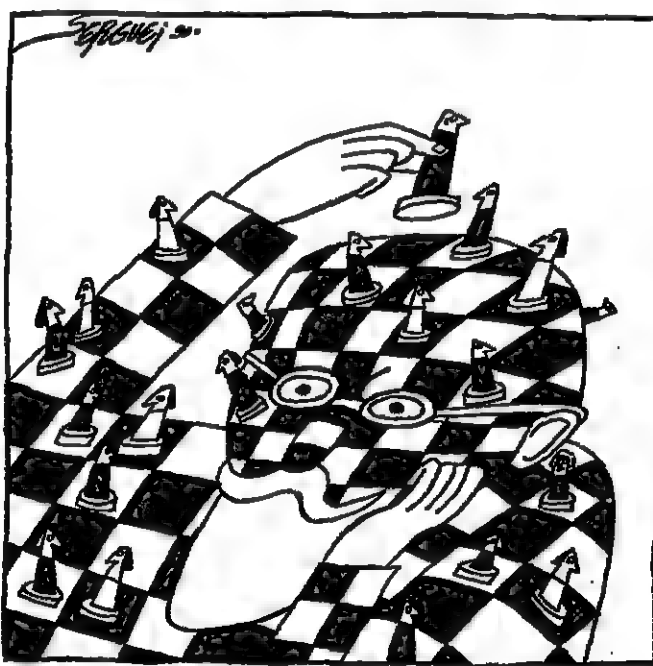
Simmel est d'abord un philosophe, mais d'une espèce particulière. Il est continuellement en mouvement, tout en reprenant des thèmes placés sous un nouvel éclairage ; il passe d'un néo-kantisme à une philosophie du concret qui veut — à la façon de Husserl — revenir « aux choses-mêmes », puis il s'achemine vers le vitalisme des dix dernières années de sa carrière, avec la certitude que la vie s'exprime en des formes imprévisibles et toujours nouvelles. Il est mal classable, certains le considèrent comme un touche-à-tout, un essayiste subtil ; et Lukács, provisoirement plus généreux, l'a défini comme celui qui introduit la sensibilité impressionniste dans la réflexion philosophique — un « Monet de la philosophie ».

Simmel refusait d'enfermer la plénitude de la vie dans un système, et cela l'entraînait à multiplier les perspectives, à faire de certains de ses livres un jeu d'essais emboîtés. Il considérait l'activité philosophique comme une « attitude », une relation au réel où la subjectivité et les circonstances ont leur part.

MAIS c'est sur la sociologie qu'il faut aujourd'hui porter l'attention. Simmel veut construire la nouvelle discipline en lui donnant le statut de science autonome ; selon lui, la sociologie est une méthode : c'est ce qui la définit, et non pas l'ambition de devenir la somme de toutes les sciences sociales particulières. Au commencement doit se placer l'interrogation sur « la notion même de société ». Il y a une société dès qu'intervient la « réciprocité d'action » entre

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



La sociologie subversive de Georg Simmel

plusieurs individus ; ces interactions sont déclenchées par les sentiments, les intérêts et les buts les plus variés, elles entraînent le processus de la socialisation. Le social se saisit dans le mouvement, mais, dans ce devenir, où la volonté des individus n'est jamais totalement engagée, se révèlent des régularités de comportement, des schémas « constants » et des relations stables. C'est alors qu'intervient la distinction entre le contenu et la forme de la socialisation ; le premier reporte aux processus psychologiques des individus socialisés, la seconde aux modèles selon lesquels s'opère la socialisation ; tous deux sont liés en des rapports très complexes. Il faut abstraire les formes à partir d'une réalité sociale concrète, foi-

nié, la ville, la quotidienneté, les objets culturels banals, la sexualité et les rapports hommes-femmes, etc. Les textes de Simmel redonnent une mine dans laquelle il est puisé selon les besoins ou les opportunités. Il faut louer François Léger de nous restituer l'œuvre vraie dans son entier foisonnement, et son jeune éditeur d'avoir ainsi ouvert son catalogue.

SIMMEL, en écho à ses préoccupations personnelles, a consacré un essai célèbre à l'« étranger ». C'est un autre étranger, j'ai lui aussi, mépris de culture et de foi, qu'une biographie récente fait repasser : J.-L. Moreno (1892-1974), inventeur du psycho-

drame, du sociodrame, de la sociométrie, et de bien d'autres choses. L'auteur du portrait, René Marneau, est fasciné par le personnage autant que par les œuvres. Il a bien des raisons de l'être. De Bucarest à Vienne, de Berlin, puis de nouveau à Vienne, les scènes de l'enfance et de l'adolescence se succèdent : l'enfant Moreno est élevé dans une famille instable, divisée, tiraillée entre le judaïsme (du père) et le catholicisme (de la mère). L'enfant joue au « jeu de Dieu », l'adolescent invoque une vision du Christ qui devient son « héros ». L'adulte écrit un ouvrage, *Le Renouveau de Dieu*, où il définit sa conception du monde. Mysticisme, certitude d'une élection et d'une mission auprès des hommes, théatralisation, constituent sa première manière d'être ; Moreno revendiquera sans détour son droit à la paranoïa et à la mégalomanie.

C'est à Vienne qu'il reçoit sa double formation, médicale et psychiatrique, qu'il effectue ses premières recherches sur une thérapie de groupe et les jeux de rôle, sur la microsociologie, sur les potentialités du théâtre improvisé. C'est à Vienne que régnait Freud contre qui il engage une lutte sans fin. L'exil en Amérique (1926) met de la distance sans interrompre cette relation dramatique.

Moreno atténue alors l'aspect prophétique de son propre personnage, il devient davantage un expérimentateur-entrepreneur. Il donne leur charte au psychodrame, à la psychothérapie de groupe, à la thérapie théatralisée et à la sociométrie — mesure des interrelations entre personnes. Il crée ses propres institutions, associations et revues, il voyage et étend son réseau d'influence jusqu'en Europe. Il n'en continue pas moins de rejeter les « conserves culturelles », la culture figée, d'exalter la fécondité de la rencontre, la spontanéité et la créativité individuelle.

► Rappelons la parution de traductions en français d'ouvrages et essais regroupés de Georg Simmel, au cours des dernières années. Notamment : *Philosophie de l'argent* (PUF, 1987), la *Tragédie de la culture et autres essais* (Rivages, 1988), *Philosophie de la modernité : la femme, la ville, l'individualisme* (Payot, 1988). Signifions un excellent numéro des *Cahiers du GRIF* (n° 40), consacré à Simmel, et un non moins remarquable volume de la revue *Communications* (n° 50) intitulé *l'Argent*, où les références à Simmel sont fréquentes.

سكيا في الامن

L'affaire Heidegger (suite)

« Die Zeit » a publié en décembre 1989 une lettre de 1929 qui relance la polémique sur l'antisémitisme du philosophe

Dans les très nombreuses discussions polémiques qui se sont développées depuis la publication de l'ouvrage de Victor Farias, *Heidegger et le nazisme*, à l'automne 1987 (Ed. Verdier), la question de l'éventuel antisémitisme du penseur a constitué un des thèmes de controverse. Les défenseurs de Heidegger ont souligné que rien, dans son œuvre, ne peut permettre de conclure qu'il eût partagé les thèses raciales des nazis. On y remarque au contraire plusieurs critiques du « biologisme ».

Les détracteurs ont de leur côté mis l'accent sur plusieurs indices, parfois troublants, mais dont aucun n'a force de preuve. L'essentiel des conflits, sur ce point, tourne autour de l'interprétation des attitudes de Heidegger pendant son rectorat, ainsi que des témoignages concernant ses propos privés ou ses silences publics, avant comme après la guerre.

« L'enjuivement croissant »

Le débat est aujourd'hui relancé par la publication, dans le journal *Die Zeit* daté 21-22 décembre 1989, du fac-similé d'une lettre manuscrite adressée par Heidegger, dès le 2 octobre 1929, à Victor Schwöerer, l'un

des directeurs de la recherche scientifique de l'époque, en faveur de l'attribution d'une bourse à Eduard Baumgarten. On y lit notamment : « Ce que je ne pouvais qu'indiquer indirectement dans mon rapport, je puis le dire ici plus clairement : (...) ou bien nous devons à nouveau notre vie intellectuelle allemande (souligné par Heidegger) de forces et d'éducateurs authentiques, émanant du terroir, ou bien nous la livrons définitivement à l'enjuivement croissant (der wachsenden Verjudung) au sens large et au sens restreint du terme. Nous ne retrouverons le chemin que si nous sommes en état d'aider à s'épanouir des forces fraîches, c'est-à-dire sans tracasseries et sans démentis. Par égard pour ce grand dessein, je vous serais particulièrement reconnaissant si M. Baumgarten, que j'ai distingué pour être mon assistant, pouvait être aidé par une bourse. »

Ce document a été retrouvé par Ulrich Sieg, un jeune chercheur allemand, dans les archives de Karlsruhe. La traduction française figure dans une note d'un article de Nicolas Tertulian, *Histoire de l'être et de la révolution politique*, que publie la revue *Les Temps modernes*

(février 1990, n° 523, 50 F.). Cette lettre, affirme Nicolas Tertulian, « montre que les liens du philosophe avec le national-socialisme étaient plus précoces qu'on ne le pensait ». Il est probable que les défenseurs de Heidegger, s'ils ne contestent pas l'authenticité du texte, en expliqueront le contenu par des circonstances extérieures et contingentes — à moins qu'ils ne s'évertuent à expliquer que *Verjudung* n'a absolument pas le même sens, large ou restreint, sous la plume du maître que dans les textes antisémites allemands de la même époque.

Ces querelles d'interprétation, qui sont par nature interminables, ne devraient pas faire oublier de lire l'important article dont cette lettre ne constitue qu'une note. Analysant le texte de 1936-1938 intitulé *Contributions à la philosophie* (cinq cents pages jusqu'alors inédites et publiées à titre posthume l'automne dernier, dans le tome 65 des *Œuvres complètes* de Heidegger, aux éditions Klostermann), Nicolas Tertulian propose une réflexion pertinente et bien informée sur le lien unissant le mouvement même de la pensée de Heidegger et ses prises de positions politiques.

R.-P. D.

Le « marché » Proust

Depuis que l'œuvre de Proust est tombée dans le domaine public, les éditions de La recherche se multiplient

Il y a aujourd'hui de par le monde une trentaine d'hyper-spécialistes du texte proustien, qui sont à la fois plus et moins que des lecteurs d'*À la recherche du temps perdu*. Ils en connaissent, non pas, sans doute, l'origine (fantasme qui s'est perdu avec la conscience de cet homme qui porta le nom de Marcel Proust) ni le sens ultime (comment épouser le sens d'une œuvre ?), mais cette dynamique d'écriture qui s'appelle une genèse.

C'est à eux que l'on doit les nouvelles éditions du roman, à leur patient travail, qui s'est développé sur près de quarante ans et n'est pas terminé à l'heure actuelle. La parution du quatrième et dernier tome de l'édition établie sous la direction de Jean-Yves Tadié pour La Pléiade ne met pas fin, en effet, à l'édition de Proust, dont les droits, à l'exception de ceux afférents aux avant-textes inédits conservés à la Bibliothèque nationale, sont tombés dans le domaine public.

Des quatre éditions actuellement disponibles, destinées chacune, en principe, à un public spécifique, celle de « GF » (Gallimard) s'adresse principalement, par le caractère de son annotation, aux étudiants et enseignants. L'édition en trois volumes « Bouquins » chez Laffont, avec un *Quid* en cours de révision, préface et introductions par Bernard Raffalli et une annotation minimale, s'adresse au public le plus large, supposé préférer le texte au commentaire et avide avant tout d'informations sur l'auteur.

Celle de « Folio », en cours, et qui reprend le texte établi pour La Pléiade, avec des introductions originales et un appareil critique réduit, est faite pour le lecteur qui souhaite des éclaircissements sur le texte et son histoire (*Albertine disparue* et *Le Temps retrouvé* paraîtront respectivement en mars et en octobre). Enfin, La Pléiade augmente le texte proustien de près d'un tiers par la publication d'*« Esquisses »* nombreuses, souvent longues et, pour beaucoup, inédites ; cette édition, qui comporte un appareil critique abondant et très érudit, vise le public habituel de La Pléiade, public collectionneur et public littéraire (avec ses degrés : lettré et savant), et elle se veut édition de

référence, ce qu'elle a des chances de rester longtemps.

En 1991, Hachette commencera la publication en Livre de poche d'une édition en dix volumes, établie sous la direction d'Elyane Dezon-Jones, édition qui concurrencera, sur le marché, à la fois celles de GF, de « Bouquins » et de « Folio », ce qui n'est pas gagné d'avance.

Toutes ces éditions sont commentées, de façon plus ou moins approfondie, par des spécialistes, universitaires, chercheurs. On ne trouve plus actuellement le roman de Proust à l'état de nature — si un tel état existe en littérature. Gallimard s'apprête à combler cette lacune irritante en republiant dans la collection « Blanche » le texte mu, celui établi pour La Pléiade.

Le journal qui pourra offrir à l'un de ses jeunes collaborateurs le chagrin d'amour et les deux mois de loisirs qu'il faut pour lire *À la recherche du temps perdu* et pour en rendre compte avec fraîcheur aura gagné la partie que le « nouveau » Proust engage avec la génération 90.

Michel Contat

► A la recherche du temps perdu, de Marcel Proust, Gallimard, Pléiade, quatre volumes sous emboîtement, 1500 F. ; Edition Flammarion « GF », dix volumes, de 32 F à 40 F selon le volume. ; Edition « Bouquins », Robert Laffont, trois volumes sous emboîtement, 360 F. ; Edition « Folio », Gallimard, cinq volumes parus, de 26,50 F à 43 F selon le volume.

La mort du « Bulletin critique »

Fondé en 1945 à l'initiative de Marie-Jeanne Durry, le *Bulletin critique du livre français* disparaît après plus de cinq cents numéros. Chaque mois, ce bulletin présentait les livres les plus intéressants ou les plus significatifs parus en France dans tous les domaines. Cent cinquante « recenseurs » spécialisés épluchaient la production éditoriale et fournissaient chaque année quatre mille notes environ, remarquables par leur clarté et par la précision de leurs descriptions. Un instrument de travail très utile, notamment pour aider au choix des livres français dans les bibliothèques étrangères.

C'est en raison de l'intérêt que représentait le *Bulletin critique*

pour la diffusion du livre et de la culture française à l'étranger que le Quai d'Orsay soutenait cette publication en achetant la moitié de son tirage, soit mille cinq cents exemplaires qui étaient envoyés dans les différents postes diplomatiques et dans les bureaux de l'Alliance française dans le monde. M. Thierry de Beauchamp, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, en a jugé autrement. Il a décidé de ne plus apporter son soutien financier. Ses dépenses en sont allégées de 1,2 million de francs. Ce qui entraîne automatiquement la disparition du *Bulletin*.

P. L.

Passage en revues

Littérature, poésie

► Deux noms dominent le dernier cahier de *Théodore Balmoral* (n° 6/7, automne-hiver 1989), revue à laquelle Thierry Bouchard, qui la dirige avec Pascal Belton et Marc Farcy, a su donner une tonalité littéraire et poétique propre, une juste cohérence : Jean-Paul Fargue et Georges Perros. Deux figures que ne rapproche, par des chemins singuliers, qu'une certaine coïncidence ou continuité entre une sensibilité vivante, en éveil, et sa transposition dans l'œuvre littéraire.

De Fargue, ce merveilleux poète trop négligé, T. Bouchard présente deux lettres à Jean Zay, ministre de l'éducation nationale du Front populaire, emprisonné par Vichy puis assassiné par la Milice en 1944. « L'écriture à cette vertu de nous faire exister quand nous n'existons plus pour personne », écrit-il, Georges Perros, dont Lorand Gaspar présente quelques lettres que l'auteur des *Papiers collés* lui avait adressées dans les années 60-70. Ces missives sont extraites du volume récemment publié chez Piquier (voir « Le Monde des livres » du 5 janvier). La douloureuse vivacité de Perros s'y exprime, dans l'urgence de dire ce que L. Gaspar nomme le « noyau singulier de fermentation qui désire (...) s'ouvrir et croître ». Dans ce même numéro, un texte d'un écrivain également à redécouvrir, Charles-Ferdinand Ramuz, et une étude de Claude Mouchard sur la *Blanche-Neige* de Robert Walser. (Théodore Balmoral, 4, place Albert-1^{er}, 45000 Orléans, 80 F.)

► L'Exotisme, mode d'emploi, tel est le titre d'une nouvelle revue publiée à Poitiers sous la direction d'Alain Quella-Villéger, qui dresse la carte culturelle et littéraire d'une

notion qu'ont enrichie autant les révoqueurs que les voyageurs. L'appel de l'« ailleurs » résonne dans les œuvres de Loti et, d'une manière plus réflexive, dans celles de Segalen. Qu'il prenne l'aspect d'un Orient plus ou moins mythique, d'un désert illuminé de vide, d'une ville grouillante et lointaine, l'appel exerce sa contrainte, brouille les géographies scientifiques, prépare à tous les départs... (Le Torii Editions, BP 93, 86003 Poitiers cedex, 50 F.)

► La poésie a pour la première fois la possibilité de n'être que la poésie. Phrase banale en apparence d'un critique soviétique, qui prend cependant tout son sens lorsqu'on la rapporte à l'URSS et aux craquements de la glace qu'on y entend. Présenté par Jean-Pierre Siméon, le numéro spécial des cahiers de recherche poétique *Arpa* publie une belle anthologie de poètes russes contemporains, en bilingue (ce qui mérite d'être salué).

La modernité d'une poésie ne se mesure pas seulement à son esprit d'invention mais aussi dans la reconnaissance et la lecture, si longtemps empêchée, des grands aînés, surtout lorsqu'ils ont pour nom Mandelstam, Akhmatova, Pasternak, Tsvetaeva... Héritage spirituel dont on peut bien imaginer, là-bas, la vitale nécessité... (*Arpa*, c/o Gérard Bochelet, 124, bd La Fayette, 63000 Clermont-Ferrand, ou c/o J.-P. Siméon, 11, rue Général-Sarrail, 63000 Clermont-Ferrand, 80 F.)

► S'intéresser aux revues, et tenter d'y intéresser le lecteur, c'est aussi savoir prêter attention aux tentatives marginales, modestes par voix que parcourent. Ainsi, du premier numéro de *Voix d'encre*, publié dans la Drôme et associant le talent d'un typographe,

Philippe Devoghel, à celui de l'animateur, Patrick Monin, qui ont su donner à leur revue une forme heureuse autant qu'originale. Ici donc, blanc sur noir, des textes de Christian Gabrielle Guez Ricard, Alain Blanc, Jean-Pierre Chambon... ainsi que des aphorismes d'Oscar Wilde, élevés au format d'une affiche sur papier bistré. (*Voix d'encre*, Le Vieux Village, 26170 Vercoiran, 32 F.)

► Plus classique dans sa présentation, la nouvelle revue *Sotto Voce*, dirigée par Muriel Sandrelli, rassemble textes de philosophie, poèmes, proses et essais critiques, James Sacré, Edmond Amran el Malch, Didier Cohen, Jean-Marie Gleize, Andrée Chédid... se côtoient dans ce premier numéro. (*Sotto Voce*, c/o Achour, résidence Le Mail, 42, avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier, 50 F.)

► Java, revue dont on peut se demander pourquoi elle inscrit à son fronton qu'elle « met les boules », consacre un ensemble au poète Jean-Luc Parant. Dans ce même troisième cahier de Java, un poème en prose de jeunesse de Georg Trakl, *Barabas*, peu connu en français et traduit par Nadine Fontaine. (*Java*, c/o J.-M. Espitalier, 82 bis, bd Diderot, 75012 Paris, 50 F.)

► Signalons, enfin, le troisième *Cahier Siméon*, intitulé *Des doubles et des miroirs* (les Amis de Georges Siméon, 1, rue de l'Ancien-Présbytère, Boîte 4, 1080 Bruxelles, et le dernier cahier de *l'Amitié Charles Péguy* (n° 48, octobre-décembre 1989), sur « Péguy et la Révolution française ». (Amis Charles Péguy, c/o F. Gerbod, 12, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.)

P. Ke.

L'enfer de Leopardi

« Le sort des livres d'aujourd'hui est semblable à celui des insectes qu'on appelle éphémères : certains espèces, vivant quelques heures, certaines autres une nuit ; d'autres encore trois ou quatre jours. » L'auteur de ce constat, d'une saisissante actualité, est mort il y a plus de cent cinquante ans. Il se nomme Giacomo Leopardi, c'est l'un des plus grands poètes que l'Italie ait jamais connus et que la France s'obstine toujours à ignorer.

Sainte-Beuve le loua dans un de ses *Portraits contemporains* ; Musset admira son « sobre génie » ; Valéry Larbaud écrivit d'Italie pour recommander la lecture d'une œuvre « qui se prolonge encore parmi nous » ; mais, en dépit des efforts d'un traducteur, Michel Orcel, rares sont ceux pour qui les poèmes des *Centi*, les extraits de son *Journal*, le *Zibaldone*, les petites pièces philosophiques des *Opere morali* (1), constituent des livres de chevet. La revue *Critique*, sous l'impulsion de Jean Pél, invite à la découverte de ce génie méconnu, qui savait si bien chanter « l'infinie blessure / Qui avait nom de vie ».

De Recanati à Naples, en trente-neuf années d'existence, Leopardi traîne « sa vie par les dents », malmenant son corps au point de ressembler plus à une grenouille érudite qu'à un penseur, sacrifiant tout « trafic de gloire » à la recherche d'une capitale où consacrer sa douleur. Dans un superbe article sur

les déboires biographiques de Giacomo, Robert Maggiori décrit le chemin de ce poète qui parcourut l'Italie, ce poète né vieux, un jour de juin 1798 à Recanati, une bourgade « stupide et sauvage » enfouie dans les Marches.

Cet itinéraire commence dans la bibliothèque paternelle, transformée en prison du savoir, où seize mille livres lui servent de compagnons de cellule, avant de s'achever à Naples, dans un dénuement proche de la misère. Quand il mourut, en 1837, Leopardi n'était plus, disait-il, qu'un « tronc qui sentait et qui peinait ».

Un poète de la subversion

Le poète de Recanati n'avait pas la santé et la robustesse d'un Schopenhauer. Il se présentait à nous comme un génie malin, souffreteux. Ce corps, ce misérable corps qui ne cessait jamais de le faire souffrir de toutes les manières, il le mit pourtant en avant. C'est ce corps débile qu'il opposa à la toute-puissance de la raison. A l'instar de La Mettrie, il aurait pu dire de ses sens : « Voilà mes philosophes ». Leopardi, note Antonio Prete, citait les théories et les interprétations parmi les causes du malheur humain. A l'idéalisme platonicien, au christianisme, au positivisme, il répondait : « J'ai le courage de supporter la privation de tout

espoir, de regarder avec intrépidité le désert de la vie, de ne rien dissimuler de l'infirmité de l'homme, et d'accepter toutes les conséquences d'une philosophie douloureuse, mais vraie. »

Giacomo Leopardi serait-il pour autant un poète parait-il ? Non, répond Sergio Solmi. S'il y a blessure, elle est avivée par les sels de l'ironie. Leopardi est un poète de la subversion. Ce numéro exceptionnel de la revue *Critique* achève de nous en convaincre. Un texte de Giuseppe Ungaretti, d'autres contributions (de Riccardo Fineri, Gérard Genot, Paolo Ruffini et Pascal Gobeillon) et les traductions de quelques « classiques » leopardiens, dont le fameux poème *l'Infini*, le *Chant nocturne d'un berger errant* et l'extraordinaire *Dialogue de la Mode et de la Mort* complètent cette visite sur ce qui Ungaretti appelle un « personnel continent d'enfer ».

R.J.

► Critique n° 512-513, janvier-février 1990, Ed. de Minuit, 151 p., 69 F.

(1) Parmi les éditions les plus récentes : *Les Chans*, traduits par Michel Orcel, L'Age d'Homme, 1982. *Dix petites pièces philosophiques* trad. M. Orcel, Le Temps qu'il fait, 1985. *Du « Zibaldone »*, trad. M. Orcel, même éd., 1987. Des œuvres de Leopardi ont été publiées par Cino del Duca en 1964, trad. Juliette Bertrand, F.A. Alard, Ph. Jaccottet et G. Nicolle).

Quand l'histoire s'emballle

Pour la quatrième année, Edouard Mazurel rassemble en un volume de poche les chronologies qu'il rédige chaque mois pour *le Monde*. La règle du jeu veut que, quantitativement, un mois en vaille un autre : une quinzaine de pages environ. Cet équilibre dans le traitement provoque des effets de dramatisation.

L'année 1989 rassemble ainsi à une machine qui, après avoir moulu tranquillement l'histoire, s'emballle brusquement aux alentours des 10-12 septembre avec l'exode massif des Allemands de l'Est vers l'Ouest via la Hongrie et l'Autriche et la formation en Pologne d'un gouvernement à direction non communiste. En moins de trois mois, jusqu'à l'exécution du couple Czausescu le jour de Noël, ce sont soixante-dix ans d'histoire qui basculent, le socialisme léniniste qui s'effondre, Yalta qui est balayé.

Comparées à ce séisme, nos petites histoires franco-françaises paraissent bien provinciales, mais notre province bruisse d'événements mineurs qui changent aussi profondément nos vies que les cataclysmes universels : le 9 novembre, jour de la chute du mur de Berlin, est aussi celui, en France, d'un projet de loi sur le droit au logement pour les plus démunis.

P. L.

► L'année 1989 dans « le Monde » d'Edouard Mazurel. Préface d'André Fontaine. « Folio » 262 p.

Thaïlande

Le regard inattendu, ironique, décapant, d'écrivains, journalistes et chercheurs thaïs.

Un ouvrage collectif des éditions Autrement 232 p. 89 F. En librairie

autrement

UNIVERS ANGLO-AMERICAN

MICHELLE LURDOS

Gôté cour - Côté savane

Le théâtre de Wole Soyinka

132 pages au format 16 x 24 - En librairie 100 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY 25, rue Baron Louie - 54000

AU PROGRAMME DE L'AGREGATION

LES VESTIGES DU JOUR

de Kazuo Ishiguro.
Traduit de l'anglais
par Sophie Mayoux.
Presses de la Renaissance, 270 p., 98 F.

Il y a chez Kazuo Ishiguro — né en 1954 — quelque chose d'un Modiano : l'obsession de temps troubles, troubles, qu'ils sont nés trop tard pour avoir vécu et qui ont laissé une marque indélébile sur leur existence. Un côté « rétro ». Et pourtant, c'est encore, comme dans ses deux premiers romans, le mode du récit à la première personne — la confession — qu'a choisi Ishiguro pour raconter un personnage qui ne lui ressemble pas. Sélectionné dès ses débuts, en 1983, comme un des vingt meilleurs jeunes écrivains britanniques, cet « immigré » naturalisé britannique a réussi en trois romans — *Lumière pâle sur les collines* (Presses de la Renaissance, 1984), *Un artiste du monde flottant* (1986) et *Les Vestiges du jour*, Booker Prize 1989 — à ne glaner que des succès d'estime, et de librairie.

Arrivé en Grande-Bretagne en 1960, à l'âge de cinq ans, élevé à l'Université de Kent et New Anglia, biologiquement japonais, mais absolument britannique dans sa façon d'être, Ishiguro n'est jamais retourné au Japon, où à Nagasaki, sa ville natale, même si ses deux premiers livres se situaient là-bas. Un style élégant et épuré ; un pur accent oxonien qui contredit un pur physique nippon. « Je ne connais pas le Japon ; le japonais, je l'ai appris avec ma mère, mais je n'oserais pas m'en servir en public. Je le parle comme un enfant... », nous disait-il. Sa langue, c'est l'anglais.

Dans les *Vestiges du jour* (*The Remains of the Day*), qui paraît aux Presses de la Renaissance, il a voulu faire du « superbritish » : l'histoire d'un vrai butler anglais, un de ces majordomes de grande maison qui, parce qu'ils commandent aux valets de pied, gouvernantes, femmes de chambre et autres domestiques, se prennent pour une autre sorte d'aristocratie dans une société strictement hiérarchisée, qui reproduit en miroir celle des maîtres.

La confession d'un majordome fidèle

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

En trente-cinq années de service, Mr Stevens, qui s'enorgueillit de servir à Darlington Hall — une vaste et noble demeure de l'Oxfordshire, hélas ! récemment rachetée à un lord éponyme par un Américain, Mr. Farraday — n'a jamais pris de vacances...

Son nouveau maître lui propose, pendant une de ses absences, de prendre la vieille Ford « pour se balader quelques jours ». C'est au cours de cette escapade vers l'ouest, six jours vers le Dorset, la Cornouailles, Salisbury — ses vieilles maisons à colombages, sa cathédrale, ses critiques littéraires... — en juillet 1956, que Mr Stevens fait le bilan de son existence. A pleurer. Mais qu'on lui fasse confiance : il saura se tenir dignement en toutes circonstances.

MAJORDOME, fils de majordome « digne d'une grande et ancienne maison anglaise », il est conscient de la noblesse de la place qu'il occupe : « On dit parfois que les majordomes, les butlers, n'existent qu'en Angleterre. Dans les autres pays, quel que soit le titre utilisé, il n'y a que des domestiques. Je suis prêt à le croire, confesse Mr Stevens. Les habitants de l'Europe continentale ne peuvent pas être des butlers parce qu'ils appartiennent à une race incapable de cette maîtrise de soi qui est le propre des Anglais. » Avec ses collègues, il aime à parler métier, à discuter longuement, par exemple, d'un problème qui, pendant des années, a fait l'objet d'un important débat au sein de la profession, mais qui n'a jamais reçu de réponse officielle : la définition d'un « grand » majordome...

Nous sommes loin, on le voit, du *Servant pervers* de Pinter-Losey, comme des domestiques plutôt libertaires de



Kazuo Ishiguro : japonais de naissance mais absolument britannique.

la Règle du jeu, le film de Jean Renoir. Tout aussi loin, malgré les apparences, du *Jeeves* de P.G. Wodehouse, le plus célèbre butler anglais, ce gentleman plus spirituel, plus malin, plus efficace que son maître. Ishiguro, lui, ce Britannique de Nagasaki, recrée le stéréotype avec la précision d'un ciseleur de bon-sai, mais à sa manière, avec la distance d'un rôle de composition. En grossissant volontairement les traits d'une Angleterre caricaturale, qui n'existe plus.

Son Stevens est un loufiat de la plus belle eau, né pour servir, pour s'identi-

fier à son maître, fût-il procazi, antidémocratique et antisémite comme son cher lord Darlington... « Établisons clairement ce qui suit, explique Stevens. Le majordome a pour devoir d'assurer un bon service. Il n'a pas à se mêler des grandes affaires de la nation. Le fait est que de telles affaires échappent toujours à l'entendement de gens comme vous et moi. (...) Pour marquer notre époque nous devons nous efforcer de servir le mieux possible ces grands personnages entre les mains de qui repose véritablement le destin de la civilisation. »

Pour remplir son office (7), Ishiguro a élaboré un style-majordome ad hoc (plus « british », tu meurs !) plein de réticences, de naïvetés, de politesses emperlées, de fausse discrétion et de vraie fausse modestie. D'où un aspect parfois « fabriqué » de son livre, une sorte d'exercice de style, de morceau de bravoure magistralement mené et qui, sciemment, artistiquement, se vautre dans l'artifice pour arriver, malgré tout, à émouvoir, lorsque le parfait majordome finit, le soir venu (« le soir, c'est la meilleure partie du jour »), par se rendre compte qu'il a oublié de vivre, qu'il a tout raté.

Qu'il n'a pas su comprendre ce qu'attendait de lui Miss Kenton, une ancienne gouvernante qui avait quitté le château pour se marier. Qu'il a perverti jusqu'au sens de la langue anglaise, jusqu'au sens des mots... La « dignité » par exemple, synonyme selon Stevens d'esclavage. « La dignité, c'est, confesse-t-il, la capacité du majordome à ne pas abandonner le personnage professionnel qu'il habite. Des majordomes de moindre envergure abandonneront leur personnage profes-

sionnel en faveur du personnage privé à la moindre provocation. »

« Permettez-moi de m'expliquer », « je tiens à souligner », « Sa Seigneurie me permettra-t-elle de lui dire », etc., autant de circonlocutions déférentes du langage d'un petit homme qui se croit au centre du monde et des puissances.

DANS sa critique enthousiaste du livre, Salman Rushdie se demande quelle peut être en fin de compte notre relation véritable avec le pouvoir. « La grande réussite d'Ishiguro, écrit-il, c'est de poser les grandes questions (qu'est-ce que la britannité ? qu'est-ce que la grandeur ? qu'est-ce que la dignité ?) avec un humour qui n'obscurcit pas l'acuité de sa pensée. L'histoire est, en réalité, celle d'un homme détruit par les idées sur lesquelles il a construit sa vie (...). Son premier roman se passait dans le Nagasaki de l'après-guerre, sans jamais parler de la bombe atomique ; son nouveau livre est situé au moment où Nasser nationalise le canal de Suez, mais ne fait pas mention de la crise, même si la débâcle de Suez a marqué la fin d'une certaine Angleterre dont la disparition est le sujet même du roman. » (*Observer*, 21 mai 1989.)

« Un diamant, taillé à la perfection, aux facettes multiples et splendides », a écrit John Le Carré.

Pourtant, malgré tout le plaisir qu'on prend au ton ironique de l'auteur, malgré l'intérêt qu'on trouve à voir se nouer la tragédie d'une vie simple, il y a peut-être dans ce « diamant » trop de perfection pour qu'on ne ressente pas le désir de voir Ishiguro quitter le sarcasme et l'habit du professionnel pour se livrer à un exercice plus dangereux, plus risqué, moins déguisé. Le grand écrivain qu'il est n'a pas besoin de se cacher derrière des stéréotypes pour prouver ses qualités. Peut-être faut-il être vraiment britannique pour savourer ce vrai butler comme il le mérite ? Néanmoins, Ishiguro prouve qu'il a réussi son examen de passage à la britannité et qu'il est un des écrivains les plus doués de sa génération.

Ambrose Bierce, l'homme le plus méchant de San Francisco

La légende d'un humoriste américain qui cultiva le sarcasme et revendiqua le droit de choisir sa mort

LE DICTIONNAIRE DU DIABLE
d'Ambrose Bierce.
Traduit de l'anglais
par Bernard Salis.
Rivages, 310 p., 49 F.

Rien de tel pour un écrivain qui aspire à la postérité qu'une légende et des citations. La légende, Ambrose Bierce la dut aux circonstances ténébreuses qui entourèrent sa mort. Et les citations à son *Dictionnaire du diable*, qui fut, dès sa parution en 1911, une aubaine pour tous les amateurs d'aphorismes et de paradoxes.

Mais avant de mourir et d'être métamorphosé en « aphorisme », il faut vivre. Et pour Ambrose Bierce, ce métier-là ne fut pas de tout repos. Né en 1842 dans une famille de pionniers installée dans l'Ohio, il eut tout loisir de contempler les ravages de l'alcool et de la Bible sur ses parents avant de se lancer, à quinze ans, à la poursuite du rêve américain.

Ambrose est garçon de saloon lorsque éclate la guerre de Sécession. Il s'engage en avril 1861 et mesure vite combien l'existence, déjà peu cotée ailleurs, perd toute valeur sur les champs de bataille. Une balle dans la tête complètera la théorie par la pratique et lui permettra, en outre, pendant sa convalescence, d'acquiescer quelques lignes sur les femmes : sa fiancée, la charmante Bernice, le trompe allégrement.

Nous retrouvons Ambrose Bierce à San Francisco, gardien de nuit à l'hôtel de la Monnaie. C'est un métier qui prédispose à la littérature. Jusqu'alors, Ambrose a surtout pratiqué l'humour et Byron. Le voici qui se découvre un talent de pamphlétaire. Il ne quitte plus Swift, Voltaire, Thackeray, et publie dans la revue *New Letter* des textes d'une incroyable virulence qui

laissent pantois Mark Twain, son principal concurrent, et qui lui vaudront en quelques mois l'appellation flatteuse d'« homme le plus méchant de San Francisco ».

Avec une telle réputation, l'amour devait être au rendez-vous. Et il le fut. En décembre 1871, Ambrose épouse Mollie, la fille d'un ingénieur. Le Tout-San Francisco s'interroge : le redoutable polémiste va-t-il se ranger ? Il semble que oui. A ses lecteurs, avant de partir pour l'Europe, il laisse ces conseils : « Ne vous fiez pas à l'humanité sans garanties supplémentaires, cela vous jouerait quelque vilain tour... Cultivez un goût pour les vérités dégoûtantes. »

Le vieux gringo

Ce goût pour les vérités dégoûtantes est à l'origine du *Dictionnaire du diable* auquel Ambrose Bierce travaillera pendant près de vingt-cinq ans et qui connaîtra plusieurs éditions successives. En 1906, il l'intitulera le *Lexique du cynisme* : en 1911, il mettra le point final à cet inlassable travail de sape, à cette entreprise furieusement drôle de démolition qui lui vaudra une renommée internationale. Du chrétien, il dit : « Personne qui croit que le Nouveau Testament est un livre d'inspiration divine admirablement adapté aux besoins spirituels de son voisin. » Ou encore : « Personne qui suit les enseignements du Christ tant qu'ils ne sont pas incompatibles avec une vie de péché. » Et « faire plaisir », qu'est-ce ? C'est « poser les fondations d'une structure de contrainte ».

Son cynisme, son « goût pour les vérités dégoûtantes », Ambrose Bierce aura tout le loi-

sir de les exercer pendant les années qui suivront son retour d'Europe : engagé comme ingénieur typographe, puis comme superintendant de la Black Hill Placer Mining Company, il est chargé de contrôler une ville de pionniers. L'affaire se révèle être une vaste escroquerie, et Ambrose Bierce, avant d'être ruiné, doit engager un garde du corps pour le protéger. Sa femme, Mollie, le quittera pour un riche Danois, et son fils, Day, se suicidera.

Retour à la case départ, retour au journalisme. Mais, en 1913, Bierce décide de quitter les États-Unis et de se rendre au Mexique, où la guerre civile fait rage. Veut-il rejoindre les troupes de Pancho Villa ? Cherche-t-il la mort sur un champ de bataille ? Ses lettres le laissent penser. Il revendique le droit de choisir sa mort. La maladie ou l'accident lui semblent indignes de lui. Etre passé par les armes, en revanche... « Ah, écrivait-il dans sa dernière lettre postée le 26 décembre à Chihuahua, être un gringo au Mexique, ça c'est de l'euthanasie... »

A Chihuahua, on perd sa trace. Un officier mexicain raconte à une commission d'enquête qu'il avait vu, pendant les affrontements d'Ojinaga, un « old gringo » aux cheveux blancs et à l'allure martiale. Carlos Fuentes s'empare de la légende (1), et bien d'autres après lui. Quoi qu'il en soit, Ambrose Bierce avait enfin échappé à ce qu'il redoutait par-dessus tout, la longévité, dont il donnait la définition suivante : « Prolongation inconfortable de la peur de la mort. »

Roiland Jaccard

(1) *Le Vieux Gringo*, Gallimard, 1984.

Les dernières paroles de Robert Walser

PROMENADES AVEC ROBERT WALSER
de Carl Seelig.
Traduit de l'allemand par
Bernard Salis.
postface d'Ello Fröhlich.
Rivages, 174 p., 39 F.

Il y a les grands et nobles arbres dont le cime regarde vers le ciel. Et puis il y a ces végétaux sans identité, brulés, indifférenciés au ras du sol que le regard néglige, que seul le pas reconnaît. Pourtant, si l'on se penche vers elles au printemps, on peut, dans leur anonyme fragilité, les constater vivantes, fécondes.

Dans une semblable hiérarchie, qui rend compte à la fois d'une différence démesurée et d'une indubitable unité, on pourrait, non sans quelques étonnantes, placer les *Promenades* avec Robert Walser de Carl Seelig. D'un côté, le surplomb aristocratique de l'esprit et l'ample horizon du génie, de l'autre, l'existence conçue — voulue — comme pauvre, vécue, plus que pensée, sans contestation ni révolte, dans une profonde humilité. Ici, un maître livre de la littérature allemande, là, un ouvrage de peu de poids, d'ambition nulle, d'ouïe toute maternelle et autorité sont exclus.

De fait, cette hiérarchie, sociale d'abord, mais aussi spirituelle, Robert Walser n'a jamais songé à la contester. Et moins encore au cours de ces vingt-sept dernières années de sa vie passées dans les institu-

tions psychiatriques, à Waldau, près de Berne, de 1929 à 1933, puis à Herten, jusqu'à sa mort le 25 décembre 1956. « A Herten, je n'ai plus écrit. A quoi bon ? Mon monde fut mis en pièces par le nazisme. Les journaux pour lesquels j'écrivais ont péri, leurs rédacteurs furent chassés ou sont morts. Alors, je suis presque devenu un fossile », écrit Walser dans une lettre en 1944.

Homme de passage

De 1936 à la mort de l'écrivain, Carl Seelig, deux ou trois fois l'an, vint rendre visite à ce « fossile » pour lequel la création littéraire appartenait à un passé révolu, celui d'une jeunesse un peu dissipée, instable. Riche mécène, critique écouté, ami de Pasternak et biographe d'Einstein, Carl Seelig devint le tuteur de Walser à la mort de sa sœur Lisa. Ces longues promenades autour du lac de Constance ou dans les environs de Saint-Gall, ponctuées de repas copieux, semblent avoir été le seul divertissement du pensionnaire zélé de l'asile d'Herten, attentif à exécuter scrupuleusement les menues tâches subalternes qu'on lui confiait.

« Il n'est de lieu où la vie ne puisse nous tenir sous son charme. » La promenade, on le sait, est le thème walsérien par excellence. Le passage de l'écriture à la vie délestée d'écriture, dénuée jusqu'à n'être qu'une épreuve d'existence, un lent

déroulement, une marche sans but, trouve dans ce thème son expression la plus adéquate. Notés par Carl Seelig, les propos de Walser naissent de cette marche même, dessinent cette épreuve. Les conversations de Robert Walser avec Seelig ne prennent pas à proprement parler le relais d'une œuvre interrompue ou achevée. Elles ne se soucient ni de l'expliquer ni de la justifier. Et c'est à cet égard qu'il fut écrivain d'un parler — avec réticence — c'est toujours comme d'un lointain passé.

« Et si mon monde est plus pauvre, moins établi que le leur, n'a-t-il pas néanmoins, lui aussi, droit d'exister ? » Homme de passage, Walser ne s'arrêta pas à lui-même ou à son œuvre. Mais cet état transitoire ne l'empêcha nullement d'exprimer, avec un mélange subtil de naïveté et d'emportement, ses vues sur le monde, la guerre, la littérature, d'exprimer aussi, à l'occasion, des exigences dont on peut encore mesurer la pertinence : « Les écrivains sans éthique méritent d'être bastonnés. Ils ont péché contre leur vocation. »

Patrick Kéchichian

(1) Récentement réédité chez Gallimard.
□ Signalons également la parution récente de dialogues de Walser, *Félix*, datant de 1925, écrits selon la technique du microgramme. Traduit de l'allemand par Gilbert Musy (Ed. Zoé, Genève, 52 p.).

URGENT
Pour exposition
RODIN ET LA CARICATURE
recherchons CARICATURES de RODIN ou de son œuvre.
(Dessins, sculptures, presse, documents, etc.)
Contacter Alain BEAUSIRE, MUSÉE RODIN,
77, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. 47-05-07-34

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Écrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE
LE MONDE DU LIVRE
69 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04

سكرايا للزحان

150

Le Monde

ÉCONOMIE

Le Monde • Vendredi 23 février 1990 29

SECTION D

BILLET

Au lendemain de la chute du Nikkei et après la publication d'un mauvais indice des prix américain

Que boire?

Mais que faut-il donc boire ? Il ne se passe plus un jour sans que les consommateurs ne soient mis en garde contre le « eau du robinet ». Le mois dernier, le magazine *Que Choisir* signalait le fléau à Poitiers et dans plusieurs villes du Nord. A Lyon, on relevait la présence anormale de gaz dans le réseau hydrique, suite à des intempéries. Les mêmes intempéries provoquaient une pollution bactérienne à Châteauroux. Dernière région en date touchée par la contamination bactérienne, le Territoire de Belfort est à son tour sous surveillance. Les inondations de la semaine dernière sont responsables de cette nuisance qui oblige 95 000 personnes à faire bouillir l'eau courante et à y ajouter une à deux gouttes d'eau de Javel par litre pour échapper aux embarras gastriques...

On comprend la perplexité du consommateur qui, s'il se refuse à cette psychologie, ne peut compter davantage sur les eaux minérales. Après la découverte de nitrates et d'hydrocarbures dans les bouteilles d'eau Katell-Roc en Bretagne, après le retrait du marché des bouteilles de Perrier, c'est maintenant au tour de Vitel de rapatrier dans ses usines toutes les bouteilles d'un minéral Hépar en circulation. Cette fois, le benzène est hors de cause. C'est la présence d'un hydrocarbure, l'alcane, découvert récemment dans 2 500 bouteilles vendues en Grande et à Marseille, qui a déclenché le retour à la source, pour contrôle...

Eau du robinet, eau minérale, le consommateur craint subitement d'avoir à choisir entre la peste et le choléra. Le concept d'un eau potable est singulièrement ébranlé. Comment le raffermir ? Un communiqué commun des ministères de l'Environnement et de l'Agriculture affirme « la poursuite active de la politique du gouvernement de préservation des ressources ». Mis à part le problème de la pureté intrinsèque de l'eau, il semble que la difficulté se situe en France au stade de l'assainissement. Les collectivités locales sont en retard dans ce domaine crucial, faute d'avoir consenti les investissements suffisants. L'augmentation du prix de l'eau est sans doute une condition indispensable pour éviter que quelques verres d'eau, minérale ou non, ne provoquent des dégâts. Un verre, ça va...

Pollution de l'eau dans le territoire de Belfort

À la suite d'analyses effectuées sur plusieurs réseaux d'alimentation en eau du territoire de Belfort révélant une contamination bactériologique, la préfecture a demandé, le 21 février, à la population de ne pas consommer l'eau du robinet. L'ensemble du réseau va être purgé et il faudra compter au maximum une semaine pour rétablir une alimentation normale. Les risques se limitent à des embarras gastriques, à des gastro-entérites notamment, en particulier pour les enfants et les personnes âgées.

Après la brusque déprime du début de la semaine, les marchés boursiers semblaient retrouver une certaine sérénité jeudi 22 février. Malgré la chute de Tokyo mercredi (-3,1 %) et l'annonce d'une inflation forte aux États-Unis en janvier (+1,1 %), la Bourse de New York n'a pas cédé à la panique, l'indice Dow Jones finissant en légère baisse.

Cette bonne résistance de Wall Street a été favorablement accueillie à Tokyo, où l'indice Nikkei a repris, jeudi, le chemin de la hausse (+0,25 %). En Europe, les marchés boursiers ont ouvert en légère progression. A Paris, à l'ouverture, l'indice CAC était en progrès de 0,7 % après une baisse de près de 10 % depuis le début de l'année. Dans un entretien publié par la *Tribune de l'Expansion*, M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie, cherche à rassurer les opérateurs en jugeant une nouvelle fois « excessives » les réactions des marchés.

Un krach larvé

Suite de la première page : Les premiers coups de semonce sont venus de Tokyo dans un marché restant toujours très calme et ne cédant pas à la panique. Le Kabuto-Cho, la première Bourse mondiale avec 45 % de la capitalisation globale (25 600 milliards de francs), donnait des signes de faiblesse dès le 3 janvier. Fait nouveau, jusqu'alors apparemment insensibles à l'évolution internationale, les intervenants nippons se sont mis à réagir aux préoccupations de leur entourage extra-insulaire. Sans doute le niveau très élevé atteint par les actions japonaises explique-t-il en partie cette nouvelle fragilité du marché. L'annonce de l'annulation par M. Mikhail Gorbatchev de ses rencontres avec des responsables étrangers pour mieux se concentrer sur la situation intérieure provoquait alors une forte baisse des valeurs. Une semaine plus tard, le 12 janvier, les tensions dans certaines régions d'URSS contribuaient à un nouveau recul important.

La Bourse plongeait à nouveau les 16 et 24 janvier pour les mêmes raisons, auxquelles s'ajoutaient la perspective d'une hausse des taux d'intérêt et l'issue incertaine des élections. La chute la plus violente depuis le krach d'octobre 1987 a été enregistrée mercredi 21 février alors que, paradoxalement, l'hypothèque électorale pesant sur les cours a été levée quelques jours auparavant, redonnant au Parti libéral démocrate une confortable avance. Mais ce vote, en fait, supprime le dernier obstacle à un resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation et raffermir le yen. Même si, pour l'instant, la Banque du Japon dément avoir l'intention de relever le taux de l'argent, les intervenants estiment qu'elle interviendra lorsque, « comme d'habitude, personne ne s'y attendra ». Cette hausse est jugée d'autant plus indésirable qu'aucun signe de détente en la matière ne vient de l'étranger, et apparemment pas des États-Unis.

A Wall Street, depuis plusieurs mois, la même question revient chez les investisseurs : qu'en est-il de la situation économique du pays ? L'heure est-elle toujours à la croissance, l'alimentation contrôlée (soft landing) ou carrément à la récession ? Pour l'instant, aucun des indicateurs économiques ne permet de dégager une véritable tendance. La parution de chacun d'entre eux à

La Bourse de Tokyo se redresse

TOKYO

Correspondance
A la Bourse de Tokyo, la séance de jeudi 22 février a été très « volatile », traduisant une certaine nervosité. L'indice Nikkei a regagné 92 points après les 1 162 perdus hier, mais ceci au terme de violents coups de yoyo, en ouverture, le kabuto-cho a perdu 400 points, en perdant 600 puis remontant de 230 par rapport au cours d'hier avant de finir sur une glissade.

Le volume d'actions traitées, également en légère reprise, est resté modéré (520 millions). On est loin de la moyenne du milliard de 1989. L'essentiel de l'activité a été lié à des opérations d'arbitrage sur les contrats à terme (futures), souligne-t-on à la société General Securities Tokyo. Certains intervenants ont vendu des paquets d'actions dont l'échéance est pour le début du mois de mars et ont racheté en « cash ». D'où le décalage relevé entre les deux indices utilisés à Tokyo, le Nikkei finissant en hausse tandis que son concurrent, le Topix, perdait cinq points.

De manière générale, les étrangers sont restés vagues, analysant chez US-Phillips and Drew Japan, notamment les fonds pla-

cés au Japon et gérés de Londres. En revanche, certains fonds d'investissements japonais ont revendu et ont racheté par intermittence, contribuant à soutenir les cours.

Une réputation de solidité

La résistance des places étrangères après la chute de Tokyo a été bien appréciée. « Cela renforce le rôle de leader qu'on prête généralement à Tokyo », explique-t-on à la Société générale. Pour W. J. Carr (Indosuez), « la chute de Tokyo n'a rien d'inquiétant pour les intervenants ». Tokyo bénéficie d'une réputation de solidité qui met en confiance. Pourtant, en dépit de ce rétablissement de jeudi, la situation n'est pas fondamentalement changée, estime-t-on à Tokyo aujourd'hui. L'épée de Damoclès d'un relèvement des taux d'escompte japonais, restée suspendue au-dessus du marché, subsiste. Peu de chances donc qu'il relève la tête d'ici là. Toutefois, assure Daiwa Securities, la Bourse de Tokyo ne descendra pas au-dessous des 35 000 yens quot qu'il s'agisse d'un plancher et il existe un véritable consensus pour l'affirmer.

BRUNO BIROLLI
Instantané, disparaissant avec la flamme venue d'Allemagne. La dégradation des marchés obligataires et boursiers depuis l'annonce des projets de réévaluation monétaire et économique s'est alors accélérée sur l'ensemble des places. Si les États-Unis sont perturbés par ces projets de rapprochement entre la RFA et la RDA en discussion depuis le 13 février, les places européennes pâtissent également de cette perspective. Bien sûr, Francfort est la Bourse qui a le plus fléchi à la hausse comme à la baisse (voir tableau), le repli n'ayant toutefois commencé véritablement qu'à partir de la fin février. L'accroissement des charges de la RFA et l'accélération de la consommation en RDA après l'introduction du deutschmark dans ce pays devraient obliger la Bundesbank à durcir sa politique monétaire pour éviter tout risque de surchauffe.

Dans cette perspective de hausse des taux, le marché obliga-

Wall Street résiste

NEW-YORK

de notre correspondant

« C'est effectivement un chiffre décevant. » Quelques heures après la publication, le 21 janvier, d'une hausse des prix de détail de 1,1 % au mois de janvier 1989, le porte-parole de la maison blanche ne cherchait pas à travestir la réalité, le chiffre lié en début de matinée par le département du commerce était le plus élevé depuis sept ans et demi, plus précisément depuis cette hausse identique (1,1 %) enregistrée en juin 1982 par l'indice américain des prix à la consommation, de plus, il reflétait un bond important par rapport à la hausse de 0,4 % constatée en décembre 1989.

Son seul réconfort était la faible réaction de Wall Street où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, à peine chahuté en cours de séance, a fini la journée de mercredi sur un repli de 13 points, à 2 583 points.

Il est vrai que la Bourse américaine ne peut tout de même pas s'effondrer tous les jours. La veille, le marché avait essuyé un nouvel orage après les déclarations faites au Congrès par M. Alan Greenspan. Le patron de la Réserve fédérale avait alors indiqué que, selon lui, l'économie américaine avait passé le creux de la vague. Traduction immédiate au New-York Exchange : pas de relâchement du crédit à attendre

et maintien de taux d'intérêt élevés dans un contexte marqué par une remontée générale de ces mêmes taux dans les grands pays industrialisés.

Mercredi, la hausse de 1,1 % des prix en janvier a fait moins d'effet sur le Big Board. D'une part, parce que cette « mauvaise nouvelle » était escomptée. Depuis plusieurs jours, les professionnels tablent sur un taux de 0,8 % à 1 %. De plus, en décalquant les statistiques, les boursiers ont noté que l'essentiel de la hausse provenait de la forte augmentation des prix alimentaires et du poste énergie. Un accroissement dû, en majeure partie, aux températures en baisse, un record, qu'a subies le pays en décembre. Avec pour répercussion une forte augmentation de la consommation de fuel qui s'est poursuivie début janvier, les gels et la destruction de nombreuses récoltes de fruits et de légumes entraînant des hausses de prix ce mois-ci. Selon le département du commerce, la hausse de l'alimentation et de l'énergie représente à elle seule 60 % de l'augmentation totale de l'indice constatée en janvier dernier. Si l'on exclut ces deux postes, le « cœur » de l'inflation a tout de même enregistré un accroissement de 0,6 % en janvier contre 0,3 % le mois précédent. En dépit de ces chiffres préoccupants, certains responsables, continuent à accuser la Fed d'être obsédée par l'inflation alors que, selon eux, ce sont les taux d'intérêt qui étouffent l'économie nationale et pèsent sur la croissance.

Une marge de manœuvre étroite

Il est vrai que la marge de manœuvre de M. Greenspan est étroite. Lors de sa déposition, la veille, devant la Chambre des représentants, à Washington, il avait fixé à 1,75 % ses prévisions de croissance pour 1990. Des chiffres qui excluent toute idée de récession mais qui restent bien inférieurs aux pronostics de l'administration Bush. Dans le même temps, le patron de la Réserve fédérale escompte un taux d'inflation de 4 % à 4,5 % pour cette année. Pratiquement inchangé par rapport à 1989 (4,3 %), après 4,2 % l'année précédente. A cet égard, l'évolution du coût de la main-d'œuvre est jugée préoccupante par les économistes. Au quatrième trimestre 1989, il s'est maintenu à un taux élevé (4,8 %) avec des composantes salariales en hausse de 4,2 % et des cotisations sociales en augmentation de 6,8 %. Une tendance qui devrait s'accroître cette année avec la hausse prévue du barème des cotisations sociales. « L'inflation va ralentir, mais ce n'est pas pour tout de suite », affirme un conjoncturiste new-yorkais. Pour lui, M. Greenspan ne lâchera pas prise sur le contrôle de l'inflation. Il a encore en tête les enseignements de son prédécesseur, M. Paul Volcker, auquel il a succédé en 1987. Cette année-là l'inflation n'était que de 3,6 %.

SERGE MARTI

PARIS : la plus forte baisse

	29-12-89	21-02-90	Variations	+ (last)
Tokyo... (Nikkei)	38915,87	35734	- 8,9 %	38915,87 (29-12-89)
New-York... (Dow Jones)	2753,30	2583,55	- 6,1 %	2810,10 (2-01-90)
Londres... (F.T. ind.)	1916,6	1783,8	- 6,9 %	2008,6 (5-09-89)
Paris... (CAC-40)	2001,08	1803,79	- 9,8 %	2006,42 (4-01-90)
Francfort... (Commerzbank)	2190,2	2215,8	+ 1,16 %	2370,8 (6-02-90)
Vienne... (Crédit Aktien)	526,59	642,05	+ 21,9 %	663,28 (19-02-90)

riétés sur l'évolution des taux d'intérêt. Leurs fluctuations sont à l'origine des mois plus importants secousses depuis le début de l'année.

Le 22 janvier, l'indice Dow Jones chutait de 2,9 %, son recul le plus important depuis le mini-krach du 13 octobre 1989. Quarante-huit heures plus tard, il subissait une forte baisse avant de se reprendre en fin de séance. Un mois plus tard, le 20 février, il perdait à nouveau 1,5 %. Le premier à-coup était provoqué par des déclarations alarmistes des dirigeants de la Réserve fédérale américaine (Fed), la banque centrale du pays, qui au nom de la lutte contre l'inflation, ne sont pas disposés à baisser les taux d'intérêt à court terme. S'ajoutaient à cela, la perspective des opérations de refinancement trimestriel du Trésor américain au début du mois de février et la crainte que, faute d'un taux suffisamment intéressant par rapport à celui proposé au Japon, les investisseurs nippons principaux souscripteurs boudent ces adjudications. Ils ne l'ont pas fait, en raison d'une forte hausse des rendements. L'opération a peine achevée, l'espoir de détente, un

taire s'est fortement dégradé en Allemagne entraînant avec lui celui des actions. Le mouvement a fait tache d'huile en Europe, à Londres et surtout à Paris où tout est fait pour éviter un décrochage du franc par rapport à la devise allemande.

La place française est de celle qui a le plus été touchée par ces tensions. Elle a perdu plus de 9 % depuis le début de l'année soit une chute comparable à celle de janvier 1988. Mais les circonstances sont différentes. L'époque, le palais Brongniart était encore sous le choc du krach d'octobre 1987, l'indice CAC accusait son plus bas niveau. Les pronostics étaient alors sombres, avec une récession longue-temps annoncée et jamais arrivée. Il s'en suivit une expansion insoupçonnée. Deux ans plus tard, les indices boursiers ont atteint, au début du mois de janvier, leur plus haut niveau historique avant de s'effondrer bien que, cette fois-ci, la conjoncture économique soit encore favorable, hormis les conséquences d'un relèvement éventuel du taux de l'argent sur les charges des entreprises et l'expansion.

Dans une déclaration à la Tri-

Simplification des structures et plus grande souplesse de fonctionnement

Une importante réforme du CEA

Beaucoup pensaient que le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avait besoin d'être dépoussiéré, d'être réorganisé pour mieux prendre en compte les réalités d'un programme électronucléaire fortement ralenti. En fait, c'est une totale transformation de cet organisme qu'a annoncée son patron, M. Philippe Rouvillois, mercredi 21 février.

Tirant les enseignements du rapport qui lui avait été demandé l'an dernier par les pouvoirs publics sur l'avenir du CEA, M. Philippe Rouvillois, devenu depuis administrateur général du Commissariat, et son adjoint, M. Guy Paillet, ont, même s'ils s'en défendent, tranché dans le vif et cassé les baronnies de cet organisme qui fait travailler près de 20 000 personnes.

Simplification des structures hiérarchiques, souplesse, savoir-faire et faire-savoir sont les maîtres-mots de cette opération vérité qui doit aboutir à un CEA renoué, capable de s'affirmer aussi en dehors d'un nucléaire en régression. La première conséquence de cette politique est la suppression de deux grands instituts du Commissariat - l'Institut de recherche et de développement industriel (IRDI) et l'Institut de recherche fondamentale (IRF) - et la redistribution de certains

activités au profit de six directions opérationnelles plus petites, mais plus réactives, et confiées à une équipe jeune.

« Ce que nous voulons, explique un des artisans de cette réforme, c'est donner à ces nouvelles directions opérationnelles une plus grande flexibilité à leurs recherches, mais aussi les amener à penser avec transfert de technologies - il y a tant de trésors au CEA - et à plus d'ouverture en direction de l'industrie, des universités, et des instances régionales. »

Si la continuité est de règle à la direction des applications militaires (DAM), qui reste sous la houlette de M. Roger Balfanz, cinq nouvelles entités opérationnelles voient le jour : la direction du cycle du combustible, confiée à M. Jean-Yves Barré, ancien directeur d'Eurodif-Production ; la direction des réacteurs nucléaires, qui incombera à un centralien, M. Jacques Bouchard, actuellement délégué nucléaire à la direction des technologies ; la direction des sciences de la matière revient à M. Robert Aymar, ancien chef du projet Tore-Supra (machine à fusion thermonucléaire installée à Cadarache) ; celle des sciences du vivant à M. Michel Sussillon, seul universitaire de la nouvelle équipe.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
FRANÇOIS VAYSSÉ
Lire la suite page 31

INSOLITE

Aux armes les boursiers

Les courtiers de la Bourse de Djakarta ont obtenu du ministère des finances indonésien de ne pas avoir à chanter l'hymne national chaque matin en début de séance. Ils ont obtenu également de ne pas avoir à prêter chaque jour un serment de bonne conduite, comme le prévoyait un nouveau règlement,

annoncé il y a deux semaines et qui visait à renforcer la discipline et le professionnalisme.

C'est dommage ! Pour conjurer un krach boursier, une « Martell » vibrait n'est-elle pas un moyen efficace pour mettre en déroute les démons de la baisse et redonner du tonus aux valeurs nationales ?

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

En dépit des difficultés administratives et fiscales

Le gouvernement encourage les sociétés françaises à investir en Afrique

A l'occasion d'une réunion consacrée aux investissements français en Afrique, mercredi 21 février, le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, ont insisté sur la nécessité de voir les chefs d'entreprise français poursuivre leur implantation sur le continent noir, en dépit des difficultés rencontrées. « Allez-y, on vous aidera », a déclaré M. Bérégovoy, ajoutant que l'aide publique est acquise et elle demeure.

L'Afrique comptera dans vingt ans un milliard d'habitants, deux fois plus que la grande Europe élargie aux pays de l'Est. Restera-t-elle le continent mendiant dont l'indépendance politique et écono-

mique gardent la marque des forces coloniales ? Ou sera-t-elle enfin le partenaire à part entière que la France appelle de ses vœux depuis le sommet de Cancun de 1981 ?

Le gouvernement français sent manifestement une urgence à rassurer les Français inquiets de voir les États européens amis tourner leurs regards au-delà de l'ancien rideau de fer. A peine rentré d'une visite au Kenya (le Monde du 20 février), le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, se trouvait, le 21 février, aux côtés de son collègue de la coopération, M. Jacques Pelletier, pour encourager les chefs d'entreprise à investir encore et plus en Afrique en dépit des difficultés administratives et fiscales inhérentes à de telles initiatives.

La RDA a déjà signé un accord avec Volkswagen pour la modernisation des Trabant, l'autre véhicule local, portant la capacité de

production à 240 000 voitures par an.

C'était l'occasion pour le président de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) M. Philippe Jurgensen, d'expliquer « l'offre-pessimisme » en annonçant toute une série d'incitations destinées à favoriser l'accès des « privés » au marché africain.

Un guichet unique

Parmi les innovations majeures, on trouve la création d'un guichet unique pour les entreprises au sein de la CCCE, chargé de centraliser les procédures, les financements et l'assistance technique dont la gestion était jusqu'ici très éclatée. Un fonds de garantie aura pour mission de protéger les investissements des entreprises françaises en Afrique. La PRO-PARCO, filiale de participation de la caisse centrale verra bientôt son capital passer de 140 à 200 millions de francs et son rôle s'étendra à l'octroi de prêts à moyen et long terme.

Dès cette année, M. Jurgensen espère pouvoir prêter 1 milliard de francs aux opérateurs privés misant sur le continent africain. La participation en capital de la caisse centrale devrait atteindre 50 millions de francs par an.

Si l'effet d'annonce est important, il n'efface pas l'impression laissée par le rapport Prouteau France-Afrique paru le 20 février, qui livre l'analyse du patronat français sur l'environnement économique offert aux investisseurs privés sous les Tropiques. Après sept années de crise en Afrique sub-saharienne, le bilan est alarmant. Entre 1985 et 1988, les importations de ce continent n'ont progressé que de 6 milliards de dollars (passant de 41 à 47 milliards de dollars) pour représenter seulement 2 % du total mondial. L'aide publique française est restée élevée (31,3 milliards de francs en 1988) mais les apports privés se sont effondrés. Ils atteignent 3,5 milliards de francs en 1988. L'an passé, les flux étaient négatifs (moins 4 milliards de francs).

Cette disparition de l'aide privée s'accompagne d'une stagnation des investissements français en Afrique. 48 % des chefs d'entreprise concernés n'envisagent pas d'investir dans cette zone au cours des trois prochaines années. 7 % d'entre eux pensent réduire leur activité hors du continent noir.

Malgré l'élaboration de codes d'investissement plus favorables à l'entreprise, malgré l'espoir d'une croissance à venir, les patrons prononcent enervés : « l'Afrique n'est qu'un trou », selon M. Prouteau, président du comité ACP-CNPF. L'Afrique sub-saharienne souffre de ne plus offrir « un mythe commercial » comparable à celui du Grand Maghreb. Il convient d'après lui de recréer des espaces d'attraction naturelle, de concentration entre sous-groupes de pays, de zones franches susceptibles d'attirer durablement les hommes d'affaires (1 500 filiales de grandes entreprises françaises et un million de PME sont actuellement installées en Afrique).

En dépit des précautions oratoires du ministre de l'économie, l'Afrique française laisse de plus en plus froids les investisseurs tricolores. Seuls quelques pays - Maurice, la Guinée, et à un

degré moindre, Madagascar - font l'objet d'attentions plus appuyées. L'impression de tourner en rond l'empêche de convaincre d'un sursaut prochain de l'Afrique. L'explosion des marchés d'Asie, dont les importations ont augmenté de 70 % depuis 1985, accentue le retard africain.

Parce que l'économie étatisée a échoué dans les anciennes colonies, la France et la communauté internationale proposent un retour à la démocratie et à la dictature, plus ou moins populaire ? Le gouvernement français s'applique à démontrer qu'aucune reprise des relations économiques avec l'Afrique du Sud n'est souhaitable tant que l'état d'urgence ne sera pas levé ni accordé le droit de vote des Noirs au suffrage universel. Message clair, sans ambiguïté.

Le privilège du meilleur ami

Il en va autrement pour l'Afrique francophone traitée avec le privilège du meilleur ami à qui l'on peut tout dire à l'abri des regards. Mais que l'on soutient coûte que coûte, parce qu'un meilleur ami on pardonne tout. Ici subsiste le talon d'Achille de la coopération française. Au plan économique, les politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale créent des situations sociales tendues, parfois prévisionnelles, à mesure que les fonctionnaires sont licenciés, les enseignants dévalorisés, les étudiants diplômés exclus du marché de l'emploi.

Sur ce terrain laissé aux grands gendarmes internationaux, la France a perdu la main. Mais, à la première révolte en Côte d'Ivoire ou au Gabon, le bouc émissaire sera plus probablement le pouvoir central français que le journal FMI. Pesant privilège du meilleur ami.

Accompagner la démocratisation en Afrique apparaît, dans ces conditions, comme un préalable à la promotion de l'investissement privé. Les symboles de la coopération ne peuvent se résumer à des échanges de footballeurs, à des accords militaires, à des envois de majorités et à des tapes, même appuyées, dans le dos.

Ceux qui croient à la démocratie en Afrique attendent du président Mitterrand qu'il agisse à son tour cette valeur. Ils espèrent que la puissance française ne volera pas systématiquement au secours des pouvoirs les plus corrompus sous prétexte de stabilité. « Mitterrand peut être le Gorbatchev de l'Afrique », estime un expert français de la coopération.

Passé l'immense Sahara, le mot est déjà explosif et le choc serait révélateur. En appelant à la rescousse les ONG (organisations non gouvernementales), les collectivités locales et les industriels pour participer au développement de l'Afrique, M. Pelletier a tracé le 21 février les pistes d'un développement réel de l'Afrique. M. Philippe Jurgensen a parlé, lui, d'une « évolution créatrice ».

ERIC FOTTORINO

Un soutien budgétaire de 500 millions d'ECU en 1990

La Commission de Bruxelles veut accélérer l'aide européenne aux pays de l'Est

La Commission de la CEE a demandé, mercredi 21 février, au conseil des ministres des Douze et au Parlement européen d'accorder une aide budgétaire de 500 millions d'ECU (1 ECU vaut environ 7 F) en 1990, 850 millions en 1991 et 1 milliard en 1992 aux pays de l'Europe centrale et orientale.

BRUXELLES

(Communautés européennes) de notre correspondant

Qu'il semble déjà loin le temps où la Communauté devait jouer ce rôle majeur dans la réforme des économies et la stabilisation de la démocratie dans les anciens satellites de l'Union soviétique ! La décision du Sommet de l'Arche, en juillet dernier, de confier à la Communauté Européenne la coordination de l'aide dans vingt-quatre pays occidentaux, à la Hongrie et à la Pologne, avait été accueillie à Bruxelles comme une véritable victoire pour l'Europe communautaire. Dans la foulée, les Douze décidaient d'accorder une enveloppe de 300 millions d'ECU.

La mission de la Commission n'a pourtant pas réellement commencé. Le haut fonctionnaire, M. Cadieux - un Français - chargé d'animer l'action de l'exécutif européen, ne devrait prendre ses nouvelles fonctions qu'au 1^{er} mars prochain.

Depuis septembre, les réunions des vingt-quatre, au niveau des experts et des ministres, se sont succédées sans que des résultats tangibles se soient dégagés. Les aides accordées à l'Est de manière bilatérale par la RFA, le Japon ou les États-Unis, ressortent en revanche plus nettement.

Aujourd'hui, la Commission demande de porter les 300 millions prévus pour cette année à 500 millions, mais pour l'ensemble des pays de l'Est. Le montant envisagé pour 1992 paraît bien modeste. Il est égal à celui inscrit pour les pays tiers riverains de la Méditerranée.

En janvier, M. Jacques Delors

avait expliqué devant le Parlement que l'effort budgétaire de la Communauté devait s'élever à 14 milliards d'ECU par an (26 % des crédits globaux pour 1990) si des Douze voulaient aider l'Europe centrale et orientale de façon comparable à ce qu'ils faisaient pour les régions de la CEE en retard de développement.

Cette hypothèse a été vite écartée le 20 janvier dernier à Dublin par les ministres des Affaires étrangères des Douze, malgré l'accueil favorable réservé par l'Assemblée de Strasbourg. Le lancement d'une opération de parallèle enveloppe demandait l'ouverture de négociations budgétaires au plus haut niveau.

En février 1988, à Bruxelles, le conseil européen a réglé, à l'issue d'une session extraordinaire particulièrement agitée, le financement des dépenses communautaires jusqu'à la fin de 1992. Une aide substantielle aux pays de l'Est augmenterait les engagements de la CEE à un point tel que les Douze devraient faire appel à des recettes allant sensiblement au-delà de celles prévues dans les trois années à venir. En d'autres termes, c'était entrer dans des pourparlers et risquer une nouvelle campagne avec Margaret Thatcher au nom de la fameuse « compensation britannique ».

Pour leur part, MM. Peter et Schmidhuber, chargés du budget, ont affirmé que « les événements allaient tellement vite à l'Est qu'il était impossible pour la Commission de faire des prévisions ». Ces responsables européens ont ainsi expliqué que l'incertitude était trop grande en ce qui concerne le statut de la RDA « pays associé, troisième Etat membre ou intégration à la RFA ».

Alors pourquoi proposer pour 1991 et 1992 une enveloppe financière qui aura, en tout état de cause, des effets de faible portée ? Comme si la Commission voulait avant tout assurer une présence - quasi symbolique - en attendant que le Chancelier Helmut Kohl ait achevé sa course effrénée à la réunification.

MARCEL SCOTTO

Préfecture de Seine-et-Marne
Préfecture de l'Essonne

AVIS D'ENQUÊTE

Ouverture d'une enquête préalable portant à la fois sur :

l'utilité publique du projet de construction d'une section de l'autoroute A 5 et de ses branches autoroutières A 5 a et A 5 b sur le territoire des communes de TIGERY (Essonne), LIEUSAIN, MOISSY-CRAMAYEL, REAU, EVRY-GREGY, SUR-YERRE, VERT-SAINT-DENIS et MONTEREAU-SUR-LE-JARD (Seine-et-Marne) ;

la mise en compatibilité corrélatrice du plan d'occupation des sols des six communes précitées de SEINE-ET-MARNE ; le changement de statut de la RN 6 entre la Francilienne et ARVIGNY.

(Application de l'article L.123-3 du code de l'urbanisme et de la sous-section II du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique relative aux enquêtes préalables portant sur des opérations entrant dans le champ d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.)

Par arrêté interpréfectoral du 7 février 1990 est prescrite l'ouverture de l'enquête préalable dont la durée est fixée à 39 jours, soit du lundi 19 mars au jeudi 26 avril 1990 inclus.

Le siège principal de l'enquête est à la Préfecture de Seine-et-Marne ; Direction des Actes de l'Etat - 3^e bureau - Affaires Foncières et Domaniales - 77010 Melan Cedex où toute correspondance destinée à la commission d'enquête devra être adressée.

La commission d'enquête nommée par le président du Tribunal administratif de Versailles est ainsi composée :

Président : M. LÉON SÉRAOUN, ancien directeur de préfecture (retraité) ;
Membres titulaires : MM. Roger DOMAIN, ancien ingénieur divisionnaire des TPE et LPM de CORBIEUX, ancien inspecteur central des hôpitaux, ancien commissaire du gouvernement (retraité) ;
Membres suppléants : M. Jean IRAN, ancien géomètre principal du cadastre (retraité) ;

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

● A la préfecture de l'Essonne : le samedi 31 mars de 9 h à 12 h.
● A la préfecture de Seine-et-Marne : le samedi 21 avril de 9 h à 12 h et le samedi 26 avril de 15 h à 18 h.
● A la mairie de LIEUSAIN : le samedi 7 avril de 9 h à 12 h.
● A la mairie de REAU : le samedi 12 avril de 15 h à 18 h.

Pendant toute la durée de l'enquête le dossier du projet sera déposé avec le registre principal d'enquête à la préfecture de Seine-et-Marne et avec un registre subsidiaire d'enquête à la préfecture de l'Essonne (direction des collectivités locales - 3^e bureau - 91010 Evry Cedex) ainsi que dans les mairies des communes ci-dessous désignées.

Sera également exposé, dans les mairies des six communes de Seine-et-Marne, le dossier spécifique à la mise en compatibilité corrélatrice de leur plan d'occupation des sols. Un exemplaire de chacun de ces dossiers sera, en outre, déposé à la préfecture de l'Essonne.

Pendant l'enquête, les personnes intéressées pourront prendre connaissance des dossiers et consulter leurs observations sur les registres d'enquête aux horaires indiqués ci-après :

● A la préfecture de Seine-et-Marne et à la préfecture de l'Essonne (jours fériés exceptés) :
- du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.
● A la mairie de TIGERY (jours fériés exceptés) :
- le lundi de 14 h à 17 h
- le mardi et le vendredi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h
- le mercredi et le jeudi de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h
- le samedi de 9 h à 12 h.

● A la mairie de LIEUSAIN (jours fériés exceptés) :
- du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 16 h à 18 h
- le samedi de 9 h à 12 h.

● A la mairie de MOISSY-CRAMAYEL (jours fériés exceptés) :
- du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h
- le samedi de 9 h à 12 h.

● A la mairie de REAU (jours fériés exceptés) :
- les lundi, mardi et jeudi de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 18 h 30
- le vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 16 h 30.

● A la mairie de EVRY-GREGY-SUR-YERRE (jours fériés exceptés) :
- du lundi au vendredi de 8 h à 10 h et de 16 h à 19 h 30
- le samedi de 9 h à 12 h.

● A la mairie de VERT-SAINT-DENIS (jours fériés exceptés) :
- le lundi de 15 h à 18 h
- du mardi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h
- le samedi de 9 h à 12 h.

● A la mairie de MONTEREAU-SUR-LE-JARD (jours fériés exceptés) :
- le lundi et le jeudi de 16 h à 18 h
- le mercredi de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h
- le mardi et le vendredi de 17 h à 19 h.

Une permanence sera ouverte en dehors des jours ouvrables à la préfecture de SEINE-ET-MARNE et à la préfecture de l'ESSONNE le samedi 24 mars de 9 h à 12 h.

La commission d'enquête disposera d'un délai d'un mois, à compter de la date de clôture de l'enquête, pour établir un rapport qui en relatera le déroulement et rédiger ses conclusions motivées.

Copie du rapport et des conclusions sera déposée dans tous les lieux où s'est déroulée l'enquête pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de leur département dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1978 (titre I^{er} - De la liberté d'accès aux documents administratifs).

Melan, le 7 février 1990
Le préfet de Seine-et-Marne
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture
Yves BARADEL

Evry, le 7 février 1990
Le préfet de l'Essonne
Pour le préfet, le secrétaire général
Dominique DUBOIS

PRÉFECTURE DU VAR

VILLE DE TOULON

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'Etat (Direction départementale de l'équipement) a demandé l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux relatifs à la traversée souterraine de TOULON, liaison entre les autoroutes A 50 et A 57, de l'acquisition des immeubles nécessaires, de l'attribution du statut autoroutier (A 50) de cette liaison et de la section de la RN 97 bis comprise entre les P.R. 0,870 et 1,200 avec publication de l'étude d'impact.

Un dossier d'enquête, d'utilité publique avec étude d'impact sera déposé à la mairie de TOULON, mairie d'honneur, carré du Port, pendant 38 jours consécutifs du 13 mars au 19 avril 1990 de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h et les samedis matin de 9 h à 12 h, à l'exception du 14 avril 1990.

Les personnes et propriétaires intéressés pourront en prendre connaissance et déposer pendant cette période leurs observations sur le registre ouvert à cet effet.

En outre, un des membres de la commission d'enquête désignée par le tribunal administratif et constituée de MM. Baklouti Jean, président de la commission, inspecteur général honoraire de la police nationale, Jourdan René, ingénieur divisionnaire des TPE, honoraire, Akerib André, architecte urbaniste ingénieur DETP, recevra les 13, 21 et 29 mars 1990 et les 6, 12 et 19 avril 1990 à la mairie de Toulon, mairie d'honneur, carré du Port, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, toutes les observations ou réclamations relatives à l'utilité publique du projet, à l'étude d'impact et à l'attribution du statut autoroutier.

A l'issue de l'enquête, le président de la commission d'enquête en dressera le procès-verbal et donnera son avis motivé sur l'utilité publique ainsi que sur le classement sous statut autoroutier de la voirie concernée.

L'ensemble de ces opérations devra être terminé dans un délai qui n'excèdera pas un mois à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport sur l'utilité publique de l'opération et les conclusions de la commission d'enquête seront déposés à :

- la préfecture du Var à Toulon - Bureau de l'urbanisme et des opérations foncières
- la mairie de Toulon.

صكرا الرامن

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Les perspectives restent très bonnes pour 1990

L'année 1989 marque un plafonnement de la croissance des profits des PME

Les résultats des petites et moyennes entreprises (PME) françaises se sont stabilisés en 1989 « à un niveau élevé » après trois ans de croissance continue, selon l'enquête annuelle d'UFB Local (groupe Compagnie bancaire) auprès de 65 000 PME de 6 à 200 salariés.

L'année 1986 avait marqué la reprise de la croissance des PME françaises. Les années suivantes ont confirmé cette tendance, avec même une accélération en 1988. Interrogés au début de 1989, les chefs d'entreprise comparent sur une nouvelle hausse. Ils furent en partie déçus, l'activité s'étant seulement stabilisée sur un plateau élevé. Il en est de même pour la rentabilité, tandis que l'investissement a, lui, marqué un ralentissement, en particulier dans les PME les plus importantes.

Du coup, la part des investissements autofinancés est remontée

de 47 % à 50 %. Les patrons sont à nouveau restés très prudents puisque seulement 43 % de ceux qui ont investi l'ont fait en augmentant leurs capacités. La productivité a été l'unique souci des autres. En revanche l'emploi a poursuivi sa remontée : 32 % des PME ont accru leurs effectifs en 1989.

Pour 1990, les chefs d'entreprise interrogés n'affichent pas l'optimisme du début de l'année. Toutefois les carnets de commandes sont aussi bien remplis, et les trésoreries ne cessent de se gonfler.

L'année en cours devrait être très bonne dans le bâtiment et les travaux publics, bonne dans l'industrie et le commerce de gros et de détail, mais plus moyenne dans les transports routiers et dans les services de santé, deux secteurs qui commencent à subir la concurrence accrue des Européens.

SOCIAL

Appelés à remplacer les TUC

Les nouveaux contrats emploi-solidarité sont boudés par les entreprises publiques

alimentée par les critiques que plusieurs des utilisateurs de TUC formulent à l'égard du contrat emploi-solidarité, à leurs yeux dangereux.

Alors que le TUC était considéré comme un stage de la formation professionnelle, le principal grief concerne l'attribution d'un contrat de travail dans le cadre des contrats emploi-solidarité. Or, dans tous les établissements publics, le personnel est employé selon les règles précises d'un statut ou d'après une convention collective, qui, bien entendu, ne sont pas compatibles avec le dispositif social qui vient en aide à des chômeurs, jeunes ou vieux.

Un nouveau cas d'exception est ainsi créé, qui vient s'ajouter aux salariés utilisés avec un contrat à durée déterminée ou pour une mission d'intérêt. « Cela m'amènerait à gérer trois catégories différentes dans l'entreprise, dont deux en situation précaire, explique le dirigeant de l'une des sociétés en cause. Socialement, ce n'est pas tenable, d'autant que les syndicats seraient fondés à intervenir. »

Un fonds spécial de soutien

Déjà peu favorables aux TUC, les organisations syndicales pourraient se saisir du dossier dans les entreprises, soit pour demander l'alignement des contrats emploi-solidarité sur le statut, soit pour interdire leur présence, dérogeant au même statut. En fin de compte, elles seraient également mieux armées pour demander une embauche définitive, que les bénéficiaires seraient encore plus fondés à espérer, en raison de leur situation hybride. Mais on pour-

rait aussi être tenté de demander aux bénéficiaires d'adopter les conditions de travail des titulaires.

« Si leur comportement n'est pas satisfaisant, il sera difficile de les licencier, poursuit un autre responsable du personnel. Nous serons donc sélectifs et essaierons de prendre les meilleurs. » Et le même de noter la « contradiction » qui existe entre un contrat de travail signé par l'entreprise utilisatrice et le salaire versé à 85 % par l'Etat.

Ces réserves des entreprises publiques peuvent, si elles se confirment, limiter le succès de l'opération lancée par M. Jean-Pierre Soisson. Elles s'ajoutent aux difficultés de financement, pour les collectivités locales, et pour des associations qui, cette fois, devront obligatoirement payer 400 ou 500 francs par mois à chaque bénéficiaire recruté et ne le peuvent pas toujours. En prévision, il a même fallu créer un fonds spécial de soutien d'un montant de 250 millions de francs.

Le ministre du travail s'était fixé pour objectif de placer 300 000 contrats emploi-solidarité en année pleine, dont 50 000 provenant du RMI (revenu minimum d'insertion), et tout retard empêchera de tenir le pari. Difficile, engagé avec le lancement du plan emploi. A la plus belle époque, les TUC avaient accueilli jusqu'à 300 000 jeunes, justement, et c'est parce qu'ils n'en avaient plus que 143 000 à fin décembre qu'il devenait urgent de les remplacer par une mesure plus attractive. En cas d'échec, les chiffres du chômage risquent donc d'augmenter.

ALAIN LEBEAUE.

Nouvelle baisse du nombre des conflits du travail en 1989

Malgré deux conflits sociaux importants, ceux des usines Peugeot et des chantiers de l'Atlantique, à l'automne, l'année 1989 n'a pas été marquée par une augmentation du nombre de journées perdues pour fait de grève, selon le ministère du travail. Sur douze mois, indiquent les statistiques publiées le 21 février, 890 000 jours de grève ont été comptabilisés, soit une moyenne mensuelle de 67 000. Le mois de décembre est particulièrement faible puisque que l'on a dénombré 111 conflits du travail entraînant la perte de 33 800 journées de travail pour 17 000 grévistes.

1989 ressemble beaucoup à 1985, qui avait été marquée par la rupture avec les grandes périodes de conflits sociaux puisqu'il n'y avait eu que 885 000 journées de grève cette année-là, pour une moyenne mensuelle de 60 500 journées perdues. 1986 et 1987 ont été encore plus calmes avec, respectivement, des moyennes mensuelles de 47 300 et 42 700 journées de grève.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Michelin vend National Tyre Services à une filiale de Continental

Michelin va vendre la chaîne britannique de distribution de pneus et de pièces détachées automobiles National Tyre Services (NTS) à Unifroyal Englebert Tyre Ltd, une filiale du groupe pneumatique allemand Continental, a annoncé mercredi 21 février la société française.

Le prix de vente a été fixé à 140 millions de livres (1,35 milliard de francs), soit le prix payé au conglomérat British Tyre Rubler

(BTR) lors de l'acquisition de NTS par Michelin en juin de l'année dernière.

En novembre, les autorités britanniques avaient ordonné une enquête de la Commission des monopoles et fusions sur les possibles risques posés à la concurrence par l'entrée de NTS dans le giron de Michelin. Les résultats de cette enquête, qui devait durer trois mois, n'ont pas encore été publiés.

ÉNERGIE

Une importante réforme du CEA

Suite de la page 29

Enfin, le CEA prend le pari de réunir les technologies avancées sous une seule autorité, celle de M. Yannick d'Escatha, ancien directeur général adjoint de Technatome, et de faire ainsi du CEA « le premier institut technique de France ».

Seuls épargnés par ce remue-ménage : l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), qui fait le gros des après la décision du premier ministre de geler les travaux d'exploration sur les sites de stockage à long terme ; l'Institut national des sciences et techniques nucléaires, à Saclay (Essonnes) ; et l'Institut de protection et de

sûreté nucléaires (IPSN) dont la légitimité n'est pas remise en cause mais dont les structures seront modifiées. Une partie des activités de cet institut seront désormais rattachées à certaines des cinq nouvelles directions opérationnelles : ainsi, la robotique entrera dans le giron des technologies avancées, le démantèlement des installations nucléaires dans celui du cycle du combustible, le service biologie (qui travaille notamment sur le modèle animal du sida) rejoignant pour sa part la direction des sciences du vivant.

Mais le problème le plus important de cet institut est celui de « l'aménagement de ses organes de gestion » et son « indépendance renforcée » vis-à-vis des exploi-

tants d'installations nucléaires (EDF, COGEMA, etc) et du CEA lui-même. Sur le premier point, le CEA souhaiterait que le comité de direction de cet institut soit élargi « dans sa composition et ses compétences » et qu'il s'appuie sur un comité d'évaluation scientifique qui remplacerait l'actuel comité des programmes. Son directeur va changer. M. François Cogné, devenant inspecteur général pour la sûreté nucléaire auprès de l'administrateur général, à l'Institut de physique atomique, sera remplacé par M. J. Lemaître, ancien directeur de ce département, et se verra confier la mesure, et se demandant si M. Cogné ne paie pas sa trop grande indépendance et sa trop grande liberté de langage en quelques occasions.

Le contenu des programmes

A côté de cette réforme de structure, il y a la mise en place de grandes directions fonctionnelles (financière, relations internationales, ressources humaines, etc), une réflexion est engagée sur le contenu des programmes du Commissariat. A tout seigneur, tout honneur : le nucléaire. Le temps n'est plus à la mise en service débridée de plusieurs réacteurs par an. Le lancement de nouvelles filières n'est plus aussi urgent. Aussi une étude sur le nucléaire est-elle en cours dont les conclusions seront rendues en mai.

Dans l'esprit des responsables du Commissariat, « ce secteur d'activité doit être traité comme n'importe quelle industrie », ce qui signifie qu'il ne doit pas être fait, comme dans le passé, de distinction entre « les technologies liées au nucléaire et... les autres ». Cette remise en cause du contenu et des méthodes n'est pas propre au seul secteur du nucléaire. La recherche fondamentale est invitée elle aussi à faire une petite toilette, qui devrait la conduire à « une plus d'ouverture sur l'extérieur » et à une réflexion renouvelée sur ses résultats en se livrant « à des comparaisons internationales ».

Ce grand nettoyage de printemps - qui « ne bouleversera pas le métier des chercheurs » de base - se traduira en tout cas par le déplacement d'au moins 120 responsables, victimes du raccourcissement des circuits de décisions espéré par le nouvel administrateur général. Autre signe notable de la volonté de changement : la création d'un poste de directeur scientifique chargé de veiller sur la qualité des programmes de recherche en marge de l'actuel haut-commissaire. Reste qu'une telle mutation - sur fond de vieillissement des agents - sera d'autant plus difficile à gérer que l'argent sera rare si l'on en juge par la stagnation du budget du Commissariat.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
FRANÇOISE VAYSSÉ

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

AVIS DE PRÉSÉLECTION DES ENTREPRISES

- | | |
|---|--|
| 1. Maître d'ouvrage | : Ministère des travaux publics. |
| 2. Maître d'œuvre | : Directeur des routes. |
| 3. Objet du marché | : Lot n° 1 : Travaux de construction de routes en terre.
Lot 1A : Mongo - Mangalmé (55 km).
Lot 1B : Mangalmé - Oum Hadjer (86,1 km).
Lot n° 2 : Travaux de construction de voies urbaines à N'Djaména (14,5 km).
Lot n° 3 (optionnel) : Travaux de construction de la route en terre.
Abou Deia - Am Timan (138,2 km). |
| 4. Financement | : Association internationale de développement. |
| 5. Mode de passation | : Appel d'offres restreint. |
| 6. Participation | : Entreprises ou groupements ressortissants des pays éligibles par l'AID. |
| 7. Retrait du dossier de présélection | : Directeur des routes, B.P. 436 à N'Djaména (Tchad), et à Gelsenconsult GmbH B.P. 1148 à D-4322 Sprockhövel 1 (R.F.A.). |
| 8. Consultation du dossier de présélection | : Mêmes adresses et représentation permanente du Tchad à l'ONU à New-York et ambassade du Tchad à Paris-Bruxelles-Bonn-Bangui-Brazzaville-Yaoundé-Lagos. |
| 9. Date limite des demandes de retrait du dossier | : 4 mars 1990. |
| 10. Date limite de remise des candidatures | : 19 mars 1990. |
| 11. Date prévue pour le lancement de l'A.O. restreint | : 20 avril 1990. |
| 12. Renseignements supplémentaires | : Direction des routes N'Djaména. |

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vie sur saisie Pal. Just. Paris Jeudi 8 Mars 1990 à 14 h 30 en 3 Lots
à PARIS 18^e 13, rue du Nord
1^{er} Lot: Logt. 1^{er} et 2^{es} Ét. - Cuis. S. de Bal. - w.c. 2^e et 3^e Lots
2^{es} Studios 1^{er} et 2^{es} Ét. - Port G - compris chacun 1 Pcs Cabinet toilette et w.c. - M. à P. : 40 000 F - 30 000 F et 30 000 F - S'adresser
M. J. LEMAÎTRE avocat à PARIS 1^{er}, 10, quai de la Mégisserie
Tél. : 42-33-34-28 - Pour Vis. S/PL 1^{er} MARS de 11 h à 12 h.

Vie s/sais. au Pal. Just. d'EVRY (91) Mercredi 7 Mars 1990 à 14 h
PAVILLON à CORBREUSE (91410)
Lieu dit « Les Grandes Ouches » - 4 Impasse de la Sainte-Marie
Contenance : 7345 m²
Mise à Prix : 100 000 F
S'adresser SCP ELLUL GRIMAL ELLUL avocats à EVRY (91000)
3, rue du Village - Tél. : 60-77-96-10.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 8 MARS 1990, à 14 h 30
APPARTEMENT de 3 PIÈCES, entrée et cuisine - CAVÉ
PARIS (11^e) - 42, rue de la FOLIE-MÉRICOURT
MISE A PRIX : 300 000 F (avec baisse de 10 % en 10 % jusqu'au quart)
S'adr. à M^{re} Gilbert PAVIE, avocat au Barreau de Paris, 30, rue de Fleurus,
75006 Paris, Tél. : 45-44-75-10 - M^{re} Jean ROUILLE, syndic, 1, rue
du Port (72000) LE MANS, Tél. : 45-28-44-59 - MINITEL : 3616 JAVEN

Vie s/sais. au Pal. Just. d'EVRY (91) Mercredi 7 Mars 1990 à 14 h
PAVILLON à SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (91240)
8, rue Edith-Piaf - 4 Pièces principales - édifié sur dalle
d'un rez-de-chaussée et d'un étage de type « 4P » -
Contenance : 1445 m²
Mise à Prix : 100 000 F
S'adresser SCP ELLUL GRIMAL ELLUL avocats à EVRY (91000)
3, rue du Village - Tél. : 60-77-96-10.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 8 MARS 1990, à 14 h 30
APPARTEMENT 4 P.P. - 118 à 130, av. JEAN-JAURÈS
à PARIS (19^e) - 3^e Ét. Bât. A, Escal. 2 - CAVÉ - PARKING
S'adr. M^{re} Guy BOUDRIOT et Patrick VIDAL
M. à P. : 400 000 F DE VERNEX, avocats, 55, bd Malesherbes
à Paris (75008) - Tél. : 45-22-04-36 - VISITE sur place,
le 6 MARS 1990, de 12 à 13 heures.

Vie aux ENCH. PUB. Pal. Just. Paris, Lundi 5 MARS 1990 à 14 h
APPARTEMENT à PARIS 7^e
11, rue Bosquet - 2^e Étage Bât. A/rue - 26 m² environ - comprenant : entrée
1 pièce sur rue - 1 pièce sur cour arrière - Cuisine avec fenêtre
sur rue - Salle de bains sur cour (Lavage, w.c., baignoire-sabot)
LIBRE
Mise à Prix : 500 000 F
S'adresser M^{re} COPPER-ROYER avocat à Paris (7^e, 42, rue Ampère,
T. 46-22-26-15. SERVICE DES DOMAINES (D.N.I.D.) 17, rue Scribe
à Paris 9^e - Service des Ventes Judiciaires.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le MARDI 6 MARS 1990, à 13 h 30
UN PAVILLON à NEUILLY-SUR-MARNE (93)
14, rue de Villemomble
avec JARDIN - Cont. 838 m² - Situé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée
et d'un étage - Grenier et un bâtiment en façade.
MISE A PRIX : 650 000 F
S'adr. pour renseignements : M^{re} Maurice AVOUN, avocat, 124, bd Malesherbes
75017 PARIS - Tél. : 46-22-47-02 - M^{re} J. PIETRUSZYNSKI, avocat,
28, rue Scandicci 93500 PANTIN - Au Greffe des Cries du T.G.I.
de BOBIGNY, où le cahier des charges est déposé. - S/Lieux pour visite

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR - Obligations à taux révisable trimestriel décembre 1988
(tranche a)

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 263,43 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 39,51 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,26 F, faisant ressortir un net de 218,68 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR

Obligations à taux révisable trimestriel décembre 1988 (tranche b)

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 131,73 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,75 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,62 F, faisant ressortir un net de 109,36 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR - Obligations à taux révisable trimestriel janvier 1989

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 262,18 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 39,32 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,24 F, faisant ressortir un net de 217,62 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SAPAR FINANCE

Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1988

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 131,73 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,75 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,62 F, faisant ressortir un net de 109,36 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR

Obligations 1 % décembre 1988

Les intérêts courus du 23 mars 1989 au 23 mars 1990 seront payables à partir du 23 mars 1990, à 43,00 F par titre de 5 000 F après une retenue à la source d'au moins 5,00 F (montant brut : 50,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 2,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,00 F, faisant ressortir un net de 41,51 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel février et juin 1988

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 544,58 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 81,68 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,88 F, faisant ressortir un net de 452,02 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1988

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 531,94 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,79 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,62 F, faisant ressortir un net de 441,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable janvier 1987

Les intérêts courus du 28 mars 1989 au 27 mars 1990 seront payables à partir du 28 mars 1990, à 475,00 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 71,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,50 F, faisant ressortir un net de 394,25 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel juillet 1989

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 526,89 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,03 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,52 F, faisant ressortir un net de 437,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel juillet 1989

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 265,97 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 39,89 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,30 F, faisant ressortir un net de 220,78 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel novembre 1989

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 267,24 F par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 40,08 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 5,34 F, faisant ressortir un net de 221,82 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 11 % juin 1977

Les intérêts courus du 20 mars 1989 au 19 mars 1990 seront payables à partir du 20 mars 1990, à 99,00 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 11,00 F (montant brut : 110,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 5,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,20 F, faisant ressortir un net de 91,31 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 6,40 (ex 5 %) 1962

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1989 au 28 février 1990 seront payables à partir du 1^{er} mars 1990, à 21,00 F par titre de 250 F, contre détachement du coupon n° 28 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 2,52 F (montant brut : 23,52 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 1,00 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,46 F, faisant ressortir un net de 19,54 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 7,75 % (ex 16,70 %) 1965

Les intérêts courus du 1^{er} mars 1989 au 28 février 1990 seront payables à partir du 1^{er} mars 1990, à 27,90 F par titre de 400,00 F, contre détachement du coupon n° 25 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'au moins 3,19 F (montant brut : 31,09 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 1,54 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,62 F, faisant ressortir un net de 25,74 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Tous ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981), et seront mis à disposition des investisseurs par le biais d'un crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel mai 1989 (tranche c)

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 531,94 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,79 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,62 F, faisant ressortir un net de 441,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux révisable trimestriel mai 1989 (tranche d)

Les intérêts courus du 14 décembre 1989 au 14 mars 1990 seront payables à partir du 15 mars 1990, à 526,89 F par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,03 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,52 F, faisant ressortir un net de 437,34 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations à taux variable février 1988 (tranche e)

Les intérêts courus du 15 février 1989 au 14 février 1990 seront payables à partir du 15 février 1990, à 483,36 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 72,50 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,66 F, faisant ressortir un net de 401,20 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ELECTRICITÉ DE FRANCE

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le conseil d'administration d'AVENIR HAVAS MEDIA, réuni le 20 février 1990 sous la présidence de M. Philippe Santini, a examiné les premiers résultats du groupe pour l'exercice écoulé.

AVENIR HAVAS MEDIA est issu du regroupement au sein d'AVENIR PUBLICITÉ des activités médias des groupes HAVAS MEDIA REGIONS et MILLS et ALLEN INTERNATIONAL (Grande-Bretagne), cette opération, approuvée par les assemblées extraordinaires d'octobre 1989, a pris effet au 1^{er} juillet 1989.

Le conseil d'administration a pris connaissance du chiffre d'affaires consolidé provisoire de l'exercice 1989, des estimations de résultats consolidés au titre de 1989 et des perspectives pour 1990.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PROVISOIRE EN CROISSANCE DE 11 % EN 1989

En millions de francs	1989	1988	89/88
Affichage et publicité	41 %	2 461	2 243 + 9,7 %
extérieure	29 %	1 742	1 523 + 14,4 %
Presse gratuite	29 %	1 750	1 600 + 9,3 %
Activités de régie	1 %	50	37 + 33,5 %
Presse hebdo			
TOTAL	100 %	6 003	5 403 + 11,1 %

Les chiffres d'affaires consolidés reflètent l'ensemble des activités du nouveau périmètre issu des assemblées générales extraordinaires tenues le 24 octobre 1989 approuvant les opérations, tant en France qu'en Royaume-Uni, en Asie et en Australie, avec effet au 1^{er} juillet 1989.

Les chiffres d'affaires consolidés du groupe MAG (hors MILLS & ALLEN Ltd) et LIFR ne sont intégrés que pour le second semestre.

Les chiffres 1988 ont été retravaillés afin de refléter la progression du groupe à structure comparable.

ESTIMATIONS DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE 1989, A PÉRIMÈTRE RÉEL

Le résultat net consolidé, part du groupe, après impôt, devrait être de l'ordre de 168 millions de francs pour 1989. Il tient compte de l'intégration des sociétés apportées par EDM et MAI Pte, à effet du 1^{er} juillet 1989. Il faut souligner les très bons résultats de COMAREG qui, en 1989, aura réalisé un résultat net, part du groupe, de 82 millions de francs, en très forte progression par rapport à 1988, compte tenu d'une croissance interne et externe dynamique.

Le résultat net consolidé d'AVENIR HAVAS MEDIA, réalisé par le département AVENIR FRANCE, devrait être de l'ordre de 89 millions de francs, contre 61 millions de francs en 1988, soit une progression de 31 %.

A ce résultat correspond un chiffre d'affaires consolidé, réalisé par AVENIR FRANCE (hors ROUTE ET VILLE et CLAUDE PUBLICITÉ), de 1 131 millions de francs, soit une progression de + 11,5 % par rapport à 1988. Cette performance situe AVENIR FRANCE au-dessus de la moyenne du marché.

PERSPECTIVES 1990

En millions de francs	1990	1989*	1990/1989
Chiffre d'affaires consolidé	6 900	6 185	+ 12 %
Résultat net part du groupe	290	250	+ 16 %

* Les éléments 1989 sont ici, à titre de comparaison avec 1990, exprimés pour l'année complète, pour l'ensemble des activités.

La répartition France-étranger en 1990 peut être estimée à :

	France	Etranger
Chiffre d'affaires consolidé	75 %	25 %
Résultat net part du groupe	62 %	38 %

et exprime clairement l'internationalisation d'AVENIR HAVAS MEDIA réalisée en 1989.

En outre, le conseil a validé l'augmentation de capital décomposant des dividendes versés en novembre et décembre 1989, pour un montant de 174 650 F. Le capital social se trouve donc porté à 172 171 150 F. Le conseil a également décidé, conformément aux dispositions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 24 octobre 1989, de procéder à la déduction par 5 de la valeur nominale de l'action dont la valeur sera de 10 F. Cette décision devrait être effective au début du mois d'avril. A l'issue de cette opération, le capital social d'AVENIR HAVAS MEDIA sera composé de 17 217 115 actions.

Enfin, en remplacement de MM. Ian Morrow, Charles Daniels et Alain de La Basse, démissionnaires, le conseil a coopté la société MAI Pte et MM. Graham Hill et Guy Gervais.



Le Monde

LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST



NUMÉRO HORS SÉRIE - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS LION-ASSOCIATIONS

L'Assemblée Générale Ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1^{er} octobre 1988 / 29 septembre 1989.

Dividende net par action : F 922,11.
Mise en paiement : depuis le 10 janvier 1990.
Valeur liquidative au 7 février 1990 : F 10.750,28.

Au cours de l'exercice 1988-1989, la valeur liquidative de LION-ASSOCIATIONS a progressé de 6,27 % (dividende net réinvesti).

LION-ASSOCIATIONS : un placement obligatoire de court terme pour organismes non fiscalisés.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS. REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS LE POUVOIR DE DIRE OUI

GROUPE Casino

Les résultats consolidés du Groupe Casino s'établissent provisoirement à :	1988 (1)	1989	% variation
Volume d'activité T.T.C.	60 074,4	59 290,6	- 1,3
Chiffre d'affaires consolidé H.T.	35 480,7	35 049,5	- 1,2
Résultat net consolidé	508,6	534,3	+ 5,0
Résultat par action (en francs)	10,91	10,74 (2)	- 1,6

(Ces résultats n'ont pas encore été audités par les Commissaires aux Comptes)

(1) Les chiffres de 1988 comprennent l'activité de bioplage (OBI), alors que ceux de 1989 ne la comprennent pas, à la suite de la cession de cette participation.

(2) Ce résultat par action est calculé sur 49 764 383 actions existant au 31-12-1989, dont 3 164 076 correspondant à la participation croisée, réservée à Ahold et Argyl.

Cependant, les actions de ces sociétés reçues en échange n'entraîneront, pour la première fois, de prochains dividendes qu'en cours de l'exercice 1990.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPÔTS

avec **Le Monde**

CREDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE

sur minitel

36.17 code NIP

سكرا من الراس

Le Monde AFFAIRES

Les records des « dragons » de l'air asiatiques

Le Salon aéronautique de Singapour a confirmé l'excellente santé des marchés aériens de cette région du globe

SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

LES choses ont bien changé, depuis le jour de 1935, où le premier Clipper de PanAm relia, en trois jours de sauts de puce d'Ile en Ile, les États-Unis à la Chine. Aujourd'hui, les Boeing 747 franchissent en douze heures et d'un seul coup d'aile le Pacifique, que survolent en permanence 100 avions. Quand on voit les Coréens du Sud être 80 % de plus en 1988 à prendre le chemin de l'étranger et l'aéroport Changi de Singapour réaliser, en 1989, 12,5 % de passagers supplémentaires, on comprend que l'Asie rejoigne à marches forcées les vieilles nations aéronautiques d'Europe et d'Amérique du Nord.

Grâce à un service à bord impeccable et des coûts salariaux deux ou trois fois moins élevés que ceux des compagnies occidentales, les transporteurs d'Asie et d'Océanie se taillent, chaque année, une part plus importante du trafic aérien mondial. L'Asie et le Pacifique, qui représentaient 13,4 % du trafic aérien mondial des passagers en 1978, pesaient, dix ans plus tard, 18,2 % et les augures leur promettent 26,1 % à la fin du siècle. L'évolution est encore plus nette dans le domaine du fret, où les pourcentages sont de 15,7 % en 1978, 26,9 % en 1988 et 39,5 % en l'an 2000. Les prévisions de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) tablent sur une croissance annuelle du trafic passagers asiatique de 10 % contre 6 % dans le reste du monde. Rien que de très normal, après tout, que cette région, où se trouvent concentrés 60 % de la population mondiale, fasse une place plus importante à l'aviation. D'autant plus que la croissance économique s'y annonce plus vigoureuse (+ 4,8 % par an) qu'ailleurs (+ 3,2 %).

On assiste en Extrême-Orient à une véritable explosion des déplacements due, d'une part, à l'augmentation du pouvoir d'achat, d'autre part au développement rapide du commerce et de l'industrie, et au succès du tourisme local. Alors qu'en Italie le nombre des visiteurs étrangers a crû, en 1988, de 2,2 %, en Espagne de 7,5 %, les taux de croissance de Singapour, de la Thaïlande et de Hongkong se sont élevés respectivement à 13,8 %, 21,5 % et 24,2 %.

Tout naturellement ces bonds ont généré de beaux bénéfices

dans les comptes des compagnies d'Extrême-Orient. Thai Airways International a réalisé, au cours de l'exercice 1988-1989, un bénéfice avant impôt de 1,6 milliard de francs (+ 14 %) (1). Cathay Pacific a engrangé au cours de l'exercice 1988 un bénéfice de 2,9 milliards de francs (+ 27,3 %). Quant à Singapore Airlines, le fort en thème, elle annonce 3,3 milliards de francs de profits (+ 63 %), soit 21,7 % de son chiffre d'affaires !

A leur tour, ces bénéfices ont déclenché une vague d'achats. On estime, à ce jour, que les transporteurs asiatiques ont passé des ordres d'achat pour plus de 550 appareils de plus de cent places. La moitié des commandes pour le plus grand avion en service, le Boeing 747-400, provient de l'Asie et du Pacifique. Airbus Industrie s'attend qu'en 1992 un tiers de ces ventes y soient réalisées. British Aerospace estime que le marché local des turbopropulseurs gonflera de 480 avions à 785 vers l'an 2005.

Des dragons à tous crins

Comme ces pays asiatiques débordent de vitalité et d'ambition, ils ne pouvaient se contenter d'acheter passivement les avions dont leurs compagnies ont besoin. Au risque d'accroître encore les excédents de leur balance des paiements, ils ont créé une industrie aéronautique vers laquelle se tournent de plus en plus les avions et les moteurs américains et européens désireux de trouver des capacités industrielles d'appoint... et de forcer la main aux gouvernements de la région. Bien sûr, le Japon vient en tête, car il participe depuis longtemps au programme 767 Boeing : il s'est proposé comme coordinateur et bailleur de fonds d'un énorme projet de 11 milliards de francs destiné à mettre au point le réacteur du successeur de Concorde, capable de voler à plus de trois fois la vitesse du son. La Corée fabrique des moteurs du futur Airbus A350-340. La Chine s'est associée avec McDonnell Douglas pour coproduire 25 bi-réacteurs MD82. Les Indonésiens se sont alliés aux Espagnols de Casa pour construire, vers 1993, un turbopropulseur de 50 places. A l'évidence, Américains et Européens appartenant aux nations d'Extrême-Orient comment leur tailler aussi des coupures dans le domaine aéronautique, en vingt et une années.

clé. Mais comment faire autrement ?

Conscientes de leurs forces, les compagnies asiatiques ont tenté, d'un côté, d'éviter la libéralisation du ciel et la concurrence à tous crins. Pas toutes cependant : il reste chez Japan Air Lines (JAL) la nostalgie de l'époque où les gouvernements français et japonais, par exemple, partageaient à parité les droits de trafic entre les deux compagnies ; on y regrette le déclin du cartel mondial des compagnies, l'Association du transport aérien international (IATA). Cathay Pacific, elle, n'a pas supporté la concurrence de son rival Dragonair et, avec l'aide de la CITIC, son actionnaire, mais aussi le bras financier de Pékin, elle vient de l'absorber.

Partout ailleurs, ce ne sont qu'hypothèses à la déréglementation, appels à la banalisation du transport aérien, et combats sans merci pour prendre des parts de marché. Car, au moment où l'Amérique et l'Europe concentrent leurs compagnies, les gouvernements asiatiques les laissent se multiplier. Au Japon, Japan Air Lines doit faire face, sur les routes internationales, à l'arrivée de All Nippon Airways (ANA), qui ne cache pas ses ambitions. En Australie, le 180-480e compagnie entre Ansett et Australian risque d'être compliqué par trois trouble-fête : Capital, Compass et Southern Cross. A Taiwan, China Airlines se met en garde contre son futur rival Evergreen Airways, filiale du premier armateur mondial de navires porte-conteneurs. En Corée du Sud, Korean Air se fait sévèrement accrocher par son jeune challenger Asiana.

Bien qu'ils se portent de rudes coups et s'entendent comme chiens et chats, les transporteurs d'Extrême-Orient se retrouvent unanimes sur deux sujets : l'impérialisme américain et les dangers de fermeture de l'Europe.

Sur le premier sujet, ils sont intraitables. Sous prétexte de rééquilibrer ses balances de paiements charbonnières, l'Occident refuse de leur laisser le droit de poser leurs avions où ils le souhaitent alors qu'il entend que ses mégatransporteurs, comme American, North West ou United, multiplient leurs vols vers les autres rives du Pacifique. Les propos de M. Mitsunari Kawano, ancien directeur général de Japan Air Lines, expriment un vif sentiment d'injustice devant ce partage inégal : « Ces compagnies américaines, dont PanAm, ont demandé de nouveaux droits de trafic avec le Japon, dit-il. United ne fait pas mystère de son intention de augmenter de 110 % ses capacités de transport en Asie, au cours de l'été prochain. Une publicité d'United proclame que Tokyo est sa principale plaque tournante en Asie. Quant pourrions-nous dire qu'une ville des États-Unis est une plaque tournante pour JAL ? »

Avec l'Europe des Douze, la problématique est différente. Les compagnies asiatiques affectent de s'inquiéter d'une possible fermeture des frontières extérieures de la CEE lorsque celle-ci sera devenue, le 1^{er} janvier 1993, un marché unique. Elles ont du mal à tout comme leurs concurrents européens, d'arriver à comprendre où se trouvent le pouvoir de décider du devenir du transport aérien. A Bruxelles ou dans



les capitales des Douze ? Sera-t-il possible d'entrer dans le capital d'une compagnie européenne et dans quelle proportion ? Les tarifs seront-ils vraiment libres ? Quelles seront les règles de la compétition à l'europpéenne ? Pour contourner les incertitudes du Vieux Continent et les diktats américains, les transporteurs d'Extrême-Orient se sont lancés dans une politique audacieuse d'alliances et de regroupements afin d'offrir à leur clientèle les destinations et les fréquences que leur refusent les gouvernements.

ANA s'est associée avec SAS ; JAL avec Swissair ; Air Zealand avec American Airlines. Thai a confié son système de réservations à Amadeus, filiale d'Air France, Lufthansa, Iberia et SAS. Le plus bel exemple de cette politique est encore les « fiançailles » contractées par Singapore Airlines avec l'américain Delta et l'européen Swissair (voir encadré).

Congestions et insouciance

Tout n'est pourtant pas pour le mieux sur les rives du Pacifique. La croissance échevelée qui y règne soulève des problèmes aigus. A commencer par des problèmes de congestions aéroportuaires, car Tokyo-Narita, Osaka, Hongkong, Bombay et Sydney infligent à leurs usagers des retards croissants.

Les gouvernements n'ont pas tardé à réagir, et on estime que les projets d'agrandissements ou

de créations d'aéroports peuvent être évalués à 150-200 milliards de francs. Au Japon, où les besoins sont criants, ils se heurtent à l'opposition de riverains qui, à Narita ou à Osaka, redoutent les nuisances potentielles. Toutefois, on peut se demander s'il est bien raisonnable de lancer simultanément, dans un rayon de 100 km autour de Hongkong, la construction de trois aéroports internationaux : un à Shenzhen (Chine populaire), un à Macao et un autre sur un îlot dépendant de Hongkong même.

Pour prévenir une congestion similaire dans le ciel et raccourcir les vols, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a profité de la détente internationale pour faire accepter à l'URSS, à la Chine et à la Mongolie trois routes aériennes qui économisent plusieurs centaines de kilomètres aux avions : une route directe Hongkong-Jianguan (Chine) - Islamabad-Alma - Ata, une autre Novosibirsk - Hanoi (Chine), une troisième entre Pékin - Oulan-Bator et Novokuznetsk (URSS).

Pourtant, les soucis des transporteurs portent essentiellement sur leur personnel. Ils ne parviennent pas toujours à former des équipages en quantité suffisante pour faire face au gonflement du trafic, et se disputent les pilotes. Asianair a débouché purement et simplement vingt commandants de bord et une centaine de mécaniciens navigants et de cadres de Korean Air obligée de recruter

des pilotes indonésiens. Les effets de ces tensions se font sentir au niveau de la sécurité. Certes, celui-ci est, dans l'ensemble, remarquable, mais certaines compagnies font l'objet de critiques véhémentes et particulièrement Philippines Airlines, Korean Air, Indian Airlines et China Airlines. Les fautes de pilotage sont avérées dans la quasi-totalité des accidents qui ont endeuillé l'aviation civile asiatique de ces deux dernières années.

Pour Korean Airlines, l'année 1989 aura été particulièrement médiocre de ce point de vue : un de ses pilotes a manqué de 20 mètres la piste d'Amsterdam-Schiphol et crevé trois pneus ; un de ses Fokker 28 s'est écrasé sur l'aéroport de Séoul, faisant un mort ; surtout, un de ses commandants de bord a tenté, le 27 juillet, de se poser à Tripoli (Libye) en dépit du brouillard, et le DC10 s'est écrasé avant la piste, tuant soixante-quinze personnes. Le ministre des transports sud-coréen a supprimé les licences de l'équipage au mois de décembre.

China Airlines connaît, elle aussi, une catastrophe aérienne, le 27 octobre, lorsqu'un Boeing 737, décollant de Taïpei, tourne à droite alors que le contrôle aérien lui avait donné l'ordre de tourner à gauche et percute une montagne, provoquant la mort de 54 personnes.

En Inde, c'est la série noire. Le 19 octobre 1988, un Boeing 737 de la compagnie Indian Airlines s'écrase, dans le brouillard, peu avant la piste d'Ahmedabad, tuant 131 personnes : erreur de pilotage.

Enfin, le 14 février 1990, un Airbus A-320 de la même compagnie s'est écrasé sur un terrain de golf, 500 mètres avant la piste de Bangalore, heurtant un mur et prenant feu : 90 personnes trouvent la mort. A l'évidence, certaines compagnies ne maîtrisent pas la formation de leurs équipages.

En revanche, les conflits sociaux paralysent peu les transporteurs d'Asie et du Pacifique, dont les personnels font preuve d'une grande docilité. La grève des pilotes australiens, qui demandaient à la fin de l'année dernière 29,4 % d'augmentations salariales, est l'exception qui confirme la règle. D'ailleurs, elle s'est achevée sur une déconfiture totale des pilotes grévistes.

Les transporteurs asiatiques semblent donc appelés à couler des jours heureux et prospères, à moins que des turbulences ne surgissent de la politique.

Les événements de Tiananmen ont fait chuter, dit-on, de 30 % les arrivées d'étrangers en Chine. Le transfert de la souveraineté britannique sur Hongkong à la Chine, en 1997, inquiète les investisseurs, l'instabilité des Philippines aussi. Sans parler des krachs boursiers toujours possibles à Singapour. Autant de sous-blessures qui pourraient gêner la marche un peu triomphale de ces jeunes « dragons » bien décidés à concurrencer vigoureusement les vieilles compagnies de l'Est comme de l'Ouest.

ALAIN FAUJAS

(1) A titre de comparaison, le bénéfice d'Air France avoisinait les 600 millions de francs en 1989.

Singapore Airlines : une stratégie et des liquidités

La bonne santé de la compagnie Singapore Airlines éclate partout. Moins dans l'hymne que ses hôtes en formation, chantant en son honneur (« Nous sommes fiers d'être le sourire de Singapore Airlines ») ou « Nous devons travailler et apprendre pour rester les meilleurs » que dans sa façon d'acheter comptant cinquante avions gros porteurs, soit trente Boeing 747-400 et vingt MD11 de McDonnell Douglas. Car Singapore Airlines n'a pas besoin d'emprunter le premier des 50 milliards de francs nécessaires à ces achats. Si elle se tourne vers un système complexe de leasing fiscal pour acquiescer ces cinquante appareils, ce serait pour soustraire à l'impôt un maximum de profits et non par manque de moyens. Plus de 3 milliards de francs de bénéfices nets par an, une croissance annuelle de 18 % depuis 1972 et 8,2 millions de passagers lui permettent de payer cash.

De même la qualité de ses prestations (surtout en classe économique) et sa ponctualité due à l'utilisation de la flotte la plus jeune du monde (4,6 ans d'âge moyen) lui ont permis de s'accorder avec deux autres compagnies classées parmi les meilleures du monde : l'européenne Swissair et l'américaine Delta Airlines. A trois, elles veulent fournir à leurs passagers un réseau mondial malgré les protectionnistes des autorités aéronautiques locales. Elles entendent échanger entre elles leurs clientèles et leur assurer un

haut niveau de service. Pour ce faire, elles harmoniseront leurs horaires et créeront des services communs. Les trois transporteurs ont échangé (ou vont le faire) une part minoritaire de leurs actions, de l'ordre de 5 % environ.

Une force de frappe financière hors pair et l'appartenance à un club de compagnies huppées permettent à Singapore Airlines de tenir un discours ultralibéral. « Le consommateur veut la liberté des tarifs et pouvoir faire son choix », a déclaré, le 9 février, M. Cheong Cheong Kong, son directeur général. Il supporte de plus en plus mal d'être l'otage des cartels de compagnies qui lui imposent leurs prix, leurs fréquences et leur qualité de service. La libéralisation et la privatisation sont en marche, mais trop de compagnies continuent à vivre dans le passé et se réfugient dans les molleses et le confort du protectionnisme que leur assurent leurs autorités publiques. » Et M. Cheong de souhaiter l'avènement d'un nouvel ordre aérien mondial qui verrait les droits de trafic et les prix discutés non plus de gouvernement à gouvernement mais dans le cadre multilatéral du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). M. Cheong pense que le transport aérien n'a plus besoin de la tutelle pesante des États, mais d'une saine concurrence pour donner enfin satisfaction au consommateur.

AL F.

Le jeune homme pressé de l'hôtellerie

Le Gray d'Albion, à Cannes, vient d'être racheté par un nouveau venu dans le milieu des palaces, transfuge de l'immobilier

VENU de l'immobilier, un jeune homme a fait irruption dans l'univers de l'hôtellerie. Pascal Jeandet, vingt-huit ans, après avoir acquis en moins de deux ans une vingtaine d'hôtels, vient de mettre à son tableau de chasse un palace de 200 chambres à Cannes, le Gray d'Albion, l'immobilier Phénix, une filiale de la Générale des eaux, déjà associée avec lui dans une société constituée pour une opération rue de Bassano (la Financière Bassano), qui a trouvé là une bonne occasion, y participe pour 50 %.

Le Gray d'Albion appartenait au groupe libanais Abela, animé par la famille Takieddin. Propriétaire de huit hôtels en France, presque tous sur la Côte d'Azur (dont le Beach Regency, à Nice) celui-ci souhaite se redéployer sur la région parisienne - où il possède déjà l'ancien hôtel du Club Méditerranée à Neuilly - et en

Californie. Pierre de taille, moustache grise, meubles modernes, le siège de ce qui est devenu en mars 1989 le « groupe Jeandet », rue Copernic, à Paris, près de l'Étoile, au hall traversé de jeunes gens agités, sent le neuf. L'ensemble est chapeauté par une holding, Jeandet Finance, au capital de 28,8 millions de francs. Son propriétaire (à 90 %) un jeune homme à l'air sérieux, qui se flatte d'être autodidacte, entré dans l'immobilier en 1983, y est passé du commerce de la chambre de bonne à celui de l'immobilier haut de gamme et à sa monter dans le train de la hausse des prix. En achetant et vendant vite et au bon moment, il a réussi ensuite à rassembler un actif hôtelier d'une valeur de 2 milliards de francs.

Il a commencé par deux petits établissements « sans étoile » à Paris. Y ayant pris goût, il en a acquis depuis 1988 dix-huit

autres, dont la moitié sont actuellement en rénovation afin de constituer une chaîne de « deux étoiles ». En janvier 1989, il a réussi un premier « coup » en reprenant le Grand Hôtel et le Café de Bordeaux au groupe Accor, qui a aussi réalisé là une belle plus-value. Il y a joint peu après trois établissements plus modestes à Cannes et à Juan-les-Pins, que doit compléter bientôt un quatrième à Saint-Tropez.

De quoi constituer une division hôtelière, confiée à un professionnel de cinquante-trois ans, Daniel Hantini. Les trois sociétés, la Compagnie d'exploitation des hôtels Jeandet pour Paris, la Compagnie financière de l'Aube pour la Côte d'Azur et la Compagnie financière des Grands Hôtels de France pour Bordeaux et l'Ouest, ont lancé un programme de travaux de rénovation de près de 150 millions de francs, concernant surtout les établissements

parisiens. Aujourd'hui, après avoir racheté un traiteur cannois, Pascal Jeandet parle déjà de créer une « chaîne de traiteurs haut de gamme ».

La recette : transformer en investissements hôteliers des plus-values immobilières croissantes. Jeandet investit conseil, la société initiale, a réalisé un chiffre d'affaires de 40,2 millions de francs en 1988 et le groupe 320 millions de francs en 1989, à 85 % dans l'immobilier. Aujourd'hui, Pascal Jeandet affirme avoir un passif bancaire de 1 milliard de francs pour un actif de 2 milliards. Reste maintenant à gérer cet actif sur le long terme. Le risque, il est vrai, est limité : il pourra toujours en tirer de nouvelles opérations immobilières. Comme la Générale des eaux, qui ne semble pas avoir encore choisi ce qu'elle va faire, de sa nouvelle acquisition.

GUY HERZLICH

AFFAIRES

Le Dynamo de Kiev joue la perestroïka

Le plus célèbre club de football d'Union soviétique n'a pas résisté au « gorbatchévisme » et veut se diversifier dans l'informatique !

KIEV

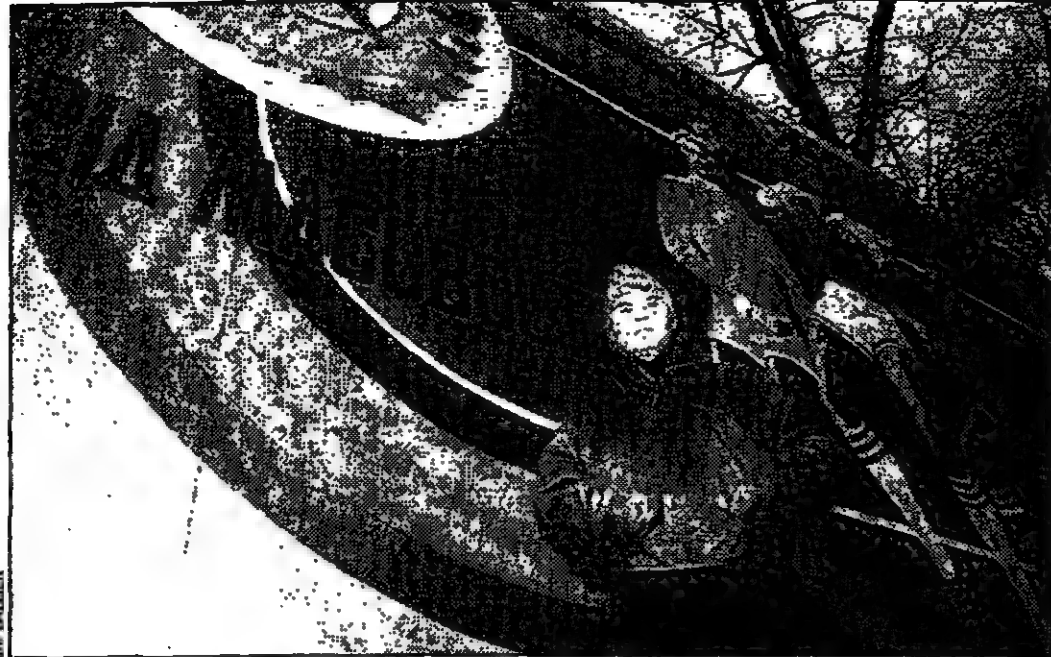
correspondance

« **L** E fax, c'est pour nous. Soviétiques, les yeux et la bouche de l'Europe. » Avdey Pinaloff, l'homme de la communication au Dynamo de Kiev, vient de transmettre un document par le télécopieur trépanant sur la table de travail de son président, Victor Bezverkhi. « Ce fax, c'est notre cadeau d'entrée inaugurant notre collaboration avec le Dynamo », explique Wolfgang Stein, PDG de Tété. Et, ajoute-t-il, pour donner le ton : « Nous l'avons traité, avec le constructeur Minolta, contre un panneau d'affichage dans le stade. » Mais que fait donc à Kiev ce businessman de l'Ouest, à la tête d'une des plus importantes sociétés de marketing spécialisées dans la gestion de licences et droits commerciaux ?

Au pays des soviets, le Dynamo de Kiev n'est pas un club de foot comme les autres : depuis janvier 1989, l'un des meilleurs images de marque de l'Union soviétique est devenue une entreprise économiquement indépendante, un enfant modèle de la perestroïka. En fait, ce nouveau statut était la condition sine qua non à la réalisation du rêve de Valeri Lobanovski, son entraîneur : faire du Dynamo un club professionnel. Une page quand on sait que les Dynamo sont tout simplement les clubs sportifs du ministère de l'Intérieur ! En fait, pour cet ex-colonel, c'est tout le football soviétique qui doit devenir professionnel au risque, sinon, de perdre sa place au plan mondial.

Bourse d'échanges

Octobre 1988 : Valeri Lobanovski entre en contact avec Tétémundi. Pour mener à bien cette opération délicate, il a besoin d'un interlocuteur solide en termes de marketing. En face, la société de Wolfgang Stein est, notamment, chargée de la commercialisation des droits de la Coupe du monde de football depuis 1986 (ceci explique cela !). Les deux hommes se rencontrent alors une première fois à Vienne. Quelques semaines plus tard, Tétémundi ramène deux partenaires : tout d'abord un spécialiste du textile italien Fiasc. Cette compagnie de textile apporte avec elle un pactole de 500 000 dollars (environ 2,85 millions de francs) ! Mais, l'absence d'un convertibilité du rouble nécessite



Anatoli Demianenko, capitaine de l'équipe : « Nos revenus ont augmenté de 40 % au moins. »

quelques aménagements. Cette somme est, en fait, « transformée » en contrepartie de produits et services par Tétémundi.

« Nous jouons le rôle de bourse d'échanges », explique Wolfgang Stein. Avec le versement du sponsor, nous avons livré au Dynamo de Kiev des ordinateurs, du matériel hi-fi et vidéo, ainsi que tout un laboratoire photo. Le second partenaire, c'est le fournisseur officiel, Admiral, un fabricant anglais de sportswear, qui livre directement au Dynamo de Kiev ce dont il a besoin.

Outre l'intervention de ces deux sociétés étrangères, le Dynamo de Kiev cherche à générer du business en investissant sur différents secteurs comme l'informatique, l'édition et même l'agriculture ! C'est dire si on attendait le nouveau rejeton de la perestroïka au tournant... Sur sa première année-test (1989), le Dynamo aura réalisé un bénéfice d'environ 3 millions de roubles et de 1 million de dollars de devises, après versement des différentes « impositions ».

Régi sous le statut d'entreprise d'Etat, encore sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, le Dynamo doit, en effet, reverser pas moins de 60 % de ses devises

à l'Etat et aux organismes assimilés. La loi prévoit cependant une exonération d'impôt (sur les gains en roubles) durant trois ans. Du côté du Dynamo, on ajoute toutefois que le statut n'est pas encore clairement défini : son caractère d'association sociale « étant actuellement débattu ».

« Il aura fallu à Loba plus de dix ans de ténacité (et les réformes de Gorbatchev, NDLR) pour lui permettre de réaliser son rêve », rappelle Avdey Pinaloff. Dix ans de lutte qui lui valent bien des inimitiés : telles ces multiples accusations dans la presse de Kiev avant les championnats d'Europe en 1988. « A cette époque, Loba fut tellement attaqué que tous les joueurs ont dû répéter, en commun, en publiant une lettre de défense dans les journaux locaux ».

« C'est tout le contraire que nous voulions », se souvient Anatoli Demianenko, capitaine de l'équipe. Quelques semaines plus tard, le « Gorbachev du football », comme le surnomme un journaliste allemand, va défendre son projet auprès du Goskomspor (Comité d'Etat des sports). Pour réussir dans son entreprise, Valeri Lobanovski s'est entouré de plusieurs experts en économie, dont un des managers les plus

brillants de Kiev, Victor Bezverkhi. Ce physicien de trente-six ans est un de ces jeunes businessmen soviétiques apparus dans la mouvance de la perestroïka : le 3 janvier 1989, le Dynamo de Kiev ayant acquis son autonomie, il accède à la présidence du club. Quant à Valeri Lobanovski, qui a atteint son objectif, il s'en ira monnayer sa renommée internationale à l'étranger, après la prochaine Coupe du monde de football (8 juin-8 juillet 1990).

Un départ qui ne manque pas de susciter des inquiétudes dans les rangs du Dynamo, mais Victor Bezverkhi lance le défi : « Si le système de Lobanovski, ses idées sont vraiment efficaces, dans ce cas le modèle mis en place continuera de fonctionner. »

Toujours est-il que les joueurs apprécient le changement : « Le total de nos revenus a augmenté au moins de 40 % et celui de nos primes dépasse les 50 % », réclame Anatoli Demianenko. Le transfert de certains de ces joueurs constitue une véritable manne pour le club autogéré. Le transfert du grand Mikhailitchev, prévu pour cette année - en Italie et avec Lobanovski ? - s'évalue

entre 5 millions et 10 millions de dollars, suivant les dires de Wolfgang Stein. En échange du départ de son joueur, le club souhaiterait un nouveau centre d'entraînement. Alors que le rêve du célèbre entraîneur était un Dynamo de Kiev professionnel, l'objectif de Victor Bezverkhi est bien de faire de ce club une véritable « entreprise de production ». Un challenge prometteur pour ce nouveau big boss qui a déjà pu apprécier les chemins ascendants d'une telle ambition.

En effet, le 1^{er} juin 1987, Victor Bezverkhi créait le Centre de création scientifique et technique des jeunes de Kiev, le Centre Progress. Un organisme autofinancé, établi sous la haute bénédiction de la Ligue de la jeunesse communiste, l'incontournable Komzomol, des quatorze-vingt-huit ans. Pourtant, ce dernier raconte que le président de l'Académie des sciences de l'Ukraine aurait effectué des pressions sur son personnel travaillant au Centre Progress.

Allié fidèle

Ayant fait l'expérience des hostilités avec les apparatchiks, le Centre Progress pourra en faire profiter le Dynamo de Kiev, dont il est l'allié fidèle : déjà, lorsque le club devenait « indépendant », se retrouvait sans un kopek, le Centre lui apportait son soutien financier.

Aujourd'hui, « c'est nous qui bénéficions du Dynamo par sa renommée internationale », relève Victor Bezverkhi. Nous avons l'intention, par exemple, de fabriquer des micro-ordinateurs compatibles PC sous la marque Dynamo de Kiev. Le Centre investira 2,5 millions de roubles et le Dynamo seulement 1 million de roubles. Mais, en contrepartie du prestige de sa marque, nous partagerons les bénéfices à égalité.

Plein d'optimisme, le président du Dynamo n'hésite pas à annoncer le premier spécimen pour la fin de l'année. Ensuite, l'usine devrait produire cent ordinateurs par mois ! Au regard des difficultés actuelles de l'URSS, ces projections d'activité laissent rêver.

Victor Bezverkhi ajoute qu'il recherche un partenaire occidental, un fabricant informatique pour créer une joint-venture sur cette usine. Wolfgang Stein, chargé de dénicher l'oiseau rare, se fait plutôt circospect : « C'est vrai, mais on a besoin de fabricants ordinaires, mais les différentes sociétés à qui j'ai proposé

cette joint-venture n'ont pas montré un enthousiasme fou ! » Alors, le Dynamo a-t-il encore le temps d'avoir des ordinateurs à son nom en 1990 ? « Des que nous aurons le partenaire, nous pourrions aller très vite : nous avons déjà les locaux et surtout nous disposons de l'autorisation pour créer la joint-venture. »

Candidat aux élections

En attendant, l'intépride Victor Bezverkhi prépare une autre société, mêlée avec, cette fois, le Dynamo de Kiev et le fournisseur officiel Admiral : une nouvelle alliance afin de fabriquer du sportswear dans la capitale ukrainienne. Mais, la suite, pour Wolfgang Stein l'affaire semble traîner.

Mais Victor Bezverkhi paraît galvanisé pour affronter toutes les intempéries de la perestroïka ! « Grâce à notre renommée, nous essayons de participer au développement économique de la région. » Le président du Dynamo sait de quoi il parle, il sera candidat aux prochaines élections de députés du peuple d'Ukraine ! « Il faut aider, par exemple, le secteur agricole, où 25 % de la production se perd en raison des mauvaises conditions de transport ! Nous avons déjà investi 120 000 dollars et 70 000 dollars dans deux sorbhozes. »

Victor Bezverkhi souhaite, apparemment, être présent sur tous les fronts de la perestroïka. Y compris sur le secteur socio-éducatif. Le Centre Progress par exemple, véritable laboratoire scientifique du Dynamo (avec gestion informatique de l'entraînement des joueurs), dispose d'un Computer Club (sic) offrant une initiation gratuite à l'informatique à toute personne de Kiev et une formation payante aux entreprises.

De même, avec sa nouvelle société d'édition, Niva Progress, qui produira tout le matériel de promotion pour le Dynamo, Victor Bezverkhi veut également participer à l'ouverture culturelle en espérant éditer Simenon. « Un bon succès commercial en perspective », déclare-t-il. Pour compléter ses aspirations de capitaine d'industrie, Victor Bezverkhi se lance dans le mécénat au profit de l'image de marque du Dynamo d'Ukraine. Le club sportif veut ainsi accueillir une importante exposition de l'artiste peintre monténégain Anna Cherny, la femme de Wolfgang Stein !

CHRISTIAN LALLIER

L'AMI ou l'humanitaire sans paillettes

Des donateurs fidèles, des comptes transparents et une discrétion médiatique remarquable. L'Aide médicale internationale cherche à échapper aux travers du marché de la charité

COMMENT conserver, voire amplifier son efficacité, quand on est la plus petite organisation humanitaire au monde ? (1) 200 membres en France et en Europe contre 4 000 membres pour Médecins sans frontières (1 600 pour Médecins du monde), en échappant au grand marché de la charité ? Comment se faire entendre sans pour autant se vendre comme un paquet de lessive ? C'est la difficile équation que tente de résoudre l'Aide médicale internationale (AMI), organisation non gouvernementale d'une scission de Médecins sans frontières (MSF) en 1979.

Discrète jusqu'à l'effacement - si l'épisode Augoyard est aujourd'hui balayé par l'Histoire, qui sait où qui a vu ce médecin actuellement en Afrique, emprisonné en 1983 à Kaboul, était parti par l'intermédiaire de l'AMI ? - elle affiche un quasi-dénuement. Pauvre comme Job,

en réalité la plus pauvre de toutes les organisations non gouvernementales (ONG) - ses recettes atteignent laborieusement 1,3 million de francs en moyenne par an dont 64 % de dons privés - elle choisit de consacrer la quasi-totalité de son budget à ses « missions ».

Cent personnes partent tous les ans vers des contrées de hautes solitudes, aux conflits oubliés (Soudan, Laos, Somalie, Kurdistan, Ethiopie...). Quinze pays au total. Chaque départ coûte en moyenne 20 000 F. « Nous calculons au plus serré, dit Catherine Besse, infirmière : pour la mission au Liban par exemple, nous avons dépensé seulement 14 200 F par personne parce que les frais de séjour dans le Chouf sont entièrement pris en charge par la communauté druze. » Sur cette somme, il faut compter 5 800 F de voyage, 700 F d'assurances, 800 F de prêt de matériel et de médicaments. Les médicaments

et le matériel médical constituent le plus gros poste (7 000 F). Chaque médecin, kinésithérapeute ou infirmière, part avec 3 000 F pour six mois avec ordre de retourner l'argent en cas de non-utilisation !

« C'est toute la différence entre bénévolat et volontariat », assure Jean-François Chaumette, président de l'AMI. Chez nous, on part avec le strict minimum. Ailleurs, les adhérents sont payés - rien à voir avec ce qu'ils toucheraient en France - mais on ne peut parler dans ce cas de strict bénévolat.

En fait, la différence est minime. Un médecin qui part pour MSF, par exemple, est totalement bénévole s'il part pour deux mois, perçoit 4 400 F s'il part plus de deux mois, et 6 400 F sous plusieurs conditions : être à MSF depuis plus de dix-huit mois, s'engager pour deux ans et occuper un poste à responsabilité : coordinateur d'un projet, par exemple.

Plus récemment, le déplacement de onze médecins en Roumanie a nécessité une somme de 300 000 F, dont 200 000 F de matériel médical et de médicaments. Martine Ricard, coordinatrice de l'AMI, est intraitable sur ce point. « C'est une question de motivation, il s'agit d'offrir notre travail aux pays en détresse, non d'en vivre. Et puis, nous sommes à même d'évaluer les besoins. Au Kurdistan par exemple, pour trois mois, les adhérents sont partis avec 100 dollars en poche (600 F) et ils n'ont pas besoin de plus ! »

Refus de la médiatisation Bruno Delhay, « chirurgien de guerre » est du même avis. « Ce qui compte, assure-t-il, ce sont les missions et encore les missions. Le vrai problème, c'est d'avoir les moyens d'assurer notre rôle sur le terrain. L'aide ponctuelle et temporaire n'est rien au regard de la formation des médecins aux pieds nus à l'ultime ambition en fait est de devenir inutile là où l'AMI est passé. »

Le plus difficile semble de transmettre ses connaissances tout en admettant des rationalités différentes : travailler par exemple avec le grand dieu vaudois, Gédéon, qui gouverne les Bush-Negroes du Suriname, traduire ou faire traduire les cours d'infirmier en dialecte local. Bref, agir en sorte que la médecine occidentale, toute soumise qu'elle soit officiellement au sein de communautés traditionnelles, ne fasse pas plus de dégâts qu'elle n'en engendre de progrès.

A l'heure où le virus de la communication touche la plupart des associations, l'AMI, de manière ambiguë, refuse la « médiatisation ». « Les donateurs ne paient pas pour financer des agences de pub », tempère Jean-François Chaumette. « Pourquoi voudriez-vous que nous tombions dans le show humanitaire ? », réchiffre Michel Bonnot, ancien président de l'organisation. Coquetterie ? Souci d'origine-

lit ? Peut-être, mais au-delà se cache une sourde résistance à un fait de société pour le moins étrange : une priorité du savoir sur le savoir-faire.

Faire l'objet d'une attention sonante et triébuchante sans pour autant se faire connaître relève du stalinisme... surtout lorsque l'on sait que les Français donnent 4 milliards de francs par an, soit cinq fois moins que les Américains.

Véritable nécessité économique, la publicité constitue le nez douloureux d'un dilemme que le plémière des ONG ont dépassé. Soit elles font appel à la générosité publique et pour cela passent par la pub, soit elles vivent de subventions de l'Etat - surprise paradoxe puisqu'il s'agit précisément d'organisations non gouvernementales - la plus soumise d'elles font les deux. Le dilemme devient d'autant plus épineux pour l'AMI que l'Etat se désengage lentement mais inexorablement de ces associations chaque jour multipliées (on en dénombre à ce jour plus de six cents).

Trois millions de francs pour l'Arménie, 50 000 F pour le Kurdistan, 400 000 F pour un projet au Liban, l'AMI, qui peut à l'occasion, comme d'autres ONG, servir de relais entre le gouvernement ou même la CEE et les pays désireux d'une « assistance », n'en est pas moins partagée. La nécessité pour elle de survivre se double d'un problème plus déontologique : sauvegarder, en diversifiant ses sources de financement, ce qui constitue l'essentiel de son originalité : son indépendance politique. Soigner sans discrimination sous-entend le plus souvent d'entrer clandestinement dans des régions réputées inaccessibles par ce qu'interdit aux organisations humanitaires ou contrôlées par des « guérilleros » comme jadis en Afghanistan, aujourd'hui au Laos, en Birmanie ou en Erythrée.

Mais ne diversifie pas ses sources de financement qui veut. Multiplier les publi-postages dans

un marché déjà saturé même si le recrutement du donateur par courrier est devenu de façon générale la principale méthode de collecte de fonds se révèle à la longue coûteux. Les conférences régionales au retour des missions s'avèrent peu lucratives, la tentation est forte de s'adresser aux entreprises. « Il y a là un moyen à développer », est évident affirme Jean-François Lorré, administrateur de l'AMI. Les entreprises commencent à fonctionner mais c'est encore à débiter. Elles représentent à peine 5 % de nos recettes.

En fait, ce type de financement répond à un axiome précis : ne peut véritablement y prétendre qu'une organisation à forte notoriété, or l'AMI souffre cruellement de l'existence de son image... Et puis, les entreprises sont plus volantes pourvoyeuses de dons en nature.

Reste l'appel aux collectivités locales, encore à la phase des balbutiements. Ces dernières commencent seulement à ressentir les avantages de la générosité, mais tout est à inventer. Parrainage d'un médecin par la ville dont il est originaire ou partenariat entre le conseil général et l'organisation ?

« Là aussi, le problème est avant tout institutionnel », déplore Brigitte Dopfer, infirmière. Les dons arrivent facilement pour la Roumanie parce que la presse en parle, mais est aussi très oubliée toutes les victimes de l'indifférence internationale qu'il faut aider, et là les choses deviennent beaucoup plus difficiles.

« En réalité, c'est par la transparence de nos comptes et par elle seule, que nous entretenons nos six mille donateurs. Les Français veulent savoir où passe leur argent, et c'est légitime. Nous les en informons et les fidélisons par une chronique régulière. Le bouche-à-oreille s'occupe en partie du reste », pense Philippe Bernas, kinésithérapeute.

A l'heure du marketing humanitaire, est-ce bien raisonnable ? MARIE DE VARNEY

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 34 bis, rue des Plantes, 14 ^e T.J.J. 45-39-31-31	Dans un cadre champêtre, venez déguster foie gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 FSC. Salons 40 personnes.
DOBIN BOUFFANT 21, r. Frédéric-Sauzet (Mab-Montparnasse) F. dim 43-23-25-14	12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 155 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange.
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e F. lundi 43-26-44-91	SPECIALITES INDIENNES. « De tous les Indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gauti-Milhan)
ALSACE A PARIS 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 ^e T.J.J. 43-26-89-36	Au cœur du QUARTIER LATIN, dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Chateaubriots. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Sur demande, étude de prix.
LA PETITE CHAISE 36, rue de Grenelle, 7 ^e T.J.J. 42-22-13-35	Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 150 F, vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. Banquets, réceptions.

551 101 000

150

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'UAP en marche

Madame, Monsieur,

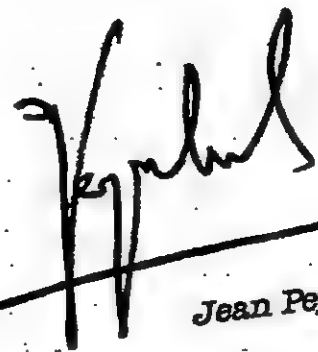
L'UAP, premier assureur de France, deuxième assureur en Europe, s'est donné pour ambition d'être, au moment où s'ouvre le Grand Marché, l'assureur européen de référence.

Pour réaliser ce grand projet, une stratégie claire: faire de notre professionnalisme l'instrument de notre développement, tant en France, qu'à l'étranger où nous réalisons déjà plus du tiers de notre chiffre d'affaires.

A cette stratégie nous entendons associer, non seulement nos collaborateurs, mais également nos clients; un service d'excellente qualité leur est dû, qui seul peut donner un caractère durable à notre croissance.

Nous vous proposerons dans les jours qui viennent de vous associer à notre ambition et à notre stratégie.

Fort de ses bons résultats techniques et financiers, sûr de votre soutien, l'UAP pourra aborder avec confiance un avenir qui sera également le vôtre.



Jean Peyrelevade

UAP
N°1 OBLIGE.

AFFAIRES

CONVICTIONS

Le consensus suédois menacé

Pour Bernard Brunhes, « la Suède a trop bien réussi en matière d'emploi » et a perdu son consensus global. Mais l'on peut encore s'inspirer du système suédois de relations sociales.

ANCIEN conseiller social de Pierre Mauroy et dirigeant d'un cabinet de consultants, Bernard Brunhes revient de Suède, un pays qu'il connaît bien et qu'il avait déjà étudié pour le compte de l'OCDE. Le « modèle suédois » est-il en train d'éclater ? Il nous confie son analyse.

« Avant d'être contraint de démissionner, le gouvernement social-démocrate suédois a présenté un programme d'austérité qui vise à réduire l'inflation tout en préservant le plein emploi. Est-ce la fin du modèle social-démocrate ? »

Avant la crise, on parlait beaucoup du modèle suédois. Depuis la sortie de la crise, il est resté inchangé dans l'entreprise. Les relations qui existent entre syndicats et directions et les méthodes de management à la suédoise restent originales et efficaces. En revanche, les Suédois n'ont jamais retrouvé cette espèce de consensus global, qui était extrêmement fort avant la crise. La cassure aujourd'hui ne se situe pas dans l'entreprise mais au niveau macro-économique.

« Comment expliquez-vous une telle dégradation qui amène le premier ministre suédois, Mr. Ingvar Carlsson, à refuser d'administrer une économie en train de s'effondrer ? »

« Le premier ministre est allé un petit peu fort dans son vocabulaire. Ce qui se passe en Suède aujourd'hui, c'est qu'elle a trop bien réussi en matière d'emploi. Depuis 1988, elle connaît le plein emploi. Mais du fait d'une grave pénurie de main-d'œuvre, qui ne concerne pas, comme en France, les seuls personnels qualifiés, il y a inévitablement des demandes de hausses de salaires et donc des phénomènes d'inflation par les coûts. La Suède connaît une inflation élevée. En même temps, les entreprises ne trouvent pas les salariés dont elles ont besoin, malgré le programme de réhabilitation lancé en direction des personnes en difficulté, qui visent notamment à attirer des préretraités. Une économie qui s'effondre ? C'est vite dit. Mais elle connaît des risques inflationnistes d'autant plus considérables qu'elle est complètement tournée vers l'extérieur, organisant son économie autour de très grands secteurs industriels exportateurs. Elle est beaucoup plus dépendante que nous du commerce extérieur. La crise actuelle est le rançon de son effort pour l'emploi. »

« Le blocage des prix et des salaires était-il nécessaire ? »

« Je ne sais pas, mais une politique anti-inflationniste forte s'imposait. Si on admet que le problème de base c'est le manque de main-d'œuvre, un tel blocage

ne suffira évidemment pas. Le très fort absentéisme de la Suède illustre bien les tensions sur le marché du travail. Comme les salariés ne risquent pas d'être licenciés, ils peuvent être exigeants : l'absentéisme est élevé, les démissions trop fréquentes, les demandes de hausse de salaires insupportables pour l'économie. »

« Comment expliquez-vous qu'une centrale syndicale comme LO ait pu donner son assentiment à un plan prévoyant le blocage des prix et des salaires et surtout l'interdiction des grèves ? »

Lors de mon récent séjour en Suède, j'ai été frappé de voir que LO, la centrale patronale SAF et le gouvernement ont la même analyse. Il y a donc un décalage entre la direction de LO et la base. LO ne se sentait concernée par l'analyse macro-économique. Ils regardent ce qui se passe dans l'entreprise et donc ils ne peuvent pas comprendre la position globale de LO. Je ne suis pas surpris que LO ait donné, dans un premier temps, son accord. Mais les pressions ont déjà conduit à ce que le gouvernement renonce à suspendre le droit de grève... puis démissionne.

« Mais, ce qui est étonnant c'est qu'on ait pu l'envisager dans un pays comme la Suède... C'est d'autant plus étonnant

que les grèves actuelles sont certes sérieuses, solides, très suivies, mais elles ne provoquent pas de pagaille et n'ont pas d'inconvénients économiques aussi forts que lorsque nous avons, en France, des grèves sauvages. Manifestement, le gouvernement suédois a connu un moment de panique. »

« Une évolution à l'espagnole, avec une rupture entre un gouvernement social-démocrate et une centrale de même obédience est-elle envisageable à moyen terme ? »

« Je ne crois pas. Cela fait cinquante ans qu'un accord LO-SAF-gouvernement a jeté les bases du consensus. Une évolution à l'espagnole signifierait un éclatement des structures politiques. Et dans les entreprises, les grands syndicats suédois vivent complètement la coagulation. Celle-ci en prend un coup, mais elle existe encore alors qu'elle n'est pas pratiquée en Espagne où les syndicats sont plus proches de notre modèle. En revanche, il est évident qu'une crise politique se prépare et à même commencé. »

« Il y a plus d'un an, vous avez présenté un rapport pour le compte de l'OCDE où vous affirmiez que « l'inflexibilité est une contrainte qui peut apporter de l'emploi ». La Suède redécouvre-t-elle pas le revers de la médaille de cette inflexibilité ? »

« La Suède est en train de découvrir le revers de la médaille du plein emploi. Mais je ne vois pas en quoi la situation actuelle prouverait que l'inflexibilité gêne l'économie. Au contraire. On assiste plutôt à une espèce de volatilité des personnels qui sont prêts à s'en aller si on ne leur donne pas les salaires ou les conditions de travail qu'ils réclament. La flexibilité que n'a pas l'entreprise, elle existe du côté des salariés. »

« L'inflexibilité de l'entreprise explique l'attachement de ses employés et empêche une dégradation plus sévère de la situation. C'est au niveau de l'emploi global que le modèle ne marche pas. La Suède est dans la situation de la France des années 60 mais sans les réserves de main-d'œuvre dont nous disposons (femmes, immigrés et paysans). C'est encore plus grave parce qu'elle fonctionne en économie complètement ouverte. La France a pu se payer de l'inflation. La Suède ne le peut pas. »

« Ce consensus ne risque-t-il pas de voler en éclats si le décalage avec les salariés se confirme ? »

« C'est vrai. La question est de savoir quelle pression les salariés exerceront sur les centrales syndicales, l'imagine qu'elle se mettra en situation moins consensuelle. Mais même s'il y a un conflit dur entre LO, la SAF et le gouvernement, il restera dans un cadre de

consensus global sur l'évolution de la société. On est loin des conflits que nous connaissons en France. »

« Au moment où l'on s'interroge de nouveau en France sur un nouveau modèle de relations sociales, quelles leçons peut-on tirer des mésaventures suédoises ? La « codetermination » n'a-t-elle pas trouvé ses limites ? »

« Je ne crois pas. Les dirigeants d'entreprise que j'ai rencontrés vivent sans difficultés leurs relations avec les organisations syndicales, aussi bien dans les conseils d'administration que dans les autres instances. Il y a un écart grandissant entre les dirigeants des confédérations et les syndicats de base, ce qui peut à terme créer des difficultés. Si le consensus éclate au sommet, cela aura des effets à la base. Mais, pour l'instant, rien ne l'indique. »

« En France, notre système aujourd'hui ressemble plus au régime anglais qu'au régime suédois, avec une très forte tension sur le marché de travail qui induit une inflation par les coûts. Mais je persiste à penser qu'on peut s'inspirer du système de relations sociales suédois sans chercher à copier le modèle. »

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT

PORTRAIT

Yvon Bonnot, multi-entrepreneur breton

POUSSÉ par ses frères, lieutenant, sollicité par ses pairs, il aurait pu être, le 16 mars prochain, un candidat à la présidence de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), de loin la plus importante fédération professionnelle de France. Il se contente pour l'instant de rester « patron » de sa plus nombreuse union : la maçonnerie (40 % des 300 000 entreprises adhérentes), de siéger à son bureau et de diriger sa puissante commission des marchés et des prix. « Je n'ai pas pour habitude, explique-t-il, de me servir de l'un de mes mandats comme tremplin pour accélérer ma carrière politique ou professionnelle. Tant pis si cela a l'air idiot ou calculé, mais j'aime achever ce à quoi je me suis engagé. »

A cinquante-trois ans, Yvon Bonnot ne joue pas le Breton tenace et têtu. Il l'est avec le sourire ! Gare pourtant à son teint aussi rose que sa Côte de granit préférée, à son petit œil bleu rieur, à sa large silhouette débonnaire, à sa gentillesse attentive, à son goût pour le dialogue social notamment. Sous son air jovial, ce fils et petit-fils de menuisier qui découvre à son tour, avec ravissement, le bonheur d'être grand-père, est un amateur invétéré de défis. Il les cumule, comme les mandats. Que ce soit à Perros-Guirec, dont il a préféré rester le maire plutôt que de briguer le mandat de député, à la région Bretagne, dont il est le vice-président en charge du tourisme, ou dans sa propre entreprise de bâtiment, son « maître-mot » en matière de management, à Paris, Perros ou Rennes : la responsabilisation – donc la délégation – et « la valorisation des hommes et des femmes qui sont la vraie richesse de l'entreprise ». Son outil privilégié ? La communauté-canon. Démagogie ? En tout cas, le patron de la Société des constructions Bonnot, une PME, intéressée désormais ses cadres au capital, il ne laisse jamais un message en souffrance, d'où qu'il provienne. Ses différentes équipes de collaborateurs savent toujours où l'atteindre. « S'il se laisse difficilement convaincre du bien-fondé d'un dossier, dit de lui-même ses collaborateurs, il ne le lâche plus une fois qu'il a décidé de s'y attaquer et l'étudie systématiquement à fond. Contrairement à tant de présidents-fantômes, en revanche, lui, veille au suivi. Impossible d'échapper à sa présence pour les décisions finales. »

Pour être un amoureux inconditionnel de l'écologie, Yvon Bonnot garde bien les deux pieds sur terre. « Vendeur » opiniâtre, il est intarissable sur la Bretagne ou son activité économique. Pour relancer le tourisme breton, le « Capitaine » Bonnot ne s'est pas contenté en 1987 de lancer, pour quelque 4,7 millions de francs, une campagne d'images pour la « Bretagne nouvelle vague ». Il l'a fait doubler d'une opération de « marketing direct » (un numéro vert à appeler pour en savoir plus, voire réserver). Et à



l'intérieur de la région, d'une politique de mobilisation des professionnels du tourisme. Le bricoleur de combat a été général. Il a recommencé, fortissimo, chaque année. Résultats ? En tout, 30 % de mieux sur deux ans pour les taux d'occupation et un chiffre d'affaires qui aurait atteint, selon les estimations des services régionaux, quelque 25 milliards de francs en 1987 (dernier chiffre connu).

Mais monsieur le maire de Perros-Guirec reste modeste. Il sait bien que cette campagne maintes fois primée n'est pas la seule cause des succès enregistrés. Tant

s'en faut. Et qu'une communication ne mène à rien si elle ne s'appuie pas sur des actions concrètes. Il est fier que cette « politique des pensées ait pu servir de signal et de coup d'envoi à une vraie stratégie de reconquête économique ». L'assemblée régionale ne pense pas différemment. Elle lui a voté un budget de 7 millions de francs cette année pour poursuivre sur sa lancée en France. Mais aussi dans le monde. Autre exemple ? La maçonnerie a mal à son image de marque, n'arrive plus à susciter de vocations, souffre d'une véritable démotivation interne. Le voilà

qui organise – parallèlement aux discussions techniques et à l'établissement de programmes de formation – comme symbole d'une cure de réhabilitation, des « Olympiades » sous la tour Eiffel, qu'il a prêtées à sourire au sein même du bâtiment. Succès inespéré. La FNB, elle aussi occupée à réhabiliter l'image du « bâtiment » tempérament gagnant » lui emboîtera le pas cette année. « Encore une fois, une action de communication n'est absolument rien si la concertation n'est pas derrière. Mais elle peut déclencher l'envie d'arrêter de geindre », sourit cet artisan qui, s'il n'a pu faire l'école Boule, se passionne aujourd'hui pour les nouvelles technologies des matériaux et les nouveaux créneaux qu'elles suscitent.

Même démarche chez lui. Perros-Guirec n'est pas une commune de huit mille âmes l'hiver, qui explore, comme tant de communes du littoral, en villégiature de cinquante mille vacanciers l'été. Et le voilà qui s'attache à lier au nom de sa petite ville natale – et à sa mairie – où il applique ses méthodes d'entreprise – des expositions, des festivals de musique de chambre, des concours de sculptures et de nouvelles technologies des matériaux et les nouveaux créneaux qu'elles suscitent. Même démarche chez lui. Perros-Guirec n'est pas une commune de huit mille âmes l'hiver, qui explore, comme tant de communes du littoral, en villégiature de cinquante mille vacanciers l'été. Et le voilà qui s'attache à lier au nom de sa petite ville natale – et à sa mairie – où il applique ses méthodes d'entreprise – des expositions, des festivals de musique de chambre, des concours de sculptures et de nouvelles technologies des matériaux et les nouveaux créneaux qu'elles suscitent. Même démarche chez lui. Perros-Guirec n'est pas une commune de huit mille âmes l'hiver, qui explore, comme tant de communes du littoral, en villégiature de cinquante mille vacanciers l'été. Et le voilà qui s'attache à lier au nom de sa petite ville natale – et à sa mairie – où il applique ses méthodes d'entreprise – des expositions, des festivals de musique de chambre, des concours de sculptures et de nouvelles technologies des matériaux et les nouveaux créneaux qu'elles suscitent.

ANITA RUDMAN

BIBLIOGRAPHIE

Ecraser l'hydre bureaucratique

DANS la série des travaux d'Hercule de l'entreprise, le consultant Christian Langer, partenaire du groupe Hay, propose dans cet ouvrage au lecteur de s'attaquer à l'hydre bureaucratique. (Pour en finir avec...) de tasser l'hydre aux têtes sans cesse renaissantes de la bureaucratie.

Les lecteurs de cet ouvrage au style très direct, reconnaîtront souvent des traits de l'entreprise qui les emploient dans le tableau que l'auteur brosse d'Eurocable, cas typique de firme bloquée. Procédures lourdes, habitudes pesantes, réflexes grégaires, faibles capacités d'initiative, paperasserie, renvoi des décisions vers le haut... Bref, un certain nombre de caractéristiques communes à de nombreuses organisations qui ont mal maîtrisé leur croissance.

L'originalité de l'ouvrage de Christian Langer est de se présenter comme une sorte de jeu de piste (comme ces livres pour enfants « dont vous êtes le héros »), dans lequel à partir d'un cas de départ le lecteur est invité à choisir entre différentes tactiques pour résoudre le problème d'Eurocable.

Le « débureaucratiseur » amateur pourra commencer par étudier la littérature consacrée au problème avant de fonder (stratégie du sprinter) ou de restructurer en douceur (maratho-

nien). Comme dans n'importe quel jeu de piste il y a même un cul-de-sac : l'attentisme, dans lequel, faute d'avoir agi, on se retrouve face au triomphe de la bureaucratie et à la déchéance inévitable de l'entreprise.

Comme dans tout bon jeu de rôle également, si l'on a réussi à tasser l'hydre, d'autres travaux plus ardues se présentent sous forme de défis impressionnants : rénover les structures du Parti communiste d'Union soviétique, puis – encore plus ambitieux – débureaucratiser la fonction publique française !

Qu'on ne s'attende pas cependant à trouver dans ce livre des gadgets managériaux inédits aux noms exotiques. Tout au contraire l'auteur, en homme de terrain, résume toute panacée importée et souligne plutôt l'importance d'une méthode combinant de bonnes vieilles recettes (raccourcir les lignes hiérarchiques, découper l'organisation en cellules de taille humaine, décentraliser...) et un sens aigu de la motivation des équipes.

Toute organisation soumise de la bureaucratie, la révolution antibureaucratique doit être permanente et ne pas s'embarasser de scrupules mal placés : c'est une question de survie, nous explique l'auteur : le temps presse... Retenons tout de même que toute rénovation passe par la mise en place (ou la fantasme) de projets et qu'elle implique de la part du « débureaucratiseur » une présence quasi permanente sur le terrain.

On sort de ce livre avec l'enthousiasme du converti de fraîche date. Attention cependant, l'hydre se défend et la vie réelle a ceci de particulier que, contrairement aux jeux de piste imprimés, on ne peut pas tourner les pages et revenir en arrière.

D. Py.

« Pour en finir avec la bureaucratie », de Christian Langer. Editions First, 200 pages, 148 francs.

VOYAGE D'AFFAIRES au JAPON

Avec notre ASSISTANCE FRANCHISE INFORMATION de toutes les affaires. A votre disposition KAWASHIMA CORPORATION 2-31-12 KAWA, KITAKU, TOKYO

Tél. : (03) 598 37 88
Téléfax : (03) 598 26 36

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Beauvo-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 537
ISSN : 0395-2337

Renseignements sur les microfilms et autres documents (1) 42-47-88-81.

Imprimé par : M. J. M. G. 94832 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Corps 35-15 - Tapez LEMONDE ou 35-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
4, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDUPUB 266 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-80-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

ABONNEMENTS 11, RUE JEAN-MAZET 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

RENOUVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 011 MONO1

سكس الاصل

RÉGIONS

Un forum des conseils régionaux sur les perspectives de 1993

La carte européenne



Des représentants de tous les conseils régionaux ont « planché » à Nice, les 8 et 9 février, sur « Le pouvoir économique des régions face à l'échéance de 1993 ».

NICE

de notre envoyé spécial

Une réflexion témoigne bien de l'évolution des esprits à l'approche du marché unique de 1993, celle d'un élu du Languedoc-Roussillon, au cours de ce troisième forum économique des conseils régionaux : « Dans nos têtes, la carte du futur, à vingt ans, n'est pas celle de l'Etat français. » Et de rêver que sa région soit « la banquette de matière grise de Barcelone ». La province contre Paris, encore et toujours ? Ou plutôt la réalité déjà vécue d'une manière d'être qui se moque des schémas séculaires ?

Maintenant qu'elles sont — depuis 1986 — dotées de pouvoirs de gestion effectifs, de « parlements » élus au suffrage universel et de capacités accrues, notamment à travers les « contrats de plan », les régions existent vraiment. Pas suffisamment, estiment à l'unisson leurs dirigeants présents à Nice (1). Et piqués au vif lorsque Jean-Pierre Dupont, délégué général à l'aménagement du territoire, « constate que peu d'entre elles se sont dotées de véritables politiques d'aménagement régional ». Coincées entre les ambitions des villes les plus dynamiques et les capacités budgétaires supérieures des départements d'un côté, l'Etat et la Communauté européenne de l'autre, les régions s'inquiètent. Yves Meny, directeur du Groupement de recherches coordonnées sur l'administration locale (GRAL), rapporteur d'une commission, évoquera même leur « aridité » face à l'échéance de 1993, en même temps que leurs « jalousies » les unes par rapport aux autres.

Comment en serait-il autrement ? Les stouts ne sont évidemment pas les mêmes, comme le montre une enquête-sondage auprès des chefs d'entreprise : le peloton de tête, détaché, comprend l'Île-de-France, Rhône-Alpes, l'Alsace ; en queue de peloton s'inscrivent Poitou-Charentes, Basse-Normandie et Limousin (2). Le glissement vers l'Est des préoccupations européennes accroît le déséquilibre. Au moment où l'on parle avec insistance de la « dorsale Londres-Milan » (3), certains ont peur de faire les frais d'un développement inégal. Surtout lorsque, interrogés pour la même enquête-sondage, les chefs d'entreprise dessinent une

carte de France coupée en deux par une ligne nord-sud : à l'est, les régions les mieux placées géographiquement, à l'ouest la plupart de celles où l'on trouve une meilleure « qualité de vie ». De quoi faire réfléchir le président de Poitou-Charentes, Jean-Pierre Raffarin, qui lance le nouveau slogan de « l'arc Atlantique » cher à Olivier Guichard (Paye de Loire) : « Europe, n'oubliez pas ton Atlantique ! »

Non au redécoupage !

Cette tonalité est renforcée par la proposition naturelle des élus de l'opposition — deux régions métropolitaines seulement sont à gauche, le Nord-Pas-de-Calais et le Limousin... — à rajouter sur « les carcasses de l'Etat central », les méfaits des technocrates, les « contraintes » des lois, règlements et autres fiscalités.

Mais iniquité ne veut pas dire défaitisme. Comment affirmer plus nettement une identité, renforcer une dynamique, alors que les niveaux de compétences et donc d'intervention sur la vie économique sont multiples ? Deux éléments de poids s'imposent : les villes, les métropoles qui doivent encore se muscler pour la compétition européenne,

se mettre en « réseaux », comme le suggère Jean-Pierre Dupont, et puis les régions. Tout le monde semble d'accord là-dessus. En revanche, on a soigneusement évité publiquement de parler — en dehors de quelques allusions convenues — du rôle des départements, plusieurs élus le faisant malicieusement remarquer... en privé.

Les régions elles-mêmes ne sont-elles pas déjà trop petites à l'aune de 1993 ? Le gouvernement a envisagé une réforme : elle aurait, semble-t-il, la faveur des chefs d'entreprise, si l'on en croit par exemple Maurice Pagnaud, vice-président du CNPF — qui fait remarquer : « L'armée l'a fait » — ou Gilles Guillon, directeur général du groupe CIC, qui se dit « d'accord avec l'opinion qu'on est un peu à l'étroit dans les frontières actuelles ». « Faux débat », fulminent les élus, derrière Jacques Blanc, président de la région Languedoc-Roussillon et de l'Association nationale des élus régionaux (ANER), appuyé par Jean-Claude Gaudin (Provence-Alpes-Côte d'Azur), qui met en garde le gouvernement, à propos de tout redécoupage, sur « les risques de séparation » qu'il risquerait d'engendrer. La politique politicienne n'est pas loin.

À la tribune, Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat chargé des

collectivités locales, s'est montré rassurant, en se déclarant « partisan de la création, sur la base de délibérations concordantes des conseils régionaux souhaitant s'associer, de fédérations de régions ». Le gouvernement, a-t-il déclaré, « n'a pas l'intention d'imposer quoi que ce soit ».

Lobbying à Bruxelles

Quel doit être le mode d'intervention de la région sur le tissu économique ? Les élus réunis à Nice répondent très clairement, en bonne logique libérale : « faire faire » et non faire directement. Pour Daniel Granjon, président de la Société de développement régional Méditerranée, rapporteur sur le sujet : « Le rôle de la région n'est pas de distribuer des aides, mais de concevoir un devenir et d'en réaliser les conditions. » Dans ce domaine, estiment les élus, les régions « ne doivent pas être limitées dans leur action » par des dispositions législatives.

C'est par exemple la question posée dans la coopération inter-régionale transfrontalière : la loi prévoit une autorisation de l'Etat. Dans la pratique, on s'en passe. Les plus légalistes réclament une loi plus adaptée, les « pragmatiques » prônent l'illégalité. Les régions veulent pouvoir intervenir directement auprès de la Commission de Bruxelles — le « lobbying » se pratique de plus en plus, seul ou en se regroupant — et mener des actions avec des régions d'autres pays sans avoir de comptes à rendre à l'Etat.

Mais si l'Europe est bien « dans les têtes », les réalisations concrètes de cette coopération sont encore peu nombreuses, et concernent surtout les zones frontalières. On a parlé et reparlé des liaisons entre le sud de la France et la Catalogne ou les régions italiennes proches (Lombardie, Piémont, Ligurie), de celles de l'Alsace avec la Bade-Wurtemberg... Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour que la formule de Jacques Blanc « La région est le niveau local de l'Europe » soit autre chose qu'une incantation.

YVES AGNÈS

(1) Toutes les régions étaient représentées. Etaient présents notamment les présidents des régions Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon, Picardie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur.

(2) Enquête EVA pour le magazine *Entreprise*.

(3) Cf. le rapport de Christian Pellerin au gouvernement (*Le Monde* du 9 février).

HAUTE-NORMANDIE

10 km de tramway à Rouen

La construction du « métrobus » (tramway, en fait) de l'agglomération de Rouen commencerait en 1991 et coûterait 1,7 milliard de francs, a annoncé récemment M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale (comme député de Seine-Maritime) et du Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de cette agglomération. Le réseau aurait 10,3 km dont 1,8 en souterrain.

Trafic portuaire en progression

Le trafic maritime du Port autonome de Rouen pour 1989 a progressé de 2,75 % (21,5 millions de tonnes contre 20,9 en 1988).

Deux tonnages sont en progression : celui des déchargements (+9,3 %) et celui du transit (+16,3 %) alors que le tonnage des chargements a chuté de 1,7 %. L'année a été très bonne pour les vracs liquides dont le trafic (7,8 Mt contre 7,3 en 1988) a bénéficié de la mise en service du nouveau terminal du Grand-Quevilly. Le trafic des vracs solides est en légère progression : 10,6 Mt contre 10,4.

En revanche, l'année a été difficile pour les marchandises conditionnées, dont le trafic est passé de 2,6 Mt en 1988 à 2,5 Mt en 1989. Le trafic des conteneurs continue à se dégrader : 0,97 Mt contre 1,06 soit -9 %. Le regroupement du trafic sur le terminal de Grand-Couronne prévu pour 1991 devrait permettre de renverser la tendance.

LIMOUSIN

Un technopôle à Limoges

Les travaux de réalisation d'un « parc d'activités scientifiques et industrielles de haute technologie » — que l'on désigne le plus souvent sous le vocable « technopôle » — devraient commencer courant 1990 à Limoges. C'est l'aboutissement d'une démarche municipale entreprise à partir de 1987 : une étude avait alors été confiée à « Technopôle service développement », issue de Sophia-Antipolis. Elle a abouti à un projet d'implantation, sur un espace de deux hectares, d'un ensemble qui regroupera les stouts scientifiques et technologiques de l'université, de la recherche et de l'industrie régionale.

Ce projet se fera autour de trois points forts : la céramique, l'optique et l'électronique, les bio-industries. Il devrait regrouper aussi les organismes publics spécialisés dans l'innovation et la prospective comme l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche).

Avec le parc « Phoenix »

Nice s'offre un « jardin extraordinaire »

Après deux ans d'études et trois ans de travaux, le parc floral Phoenix, d'une superficie de 7 hectares dont une serre monumentale de 7000 mètres carrés, a été inauguré, mercredi 14 février, au cœur du nouveau quartier d'affaires de l'Arènes, à l'ouest de Nice. D'une conception nouvelle en Europe, celle des jardins animés, il a nécessité un investissement de 308 millions de francs et devrait accueillir, à terme, un million de visiteurs par an.

NICE

de notre correspondant régional

On l'appelle, déjà, le « jardin extraordinaire ». Le parc floral Phoenix, qui tire son nom du palmier le plus répandu sur la Côte d'Azur, le *Phoenix canariensis* (palmier des Canaries), n'est pourtant ni très vaste ni très riche en plantes — mille six cents espèces — par rapport à beaucoup d'autres grands jardins publics dans le monde. Mais il est sans doute destiné à faire référence par l'originalité de sa conception, qui réalise une synthèse très réussie entre le parc floral traditionnel et le jardin d'intérêt botanique, paysager ou culturel.

Schématiquement, Phoenix se présente comme une série de paysages architecturés, que l'on visite en suivant un ordre précis correspondant à trois thèmes principaux : les relations de la plante avec l'homme, son milieu et le temps. Le premier de ces thèmes est traité sous la forme d'un jardin divisé en neuf espaces plantés de végétaux méditerranéens familiers (olivier, vigne, plantes médicinales, agrumes, etc.). Le deuxième propose différents environnements, des éboulis rocheux d'altitude à la garrigue, en passant par des dunes de désert et de mer. Le dernier est défini, non par un paysage, mais par la présence de plantes caractéristiques de l'évolution (cyas, *ginkgo biloba*, *metasequoia* formant une « forêt des temps révolus »).

Microclimats

Le parc comprend plusieurs autres espaces sans thème particulier : un ensemble de cinq cratères aux parois tapissées de fleurs et de plantes, baptisés « couleurs et senteurs », un « jardin astronomique » et un autre de graminées, une bambouseraie-labyrinthe, un lac de 3500 mètres carrés alimenté par une rivière artificielle, une volière peuplée de perroquets et d'oiseaux exotiques, une fontaine musicale, et

des « pyramides » avec un belvédère et une salle en sous-sol consacrée au monde souterrain des plantes...

Mais l'attraction majeure de Phoenix est la serre, véritable signal du parc : un édifice de 7000 mètres carrés d'un seul tenant, 25 mètres de hauteur et 100 mètres de diamètre, que recouvre une verrière de 10000 mètres carrés. Son nom : le « diamant vert », qui lui vaut sa structure, évoquant les facettes d'une pierre précieuse, mais aussi les collections de plantes qu'elle renferme. Il s'agit, en fait, de six serres dans lesquelles sont créés, par ordinateur, sept microclimats tropicaux et subtropicaux. L'une, centrale, abritant des espèces tropicales réunies autour d'une cascade tombant d'une ruine de temple aztèque ; les autres, latérales, réservées à un jardin d'Afrique australe, aux orchidées et broméliades, fougères arborescentes, plantes carnivores et à un jardin de papillons...

La serre comprend aussi une salle de 800 mètres carrés, prolongée par un espace extérieur de 3700 mètres carrés pour l'organisation d'expositions temporaires (1), ainsi qu'une salle de conférences de trois cents places et diverses autres installations, dont une bibliothèque et un restaurant de quatre cents couverts.

Phoenix sera, enfin, le premier parc floral à être totalement informatisé.

Tout au long du parcours, des bornes télématiques, munies d'un écran vidéo et reliées à un centre serveur, fourniront aux visiteurs des renseignements en plusieurs langues sur les plantes qui les intéressent et dont ils auront, au préalable, relevé la référence *In situ*. Dans la serre elle-même, une infobulle — doublée d'une ludothèque à l'usage des enfants — permettra, d'autre part, de consulter l'ensemble des informations stockées dans la banque de données avec la possibilité d'obtenir des fiches détaillées sur imprimante.

Réalisé et géré par la Société d'économie mixte d'aménagement et de rénovation de la région niçoise (SEMAREN) avec le concours de la direction des espaces verts de la ville de Nice, le parc floral ne devrait atteindre son équilibre d'exploitation qu'au bout de la septième ou huitième année, la SEMAREN bénéficiant, dans l'intervalle, d'avances de trésorerie remboursables de la ville et du département.

GUY PORTE

(1) La première exposition, du 15 février au 4 mars, sera consacrée aux bonsaïs et jardins japonais. Le tarif d'entrée du parc floral est de 60 francs pour les adultes et de 30 francs pour les enfants. Renseignements : parc Phoenix, 405, promenade des Anglais, 06 93 19 03 33.

BIBLIOGRAPHIE

« Les bastides, villes nouvelles du Moyen Age »

Les urbanistes du passé

Les inventeurs les plus audacieux ne font souvent que retrouver les recettes du passé. Les urbanistes aussi. Les villes nouvelles qui, au lendemain de la guerre, apparurent en Grande-Bretagne et en France, firent parfois figure d'innovations révolutionnaires. Elles avaient pourtant des précédents, nombreux bien que mal connus. Par exemple, ces « bastides » qui, entre le douzième et le quinzième siècle, s'élevèrent un peu partout dans le sud-ouest de la France.

Les bastides, ce sont, comme le disent les auteurs d'un remarquable livre que publient les éditions Milan, les « villes nouvelles du Moyen Age », c'est-à-dire des cités conçues et bâties de façon tout à fait volontaire, en fonction d'un urbanisme très planifié et pour répondre à une volonté politique affirmée. La croisade des albigeois avait frappé à mort la féodalité, et les rois d'Angleterre et de France, qui se disputaient les territoires du comté de Toulouse, souhaitaient installer un pouvoir centralisé appuyé notamment sur des centres de peuplement et d'échanges nouveaux. Cinq cents bastides au moins furent ainsi bâties en moins de deux siècles suivant des règles très strictes : un plan octogonal

délimité parfois, mais pas toujours, par une enceinte fortifiée, avec, au centre, la place du marché, où l'on trouve côté à côté la maison de ville et l'église.

Certaines de ces bastides — dont cet ouvrage explique de façon détaillée et toujours très précisément illustrée pourquoi et comment elles ont été construites — sont devenues aujourd'hui des cités importantes, comme Carcassonne, Montauban ou Libourne. D'autres sont des bourgs plus obscurs mais restent la plupart du temps au cœur des cantons modernes des centres de vie et d'activité indispensables. Ces audacieux bâtisseurs du Moyen Age ont encore des choses à nous apprendre...

J.-F. S.

► Bastides villes nouvelles du Moyen Age, de Raymond Malebranche, Gilles Sérapiain et Alain Lauret, photographies de Jean-Louis Mesquolous et Ray Delvert, Milan Ed. 317 p., 490 F.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Alexis Boddard, Jean-Marie Deroy, Etienne Bannet, Georges Chatain. Coordination : Yves Agnès.

MARCHÉS FINANCIERS

La dernière hausse remonte à juillet 1989

Le prix des automobiles va augmenter de 1,5 % à 1,75 %

Les prix des automobiles françaises devraient augmenter, d'ici à la fin février, de 1,5 % à 1,75 % suivant les marques. Citroën, qui a déjà augmenté la XM de 2 % environ le 5 février, sera le premier à relever ses prix, mais devrait aussi être le plus sage pour le reste de sa gamme (AX et BX), avec une augmentation de 1,45 % en moyenne. On précise du côté de la marque aux chevrons que de nombreux modèles BX n'augmenteront pas.

Du côté de Peugeot, la hausse moyenne devrait être de 1,75 % sur les gammes 205, 309 et 405, « d'ici à la fin de la semaine ». La nouvelle 605 et les petits utilitaires ont déjà augmenté de 1,75 % le 5 février. Chez Renault, où l'on a relevé de 1,75 % le prix des R25, Espace et Alpine le

12 février, on se contente d'annoncer une hausse « très prochainement » pour les Supercin, R19 et R21.

Les dernières augmentations générales des prix des automobiles françaises avaient eu lieu au changement de millésime, le 1^{er} juillet 1989, avec des hausses moyennes de 2,25 % chez Peugeot, 2 % chez Citroën et 1,8 % chez Renault, qui succédait à un relèvement général de 1,8 % le 1^{er} janvier. Le prix payé par le client sur les automobiles neuves était redescendu d'environ 2,3 % en septembre lorsque les pouvoirs publics avaient décidé de ramener la TVA de 28 à 25 %.

Naissance de deux nouveaux groupes mondiaux

Le mouvement de concentration se poursuit dans le secteur papetier

Toujours à leur tour par les phénomènes de « taille critique », les fabricants de papier sont en pleine restructuration. Le mouvement de concentration se poursuit. Coup sur coup, deux groupes viennent de s'installer aux premières places européennes et mondiales.

La première opération, qui aboutit à la constitution d'un grand groupe européen du papier à usage domestique, a été annoncée le mercredi 21 février à Milan par la firme Montedison. Elle est le résultat d'un accord conclu entre la filiale SACI, le groupe américain James River Corporation et la finlandaise Nokia. Situés dans huit pays européens, ces activités seront regroupées dans deux sociétés baptisées J. Mont N. V. et J. Mont Nokia N. V. aux Pays-Bas, avec un siège opérationnel à Bruxelles. Leur chiffre d'affaires total devrait atteindre 1,3 milliard de dollars (7,4 milliards de francs).

Aux Etats-Unis, la fusion entre Georgia Pacific et Great Nor-

thern Nekoosa permet à Georgia Pacific de revendiquer la place de numéro un mondial dans le secteur du bois-papier. Cet accord, annoncé mardi 20 février à New York, met fin aux trois mois de lutte provoqués par l'OPA hostile qu'avait lancée Georgia Pacific pour s'emparer de Great Northern, qui avait dans un premier temps tenté de retarder l'opération. Le nouveau groupe ainsi constitué devrait se retrouver devant International Paper.

Par ailleurs, le groupe canadien Cascades a annoncé le 21 février des bénéfices consolidés en hausse de 13,2 %. En 1989, ils s'élevaient à 29,8 millions de dollars canadiens (149 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 681,3 millions de dollars canadiens (3,4 milliards de francs). Cependant les résultats du groupe ont été légèrement affectés par le redressement des trois usines de carton rachetées l'an dernier.

Pour financer son développement

Pechiney vend son siège social pour 2,8 milliards de francs

Pechiney a vendu son siège de la rue Balzac (34 000 mètres carrés), à Paris, pour la somme de 2,8 milliards à une compagnie d'investissement, le Groupement Foncier Français et les Nouveaux Constructeurs. La transaction s'est donc faite, selon nos calculs, au prix de 81 235 francs le mètre carré.

Cette opération, qui avait fait l'objet d'une promesse de vente le 25 octobre dernier, va permettre au groupe nationalisé

Pechiney d'augmenter ses capitaux propres à due concurrence, de se désendetter et donc de réduire ses charges financières. A la fin de 1990, les capitaux propres devraient donc s'élever à 35 milliards de francs et l'endettement, être ramené à 20 milliards, à comparer avec un chiffre d'affaires compris entre 87 et 90 milliards de francs, précise-t-on dans le groupe.

Les investisseurs étrangers vont pouvoir acquérir des actions Ciba Geigy

Les investisseurs étrangers vont pouvoir acquérir des actions nominatives de Ciba Geigy, le premier groupe chimique suisse. Cette décision, annoncée le 21 février, sera soumise aux actionnaires lors de la prochaine assemblée générale de Ciba Geigy qui se tiendra le 9 mai prochain.

« Le critère de la nationalité suisse est donc abandonné », précise un communiqué. La direction générale de Ciba Geigy indi-

que que la réglementation selon laquelle un actionnaire ne peut détenir plus de 2 % du capital en actions nominatives ne sera pas changée.

Ciba Geigy a enregistré en 1989 un chiffre d'affaires de 20,6 milliards de francs (78,2 milliards de francs) en hausse de 17 % sur l'exercice précédent. Le bénéfice a progressé de 18 % à 1,557 milliard de francs (6 milliards de francs).

La Lyonnaise des eaux prend une participation dans la distribution d'électricité au Luxembourg

Ufiner, holding qui cofinancie les activités de la Lyonnaise des eaux dans le secteur de l'énergie, vient de racheter à la Société alsacienne et lorraine de valeurs d'entreprises et de participations (SALVEPAR) 10,36 % qu'elle détenait dans la Compagnie grand-ducale d'électricité du Luxembourg (CEGEDEL). Celle-ci, dont le chiffre d'affaires est de 1,3 milliard de francs assure 66 % de la distribution d'électricité dans le grand-duché de Luxembourg. Ufiner devient le deuxième actionnaire de CEGEDEL, après le grand-duché lui-même, qui en détient 42 %.

M. Lebeque (BNP) souhaite la généralisation des livrets A aux banques. — M. Daniel Lebeque, directeur général de la BNP, a exprimé le souhait, mercredi 21 février, que la distribution du livret A détaxé et rémunéré à 4,5 % soit généralisée à toutes les banques. Cette mesure réduirait selon lui le problème de la rémunération des comptes bancaires en France... et légitimerait en retour la tarification des services aux clients. Les banques supportent de plus en plus difficilement que le Crédit mutuel soit le seul établissement à bénéficier d'un livret détaxé (livret bleu).

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

NEW-YORK, 21 février ↓

Dégâts limités

La Bourse de New-York, qui avait souffert les jours précédents, a limité les dégâts mercredi en dépit de l'annonce d'une vive hausse des prix au détail en janvier. En baisse de 30 points dix minutes après l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fini la séance à 2 583,55, en repli de 13,29 points. Quelque 160 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des valeurs en hausse était supérieur à celui des baissées : 967 contre 582, 431 titres restant inchangés. La séance avait plutôt mal commencé en raison de la chute de la Bourse de Tokyo quelques heures auparavant. L'annonce d'une vive hausse des prix en janvier aux Etats-Unis (+ 1,1 %) n'avait guère aidé.

Selon M. Edward Collins, responsable de Daine Securities America, le marché a exagérément réagi à l'annonce de cet indice au début de la semaine. M. Philip Puccio, analyste chez Prudential Securities, a noté que le pire a été évité grâce à l'intervention des investisseurs institutionnels qui ont profité de la baisse de la veille pour acheter. Le marché obligataire s'est stabilisé mercredi, après la tempête de mardi. Les taux sur les bons du Trésor à trois ans, principale référence du marché, ont baissé de 0,01 point à 8,65 %, contre 8,66 % mardi soir (8,46 % vendredi).

VALEURS	Cours de 20 fév.	Cours de 21 fév.
Alcoa	62	61 5/8
A.T.T.	38	38 1/2
Boeing	35 1/2	35 1/2
Chemical Bank	29 1/4	28 1/2
Du Pont de Nemours	37 5/8	37 1/4
Eastman Kodak	38 1/8	37 3/4
Ford	47 3/8	47 1/2
Ford	44	45 1/4
General Electric	50 7/8	50 1/2
General Motors	42 3/4	43 5/8
Goodyear	38 5/8	38 1/2
IBM	103	104 3/4
IBM	103	103 1/2
Intel	52 5/8	53 1/2
ITT	61 1/2	61 1/2
Motor	85	83 7/8
Rockwell	48 1/2	48 1/2
Tosco	59 1/8	59 1/8
UAI, Corp.-en-Affiliés	127 1/8	132 1/4
United Carbons	22 1/2	22 3/8
W. L. Gore	34 1/2	34 1/2
W. L. Gore	59 1/4	59 3/8
Xerox Corp.	85	81 1/4

150 000 000

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel																	
Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%	Compos.	VALEURS	Cours	Préc.	Dern.	%
3882	C.N.E. 3%	3880	3880	3880	+ 0,00	108	De Bours	108	107,80	108	- 0,92	108	De Bours	108	107,80	108	- 0,92
1051	C.N.E. 5%	1051	1051	1051	+ 0,00	109	De Bours	109	108,80	109	- 1,20	109	De Bours	109	108,80	109	- 1,20
1238	C.N.E. 7%	1238	1238	1238	+ 0,00	110	De Bours	110	109,80	110	- 1,86	110	De Bours	110	109,80	110	- 1,86
1045	C.N.E. 9%	1045	1045	1045	+ 0,00	111	De Bours	111	110,80	111	- 1,03	111	De Bours	111	110,80	111	- 1,03
1880	C.N.E. 11%	1880	1880	1880	+ 0,00	112	De Bours	112	111,80	112	- 1,65	112	De Bours	112	111,80	112	- 1,65
2044	C.N.E. 13%	2044	2044	2044	+ 0,00	113	De Bours	113	112,80	113	- 1,06	113	De Bours	113	112,80	113	- 1,06
1120	C.N.E. 15%	1120	1120	1120	+ 0,00	114	De Bours	114	113,80	114	- 1,53	114	De Bours	114	113,80	114	- 1,53
845	C.N.E. 17%	845	845	845	+ 0,00	115	De Bours	115	114,80	115	- 1,03	115	De Bours	115	114,80	115	- 1,03
610	C.N.E. 19%	610	610	610	+ 0,00	116	De Bours	116	115,80	116	- 1,65	116	De Bours	116	115,80	116	- 1,65
2130	C.N.E. 21%	2130	2130	2130	+ 0,00	117	De Bours	117	116,80	117	- 1,06	117	De Bours	117	116,80	117	- 1,06
515	C.N.E. 23%	515	515	515	+ 0,00	118	De Bours	118	117,80	118	- 1,53	118	De Bours	118	117,80	118	- 1,53
2650	C.N.E. 25%	2650	2650	2650	+ 0,00	119	De Bours	119	118,80	119	- 1,03	119	De Bours	119	118,80	119	- 1,03
615	C.N.E. 27%	615	615	615	+ 0,00	120	De Bours	120	119,80	120	- 1,65	120	De Bours	120	119,80	120	- 1,65
340	C.N.E. 29%	340	340	340	+ 0,00	121	De Bours	121	120,80	121	- 1,06	121	De Bours	121	120,80	121	- 1,06
325	C.N.E. 31%	325	325	325	+ 0,00	122	De Bours	122	121,80	122	- 1,53	122	De Bours	122	121,80	122	- 1,53
340	C.N.E. 33%	340	340	340	+ 0,00	123	De Bours	123	122,80	123	- 1,03	123	De Bours	123	122,80	123	- 1,03
325	C.N.E. 35%	325	325	325	+ 0,00	124	De Bours	124	123,80	124	- 1,65	124	De Bours	124	123,80	124	- 1,65
340	C.N.E. 37%	340	340	340	+ 0,00	125	De Bours	125	124,80	125	- 1,06	125	De Bours	125	124,80	125	- 1,06
325	C.N.E. 39%	325	325	325	+ 0,00	126	De Bours	126	125,80	126	- 1,53	126	De Bours	126	125,80	126	- 1,53
340	C.N.E. 41%	340	340	340	+ 0,00	127	De Bours	127	126,80	127	- 1,03	127	De Bours	127	126,80	127	- 1,03
325	C.N.E. 43%	325	325	325	+ 0,00	128	De Bours	128	127,80	128	- 1,65	128	De Bours	128	127,80	128	- 1,65
340	C.N.E. 45%	340	340	340	+ 0,00	129	De Bours	129	128,80	129	- 1,06	129	De Bours	129	128,80	129	- 1,06
325	C.N.E. 47%	325	325	325	+ 0,00	130	De Bours	130	129,80	130	- 1,53	130	De Bours	130	129,80	130	- 1,53
340	C.N.E. 49%	340	340	340	+ 0,00	131	De Bours	131	130,80	131	- 1,03	131	De Bours	131	130,80	131	- 1,03
325	C.N.E. 51%	325	325	325	+ 0,00	132	De Bours	132	131,80	132	- 1,65	132	De Bours	132	131,80	132	- 1,65
340	C.N.E. 53%	340	340	340	+ 0,00	133	De Bours	133	132,80	133	- 1,06	133	De Bours	133	132,80	133	- 1,06
325	C.N.E. 55%	325	325	325	+ 0,00	134	De Bours	134	133,80	134	- 1,53	134	De Bours	134	133,80	134	- 1,53
340	C.N.E. 57%	340	340	340	+ 0,00	135	De Bours	135	134,80	135	- 1,03	135	De Bours	135	134,80	135	- 1,03
325	C.N.E. 59%	325	325	325	+ 0,00	136	De Bours	136	135,80	136	- 1,65	136	De Bours	136	135,80	136	- 1,65
340	C.N.E. 61%	340	340	340	+ 0,00	137	De Bours	137	136,80	137	- 1,06	137	De Bours	137	136,80	137	- 1,06
325	C.N.E. 63%	325	325	325	+ 0,00	138	De Bours	138	137,80	138	- 1,53	138	De Bours	138	137,80	138	- 1,53
340	C.N.E. 65%	340	340	340	+ 0,00	139	De Bours	139	138,80	139	- 1,03	139	De Bours	139	138,80	139	- 1,03
325	C.N.E. 67%	325	325	325	+ 0,00	140	De Bours	140	139,80	140	- 1,65	140	De Bours	140	139,80	140	- 1,65
340	C.N.E. 69%	340	340	340	+ 0,00	141	De Bours	141	140,80	141	- 1,06	141	De Bours	141	140,80	141	- 1,06
325	C.N.E. 71%	325	325	325	+ 0,00	142	De Bours	142	141,80	142	- 1,53	142	De Bours	142	141,80	142	- 1,53
340	C.N.E. 73%	340	340	340	+ 0,00	143	De Bours	143	142,80	143	- 1,03	143	De Bours	143	142,80	143	- 1,03
325	C.N.E. 75%	325	325	325	+ 0,00	144	De Bours	144	143,80	144	- 1,65	144	De Bours	144	143,80	144	- 1,65
340	C.N.E. 77%	340	340	340	+ 0,00	145	De Bours	145	144,80	145	- 1,06	145	De Bours	145	144,80	145	- 1,06
325	C.N.E. 79%	325	325	325	+ 0,00	146	De Bours	146	145,80	146	- 1,53	146	De Bours	146	145,80	146	- 1,53
340	C.N.E. 81%	340	340	340	+ 0,00	147	De Bours	147	146,80	147	- 1,03	147	De Bours	147	146,80	147	- 1,03
325	C.N.E. 83%	325	325	325	+ 0,00	148	De Bours	148	147,80	148	- 1,65	148	De Bours	148	147,80	148	- 1,65
340	C.N.E. 85%	340	340	340	+ 0,00	149	De Bours	149	148,80	149	- 1,06	149	De Bours	149	148,80	149	- 1,06
325	C.N.E. 87%	325	325	325	+ 0,00	150	De Bours	150	149,80	150	- 1,53	150	De Bours	150	149,80	150	- 1,53
340	C.N.E. 89%	340	340	340	+ 0,00	151	De Bours	151	150,80	151	- 1,03	151	De Bours	151	150,80	151	- 1,03
325	C.N.E. 91%	325	325	325	+ 0,00	152	De Bours	152	151,80	152	- 1,65	152	De Bours	152	151,80	152	- 1,65
340	C.N.E. 93%	340	340	340	+ 0,00	153	De Bours	153	152,80	153	- 1,06	153	De Bours	153	152,80	153	- 1,06
325	C.N.E. 95%	325	325	325	+ 0,00	154	De Bours	154	153,80	154	- 1,53	154	De Bours	154	153,80	154	- 1,53
340	C.N.E. 97%	340	340	340	+ 0,00	155	De Bours	155	154,80	155	- 1,03	155	De Bours	155	154,80	155	- 1,03
325	C.N.E. 99%	325	325	325	+ 0,00	156	De Bours	156	155,80	156	- 1,65	156	De Bours	156	155,80	156	- 1,65
340	C.N.E. 101%	340	340	340	+ 0,00	157	De Bours	157	156,80	157	- 1,06	157	De Bours	157	156,80	157	- 1,06
325	C.N.E. 103%	325	325	325	+ 0,00	158	De Bours	158	157,80	158	- 1,53	158	De Bours	158	157,80	158	- 1,53
340	C.N.E. 105%	340	340	340	+ 0,00	159	De Bours	159	158,80	159	- 1,03	159	De Bours	159	158,80	159	- 1,03
325	C.N.E. 107%	325	325	325	+ 0,00	160	De Bours	160	159,80	160	- 1,65	160	De Bours	160	159,80	160	- 1,65
340	C.N.E. 109%	340	340	340	+ 0,00	161	De Bours	161	160,80	161	- 1,06	161	De Bours	161	160,80	161	- 1,06
325	C.N.E. 111%	325	325	325	+ 0,00	162	De Bours	162	161,80	162	- 1,53	162	De Bours	162	161,80	162	- 1,53
340	C.N.E. 113%	340	340	340	+ 0,00	163	De Bours	163	162,80	163	- 1,03	163	De Bours	163	162,80	163	- 1,03
325	C.N.E. 115%	325	325	325	+ 0,00	164	De Bours	164	163,80	164	- 1,65	164	De Bours	164	163,80	164	- 1,65
340	C.N.E. 117%	340	340	340	+ 0,00	165	De Bours	165	164,80	165	- 1,06	165	De Bours	165	164,80	165	- 1,06
325	C.N.E. 119%	325	325	325	+ 0,00	166	De Bours	166	165,80	166	- 1,53	166	De Bours	166	165,80	166	- 1,53
340	C.N.E. 121%	340	340	340	+ 0,00	167	De Bours	167	166,80	167	- 1,03	167	De Bours	167	166,80	167	- 1,03
325	C.N.E. 123%	325	325	325	+ 0,00	168	De Bours	168	167,80	168	- 1,65	168	De Bours	168	167,80	168	- 1,65
340	C.N.E. 125%	340	340	340	+ 0,00	169	De Bours	169	168,80	169	- 1,06	169	De Bours	169	168,80	169	- 1,06
325	C.N.E. 127%	325	325	325	+ 0,00	170	De Bours	170	169,80	170	- 1,53	170	De Bours	170	169,80	170	- 1,53
340	C.N.E. 129%	340	340	340	+ 0,00	171	De Bours	171	170,80	171	- 1,03	171	De Bours	171	170,80	171	- 1,03
325	C.N.E. 131%	325	325	325	+ 0,00	172	De Bours	172	171,80	172	- 1,65	172	De Bours	172	171,80	172	- 1,65
340	C.N.E. 133%	340	340	340	+ 0,00	173	De Bours	173	172,80	173	- 1,06	173	De Bours	173	172,80	173	- 1,06
325	C.N.E. 135%	325	325	325	+ 0,00	174	De Bours	174	173,80	174	- 1,53	174	De Bours	174	173,80	174	- 1,53
340	C.N.E. 137%	340	340	340	+ 0,00	175	De Bours	175	174,80	175	- 1,03	175	De Bours	175	174,80	175	- 1,03

BELGIQUE : rumeurs de « ballets roses »

« VDB a beaucoup de défauts mais sur le plan sexuel... »

BRUXELLES

de notre correspondant

« Tout ce que je sais, c'est que c'est faux. Et ça, c'est clair ! » Paul Vanden Boeynants, soixante et onze ans, un des hommes politiques belges les plus populaires de l'après-guerre — il est ainsi le seul à avoir imposé ses initiales, VDB — mais aussi l'un des plus connus à l'étranger, notamment depuis son enlèvement début 1989, a réalisé de nouveau un « show » inimitable lors de son audition, mercredi 21 février, par la commission d'enquête parlementaire sur le banditisme et le grand terrorisme devant laquelle il comparait à sa demande.

Le nom de l'ancien premier ministre, qui avait été condamné en 1987 pour fraude fiscale et usage de faux à deux ans de prison avec sursis, a en effet été lié plusieurs fois à une série d'affaires criminelles ou crapuleuses qui ont défrayé la chronique belge depuis des dizaines d'années.

Les déclarations le mois dernier d'une prostituée à la chaîne de télévision privée flamande avaient lancé la polémique. Ne déclarait-elle pas que le « vieux crocodile » (un autre surnom) avait participé à des ballets roses en compagnie d'autres personnalités en vue du royaume. Certains médias n'avaient alors pas hésité à monter un scénario particulièrement « saignant » suivant lequel les personnes compromises

auraient payé des assassins — les tristement célèbres « tueurs fous du Brabant wallon » — pour se débarrasser des témoins gênants de ces parties fines en les faisant disparaître au milieu d'un bain de sang. Sans le moindre soupçon de preuves.

C'est cette absence de preuves un tant soit peu convaincantes qui a permis à VDB de sortir largement gagnant aux points, sinon par KO technique, de cette confrontation avec les députés de la commission d'enquête.

« Je ne pédale pas dans la confiture »

De rumeurs de coup d'Etat et de trafic de drogue, en passant par le financement de mouvements d'extrême droite ou les ballets roses, l'ancien premier ministre a balayé toutes les accusations. Jouant sur toutes les gammes de son talent de comédien et d'orateur — la colère feinte, l'émotion contenue, le clin d'œil au public, les plaisanteries en flamand et en français.

Concernant les ballets roses, l'ancien premier ministre a déclaré : « Je n'ai pas de fantasmes sexuels. Je n'ai jamais eu. Je ne pédale pas dans la confiture et je ne connais pas de choix », avant de conclure, parlant de lui à la troisième personne comme il aime tant le faire, « VDB a beaucoup de défauts. Il les connaît. Mais sur le plan sexuel il est parfaitement normal ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Les bouleversements dans les pays de l'Est : « Une histoire sans fin », par Jean-Pierre Garnier et Louis Janover ; Laïcité et religion : « Le sens du sacré », par Jean-Pierre Molina 2

L'évolution des pays de l'Est

..... 3-4

La visite de M. Mitterrand au Pakistan et au Bangladesh

..... 8

La commission exécutive du RPR

Un « gouvernement » de quarante-deux membres 10

Le Conseil d'Etat et les municipales

Les élections de Colombes sont annulées • Le maire de Vélizy-Villacoublay n'était pas éligible 12

SECTION B

Les états d'âme des juifs de France

Trafic entre laïcs et religieux, la communauté juive de France s'interroge sur ses pratiques et ses rapports avec la société 13

Régions

Un forum des conseils régionaux sur les perspectives du grand marché européen de 1993 • Le tour de France de nos correspondants 37

Services

Abonnements 38

Annonces classées 12

Bulletin d'enseignement 20

Campus 20

Loto, Loterie 19

Marchés financiers 38-39

Météorologie 20

Mots croisés 19

Radio-Télévision 19

Spectacles 18

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 22 février 1990

a été tiré à 525 507 exemplaires.

Télévision directe par satellite aux Etats-Unis

NBC, Hughes, Murdoch et Cablevision unissent leurs forces pour lan-

Selon un sondage de l'«Expansion»

Les Allemands de l'Ouest choisiraient

M. Mitterrand comme président de la CEE

S'ils devaient élire un président de la Communauté européenne, et choisir entre MM. Felipe Gonzalez, Helmut Kohl, François Mitterrand ou M^{me} Margaret Thatcher, les Allemands de l'Ouest voteraient en faveur du président français à 36 %, contre 34 % pour leur chancelier.

Posée dans le cadre d'un sondage publié par le magazine l'«Expansion» dans son édition du 22 février, la question suscite une réaction très différente chez les Français : ils voteraient pour M. Mitterrand à 72 %, pour M. Kohl à 7 % et pour M. Gonzalez à 15 % (1).

Selon le même sondage, la réunion de la RFA et de la RDA en un seul Etat « paraît être plutôt une bonne chose » à 73 % des Français et à 96 % des Allemands de l'Ouest. Dans les deux pays, près de la moitié des personnes interrogées estiment qu'il faut construire une confédération européenne groupant à la fois l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est.

(1) Sondage réalisé du 10 au 20 janvier par RES, pour le compte de l'«Expansion», auprès de mille personnes représentatives de la population française et mille personnes représentatives de la population ouest-allemande, âgées de dix-huit ans et plus.

M. Lionel Stoléru en URSS

Quand la planification souple vient à l'aide d'une planification rigide

MOSCOU

de notre correspondant

Les gouvernements soviétique et français sont convenus de travailler ensemble sur les problèmes posés par le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Un « aide-mémoire » a été signé à cet effet, mercredi 21 février, entre le premier ministre soviétique, M. Rykov, et le secrétaire d'Etat français au Plan, M. Stoléru. Un « groupe », composé de trois membres de chacun des deux gouvernements, devrait rapidement être mis en place.

Avancée dans un article de M. Stoléru simultanément publié, à la mi-février, par le Monde et des journaux de l'ensemble des pays membres du COMECON, l'idée présidant à ce travail commun est que la France a une expérience à partager avec ces Etats à l'heure où ceux-ci veulent introduire les mécanismes du marché dans leur économie. Pays d'économie libérale, la France a un plan, un important secteur public, un système de protection sociale développé.

Le groupe intergouvernemental devrait, dans un premier temps, faire travailler ensemble de hauts responsables des deux pays sur les questions des prix,

de la protection sociale et des rapports entre secteurs privé et public.

Conscients que le débat économique est loin d'être tranché à Moscou, même si le comité central s'est prononcé, en janvier, en faveur d'une combinaison du marché et du plan, les autorités françaises n'entendent pas essayer d'imposer de réponses toutes faites à des questions qui ne sont pas encore formulées. Il s'agit plutôt de laisser voir que les problèmes de la transition d'une économie à l'autre ne relèvent pas que de l'inconnu.

L'accueil réservé à l'initiative française a été positif. M. Stoléru a été reçu par les plus hauts responsables gouvernementaux et par M. Petukhov, le conseiller économique de M. Gorbatchev. Si cette expérience totalement nouvelle d'échange institutionnel de réflexions à un si haut niveau s'avérait concluante, elle pourrait déboucher, à la fin de l'année, sur l'organisation, à Paris, d'un séminaire regroupant l'ensemble des pays du COMECON dans la perspective d'un dialogue avec le Communauté européenne sur cette transition plan-marché.

B. G.

Les cotisations dues à la Sécurité sociale

Le ministère de la défense dément les informations publiées par « le Canard enchaîné »

Dans un communiqué publié le 21 février, le ministère de la défense dément les informations publiées dans le Canard enchaîné selon lesquelles 8 milliards de francs d'arriérés seraient dus à la Sécurité sociale pour les cotisations d'assurance maladie des personnels civils (le Monde du 22 février).

« Aucun rapport » de la Cour des comptes n'a été reçu, affirme le ministère de la défense, qui rappelle que, « comme pour l'ensemble des fonctionnaires civils payés par le budget de l'Etat, la part patronale des cotisations sociales des personnels civils titulaires de la défense est acquittée aux organismes de Sécurité sociale par le ministère des finances, au titre du budget des charges communes ».

Par ailleurs, il semblerait bien que le rapport de la Cour des comptes ne soit pas encore rédigé, certains documents en provenance de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) n'ayant pas encore été fournis. Selon des experts, il serait en outre difficile d'établir que le ministère de la défense a commis cet « oubli », le versement des cotisations étant global pour le compte de l'Etat. Mais, précise-t-on à l'ACOSS, les opérations de contrôle d'assiette ne sont pas toujours faciles à effectuer localement. L'administration des PIT et les armées font partie des récalcitrants, avec par exemple l'arsenal de Brest.

Le manuel PASSAGES

Février 1990

LES GRANDES PEURS DE L'AN 2000

LES NOUVEAUX JUIFS DU SILENCE

Rapportage exclusif en Syrie

30 F VENDU EN KIOSQUE

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES DROITS DES TRAVAILLEURS A L'HEURE EUROPEENNE

Avec notamment des articles de :

Jean AUROUX, Claude CHEYSSON, Edith CRESSON, Yves JOUFFA.

Envoyer 40 F (tarif de 2 F par chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue de la

Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le

dossier demandé ou 150 F pour

l'abonnement annuel (80 F d'écono-

mie), qui donne droit à l'envoi gratuit

de ce numéro.

D.I.E.M.

publiée sous la direction de J. Beaujeu-Garnier

et A. Garbin

LA C.E.E. MEDITERRANEE

par G. BURGEL, M. DRAIN, L. DAVY, M. DACHARRY, Ch. GACHELIN, R. LHENAFF, J. LIEUTAUD, D. RIVIERE, M. SIVIGNON, P.-J. THUMERELLE et A. VIGARIE

UNE NOUVELLE C.E.E. ?

Un vol. 13,5 x 24

312 pages 147 F

C.D.U. et SEDES réunis

88, bd Saint-Germain - 75005 Paris

Organisée le 25 mars

Une journée « portes ouvertes » au palais de justice de Paris

Le palais de justice de Paris ouvrira ses portes au public le dimanche 25 mars. « Une opération « glasnost » en quelque sorte », a expliqué, mardi 20 février, le procureur général, M. Pierre Truche, en présentant à la presse cette initiative sans précédent en compagnie de M^{me} Myriam Ezratty, premier président de la cour d'appel de Paris.

Les visiteurs pourront parcourir, de 10 heures à 19 heures, les 25 kilomètres de couloirs du palais de justice, où magistrats, avocats, greffiers, huissiers et experts seront à leur disposition pour expliquer le fonctionnement de la justice. Ils pourront visiter les salles d'audience du tribunal de grande instance, de la cour d'appel et de la Cour de cassation. Un parcours spécial conduira les amateurs d'histoire à travers les lieux où furent jugés Marie-Antoinette, Laval ou la bande à Bonnot.

Cette journée « portes ouvertes », organisée sous le patronage du président de la République, entend présenter la justice comme un « service » plutôt que comme un instrument de répression. « Chaque jour, des centaines de décisions se rendent ici au nom du peuple français. Il apparaît donc légitime que nous puissions lui expliquer la justice », a déclaré M^{me} Ezratty.

Des renseignements pratiques sur cette journée seront prochainement accessibles par Minitel : 3615, code « justiceparis ».

Un nouveau directeur pour l'Ecole nationale supérieure de police. — M. Jacques Buisson, commissaire divisionnaire, a été nommé directeur général de l'Ecole nationale supérieure de police, à Saint-Cyr-an-Mont-d'Or (Rhône). M. Buisson, quarante et un ans, avait été nommé professeur dans cette école en 1978, avant de prendre en charge la direction de la formation continue.

Le Front de salut national a décidé que les premières élections libres depuis quarante-cinq ans auront lieu le 20 mai mais l'opposition a demandé leur report à l'automne pour mieux se préparer. — (AFP, AFP.)

ZAIRE : report du sommet africain avec le président De Klerk. — Le sommet de Goma (Zaire), qui devait réunir, samedi 24 février, plusieurs chefs d'Etat africains et le président sud-africain, M. Frederik De Klerk, sous l'égide du président zairois Mobutu Sese Seko, a été reporté à une date ultérieure et aura lieu probablement à Kinshasa, a annoncé l'agence zairoise de presse. Selon certains responsables de la présidence, il n'était pas possible d'accueillir autant de chefs d'Etat à Goma (sud-est du pays), où ont lieu en ce moment les travaux préparatoires du douzième sommet de la Communauté économique des pays des grands lacs (Zaire, Burundi et Rwanda). Le report n'a pour l'instant pas été confirmé par Pretoria. — (AP, AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 février

Reprise

Un mouvement de reprise était observé jeudi dès les premiers échanges. Après s'être déprécié de 3,5 % depuis le début de la semaine, l'indice CAC 40 regagnait un peu de terrain. Après avoir débuté sur une hausse de 0,77 %, il revenait à 0,59 % en fin de matinée.

Les plus fortes progressions étaient enregistrées par La Rochette (+ 6 %), Groupe Victoire CI (+ 5,5 %), CSEE (+ 5 %) et Marine Wendel (+ 4,7 %).

En baisse, on notait Lebon (- 4,5 %), Salvépar (- 2,9 %), GTM (- 2,6 %) et Bic (- 2,6 %).

Qui était le père de Louis XIV ?

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT

MARABOUT